Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15245 – 7 F

MERCREDI 2 FÉVRIER 1994

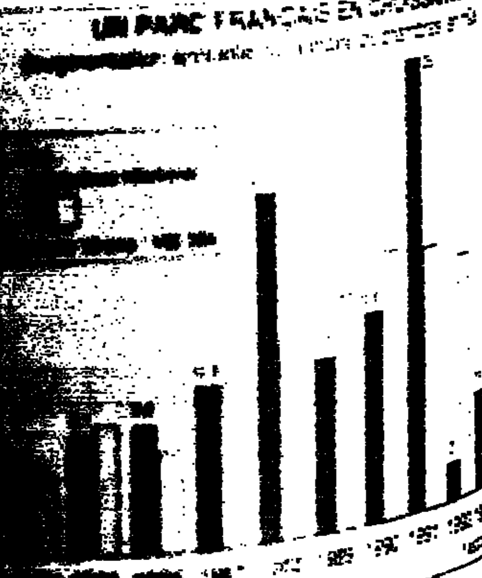
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

ÉTATS-UNIS

JAPON

SECTEUR • L'hôtellerie

Restructuration en co



Crimée : le signal

LA riposte ne s'est pas fait attendre : les résultats officiels de l'élection présidentielle en Crimée était tout juste connus, et à peine proclamée la victoire encore plus nette que prévue du candidat prorusse, Iouri Mechkov, qu'un vice-ministre ukrainien réagissait vivement. En cas de sécession de la Crimée, a-t-il dit, l'Ukraine pourrait remettre en cause l'accord sur la dénucléarisation de son pays, signé le 14 janvier dernier entre les présidents Clinton, Eltsine et Kravtchouk.

Pour le ministre ukrainien, en effet, cet accord prévoyait notamment la garantie de l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Or cette intégrité pourrait être remise en cause au cas où le nouveau « président » appliquerait ses promesses électorales, nuancées depuis, de rendre la Crimée à la Russie.

MOSCOU, pour le moment, n'a pas encore véritablement réagi. Si le porte-parole de Boris Eltsine a affirmé que la Russie « tiendra compte » de cette élection, un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères a tenu à ajouter qu'il appartenait d'abord à l'Ukraine « d'évaluer » ces résultats, mais qu'en tout état de cause ceux-ci ne changeraient rien aux relations entre la Russie et l'Ukraine.

Voire. Dans cette région considérée, selon un rapport récent de la CIA, comme une des plus « sensibles » au monde – n'abrite-t-elle pas la flotte de la mer Noire que se disputent Moscou et Kiev? –, le scrutin de dimanche ne peut être ignoré. Il constitue, d'abord, un pas de plus, et de taille, vers la séparation de la Crimée, majoritairement russophone, d'une métropole, Kiev, à laquelle elle n'est liée que depuis 1954. Séparation qui pourrait, alors, déboucher sur un conflit violent entre la Russie et l'Ukraine.

LE Kremlin sait qu'il n'a plus besoin maintenant de jouer les boutefeux. Tout comme vis-à-vis de l'Abkhazie, autre région stratégique importante, Moscou, une fois ses partisans maîtres à bord, n'a plus intérêt à voir ces derniers demander un retour formel au sein de la « mère-patrie ». Une revendication que Iouri Mechkov a d'ailleurs abandonnée entre les deux tours de l'élection. Car la faillite de l'économie ukrainienne joue dans le sens souhaité par Moscou. Aujourd'hui privée de tout, la population accueillerait sans renâcler, sûrement en Crimée et sans doute aussi dans le reste de l'Ukraine, le retour du pays dans une nouvelle zone rouble.

En annonçant, fin janvier, leur décision de doubler leur aide économique à l'Ukraine en 1994, les Etats-Unis ont montré leur inquiétude, alors que les échéances se rapprochent : les élections du 27 mars pourraient faire éclater au grand jour la division historique du pays entre sa partie occidentale, fief du nationalisme ukrainien, et ses régions proches de la Russie, désireuses, comme la Crimée, de retourner dans le giron de Moscou.

M 0147 - 0202 - 7,00 F

Les tentatives de restructuration de l'automobile en Europe

Le rachat de Rover par BMW est un échec pour les Japonais

Soucieux de se désengager totalement de l'automobile, British Aerospace a annoncé, lundi 31 janvier, la cession de Rover à BMW pour près de 7 milliards de francs. Le dernier fleuron de l'automobile britannique – si l'on met de côté Rolls Royce – échappe ainsi au constructeur japonais Honda, qui détient pourtant 20 % de son capital depuis 1979 et lui fournit l'essentiel de ses modèles. Ce rachat, qui intervient deux mois après la rupture entre Renault et le constructeur suédois Volvo, marque une nouvelle étape des tentatives de restructuration du secteur de l'automobile en Europe et représente un échec pour le Japon.

Rover vendu. Le dernier fleuron de l'automobile britannique, si l'on excepte Rolls Royce, placé sous bannière étrangère. La nouvelle n'est pas vraiment une surprise, pour qui savait British Aerospace en difficulté, de plus en plus désireux de se concentrer sur ses deux métiers. L'allemand BMW est l'heureux acquéreur. Le choix de l'élu n'étonne qu'à moitié, tant la presse d'outre-Manche s'était déjà fait l'écho de l'intérêt du bavarois pour les constructeurs haut de gamme britannique.

Mais, deux mois à peine après l'échec de la fusion de Renault et de Volvo, ce rachat spectaculaire rend plus cruelles les mésaventures françaises en Suède. Entendre à Londres que l'efficacité, dans l'automobile, est incompatible avec une *« approche nationaliste »*, condamne les crispations de Volvo et rend encore plus inexcusables les maladresses de Renault. L'histoire ne manque pas de sel. Il revient donc aux Britanniques, ces « mauvais élèves » de la construction communautaire, de permettre le premier grand mariage entre Européens dans ce secteur.

Et de confirmer l'image, toujours excellente malgré de récents déboires, de l'industrie allemande, seule capable de fédérer autour d'elle des constructeurs automobiles européens. N'est-ce pas Volskwagen qui a emporté l'espagnol SEAT, puis a soufflé, à Renault déjà, le tchèque Skoda?

Le choix de BMW est aussi un revers pour Honda, qui avait fait de Rover le tremplin de son expansion sur le Vieux Continent. L'amertume qui transparaît dans son communiqué est à la mesure de sa défaite stratégique. Hier partenaire modèle à l'efficacité discrète, le japonais se retrouve désormais en moins bonne posture que ses concurrents nippons, Toyota et Nissan, qui avaient préféré l'implantation d'usines à l'alliance. Mais la mésaventure de Honda constitue, peut-être, un nouveau clignotant pour l'ensemble des fabricants d'automobiles du pays du Soleil-Levant.

PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

Lire la suite page 18

Réclamant une « autre politique pour l'emploi »

Le RPR juge insuffisantes les décisions de M. Balladur

Le secrétaire général adjoint et porte-parole du RPR, Jean-Louis Debré, a commenté sévèrement, mardi 1er février, les décisions annoncées par Edouard Balladur après la réunion d'un « séminaire » du gouvernement, dimanche 30 janvier. Pour le porte-parole du principal parti de la majorité, elles sont insuffisantes et ne correspondent pas à « l'autre politique » souhaitée par le RPR pour lutter contre le chômage. De leur côté, les dirigeants de l'UDF qui se sont exprimés ont demandé une « accélération du programme de réformes ». Les réactions patronales et syndicales ne cachent pas, non plus, une certaine déception devant la modestie des mesures prises par le gouvernement.



page 9

Vladimir Jirinovski chantre de la « Grande Serbie »

Lors d'une tournée en Krajina, « république serbe » autoproclamée en Croatie, le leader nationaliste russe Vladimir Jirinovski a appuyé, lundi 31 janvier, l'idée de *« Grande Serbie »* et prôné *« l'union des peuples slaves de Knin à Vladivostock »*. Il achèvera sa visite par un meeting, mercredi soir 2 février, dans le centre de Belgrade. Des responsables des forces serbes de Bosnie ont confirmé, lundi 31 janvier, qu'un nouvel ordre de mobilisation avait été lancé. Sont notamment rappelés sous les drapeaux en Bosnie les hommes ayant quitté cette république pour la Serbie et le Monténégro. Dans l'enclave musulmane de Bihac, en Bosnie occidentale, le leader musulman dissident Fikret Abdic perd du terrain devant les partisans du gouvernement de Sarajevo.

page 3

L'état de l'Europe selon Edgar Morin

Un peu partout sur le Vieux Continent, des forces de dislocation et de repli sont à l'œuvre. L'Est est entré dans la crise de l'Ouest en entrant dans le marché mondial, et l'Ouest dans la crise de l'Est en réveillant ses nationalismes : pour Edgar Morin, la seule réponse devant de tels périls est associative, c'est celle de l'Europe politique, à condition toutefois que celle-ci soit capable de se doter d'un dessein qui lui soit propre.

page 2

Les Américains se préparent à un nouveau D-Day

Plusieurs milliers de vétérans organisent avec leurs familles leur retour sur les plages

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

La grenade était encore là. Coincée dans un nœud d'arbre, juste à la fourche du tronc, à près de 3 mètres du sol. Aucun orage, aucune tempête ne l'avait déplacée ne serait-ce que de quelques millimètres. L'arbre l'avait très naturellement intégrée, lui servant de cachette et d'écrin. Et le vieux GI qui se rappelait l'avoir oubliée là, un jour du mois de juin 1944, sur cette petite route de Normandie où le passage d'un régiment allemand l'avait contraint à se cacher dans l'arbre, n'en croyait pas ses yeux.

Sa grenade était encore là. Comme si elle attendait son retour, quelque cinquante ans plus tard. D'autres vétérans attendaient dans le car, *« respectueux et silencieux »*, raconte le directeur d'une agence américaine spécialisée dans ce tourisme d'un genre particulier. Un autre voyageur n'avait-il pas demandé, peu avant, que l'on s'arrête dans cette ferme du Calvados où il se souvenait avoir été hébergé et soigné, le soir même du D-Day? Ses hôtes, comme il le craignait, avaient disparu depuis une quinzaine d'années, mais un fils tenait toujours la ferme et avait même tiré, d'un coffre de la grange, la toile blanche d'un parachute que l'Américain aux cheveux blancs, aujourd'hui un peu voûté dans son blazer marine, avait semblé reconnaître. Alors ensemble, sans beaucoup se parler, ils avaient bu un petit verre de ce calvados qui fait si vite monter les larmes aux yeux des vétérans. Et ils avaient pleuré doucement.

Le car, plus tard, s'arrêterait encore. Et près d'Omaha Beach, « Omaha la sanglante », plusieurs hommes, se disperseraient sur les dunes, pour revivre silencieusement ce qui fut l'expérience la plus marquante et la plus douloureuse de leur vie et dont le cauchemar leur semble intransmissible. *« L'enfer, même là-bas, ne se raconte pas... »*

Là-bas, en Normandie. Là-bas, à Colleville, Arromanches, Courseulles, Ouistreham, Caen, Sainte-Mère-Eglise. Ces villes dont ils prononcent si mal les noms mais où ils ont laissé bien plus que des souvenirs et des centaines de camarades et auxquelles les unit, depuis près de cinq décennies, un lien mystérieux, presque charnel. Ces terres qu'ils veulent toujours revoir et qu'ils s'apprêtent à fouler, par dizaines de milliers au mois de juin prochain, dans un ultime et ardent pèlerinage. Celui du *« Cinquantième »*. Entendez : le cinquantième anniversaire du débarquement des forces alliées commandées par le général Dwight Eisenhower en Normandie.

Pour les Américains qui sont entrés, en juin 1990, dans une longue série de commémorations des événements clés de la deuxième guerre mondiale, la date du 6 juin supplante toutes les autres. *« Ce sera le point d'orgue de l'ensemble de nos célébrations »*, annonce le général Kenneth Bargmann, vétéran du deuxième bataillon de rangers, confronté aujourd'hui, en tant que conseiller du secrétaire d'Etat américain à la défense, à l'épineux problème du déplacement du président Clinton qui rejoindra sept autres chefs d'Etat en Normandie au début du mois de juin.

ANNICK COJEAN

Lire la suite page 12

Le premier ministre en Corse

Edouard Balladur s'est rendu, mardi 1er février, à Ajaccio pour présenter aux élus de Corse l'avant-projet de statut fiscal de l'île, qui doit être débattu par le Parlement au printemps prochain. Cette visite du premier ministre, qu'accompagne notamment Charles Pasqua, se situe dans le cadre du débat national sur l'aménagement du territoire ouvert par le gouvernement.

page 8

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 3 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 580 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 95 p. ; Grèce, 280 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 190 PTE ; Sénégal, 550 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

NATIONALISMES

La déseurope

« Et si vous êtes pris
au filet inextricable du malheur,
ce ne sera pas
par un coup brusque et secret,
mais par votre sottise. »
Eschyle

par Edgar Morin

LA transition du totalitarisme à la démocratie, de l'économie bureaucratisée à l'économie de marché, de la soumission à la souveraineté nationale s'est transformée partout en triple crise politique, économique et nationale. La crise de l'espérance communiste avait déjà suscité un retour sur les identités nationales, religieuses, ethniques. Mais, dans tout cet univers européen qui avait vécu plusieurs siècles dans trois empires (l'ottoman, l'austro-hongrois, le russe tsariste devenu soviétique), les nationalités ou ethnies s'étaient diversement imbriquées les unes dans les autres, et la revendication d'un Etat national souverain, pour chaque ethnie ou nationalité, ne pouvait avoir pour conséquence que d'enfermer dans ses nouvelles frontières des ethnies ou nationalités étrangères, ou/et d'enfermer dans des frontières étrangères une partie des siens. Exaspérées par la crise économique et favorisées par la crise d'une démocratie n'arrivant pas à s'enraciner, les légitimes aspirations à la souveraineté se sont muées très rapidement en exaspérations nationalistes agressives.

A l'Est dominent donc les ethnonationalismes furieux, qu'exaspèrent encore les différences religieuses, et en Yougoslavie l'horreur est à son comble parce qu'il y a à la fois, inextricablement, guerre entre nationalités, guerre entre religions, guerre civile. Il y a de plus, partout à l'Est, un retour des virulences antitsiganes et antijuives. Il y a enfin, peut-être surtout, au cœur de la triple crise politique, économique, nationale, c'est-à-dire en Russie, le surgissement en fin d'année, à l'occasion des élections parlementaires, de la synthèse fatale entre nationalisme, autoritarisme et communisme, qui risque de faire basculer la grande et magnifique nation dans le totalnationalisme

Ainsi un processus dissociatif a déterminé à l'Est au mieux divorces, au pire guerres multiples dont la plus atroce est en Yougoslavie. A l'Ouest, l'effort associatif tenta de se développer avec Maastricht en 1992, mais Maastricht fut un redémarrage empêtré, un demi-échec. Ce qui est devenu vraiment problématique, c'est la perspective d'une Europe politique. C'est dans ces conditions que l'idée d'Europe se trouve en crise.

Régressions à l'Ouest

Face au désarroi économique de l'Est, l'Ouest européen répondit en oubliant toutes ses déclarations de solidarité, et même en mettant en place un nouveau rideau de fer comportant restrictions de tous ordres pour l'importation des marchandises et l'entrée des personnes. Tout cela fut surdéterminé par la crise économique puis politique qui affecta en 1992-1993 la Communauté européenne. Le mal économique qui s'était avancé insensiblement sur des pattes de colombe, de 1973 jusque dans les années 80, révéla de plus en plus sa profondeur avec l'augmentation ininterrompue du chômage, le ralentissement continu de l'expansion, puis la récession en 1993. La reconversion profonde engagée en période de prospérité dans les grandes nations qui avaient fondé leur puissance et leur réussite sur le charbon et l'acier continua à s'effectuer, mais, désormais dans la crise, elle contribua au chômage. Les gains de productivité devenus vitaux dans un marché livré à une compétition de plus en plus intense se payèrent par la substitution des machines aux travailleurs. Les nécessités elles aussi vitales pour certaines entreprises de délocaliser leurs usines dans les pays asiatiques à main-d'œuvre bon marché contribuèrent également au chômage. Et, de plus, la crise économique est sans doute seulement l'un des aspects d'une crise multidimensionnelle frappant la société, où les maux de civilisation, les fossilisations politiques, les décompositions éthiques, s'entre-associent dans une dégradation généralisée.

En même temps, à l'Ouest, des phénomènes de repli sur la nation apparaissent partout. L'Allemagne s'est à la fois introvertie dans l'absorption de la RDA, elle s'est relativement autonomisée dans sa politique internationale, et, située désormais au cœur de l'Europe et non plus à la frontière de l'Ouest, elle tend à agréger autour d'elle une *Mitteleuropa*. La France a *manifesté* une poussée multiforme de xénophobie, tant à l'égard des immigrés soumis à des contraintes plus sévères qu'à l'égard des Etats-Unis suspects de ruiner et son agriculture et sa culture. Et tandis que l'aigle allemand ouvrait l'œil, le coq français poussait un cocorico sonore. La communauté est fissurée dans sa base même, qui est l'union franco-allemande, et, dans le recroquevillement et la démoralisation généralisés, l'Angleterre s'en tient à son insularité, et les petits partenaires tremblent.

Des forces de dislocation jouent à l'Ouest également : l'union entre Wallons et Flamands n'est maintenue *in extremis* que par le symbole royal. L'Espagne également, grâce à la monarchie, réussit à tempérer les forces centrifuges qui prennent jusqu'à présent la forme positive d'accroissement d'autonomies. Mais l'Italie subit la poussée centrifuge du Nord, qui refuse à la fois l'Etat romain et veut rejeter comme étranger le Mezzogiorno.

Partout à l'Ouest des virulences xénophobes se manifestent, y compris dans les pays qui semblaient les plus ouverts à l'étranger, comme l'Italie. La Grèce du socialiste Papandréou se met en panique devant la débile Macédoine ex-yougoslave et exige que l'appartenance religieuse figure sur la carte d'identité de ses citoyens. Partout il y a recherche de coupables à chasser, à immoler, c'est-à-dire de boucs émissaires.

Alors qu'on allait vers la reconnaissance de l'islam comme partie intégrante de l'Europe, de façon posthume avec le retour autocritique de l'Espagne sur 1492, de façon contemporaine avec l'implantation de trois millions de musulmans en France, de façon prospective avec l'intégration de la Turquie, de l'Albanie et de la Bosnie-Herzégovine, on a détruit à Mostar le dernier pont sur la Neretva, on va faire de la Bosnie un Bantoustan, on persécute les Turcs en Allemagne et la dialectique des événements algériens accroît la précarité du sort des musulmans en France. Des rejets de plus en plus nombreux se manifestent contre les Tsiganes tandis que les juifs à nouveau apparaissent comme les désintégrateurs cosmopolites des nations. La réapparition d'un Mussolini féminin de style cover-girl, celle d'un national-socialiste russe « plus histrion qu'hitlérion » sont des signes grotesques d'un délabrement profond et d'une nouvelle menace mortelle pour les démocraties européennes.

Certes il y a partout des regains néofascistes ou néonazis, mais ceux-ci sont (encore ?) minoritaires, et je ne crois pas que ce sont les formules nazie ou mussolinienne qui resusciteront. Je crois que ce sont de nouvelles formules, rassemblant dans le bouillon de culture de la crise les ingrédients anciens et hétérogènes du nationalisme, du socialisme, du traditionnalisme et de la révolution qui peut être, si elles se cristallisent autour d'un guide charismatique, risqueront de submerger certains de nos pays.

De toute façon, l'impuissance de l'Ouest européen dans la crise yougoslave et dans le dépeçage de la Bosnie a été un facteur interne de démoralisation très puissant dans les deux Europe. Il est vrai que l'Ouest n'avait pas encore eu le temps de constituer sa communauté politique, diplomatique et militaire ; il est non moins vrai que cette impuissance frappe dans l'œuf les tentatives de constituer une telle communauté. Sarajevo, la ville par excellence de la convivialité poly-ethnique, cette préfiguration concrète de l'Europe de nos aspirations, est lentement assassinée sous nos regards, et cet assassinat accomplit en même temps le suicide de l'Europe.

Le délabrement de l'idée d'Europe

Dans le délabrement de l'idée d'Europe se reforment les anciennes lignes de force géopolitiques ; la reconstitution d'une puissance centrale germanique énorme amène l'Ouest à laisser faire la Serbie, noyau d'un futur contrepoids balkanique et slave, et ainsi on tolère les déportations ethniques puisque celles-ci sont indispensables pour que se constitue une Serbie forte. Dans ce sens la V[e] République accueillera un jour à Paris le futur despote de Russie, comme le fit la III[e] République pour se prémunir contre l'Allemagne... A moins qu'à l'inverse ne se réalise l'alliance germano-russe...

De toute façon, un peu partout la crainte de voir revenir la situation d'avant 1914 contribue à son retour. Un peu partout des forces de régression, de repli, de dislocation sont en action. En fait l'Est est entré dans la crise de l'Ouest en entrant dans le marché mondial, et l'Ouest est entré dans la crise de l'Est en réveillant ses nationalismes.

Le nouveau dessein européen

Devant tant de périls, la seule riposte est associative, c'est celle de l'Europe politique. Or les difficultés ne viennent pas seulement de la mauvaise conjoncture actuelle et des processus de décomposition qui menacent ce qui essaie de se composer, elles viennent aussi de problèmes de fond qui ont été jusqu'alors ignorés. Si le projet d'une Europe politique et celui d'une Europe économique doivent être complémentaires, ils présentent non seulement des différences, mais aussi des antinomies. Comme l'a bien marqué Dominique Wolton dans un livre à méditer (1), l'Europe économique se fonde sur des intérêts et l'Europe politique sur des valeurs ; l'Europe économique s'est constituée sur un principe d'homogénéisation (nommée harmonisation), alors qu'une des finalités de l'Europe politique est de sauvegarder ses diversités culturelles.

D'autre part, il y a une difficulté intrinsèque à constituer une démocratie européenne ; celle-ci ne saurait être seulement la juxtaposition des démocraties nationales. En effet, née dans des cités, les démocraties sont devenues des institutions nationales au cours des temps modernes mais, tant que l'Europe n'a pas pris de consistance, on voit mal la démocratie s'exercer efficacement à l'échelle européenne. Toutefois, on peut en concevoir les voies : ce serait d'une part la formation et la multiplication de partis transnationaux (socialiste, démocrate-chrétien, centriste, de droite, etc.) et de syndicats (ouvriers, paysans, patronaux) également transnationaux. Par ailleurs, la faiblesse démocratique à l'échelle continentale aurait besoin d'être compensée par une revitalisation démocratique à bases urbaines et régionales. Ici encore l'Europe ne doit pas être seulement métanationale et transnationale, elle doit être aussi infranationale.

Plus encore : l'Europe est une Belle au bois dormant qui a besoin d'un dessein propre pour s'éveiller. Ce dessein peut s'élaborer à partir de problèmes effectivement communs. Ces problèmes ne sont pas seulement quantitatifs (nombre de chômeurs, indices de production) et ils ne sont pas seulement économiques (stagnation ou dépression) ; ils sont aussi civilisationnels.

L'Europe, continent des extrêmes diversités, singularités, individualités, a besoin de dépasser le monde anonyme et mécanique, obéissant à la logique de la machine artificielle, qui gagne tous les aspects de la vie quotidienne et dégrade la qualité de la vie. Elle a besoin de dépasser l'atomisation généralisée dans la société urbaine où la perte des anciennes solidarités n'a été que partiellement compensée par l'apparition de solidarités administratives, mais souffre de l'absence des solidarités concrètes de personne à personne, de groupe à groupe, sauf parfois en cas de cataclysme. Elle a besoin de ressusciter les cités là où il y a agglomérations et zones à sigles barbares, de vitaliser les petites villes. Elle a besoin de redonner vie aux bourgs en promouvant les décentralisations que permet le développement du télétravail. Elle a besoin de sauvegarder en même temps sa biosphère, ses eaux, ses forêts, ses paysages. Elle a besoin de réguler le déferlement de la marchandisation qui, conformément à la prophétie de Marx, tend à détruire les relations de service, de don, de gratuité en installant partout le prix et le profit. Elle a besoin de compenser l'inévitable reconversion économique qui élimine les grosses industries du charbon, de l'acier, du textile, non seulement en développant industries de pointe et PME inventives, mais aussi en encourageant le développement de nouvelles activités vouées à l'éducation, à la solidarité, à la convivialité. Elle a besoin de résister à la désertification des campagnes et d'éviter le règne des grandes exploitations, elles-mêmes menacées à terme par la concurrence internationale, en favorisant une revitalisation rurale grâce aux formes « biologiques » d'agriculture sans nitrates ni pesticides et d'élevage sans hormones. Elle a besoin de développer de multiples secteurs où la compétition économique ne dépendrait pas des développements incessants de l'automatisation qui suscitent une course effrénée à la productivité, mais au contraire de la promotion des qualités et des spécificités. Elle a besoin de mettre en relation le problème du chômage, celui de la technique, celui du profit, celui de la civilisation, et par là elle a besoin d'une pensée capable de relier les problèmes, de contextualiser les données, d'intégrer la connaissance des parties et la connaissance du tout. Elle a besoin d'une pensée politique qui ne s'enferme pas dans l'économique et dans le quantitatif, et qui repense les problèmes de société. Autrement dit, c'est un projet à la fois de réforme de pensée, d'éducation, de solidarité, de qualité de la vie, de convivialité qui devrait être le dessein européen.

Tout cela suppose certes la conscience d'une communauté de destin et la volonté d'assumer ce destin commun : réciproquement un dessein commun contribuerait à la communauté de destin et à la concrétisation d'une volonté commune.

Une dimension supplémentaire s'impose de plus en plus fortement pour nous aider à prendre la conscience commune : les cartes géographiques des récentes conférences internationales sur le Pacifique nous ont révélé qu'à coté des masses énormes des deux continents riverains du Pacifique, l'Europe, désormais périphérique, avait désormais les mêmes dimensions que celles de la Suisse par rapport à l'Europe. Non l'Europe n'est pas seulement le bloc économique puissant qui pourrait aspirer à la primauté dans le monde, elle est aussi une pauvre chère vieille toute petite chose qui doit désormais protéger et revivifier ses diversités, ses cultures, ses héritages.

Quant à la menace très réelle des replis ethnocentriques et des fièvres nationalistes, il faut reconnaître la légitimité des ressourcements ethniques et nationaux, mais aussi les inscrire dans la vieille matrice à sauvegarder et la nouvelle communauté européenne à promouvoir, et cette communauté, devenue province de la planète, doit être inscrite dans notre matrice terrestre et notre communauté de destin planétaire. Ainsi les patries doivent s'inscrire concentriquement les unes dans les autres, et les enracinements doivent s'effectuer plus profondément et plus amplement dans notre identité humaine et terrestre. Dès lors les ressourcements dans les identités ethniques et nationales perdraient leur fermeture regressive et agressive. Ainsi nous retrouvons le double impératif valable universellement mais singulièrement pour l'Europe en crise : association/autonomie.

C'est ainsi que l'idée d'un dessein ou *New Deal* européen a besoin pour prendre corps des idées de communauté de destin et de polyressourcement européen, lesquelles ont besoin pour prendre corps de l'idée de dessein européen.

Tout, désormais dépend du conflit multiforme, à l'Est et à l'Ouest, entre les forces d'association et les forces de barbarie. C'est l'enjeu gigantesque de l'année 1994 et sans doute des deux à trois années suivantes, où devraient s'effectuer les bifurcations décisives. Le premier set semblait avoir été remporté par l'association en 1989-1990, puis le deuxième set a été remporté par la barbarie en 1992-1993. Nous commençons le troisième set, mal. Mais *« puisqu'avec le péril croît aussi ce qui sauve »*, le danger de catastrophe est notre dernier espoir.

(1) *La dernière utopie, naissance de l'Europe démocratique*. Flammarion.

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

« Beuve »

JEAN SULIVAN était ami de Beuve-Méry. Sur leurs rencontres, le prêtre-écrivain a rédigé cent cinquante pages, que le fondateur du *Monde* a annotées, sans pourtant y souscrire ni autoriser leur publication de son vivant. *« Après »*, on croit l'entendre maugréer : *« Cela ne* [le] *regarderait plus ! »*

Voilà quatorze ans que Sulivan est mort, renversé par une voiture, et bientôt cinq ans que Beuve-Méry nous a quittés. A l'approche du cinquantenaire de notre journal, l'éditeur Arléa a jugé venu le temps de livrer l'espèce de méditation du premier sur le second.

Une lumière noire (158 p., 95 F) ne prétend pas ajouter à la biographie exhaustive de Laurent Greilsamer (Fayard, 1990) mais, avec l'aide de ce dernier pour les notes, méditer sans autre ordre que celui de l'intuition affectueuse autour des données de caractère ou des mobiles spirituels qui ont guidé notre « patron » et sur lesquels celui-ci entretenait, par pudeur foncière mais aussi comme à plaisir, un mystère à la mesure de sa propre perplexité.

Nous autres, les moines du chapitre, et pas peu fiers de l'être, nous regardions plutôt de travers les visiteurs qui emmenaient le prieur déjeuner dehors, ou qui passaient le prendre une fois dit l'office des dernières éditions. N'allaient-ils pas, ces tertiaires, bénéficier de confidences et d'encouragements qu'excluait le règlement tacite et taciturne de l'« Ordre » ? Feraient-ils au « patron » les compliments que nous souffrions de garder pour nous, avec l'espoir de venir éditorialiser dans nos plates-bandes ? Si rétif que fût « Beuve » aux flagorneurs, cela s'était vu...

L'attachement de Sulivan à « H. B.-M. » est de trop haute qualité pour autoriser ces soupçons. Les deux hommes ont en commun d'être nés bretons, pauvres, et bientôt orphelins de père. Bien qu'il ait seulement dix années de moins (né en 1913), Sulivan se sent fils, devant l'aîné. Beaucoup de rédacteurs seront dans ce cas et le resteront à vie. Par père, il faut entendre non pas directeur de conscience brandissant une déontologie, mais un homme dont le seul exemple passé et présent rend certaines conduites inconcevables sous son toit, sans qu'un interdit ne soit prononcé.

« L'esprit qui toujours nie » : de Gaulle a cru pouvoir appliquer ce mot de Goethe à Beuve-Méry, qu'il avait chargé en 1944 de créer un quotidien sur les ruines d'un *Temps* disqualifié, et qui ne tarda pas à illustrer une autre formule non moins fameuse, dont il a fait son *credo* dans les rapports du journaliste avec tous les pouvoirs : *« Je vous étonnerai par mon ingratitude. »*

Avec Greilsamer, Sulivan a raison de réduire l'origine livresque du « tempérament Beuve » à quelques lectures peu parisiennes : Péguy, Mounier, mais aussi Edmond Rostand, pour la *« beauté de l'inutile »*, et les guides de montagne, contre la tentation de l'abstrait.

Pour l'essentiel, l'homme qui a rejeté les compromissions de la presse d'avant-guerre, Munich, et le glissement de Vichy à la collaboration, avant de se battre dans la Résistance et de tenir tête aux assauts du capitalisme contre *le Monde*, ce rebelle à bérêt et grosses godasses agit d'abord par un instinct bourru, où se mêlent la volupté de dire « non » et un orgueil poussé jusqu'à l'humilité pointilleuse.

Cette modestie commence par l'impossibilité, peu courante, de nommer les valeurs au nom desquelles il agit. L'argent, c'est comme les honneurs ou les mondanités qui vous engluent en douceur, on commence par les refuser, un point c'est tout. *« Enfin,* plaide Sulivan (pour le diable), *vous pensez vraiment qu'à partir d'un certain revenu les hommes se désagrègent ? »* Yeux mi-clos, la Celtique pendante, le verdict tombe, aussi péremptoire qu'inaudible : *« Oui ! »*

L'homme est incapable de haine, *« comme d'amour »* ajoute-t-il, préférant une inexactitude à une impudeur. Mais de voir le grand patronat perdre des dizaines de millions pour abattre, avec l'éphémère *Temps de Paris*, le crédit que s'est naturellement acquis *le Monde* le met en joie, comme une preuve de justice immanente, et que le courage naïf peut l'emporter sur le machiavélisme.

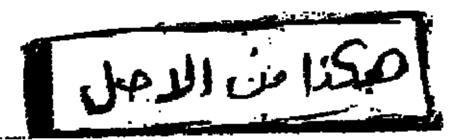
« Naïf », il faut le dire vite. Il n'a pas échappé à Sulivan que « H. B.-M. » joue de sa balourdise rustique avec une ruse consommée. Le parallèle avec de Gaulle, qui ne l'a tenté ! L'auteur d'*Une lumière noire* l'affine. Les deux hommes croient que le destin d'un pays est fait pour être forcé et que quelques changements d'attitude suffisent, à condition que les élites y consentent. Le Général aimerait nous donner le goût de la grandeur, et « Beuve » celui d'une chose immatérielle jamais nommée ni définie, puisqu'elle ne se gage qu'en actes, mais qu'il faut bien appeler la conscience morale.

L'homme d'Etat et l'homme de presse craignaient ensemble de ne triompher qu'un temps. Leur pessimisme s'est vérifié, du moins celui de « Beuve ». Si *le Monde* a tenu bon – aux lecteurs de le dire et de faire en sorte que cela reste vrai, – partout l'industrie de l'information est retombée aux mains de grandes firmes pour lesquelles la vérité et l'opinion, comme toutes choses, s'achètent.

Le prêtre Sulivan est mieux placé que personne pour approcher, sans esprit d'indiscrétion mais avec une curiosité légitime, les croyances spirituelles où paraît s'enraciner, outre les montagnes d'Arêches, le caractère intraitable de Beuve-Méry. Il note l'environnement de religieux, dont il fait partie, la présence forte de pères dominicains, de Taizé. En haut des sommets, l'alpiniste y va du *Salve Regina* de son enfance.

Et pourtant, il semble que la foi l'ait quitté (peut-être à la mort d'un tout jeune enfant, autre ressemblance avec de Gaulle), et qu'elle lui reste à l'état de nostalgie. Cet *« agnostique très chrétien »*, comme concluait Greilsamer, attendra un « signe » jusqu'au bout, sans ostentation – ce péché capital – mais non sans espoir, avec l'humour blasé qu'il sait mettre dans les choses secrètement capitales.

Sulivan se garde de convertir de force son interlocuteur, comme on en suspecte les croyants de choc. L'écrivain, en lui, tempère l'homme d'Eglise. Il a appris de Brice Parain que *« dire détruit toujours un peu ce qui était à dire »*. A la lueur de cette délicate *Lumière noire*, Beuve-Méry, homme d'un autre temps, apparaît comme moderne à mesure que s'effacent les idéologies dont il avait fait, d'avance, l'économie. Mais il ne se comprend que si on respecte ce qu'il y avait en lui de rebelle aux mots et qu'il traquait obstinément, de son écriture hésitante et résolue comme un lacet de montagne.



Les conflits dans l'ex-Yougoslavie

■ **GRANDE SERBIE.** Le leader ultra-nationaliste russe Vladimir Jirinovski a été acclamé par les partisans d'une « Grande Serbie » lors d'une visite à Vukovar, où il s'est prononcé pour une *« union des peuples slaves de Knin à Vladivostock »*.

■ **MOBILISATION.** Un ordre de mobilisation générale a été lancé pour tous les Serbes de Bosnie réfugiés en Serbie ou au Monténégro.

■ **MUSULMANS.** Dans l'enclave musulmane de Bihac, les opposants au gouvernement de Sarajevo perdent du terrain face aux forces loyales au gouvernement de M. Izetbegovic.

L'armée serbe de Bosnie mobilise « toutes les forces disponibles »

L'armée des Serbes de Bosnie a décidé, lundi 31 janvier, de *« mobiliser toutes les forces disponibles »*, et confirmé les informations selon lesquelles des Serbes originaires de Bosnie réfugiés en Serbie et au Monténégro avaient été rappelés sous les drapeaux (*le Monde* daté 30-31 janvier).

« Ceux qui ne répondront pas dans les plus brefs délais à cet appel seront poursuivis en justice et condamnés par contumace si nécessaire », a souligné le colonel Mico Grubor, chargé de la mobilisation, dans un entretien télévisé. Il a précisé que les déserteurs verront leurs biens confisqués et perdront leur citoyenneté. Des centaines de réfugiés serbes bosniaques, accueillis en Serbie et au Monténégro, ont été, ces dernières semaines, convoqués par les autorités militaires pour retourner sur les fronts de Bosnie.

L'état-major des forces serbes de Bosnie a d'autre part annoncé lundi avoir décidé de rappeler *« la totalité de la population mobilisable »* de la « république » serbe autoproclamée en Bosnie, *« pour finir au plus vite la guerre et amorcer un redressement de l'économie nationale »*. Cette mesure concerne également les femmes qui, estime-t-on, pourraient être appelées à suppléer, dans les entreprises, les hommes qui rejoindront leurs rangs pour se battre.

En décrétant pour la énième fois la mobilisation générale et en adoptant *« des mesures plus strictes à l'égard des déserteurs »* s'ils refusent d'endosser l'uniforme d'ici au 10 février, les autorités serbes bosniaques semblent se préparer à une offensive, ou en tout cas à des contre-attaques contre les forces musulmanes bosniaques. Elles entendent aussi faire pression sur la communauté internationale pour qu'elle incite les Musulmans à éviter une nouvelle escalade du conflit.

F. H.

Vladimir Jirinovski en tournée chez les Serbes

« Frères par leur sang slave et leur foi orthodoxe »...

VUKOVAR

de notre envoyée spéciale

Vladimir Jirinovski se sent comme un poisson dans l'eau chez les Serbes. *« Frères par leur sang slave et leur foi orthodoxe, liés par une langue et un destin communs »*, Russes et Serbes se comprennent. Le chef du parti « libéral-démocrate » de Russie le dit et le répète aux intéressés, auxquels il rend visite depuis le 30 janvier.

Quelques milliers d'entre eux sont venus l'entendre lundi dans le décor de ruines de la des territoires de Croatie que les Serbes indépendantistes ont proclamé « République serbe de Krajina ».

Dans le public, certains auraient préféré aux grandes phrases des actes : *« Qu'il nous les donne maintenant, ses chars russes ! »* dit l'un d'eux. Le nouveau président de la « République serbe de Krajina », Milan Martic, qui était venu lundi à Vukovar, s'est grandement félicité de pouvoir désormais compter sur *« la protection de la Russie »*. *« Jusqu'à présent, la Russie n'a fait*



grand place de Vukovar. *« La Russie vous regarde, vous vous battez pour la liberté (...), des milliers de volontaires russes, équipés d'armes sophistiquées, des divisions entières s'il le faut, viendront vous aider dès que vous le demanderez »*, promet-il à la foule quelque peu sceptique.

M. Jirinovski compare Vukovar, cette ville de Croatie aujourd'hui sous contrôle serbe, mais presque entièrement détruite pendant le siège qui, en 1991, a fait plusieurs milliers de morts, à *« Stalingrad en 1942 »*. Sait-il, quand il la qualifie de *« ville héroïque, symbole de la résistance et du courage, monument contre les barbares du XX[e] siècle qui l'ont détruite »*, que la plupart des destructions y ont été le fait de l'artillerie et de l'aviation de l'ex-armée yougoslave ? Les Serbes, comme les Russes, *« n'ont jamais attaqué personne »*, affirme le leader nationaliste. Par conséquent *« celui qui viendra avec le glaive* [pour s'en prendre à eux], *périra par le glaive »*. Car, à ses yeux, nul n'a le droit d'empêcher les Serbes de vivre sur *« les terres qui leur appartiennent »*.

Se posant en défenseur inconditionnel de la Grande Serbie, il se targue aussi de rassembler les peuples slaves et de créer une *« Union des Etats slaves de Knin à Vladivostok »*. Knin est la capitale *que nous décevoir, mais avec vous, Vladimir Jirinovski, la Russie s'est réveillée et désormais nous savons que nous avons un allié au Conseil de sécurité* [des Nations Unies] *et que la Croatie n'a plus aucune chance. »*

M. Jirinovski est allé également « rassurer » les Serbes de Bosnie, lors d'une visite à Bijelina (nord-est de la Bosnie) où il a rencontré lundi matin leur leader Radovan Karadzic. Il a essayé de convaincre ses hôtes que l'OTAN ne pouvait plus envisager de procéder à des frappes aériennes, puisque *« toute intervention internationale contre les positions serbes en Bosnie ou ailleurs dans* [l'ex-] *Yougoslavie reviendrait à déclarer la guerre à la Russie »*. Acclamé par quelque 3 000 personnes transies de froid sur la grand place de Bijelina où toute trace de la grande mosquée, dynamitée en avril dernier, a été effacée, il a ajouté que *« seront très bientôt anéantis les ennemis des peuples russe et serbe »*, c'est à dire *« les catholiques de l'ouest, les musulmans du sud et certaines forces hostiles, au nord. »*

M. Jirinovski, qui devait se rendre mardi au Monténégro, achèvera sa tournée mercredi à Belgrade où il entend organiser une grande manifestation.

FLORENCE HARTMANN

La « province autonome » de Bihac réduit ses ambitions

VELIKA KLADUSA
(Bosnie occidentale)

de notre envoyé spécial

« Criminel de guerre », *« génocidaire de son propre peuple »* : Fikret Abdic, le puissant patron de l'entreprise Agrokomerc, qui s'est proclamé fin septembre 1993 « président » de la province de Bosnie occidentale « autonome » (par rapport à Sarajevo), n'avait pas de mots assez durs, à l'époque, pour qualifier le président Alija Izetbegovic, musulman comme lui. M. Abdic se voyait régner sur la poche musulmane de Bihac, après avoir conclu une paix séparée avec les Serbes et les Croates. Il annonçait sa victoire politique, militaire et morale.

Aujourd'hui il semble être revenu à de meilleurs sentiments : *« M. Izetbegovic est le président de la Bosnie et de cette région »*, dit-il. Il se justifie face aux accusations de séparatisme : *« C'est la Bosnie qui nous a quittés, pas nous qui avons quitté la Bosnie ! »*

Ce changement de ton s'explique aisément. Aujourd'hui, celui qui se proclamait *« président moral »* de la Bosnie a des difficultés à rester le maire de Velika-Kladusa, la petite commune du nord de la poche musulmane de Bihac, où sont implantés son entreprise et son « gouvernement ». Entre les proclamations triomphalistes d'hier et son attitude d'aujourd'hui, très ouverte à la négociation, Fikret Abdic et les « nordistes autonomistes » ont subi une cuisante défaite militaire, qui leur a été infligée par les « sudistes », c'est-à-dire par le 5[e] corps de l'armée bosniaque resté fidèle à Sarajevo. Fin décembre, l'armée gouvernementale bosniaque a conquis sur le front intérieur plusieurs kilomètres, notamment le col de Skokovi qui verrouillait l'accès à Velika-Kladusa. Les troupes sudistes ne se sont arrêtées que *« pour éviter un carnage »*, estime un observateur étranger. Et Fikret Abdic a retrouvé des ambitions plus modestes, un langage plus mesuré.

Pourtant, le « président » de la « province autonome » n'avait pas ménagé ses efforts pour l'emporter. Il a signé des accords de paix avec Radovan Karadzic, Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman. Il a ouvert un corridor pour la circulation de la population à travers les territoires contrôlés par les Serbes en Croatie et un corridor commercial. Plus prosaïquement, M. Abdic a aussi tenté d'asphyxier le sud en bloquant l'aide humanitaire. Il n'a pas hésité à lancer ses troupes contre les sudistes à Bihac en les prenant à revers à partir des territoires contrôlés par les Serbes de Krajina, et avec l'appui de l'artillerie serbe... Mais M. Abdic et ses hommes ont découvert la guerre quand les « sudistes » étaient déjà durcis au feu de 17 mois de conflit avec les Serbes.

En mauvaise posture, Fikret Abdic a demandé le 26 janvier au commandant de la FORPRONU dans l'ex-Yougoslavie, le général Jean Cot, de déployer ses « casques bleus » entre le 5[e] corps et ses troupes *« pour assurer*, a-t-il dit, *la sécurité de l'autonomie »*. Du côté des sudistes, Atif Dudakovic, commandant du 5[e] corps, refuse toujours que la poche soit dirigée par *« un régime fantoche des Serbes »*, mais il souhaite *« maintenir le cessez-le-feu »* entre Musulmans et *« trouver une solution de compromis au sein d'une solution globale pour la Bosnie »*, ce qu'il appelle *« une paix juste »*. La tentative de M. Abdic, soutenue par les négociateurs internationaux, de *« paix exemplaire pour le reste de la Bosnie »* se soldera donc, au mieux, par un bilan de plusieurs dizaines de morts supplémentaires, Musulmans tués par d'autres Musulmans...

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Les meurtriers présumés d'un convoyeur britannique abattus. – Trois des hommes soupçonnés d'être les meurtriers d'un convoyeur britannique, assassiné la semaine dernière en Bosnie centrale, ont été abattus lundi 31 janvier près de Sarajevo, après un accrochage avec l'armée bosniaque. Selon un communiqué de la police, les trois hommes, refusant de s'arrêter à un barrage de police, ont ouvert le feu contre l'armée, qui a riposté. – *(AFP, Reuter.)*

Pas de trace de massacre à Here, selon la FORPRONU. – Des observateurs militaires de l'ONU ont déclaré, lundi 31 janvier, n'avoir trouvé *« aucune trace de massacre »* dans le village de Here, près de Prozor, en Bosnie centrale, tombé aux mains des forces croates du HVO la semaine dernière. L'armée bosniaque avait accusé le HVO d'avoir massacré 25 civils musulmans dans le village. – *(AFP.)*

L'Union européenne propose une aide aux pays affectés par l'embargo. – La Commission européenne a déclaré lundi 31 janvier qu'elle souhaitait aider les pays touchés indirectement par les sanctions de l'ONU contre la Serbie, en créant un corridor commercial permettant de contourner plus aisément les zones de guerre. Elle pourrait affecter plus de 100 millions d'écus à l'amélioration des transports dans la région. Deux nouveaux itinéraires devraient être mis en place entre l'Autriche, la Grèce et la Turquie, ainsi qu'entre l'Albanie, la Roumanie, la Bulgarie et l'Ukraine, a déclaré la Commission. – *(AFP.)*

ALLEMAGNE

Le retrait des soldats russes s'effectue selon le calendrier prévu

Il ne reste plus que trente mille soldats de la CEI en Allemagne de l'Est. Leur retrait total est prévu pour le 10 septembre prochain, posant le problème des cérémonies d'adieux.

BONN

de notre envoyé spécial

« Les derniers soldats russes auront quitté le sol allemand à la fin du mois d'août, comme prévu. » Le général Matvej Burlakov, commandant en chef des troupes de la Communauté des Etats indépendants (CEI) encore stationnées sur le territoire de l'ex-RDA l'a confirmé, mardi 25 janvier, à Berlin. Avant la réunification, l'Armée rouge comptait près de 550 000 hommes en Allemagne de l'Est. Ils ne sont plus à ce jour *« que 31 436 »*, selon ses statistiques, l'évacuation se poursuit *« normalement »* – conformément au calendrier fixé par la commission mixte mise en place par les deux pays à l'automne 1990 –, mais il convient d'ajouter à ce chiffre quelque 30 000 civils appartenant aux familles des militaires.

Les autorités russes auraient aimé que ce départ fût célébré *« dignement »*. Que leurs militaires partent la tête haute, et non par la « petite porte ». Toutefois, bien qu'elle ait à remercier l'ex-URSS de Mikhaïl Gorbatchev pour sa réunification, l'Allemagne ne paraît pas vouloir en faire trop pour ces troupes qui ont quand même occupé pendant quarante-cinq ans la RDA communiste, et elle a notamment rejeté l'idée – venue de Moscou – d'un grand défilé militaire officiel auquel participeraient conjointement des soldats de l'Armée rouge et des armées américaine, française et britannique, les alliés occidentaux devant quitter Berlin-Ouest cette année également, le 10 septembre.

Pour les adieux de ces derniers, les préparatifs vont bon train : une parade sur la rue du 17-Juin (qui aboutit à la porte de Brandebourg), un rassemblement au stade olympique sont prévus pour retracer l'histoire d'après-guerre de la ville. Le vice-président des Etats-Unis, Al Gore, ainsi que les ministres des affaires étrangères et de la défense des trois puissances protectrices sont annoncés pour ce 10 septembre au Schauspielhaus. Le général Burlakov est déçu. *« Nos idées,* dit-il, *ne sont apparemment pas soutenues par le gouvernement de la République fédérale et le Sénat de Berlin ne nous a pas invités non plus... »* Pour sa part, il aurait souhaité une cérémonie de départ au Treptower Park, devant le gigantesque mémorial dédié aux soldats soviétiques victimes de la guerre et de la bataille de Berlin, en présence de Boris Eltsine et, *« par exemple »*, du nouveau président de la RFA (qui sera élu le 23 mai), entourés de détachements militaires de la CEI et de la Bundeswehr. Le général déplore que les Allemands ne répondent pas avec précision à ses propositions... Pour Bonn, le dossier est en effet un peu embarrassant.

« Sales accusations »

Faute de compréhension et d'enthousiasme de la part de la RFA pour ce type de manifestations, Matvej Burlakov a tout de même annoncé une série de cérémonies, avec offices religieux et dépôts de gerbes, entre le 1[er] et le 10 mai, en divers endroits de l'ex-RDA ; puis une ultime, le 31 août, au Treptower Park. *« La date du départ des troupes et du matériel sera respectée »*, a-t-il une fois de plus souligné au cours de sa conférence de presse à l'ambassade russe à Berlin, en récusant par la même occasion toutes les informations selon lesquelles certains de ses hommes se livreraient à toutes sortes de trafics illicites – notamment d'armes provenant de dépôts de munitions – en liaison avec la Mafia russe et quelques associations de bandits. *« Ce ne sont que de sales accusations ! Je peux vous garantir qu'après notre retrait il ne restera pas une seule cartouche, pas une seule grenade, pas une seule mine* [de notre fabrication] *sur le sol allemand ! »* Il a reconnu que soixante-douze délits avaient été enregistrés dans les rangs de son armée en 1991, que cinq personnes avaient malheureusement été tuées par ses hommes, mais que vingt-trois soldats russes étaient morts aussi depuis la réunification, *« victimes des extrémistes »*. L'ampleur de la violence et des exactions est bien plus grande, fait-il remarquer, dans la société allemande ordinaire.

Le retrait des centaines de milliers de soldats de l'Armée rouge s'est déroulé, jusqu'à présent, selon le calendrier prévu. N'en déplaise au dirigeant ultranationaliste, Vladimir Jirinowski, qui s'était prononcé récemment en faveur du maintien des troupes en RFA. Cependant, une fois de retour au pays, les militaires et leurs familles se heurtent à de grandes difficultés pratiques. La République fédérale a financé un programme de construction de 45 000 logements, pour un montant proche de 8 milliards de deutschemarks, mais un foyer sur deux ne trouve quand même pas d'appartement. La réalisation des projets se fait *« laborieusement »* et ces lenteurs sont dues, selon les Russes, d'une part, à la désorganisation du ministère de la défense à Moscou et, d'autre part, à l'insuffisance des contrôles du ministère de l'économie, à Bonn, sur l'avancement des chantiers. Certaines familles seraient, selon le général Burlakov, dans une situation *« catastrophique »*.

ALAIN DEBOVE

Première visite de M. Léotard en Russie. – Sur l'invitation de son homologue russe, le général Pavel Gratchev, le ministre français de la défense, François Léotard, sera en visite officielle à Moscou du 2 au 5 février. M. Léotard, dont c'est la première visite en Russie, aura des entretiens avec – outre le général Gratchev – le premier vice-premier ministre, le ministre des affaires étrangères et le premier vice-ministre de la défense. Il doit aussi visiter l'école supérieure de commandement interarmées, la division aéroportée de Tula et les bureaux d'études aéronautiques Mig. La France participe, sur un plan technique et industriel, au démantèlement des missiles nucléaires russes conformément à l'accord de limitation des armes stratégiques avec Washington.

ITALIE

Les néo-fascistes se recentrent et le PSI se marque à gauche

Les militants du Mouvement social italien (MSI, néo-fasciste), réunis en congrès à Rome, ont approuvé, dimanche 30 janvier, le nouvelle ligne politique proposée par leur secrétaire national, Gianfranco Fini. Annonçant que *« le fascisme était mort »*, ce dernier a déclaré que, dans la perspective des élections législatives des 27 et 28 mars prochain, il prendrait la tête d'une « alliance nationale », *« seule alternative à la gauche »*. Le MSI, a-t-il ajouté, doit désormais être comparé au mouvement gaulliste français du RPR et non plus au parti de Jean-Marie Le Pen.

De l'autre côté de l'échiquier politique, le Parti socialiste (PSI) a, en revanche, décidé, lors de ses états généraux tenus ce week-end à Rome, de se marquer nettement à gauche. *« Aujourd'hui, cent un ans après la fondation du Parti socialiste, un nouveau parti est né »* a affirmé son secrétaire général, Ottaviano Del Turco, ancien « numéro deux » du syndicat CGIL, qui promet *« une rupture claire et définitive avec le passé »*. M. Del Turco a préconisé l'alliance à gauche avec le Parti démocratique de la gauche (PDS, ex-Parti communiste), sans pour autant accepter de passer sous la coupe de ce dernier.

Mis en minorité en décembre dernier lors d'une réunion des instances dirigeantes du parti, un petit nombre de proches de M. Craxi, qui a régné pendant dix-sept ans sur le PSI, ont fondé vendredi la Fédération des socialistes, affirmant représenter *« le vrai PSI »*. – *(AFP, Reuter.)*

EUROPE

DANEMARK

La coalition de gauche en quête d'un nouvel élan

COPENHAGUE

de notre correspondant

Un an et trois jours après son arrivée au pouvoir, le premier ministre danois Poul Nyrup Rasmussen a remanié, vendredi 29 janvier, son gouvernement quadripartite (sociaux-démocrates, radicaux, centristes-démocrates et chrétiens) afin de donner un nouvel élan à cette coalition, majoritaire au Parlement mais en perte de vitesse dans les sondages, qui doit affronter, avant la fin de l'année, un nouveau verdict des urnes.

M. Rasmussen a décidé de se séparer de trois ministres : Svend Bergstein, chargé de la recherche, Arne Melchior, responsable des communications et du tourisme (tous deux centristes-démocrates), et Mme Karen Jespersen, des affaires sociales (social-démocrate).

Blocage idéologique ?

Cette dernière, sans doute l'un des ministres les plus compétents, a été le «sacrifice» le plus douloureux du premier ministre, qui l'a remplacée par le seul *nouveau venu du gouvernement*, Mme Bente Juncker, chef du groupe parlementaire centriste-démocrate, qui avait, jusque-là, fermement critiqué l'action du gouvernement. M. Rasmussen a décidé en outre de supprimer deux postes de ministres de son gouvernement pléthorique (qui en comprenait 24), en démantelant le ministère de la recherche et celui de la coordination des activités commerciales et industrielles.

«Nous poursuivons la même politique sur la base du même programme commun que l'année dernière», a pourtant assuré le premier ministre, qui espère que ce changement restreint pourra aider à restaurer l'image du parti centriste-démocrate, le plus malmené dans les sondages.

En réalité, l'impopularité du gouvernement contraste avec les bons résultats obtenus jusqu'à présent sur le terrain, du «oui» danois au traité de Maastricht, lors du référendum du 18 mai dernier, aux réformes de grande ampleur menées dans les secteurs de la fiscalité et de la législation du travail.

Jamais le Danemark n'a connu une situation économique aussi prospère depuis les années 60, clament à l'unisson patronat, syndicats et experts économiques de tous bords. Les taux d'intérêt sont descendus à un niveau record, en dessous de 6 %, l'inflation est l'une des plus basses d'Europe (1,5 % l'an), le commerce extérieur est florissant et l'excédent de la balance des paiements solide. Les investissements progressent, et même le chômage (12,4 % de la population active en décembre dernier) commence à fléchir.

Pourtant, bon nombre de Danois, habitués pendant plus de dix ans au régime conservateur de M. Poul Schlüter, n'arrivent pas à accepter, idéologiquement, le retour des sociaux-démocrates. Conclusion du premier ministre : *«Nous avons une bonne marchandise mais nous ne savons pas encore la vendre»*.

ALEXANDRE SARIN

PROCHE-ORIENT

YÉMEN

Le président Saleh annonce la signature d'un accord mettant fin à la crise entre nordistes et sudistes

SANAA

de notre envoyée spéciale

Contre toute attente, et alors que les trois partis de la coalition au pouvoir – le Congrès général du peuple (CPG), le Parti socialiste (PSY) et le Mouvement islamique d'El Islah – continuaient d'échanger de virulentes accusations, le *président Ali Abdallah Saleh nous* a annoncé, lundi 31 janvier, que les chefs de ces trois formations signeraient, samedi prochain, en Jordanie, un accord destiné à mettre fin à près de cinq mois d'une grave crise politique qui menaçait l'unité du pays. *«Cela suppose*, a-t-il toutefois précisé, *que le Parti socialiste ne pose pas de nouvelles conditions.»*

Les trois partis avaient déjà approuvé le texte de l'accord, élaboré par un comité de dialogue le 18 janvier dernier, mais la signature de ce document, censé jeter les bases nouvelles de la construction d'un Etat moderne et fortement décentralisé, faisait encore l'objet d'amendements et contre-amendements de la part, d'un côté, du Parti socialiste – qui gouvernait le Sud jusqu'à l'unification des deux Yémens en mai 1990 –, et, de l'autre côté, du CPG – au pouvoir au Nord auparavant –, ainsi que d'El Islah, nouvelle composante depuis les dernières élections.

L'annonce de la date de la signature est d'autant plus surprenante que M. Saleh, lui-même, a admis, lors de notre entretien, qu'il existait encore des divergences de taille entre le PSY et le CPG. *«Ce dernier*, nous a-t-il expliqué, *exige qu'après la signature du document le Conseil présidentiel puisse se réunir et que donc Ali Salem El Bid, le vice-président, Salem Saleh, membre du Conseil, le premier ministre et les «neuf» membres socialistes du gouvernement reviennent à Sanaa pour mettre en application l'accord et excercer leurs responsabilités.»* Pour marquer leur désaccord, les dirigeants socialistes sudistes s'étaient repliés depuis des mois sur Aden.

Or, le PSY affirmait encore de son côté, lundi, que le retour à Sanaa de ses représentants dépendait du début de la mise en œuvre de l'accord et non pas de sa seule signature. Le compromis vers lequel on s'acheminerait serait, selon des sources des deux parties, le retour de certains ministres socialistes.

M. Saleh souligne que l'accord est vital pour le Yémen,car son *unité est en jeu. Tout en se défendant* d'accuser l'Arabie saoudite d'encourager explicitement des tendances scissionnistes de «certains partis» yéménites, il n'en a pas moins déploré *«des ingérences saoudiennes»*. Telle, a-t-il dit, la décision de Ryad d'adresser en pleine crise directement au PSY et non pas au gouvernement central des fonds collectés en 1988 auprès de la communauté yéménite en Arabie saoudite et de certaines personnalités saoudiennes, pour aider le gouvernorat de l'Hadramaout après les inondations qui y avaient eu lieu.

Mais le président s'est empressé d'ajouter qu'il tenait à croire le roi Fahd quand il affirme être tout à fait favorable à l'unité des deux Yémens. *«Nous nous employons*, a-t-il ajouté, *à normaliser nos relations avec l'Arabie saoudite, qui avait mis le Yémen en quarantaine, expulsé quelque 800 000 Yéménites et arrêté son assistance financière à ce pays pour le «punir» d'avoir soutenu l'Irak durant la guerre du Golfe.»*

MOUNA NAÏM

Négociations pour la libération des trois otages français. – Les autorités yéménites ont adressé, lundi 31 janvier, une lettre aux ravisseurs de trois touristes français, séquestrés depuis le 23 janvier, dans le nord du pays. Elles leur demandent de libérer *«immédiatement»* les otages en échange de la prise en compte de leurs revendications, à savoir la construction d'une route leur permettant d'écouler leur production agricole (*le Monde* du 29 janvier). Le Quai d'Orsay a fait savoir, lundi, que les trois touristes sont *«toujours bien traités et en bonne santé»*. – *(AFP.)*

Gaza en armes

Le territoire était déjà une «poudrière», il est devenu un véritable arsenal. Les Palestiniens partisans de la paix s'en alarment

GAZA

de notre envoyé spécial

Vingt mille francs pour un pistolet Beretta, 30 000 pour un fusil d'assaut israélien de type Galil. Un peu plus pour le M 16 américain, un peu moins pour la kalachnikov. Dix-huit francs la balle de 9 mm. Trop chère pour le Proche-Orient, cette valse des étiquettes de guerre? Ce sont pourtant les cours pratiqués à Gaza sur le marché clandestin. A l'approche de la paix promise, c'est la surchauffe, l'hyper-inflation des matériels de combat. Prémices d'un nouveau Liban?

Chaque faction palestinienne, amie ou ennemie du processus de paix avec Israël, s'active pour se constituer un arsenal. Et les particuliers qui en ont les moyens, commerçants et propriétaires terriens, font de même. Dans l'atmosphère de ni-paix-ni-guerre qui règne depuis quatre mois dans la poudrière des territoires occupés, le pire n'est pas sûr. Mais il serait fou de l'exclure. Yasser Arafat, qui doit prochainement prendre le contrôle de cette terre de misère et de violence, commence à sérieusement s'inquiéter de la prolifération des *pistoleras* incontrôlés. A première vue, le chef de l'OLP n'a pas tort...

«Qu'il aille se faire f... le président! Moi, j'en ai marre d'obéir aux ordres et de me faire tabasser par les Israéliens. A partir de maintenant, je vends à qui peut payer, un point c'est tout.» Avec son blouson noir et ses baskets blanches, ses poches sous les yeux et ses joues mal rasées, Abou Islam a plutôt l'air d'un grand voleur de poules que d'un petit marchand de canons. Pourtant, il est là, avec huit de ses jeunes «clients» qui boivent ses paroles en rigolant doucement.

L'homme est l'un des cinq ou six marchands directement liés au Fatah de Yasser Arafat. Il a trente ans, dont six passés à l'ombre pour avoir vendu une arme qui servit en son temps à assassiner un colon juif. Sa peine terminée, il y a deux ans, Abou Islam a repris ses activités. La nuit d'avant notre rencontre, il l'a passée en prison avec vingt-six membres de son clan. Quatre y sont restés, ils étaient recherchés par l'armée. Les autres ont été relâchés après, jure-t-il, *«un tabassage» en règle*. Le marchand d'armes ne décolère plus. Il va sans doute rejoindre la cohorte des «indépendants» qui écument le territoire.

«Tout le monde est inquiet, confirme Ahmad Hallis, numéro deux du Fatah à Gaza. *La prolifération des armes entre des mains irresponsables est en train de devenir un problème très sérieux.»* Rafales de joie dans les mariages et les fêtes, fusillades-spectacle pendant les manifestations et les défilés qui ont lieu chaque jour ou presque, tirs d'avertissement dans les querelles de familles ou de clans, etc. Les Palestiniens défouraillent désormais pour un oui, pour un non. En quelques semaines, plus d'une dizaine de personnes ont été accidentellement blessées dans des manipulations maladroites.

«On ne sait plus qui est qui»

«Cela ne peut plus durer», se plaignent les notables. Et il n'y a pas que Gaza. Le 14 janvier, à la mosquée de Naplouse, en Cisjordanie, le mollah de service a fait son sermon sur ce thème. Condamnant *«les jeunes»* qui portent les armes *«jusque dans les universités, sur les marchés et dans les lieux publics»*, le prêcheur en a appelé à l'aide d'Allah et à l'unité de Son peuple, l'islam. Excédés, trois cents étudiants de l'université de Gaza ont, pour leur part, manifesté, samedi dernier, devant le bureau du Fatah. Ils réclamaient des mesures énergiques *«contre le flot des armes»* et invitaient nommément Yasser Arafat *«à travailler sérieusement»* pour contrôler le phénomène.

L'homme-au-keffieh a obtempéré. Des tracts, estampillés de l'emblème des Faucons du Fatah, la milice armée qui se réclame de lui, ont commencé à circuler dans les réunions publiques et à s'afficher dans les mosquées. *«Toute personne non autorisée circulant avec une arme sera arrêtée et son équipement confisqué.»* Reste à savoir qui sont les personnes «autorisées», et par qui. Marwan Abou Sipta, un jeune «faucon» recherché par l'armée, nous assure que lui et ses hommes ont déjà *«confisqué»* une vingtaine de pistolets *«privés»* à Khan-Younes.

Mais les factions opposées au processus de paix n'ont pas la moindre intention de déposer les armes. Pour l'instant, les affrontements violents entre les «pour» et les «contre» sont encore limités. Mais il y a eu deux morts à Boureij, à la mi-janvier, dans une fusillade entre des militants pro-OLP et des activistes islamistes du Hamas. Un trêve a été négociée, mais pour combien de temps?

Autour de quel *modus vivendi* les factions pourraient-elles s'entendre? Qui va ramener le calme? Yasser Arafat? Improbable. N'est-ce pas l'un des siens qui a tiré, le 9 janvier, à Khan-Younes, une balle dans la tête d'Hussein Abou Quedeih, un jeune Palestinien blond aux yeux bleus qu'il avait pris pour un commando spécial israélien déguisé en Arabe? Dans le paysage politique hyper-sensible qui est celui de Gaza en ce moment, difficile d'y voir clair.

Prendre ses précautions

Une partie des Faucons, dont le chef, Abou Reech, a été tué par les Israéliens, fin novembre après l'amnistie, fait ouvertement dissidence et n'obéit plus aux ordres du «Vieux». Les meurtres de «collaborateurs», authentiques ou non, ont repris avec une violence inouïe. Malgré les ordres plusieurs fois répétés de Yasser Arafat, entre 750 et 950 Palestiniens ont été massacrés depuis le début de l'Intifada. Quatre ont encore été «exécutés», après enlèvement et torture, voilà deux semaines à Gaza. L'un d'eux, Achraf Ikhal, trente ans, était membre du Fatah, et l'organisation a protesté contre le meurtre de ce *«héros de la cause palestinienne»*. *«On ne sait plus qui est qui, ou on le sait trop bien»*, murmure un commerçant de Cheikh-Radouane.

Toute cette confusion fait l'affaire des marchands d'armes. Où trouvent-ils l'essentiel de leurs matériels? Comme à l'ordinaire, en Israël. Mafia russe, bandits sabras, truands arabes, soldats drogués qui vendent pour une dose : les sources traditionnelles sont restées les mêmes. La frontière sud étant bien gardée, peu d'armes viennent de l'Egypte voisine. La différence avec «avant», c'est que depuis l'accord de paix du 13 septembre, les contrôles de l'armée entre Israël et les territoires occupés sont moins sévères.

Il n'en faut pas plus pour que l'Etat juif soit désigné du doigt. Dans son bureau de Gaza, Ahmad Hallis l'accuse carrément *«de favoriser les trafics d'armes de manière à semer les germes du chaos à Gaza»*. Taoufik Abou Khoussa, responsable de la «Shabiba», le mouvement de jeunesse paramilitaire de l'organisation, est d'accord : *«Ils veulent libaniser Gaza de manière à pouvoir dire ensuite : voyez, les Palestiniens sont irresponsables. Comment voulez-vous que nous nous retirions complètement de la Cisjordanie?»*

L'armée rejette évidemment cette accusation : Qui peut croire que nous serions assez bêtes pour laisser passer des armes qui risquent, un jour ou l'autre, de se retourner contre nous et nos colons? De fait, le quasi-doublement, en quatre mois, des prix de la quincaillerie clandestine illustre bien la forte hausse de la demande, mais tendrait plutôt à démontrer que l'offre ne suit pas. La prolifération publique des armes ne serait-elle qu'un trompe-l'œil? *«C'est vrai*, reconnaît Taoufik Abou Khoussa, *que beaucoup de Palestiniens cachaient les leurs depuis longtemps, que certains les ont déterrées et qu'ils hésitent moins, maintenant, à les montrer.»*

En d'autres termes, le grand déballage des arsenaux ne serait que *«la conséquence du relâchement des contrôles de l'armée d'occupation»*. C'est l'avis d'un expert canadien qui travaille à Gaza pour le compte d'un organisme international d'aide aux Palestiniens. *«C'est un peu, pour eux, une manière d'affirmer un regain de liberté. Chacun sent bien qu'en dépit des difficultés nous touchons à la fin de l'occupation. Beaucoup sont un peu inquiets. Le petit banditisme qui avait quasiment disparu pendant l'Intifada a repris du poil de la bête. Les gens qui ont quelque chose à perdre craignent des désordres. Ils ont peur de l'anarchie, ils ne savent rien de la nouvelle autorité qui va s'installer. Alors, ils prennent leurs précautions.»*

PATRICE CLAUDE

IRAN : Téhéran veut expulser 500 000 réfugiés afghans. – Le ministère iranien de l'intérieur a annoncé, dimanche 30 janvier, que plus d'un demi-million de réfugiés afghans sans papiers devront quitter le pays au cours des six prochains mois. Ils seront envoyés dans trois camps de réfugiés en Afghanistan. Sur les 2,8 millions d'Afghans réfugiés en Iran depuis le début de la guerre, 800 000 sont déjà retournés chez eux et 700 000 devraient les suivre cette année dans le cadre d'un programme du HCR. – *(Reuter.)*

AFRIQUE

ALGÉRIE

Le gouvernement de Redha Malek devrait subir un « réaménagement »

ALGER

de notre correspondante

Premier acte du nouveau « président de l'Etat », sitôt intronisé, lundi 31 janvier : Liamine Zéroual *« a renouvelé sa confiance à Redha Malek et lui a demandé de poursuivre sa mission à la tête du gouvernement »*. Le premier ministre, qui avait remplacé le 21 août dernier Belaïd Abdesslam, va procéder à un *« réaménagement »* de son équipe, nous a précisé un de ses proches. Mais tout porte à croire qu'il maintiendra à son poste Mourad Benachenhou, ministre de l'économie, partisan d'un accord en cours de négociation avec le Fonds monétaire international.

Quelques heures plus tôt, au cours d'une brève cérémonie d'investiture organisée au Palais des nations, près d'Alger, en présence des corps constitués et des représentants de la société civile – mais en l'absence du secrétaire général du FLN, l'ancien parti unique, et du corps diplomatique –, le général Zéroual avait prêté serment sur le Coran en tant que sixième chef de l'Etat algérien depuis l'indépendance du pays, en 1962.

Pour célébrer un événement que certains médias algériens qualifiaient d'*« historique »*, les discours de circonstance ont été remarquablement brefs. Ali Kafi, président sortant du Haut Comité d'Etat (HCE) qui cesse d'exister, a relevé que cette passation de pouvoir avait lieu, pour la première fois, *« d'une manière civilisée »*. Les événements avaient, en effet, empêché qu'il en soit ainsi auparavant : renversement d'Ahmed Ben Bella en 1965, mort de Houari Boumediene en 1978, démission de Chadli en janvier 1992 et assassinat de Mohamed Boudiaf en juin de la même année.

« Une sérénité presque surréaliste »

M. Zéroual a, pour sa part, insisté sur la nécessité d'un dialogue entre les différentes composantes de la société. *« L'armée a soutenu et continuera de soutenir tous les efforts visant à sortir le pays de la crise multiforme qu'il traverse, par le dialogue sérieux »*, a-t-il promis. *« C'est pour la même raison que nous avons soutenu les efforts consentis pour la réussite de la Conférence nationale (...) afin qu'elle exprime en toute sincérité les sensibilités des différentes catégories de la société, quelles que soient leurs tendances politiques, dans le sens de l'instauration d'un système national nouveau à même de permettre au peuple algérien d'exprimer ses choix en toute liberté. »*

Les quotidiens locaux ont réservé une très large place à la nomination de M. Zéroual. Le journal indépendant *El Watan* a constaté que la passation de pouvoir avait eu lieu *« dans une sérénité presque surréaliste »*. *« Avouez qu'il y a de quoi être raisonnablement optimiste »*, a conclu son éditorialiste. Quant au journal progouvernemental *El Moudjahid*, il a mis l'accent sur la rupture avec l'ancien système, se demandant si l'arrivée à la tête de l'Etat de M. Zéroual ne marquait pas *« l'aube de la deuxième république »*.

Presque symboliquement, le matin même de son investiture, un attentat venait rappeler au « président de l'Etat » qu'il n'aura pas la tâche facile. En effet, Mohamed Tigziri, une figure importante du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) – un parti qui refuse toute idée de dialogue avec les islamistes – était assassiné par balle à la sortie de son domicile algérois, dans le quartier populaire de Bachdjarah. Agé de 42 ans, M. Tigziri, qui occupait un poste de sous-directeur au ministère du travail, était secrétaire national à l'économie dans la formation de Saïd Sadi, dont il était un ami de longue date. – *(Intérim.)*

BURUNDI

Plusieurs morts lors de nouveaux heurts entre Tutsis et Hutus

Au moins dix personnes ont été tuées à Bujumbura, lundi 31 janvier, à la suite d'une opération « ville morte » organisée par l'opposition tutsie. Trois mois après la tentative de putsch contre le gouvernement hutu, la tension est des plus vives.

BUJUMBURA

de notre envoyée spéciale

Au moins une dizaine de morts, des pierres sur la chaussée à l'entrée de plusieurs quartiers, des bandes de jeunes nerveux, armés de bâtons, des magasins clos dans le centre-ville, une femme d'ethnie hutue, qui partait cultiver son champ, lapidée à coups de pierres, deux adolescents hutus roués de coups par une dizaine d'écoliers tutsis... Bujumbura, la capitale du Burundi, a vécu, lundi 31 janvier, un regain de tension.

Au fil des heures, une opération *« ville morte »*, organisée par la frange dure de l'opposition tutsie au nouveau gouvernement à majorité hutue, a gagné du terrain. *« Attention, toute circulation de biens et de personnes est strictement interdite sur l'étendue du territoire à partir de ce lundi »*, avait-on lu dès l'aube sur des tracts diffusés en ville. Les autocars, tant publics que privés, restaient à l'arrêt, empêchant la population d'aller travailler. La ville semblait comme prise en otage par le petit groupe déterminé qui avait pris l'initiative de cette opération. Le centre-ville restait paralysé toute la journée, tandis que la vie continuait dans la plupart des autres quartiers en dépit de violentes bagarres au niveau des quelques barrages déplacés ici ou là.

La nuit de lundi à mardi fut traversée jusqu'à l'aube de tirs sporadiques. Mardi matin, le bilan de ces affrontements nocturnes n'était pas encore connu. Mais les barrages persistaient, grossis de nombreux écoliers en vacances forcées, puisque seule l'université a rouvert ses portes début janvier. La rumeur d'un *« centre mis à feu et à sang »* circulait, destinée à l'évidence à créer la panique puisque aucune bataille rangée n'a eu lieu dans les rues de la capitale jusqu'aux premières heures de mardi. De même, la rumeur faisait état de la fuite au Rwanda du président de l'Assemblée nationale, alors que nous l'avons rencontré à son domicile de Bujumbura.

Un contexte trouble

Cette tension croissante n'en reste pas moins très préoccupante dans le contexte trouble que connaît le Burundi depuis les élections de juin 1993. Les campagnes à majorité hutue s'étaient enflammées après l'assassinat, le 21 octobre, du président Melchior Ndadaye et de neuf autres responsables politiques hutus. En une semaine, un habitant sur cinq a pâti de l'explosion interethnique qui a suivi : cent mille personnes ont été tuées, deux cent mille trouvèrent abri dans des camps de « déplacés », huit cent mille prirent la route de l'exil pour l'Ouganda, la Tanzanie ou le Rwanda voisins. Depuis, un calme relatif était revenu au Burundi. Chaque jour était néanmoins resté marqué par des incidents, certes isolés mais parfois mortels.

L'opération « ville morte » déclenchée lundi entendait répondre à la révocation pour *« faute grave »* de cinq des sept magistrats de la Cour constitutionnelle, décision annoncée samedi par le ministère de la justice. Les initiateurs de cette opération demandent la *« réintégration immédiate de ces magistrats »*, tandis que le gouvernement accuse la Cour d'avoir pratiqué un *« blocage »* partisan depuis début janvier.

L'épreuve de force engagée par les contestataires est destinée à bloquer l'investiture du nouveau président élu par l'Assemblée nationale, Cyprien Ntaryamira (un Hutu), prévue d'ici le 7 février. Les divers partis burundais avaient passé un accord à ce sujet le 19 janvier. Mais cet accord n'est pas encore devenu effectif. Lundi, les présidents du FRODEBU (Front pour la démocratie du Burundi, parti majoritaire) et de l'UPRONA (Unité pour le progrès national, opposition), Sylvestre Ntibantunganya et Nicolas Mayugi, se sont rencontrés pour tenter de faire face à ces débordements. Le président de l'UPRONA s'est désolidarisé de ces actions violentes.

Envoyé comme médiateur, Ahmedou Ould-Abdallah, représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, devait réunir l'ensemble des partis mardi. L'état-major des armées (à majorité tutsie), qui a rappelé dans un communiqué son souci de voir le président rapidement investi et les autres institutions légales rétablies, doit maintenant ramener l'ordre dans les rues de la capitale. En cas d'échec – impossibilité ou complicité tacite ? – la question d'une intervention extérieure se posera à nouveau, confirme-t-on de source diplomatique.

DANIELLE ROUARD

CONGO

Cessez-le-feu et retour au calme à Brazzaville

Les boutiques ont rouvert et les transports publics ont repris leur activité, lundi 31 janvier, dans les quartiers sud de Brazzaville, qui étaient paralysés depuis plus d'un mois en raison des violences entre les partisans de l'opposition et ceux de la Mouvance présidentielle.

Ce retour au calme a fait suite à l'accord de cessez-le-feu conclu dimanche par des députés de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS), membre de la Mouvance, et du Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) de Bernard Kolelas, dirigeant de l'opposition. Les députés se sont engagés à désarmer leurs milices et ont conclu un *« pacte de non-agression »*, en notant qu'aucun *« contentieux historique ne les opposait »*.

Lundi, le Collège arbitral international chargé d'examiner les recours en annulation portant sur les résultats (contestés) des élections législatives de mai-juin et d'octobre 1993 a publié ses conclusions. Globalement, celles-ci ne modifient pas la composition de l'Assemblée nationale, où la Mouvance présidentielle garde la majorité.

« Force d'interposition »

La publication de ces conclusions a donné lieu à une contradiction : selon les chiffres rendus publics à Brazzaville, six élus de l'opposition et deux de la Mouvance présidentielle voient leur élection annulée. Mais le même jour, les magistrats du Collège arbitral ont indiqué, lors d'une cérémonie à Libreville (Gabon), où ils se réunissaient, que neuf élections étaient invalidées – six remportées par l'opposition, trois par la Mouvance.

Les cinquante députés signataires du *« cessez-le-feu »*, entré en vigueur dimanche, se sont engagés à respecter les résultats du collège arbitral, à mettre en place une *« force d'interposition »*, à *« cesser tout préparatif de guerre, fermer les geôles privées, libérer des personnes détenues et lever les barrages »* dans les quartiers sud de la capitale. Ils ont annoncé la reprise du trafic ferroviaire entre Brazzaville et Pointe-Noire, interrompu il y a plus d'un mois par des partisans de l'opposition. Un *« voyage de réconciliation »* est prévu à bord d'un train. La publication de ces mesures a été saluée, dimanche soir, par d'intenses coups de feu tirés en l'air par les partisans des deux camps. – *(AFP, Reuter.)*

ASIE

L'impossible dialogue indo-pakistanais

Les récentes initiatives diplomatiques de New-Delhi et Islamabad sur le Cachemire n'ont pas permis d'aplanir leurs divergences

NEW-DELHI

de notre envoyé spécial

Empêtrés depuis la partition de 1947 dans une relation désespérément conflictuelle, mais poussés au dialogue par la pression internationale, New-Delhi et Islamabad n'acceptent de dialoguer qu'avec une visible réticence. Les premiers ministres du Pakistan et de l'Inde, Benazir Bhutto et Narasimha Rao, étaient ainsi attendus, l'un et l'autre, en Suisse, mardi 1er février, mais sans s'y rencontrer : Narasimha Rao devait prononcer le discours de clôture au Forum économique mondial de Davos, et Benazir Bhutto dénoncer à Genève, devant les Nations unies, la répression de l'insurrection séparatiste au Cachemire par les troupes indiennes, avant de s'envoler le lendemain vers Sarajevo en compagnie de son homologue turque, Tansu Ciller.

Ce début d'année a d'ailleurs été très riche en faux-semblants et rendez-vous manqués entre les deux « frères ennemis » du sous-continent. La reprise, le 2 janvier, des rencontres entre les plus hauts diplomates de New-Delhi et d'Islamabad pouvait sembler prometteuse : l'Inde avait en effet admis, pour la première fois depuis 1965, que l'on y parlerait de tout, y compris du Cachemire, ce territoire disputé qui empoisonne les relations entre les deux pays depuis l'indépendance. Or l'entretien n'a débouché que sur le constat qu'il fallait bien continuer.

Vers la mi-janvier, Islamabad a remis à l'Inde deux documents : l'un relatif à l'organisation d'un plébiscite au Cachemire indien, conformément aux résolutions en ce sens de l'ONU en 1948 et 1949 ; l'autre sur les moyens d'améliorer la situation des droits de l'homme. Depuis le début de l'insurrection séparatiste dans la vallée, les troupes indiennes sont constamment accusées d'y mener une *« sale guerre »*.

Mais New-Delhi a jugé tout cela *« hors sujet »* : l'Inde estime que les élections qui ont eu lieu au Cachemire depuis le rattachement contesté de 1947 ont valeur de référendum ; quant aux violations des droits de l'homme, elles n'existeraient que dans la propagande pakistanaise, hormis de rares cas qui font l'objet de sanctions. A son tour, l'Inde a adressé à Islamabad six propositions. Elles visent, par l'établissement de nouvelles *« mesures de confiance »*, à améliorer le climat, mais elles ne touchent qu'obliquement à la situation du Cachemire. La plus importante suggère de transformer l'actuelle *« ligne de contrôle »* (LOC, ou ligne de cessez-le-feu) en une *« ligne de paix et de tranquillité »*.

Pressions américaines

Une autre proposition viserait un engagement mutuel de ne pas faire *« usage en premier »* de l'arme atomique. Les Indiens ne se cachent guère d'avoir voulu, par cette mesure, faire au moins autant impression sur les Etats-Unis – à défaut de les satisfaire, par l'acceptation d'un contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur ses sites nucléaires et sa matière fissile – que sur Islamabad. Le Pakistan a répondu, non sans hypocrisie, qu'il ne se sentait pas concerné, n'étant pas une puissance nucléaire.

Tout indique d'ailleurs que l'Inde et le Pakistan s'efforcent de se gagner les faveurs des Etats-Unis. Des décennies durant, Islamabad a eu l'avantage, pour avoir choisi l'alliance antisoviétique dès les années 50, des faveurs de Washington. Mais la fin de la guerre soviétique en Afghanistan et les efforts déployés par le Pakistan pour se doter de l'arme nucléaire ont conduit les Américains, en 1990, à lui retirer leur assistance militaire et économique.

L'Inde, après un cheminement inverse – une proximité croissante avec Moscou jusqu'au traité de défense de 1971, renouvelé en 1991 – cultive les Etats-Unis depuis la disparition de l'URSS. Mais, après une année 1992 marquée par un net rapprochement avec Washington – notamment sur le plan économique, les firmes américaines manifestant un vif intérêt pour la nouvelle stratégie libérale indienne – on est entré dans une phase plus conflictuelle.

Une demi-douzaine de déclarations de l'exécutif américain, la plupart émanant du président, ont mis en cause récemment deux aspects au moins de la politique de New-Delhi : son refus inflexible d'adhérer au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et son attitude envers le Cachemire. Face à une situation très dangereuse – les deux pays se sont déjà livré trois guerres et se dotent sans doute de moyens de destruction massive – Washington ne pouvait qu'être tenté de revenir à la source des tensions : la querelle du Cachemire.

A New-Delhi, on accuse volontiers les Etats-Unis de s'être saisis de cette question afin d'aboutir à leur objectif cardinal, qui est l'adhésion de l'Inde et du Pakistan au TNP. Quelques diplomates, cependant, n'excluent pas un intérêt plus authentique pour le territoire disputé : Washington verrait bien, estiment ceux-ci, un Cachemire indépendant servant – par son exemple ou de façon plus concrète – à dynamiter l'emprise de Pékin sur le Tibet voisin.

Les mêmes croient, en tout cas, que telle est bien la crainte de la Chine, comme en témoignerait un récent revirement de ce pays : cet allié pourtant indéfectible d'Islamabad – mais qui améliore ses relations avec New-Delhi – a averti Mme Bhutto, lors du voyage de cette dernière à Pékin en janvier, qu'il favorisait le *statu quo* dans le territoire disputé, et demandé au Pakistan et à l'Inde de régler leur querelle par le dialogue.

Le jeu de Mme Bhutto

Quoi qu'il en soit, les Etats-Unis se sont de nouveau emparés de cette affaire. C'est, bien sûr, l'embrasement, en janvier 1990, sous la poussée des musulmans séparatistes, de ce « paradis » qui a bouleversé la donne. Alors que le président Bush avait paru prêt, en 1992, à inscrire le Pakistan au nombre des « Etats terroristes » en raison de ses ingérences au Cachemire, l'administration Clinton a, selon toute apparence, décidé de ne plus accepter la thèse de New-Delhi, pour qui les guérilleros ne sont que des *« infiltrés »* du pays voisin ou encore des *« mercenaires »* islamistes.

A l'évidence, Islamabad estime bénéficier de circonstances favorables, avec la montée d'une interrogation internationale sur le bien-fondé de la position indienne. Mme Bhutto, qui avait *in extremis* renoncé à faire appel à l'ONU à l'automne, a jugé que le moment était venu de frapper à nouveau à cette porte, après trois décennies d'interruption. C'est le sens de son intervention à Genève. Afin de créer autour d'elle un consensus national sur le sujet, elle a aussi relayé à la télévision pakistanaise un mot d'ordre parlementaire en faveur d'une grève générale le 5 février. C'est dire que, à nouveau, la tension a monté d'un cran au Cachemire.

JEAN-PIERRE CLERC

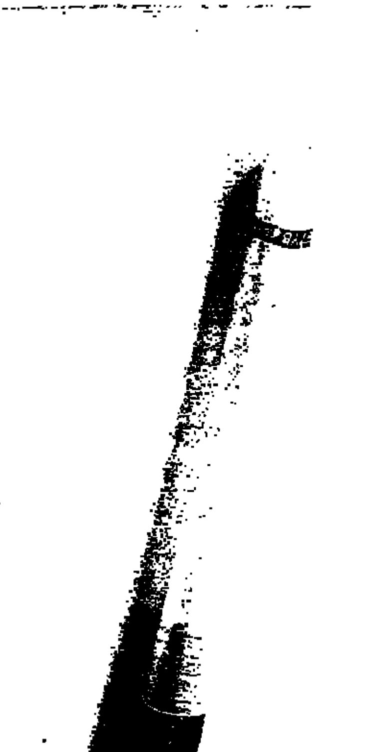
JAPON

Tokyo dément être en mesure de fabriquer une bombe atomique

Le Japon a démenti, lundi 31 janvier, les informations publiées la veille par le *Sunday Times* selon lesquelles il était désormais en mesure de se doter de l'arme nucléaire. Citant un rapport des services de renseignements britanniques (le Joint Intelligence Committee), le journal anglais écrivait que Tokyo disposait des composants et même de l'uranium enrichi et des détonateurs électroniques nécessaires et que la crise nucléaire avec la Corée du Nord pourrait l'inciter à franchir un pas qu'elle s'était toujours refusée de franchir.

Ces informations sont *« contraires aux faits »*, a déclaré le vice-ministre nippon des affaires étrangères, Kunihiko Saito, qui a ajouté que Tokyo allait demander des explications au ministère britannique de la défense. *« Cela n'aura jamais lieu »*, affirmait de son côté le directeur adjoint de l'agence (ministère) de la défense, Shigeru Hatakeyama, cité par l'agence Jiji.

C'est au moment où fait rage la controverse sur la politique nord-coréenne d'armement atomique que s'ouvre, à nouveau, la polémique sur la politique nucléaire militaire du Japon. Devant l'obstination de Pyongyang à bloquer les inspections régulières de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Séoul a annoncé lundi la possible reprise des manœuvres militaires américano-sud-coréennes « Team Spirit » cette année. Or, on sait que les Nord-Coréens exigent l'arrêt de ces manœuvres.



AMÉRIQUES

VENEZUELA

«La lutte contre la pauvreté sera prioritaire», nous déclare le nouveau président Caldera

Elu président en décembre dernier mais sans majorité au Parlement, Rafaël Caldera, qui doit assumer, mercredi 2 février, ses fonctions de chef d'Etat pour la seconde fois de sa carrière – il fut président de 1969 à 1974 – ne sous-estime pas l'ampleur des défis qui l'attendent. Dans l'entretien qu'il nous a accordés, il s'est fixé comme objectif premier la lutte contre la pauvreté, tout en promettant une politique d'austérité.

CARACAS

de notre envoyé spécial

Première puissance pétrolière en Amérique latine, le Venezuela a touché le fond. L'Etat surendetté, désorganisé, est en état de cessation de paiement, avec un déficit budgétaire estimé à 6 milliards de dollars. En quatre ans, la cotation du dollar a sauté de 35 à 108 bolivars : une sévère dévaluation de fait. Les taux d'intérêt ont grimpé de 12 % à 70 %. Le récent krach de la seconde banque du pays, Banco latino, a lancé dans les rues de la capitale des milliers de petits épargnants angoissés et continue de menacer tout le système financier. La chute du prix du baril de brut (12 dollars) sur le marché international est un coup de poignard pour une économie déjà chancelante. Le taux de croissance a été négatif en 1993. Les taux spectaculaires enregistrés de 1990 à 1992 (7 % en moyenne) étaient, selon les experts, largement basés sur les très hauts taux d'intérêt et sur l'afflux de capitaux «sales» venant de Colombie, de Panama et des îles Caïmans. L'argent de la drogue.

La corruption est généralisée, l'insécurité grandissante – une cinquantaine de morts chaque fin de semaine à Caracas – l'administration publique est hypertrophiée et inefficace : Rafaël Caldera, âgé de soixante-dix-huit ans, hérite d'un pays traumatisé par la crise économique et par deux tentatives de coups d'Etat militaires en 1992. Le spectre du putsch n'a pas disparu et le limogeage du ministre de la défense, l'amiral Radames Munoz, par M. Caldera, a ravivé les inquiétudes (*le Monde* du 1er février). Certains militaires putchistes incarcérés ont été libérés récemment par le gouvernement intérimaire de Ramon J. Velasquez. Mais le colonel Chavez, chef de l'insurrection de février 1992, est encore en prison. Faut-il aussi le libérer?

«Libérer Chavez»

«Sans aucun doute, dit M. Caldera. *La majorité de la population le souhaite. La pacification du pays passe par cette mesure. Partout, pendant ma campagne électorale, j'ai entendu cette clameur populaire : il faut libérer les militaires rebelles. Comme président, j'en ai le droit; j'espère que cette décision sera acceptée par les forces armées dans leur ensemble.»* Cette mesure risque d'être dénoncée par les généraux, alors que le poids de l'armée est de plus en plus fort depuis 1992 dans les affaires publiques. *«Peut-être,* répond sèchement M. Caldera, *mais je crois aussi que tout le monde admet la nécessité de rétablir la prédominance du pouvoir civil.»*

Washington, dit-on, a encore découragé en septembre 1993 des officiers supérieurs vénézuéliens venus aux Etats-Unis pour sonder l'administration Clinton sur les *«éventuelles et nouvelles interventions armées dans leur pays»*. La *«présence»* nord-américaine à Caracas est très forte, et même *«insistante»*, assure-t-on dans les milieux diplomatiques de la capitale.

«Les Etats-Unis, déclare le nouveau président, *savent que notre démocratie a valeur de test et de symbole pour toute l'Amérique latine. Ils y attachent beaucoup d'importance. D'autre part, des incidents récents en Argentine, au Mexique – l'insurrection du Chiapas – les révoltes des prisons chez nous, les ont alertés sur les risques permanents d'explosion sociale au sud du Rio Grande. Pour cela, je suis plus que jamais persuadé que la lutte contre la pauvreté et la marginalisation doit être prioritaire. Il faut réviser et amender une politique économique trop radicale. C'est l'une des causes d'un malaise généralisé. On le voit bien aussi en Russie et en Europe de l'Est.»*

«Nous ne sommes plus un pays rentier»

Expliquer, négocier, convaincre au Venezuela et à l'étranger : l'équipe de M. Caldera a déjà engagé des pourparlers pour une renégociation de la dette (dont 10 % seulement seraient théoriquement susceptibles d'un rééchelonnement). *«Sans doute,* répond le président. *Mais il y a des mécanismes particuliers, d'autant que le marché pétrolier joue un rôle essentiel dans la structure de notre dette. La Banque mondiale m'a assuré de sa compréhension, les institutions financières internationales savent que notre situation est grave. Le gouvernement Clinton aussi. Il s'agit de sauver notre démocratie, et j'ai bon espoir.»*

M. Caldera estime que le pétrole restera encore longtemps le moteur essentiel de l'économie vénézuélienne, bien qu'il soit résolu à favoriser une diversification des sources de devises, trop dépendantes des fluctuations de l'or noir. *«Nous avons été longtemps l'Arabie saoudite de l'Amérique latine. Nous ne le sommes plus. Les gouvernements précédents ont spéculé sur une hausse régulière du prix du brut. Ils rêvaient d'un baril à 50 dollars. Aussi notre budget a-t-il été multiplié par cent depuis vingt ans. Durant mon premier mandat, j'avais pu réévaluer le bolivar. Maintenant, la dégradation de la monnaie est constante et nous avons eu en 1993 un taux d'inflation de 40 %. La société doit admettre que nous ne sommes plus un pays rentier, la spéculation effrénée a fait beaucoup de mal à ce pays.»*

Trouver des ressources urgentes, combler le gouffre budgétaire. Mais comment? M. Caldera est prisonnier de ses promesses électorales – qu'il compte honorer, dit-il – mais les échéances sont précises. Le gouvernement Velasquez a décrété une TVA de 10 % qui a déclenché des émeutes populaires ces derniers jours dans tout le pays. La crainte d'un autre *caracazo* (le soulèvement sanglant de février 1989 provoqué par une modeste hausse des tarifs de transports publics) hante tous les esprits. M. Caldera peut-il effectuer un virage à 180 degrés en économie? Annuler le plan d'austérité de 1989 du gouvernement Perez? C'est, en tout cas, ce que de larges secteurs de la société attendent.

«Presque tous les éléments du plan de 1989 peuvent être modifiés, précise le président. *Certains étaient corrects, comme l'élimination des taux de change préférentiels, source de corruption. Il faut tout revoir, de manière pragmatique. J'ai annoncé l'austérité et le gouvernement doit donner l'exemple. Les frais de fonctionnement de la présidence vont être réduits de 30 %. La TVA, un impôt injuste, doit être annulée.»* Elle a déjà été suspendue par le gouvernement sortant en raison des manifestations de rue et remplacée par des impôts sur le revenu.

Mais comment faire payer des impôts dans un pays où cette «coutume» est à peu près inconnue? M. Caldera ne se cache pas la difficulté, mais au moins veut-il essayer. *«Cela,* dit-il, *implique des mesures très dures. Nous avons commencé de vivre dans une culture de protestation. Si la TVA est devenue un symbole, presque un tabou, c'est vrai aussi de l'essence. Intouchable, ou presque. Mais il faut que l'opinion admette que des hausses sont inévitables. Les sacrifices seront assortis de compensations. Là aussi, c'est une tâche de longue haleine. Après la tentative de coup d'Etat de février 1992, Carlos Andres Perez a annoncé au Congrès que tout allait changer. Il a été applaudi une seule fois, quand il a dit que l'essence n'augmenterait pas.»*

On dit M. Caldera autoritaire. *«Je crois que c'est inexact. Je suis capable de changer d'avis. Mais, si j'ai raison, je défends énergiquement mon point de vue. On m'a fait une fausse réputation. On a confondu la fermeté avec l'orgueil. Ici, les risques de dérapage sont considérables. Je ne promets pas de miracle, ni des bouleversements immédiats, sauf en ce qui concerne l'assistance aux plus défavorisés.»*

MARCEL NIEDERGANG

La montée de la gauche radicale

CARACAS

de notre envoyé spécial

Trois députés seulement en 1988, quarante-neuf sur 198 dans le nouveau Parlement élu le 5 décembre : la progression de la Causa R. (gauche radicale) est la plus spectaculaire de toutes les formations politiques vénézuéliennes. C'est l'illustration d'un bouleversement des rapports de force après trente-cinq ans de monopole des deux partis traditionnels : l'Action démocratique (AD, social-démocrate) et COPEI (social-chrétienne). L'alternance qui avait parfaitement *fonctionné depuis 1958, date de* la chute de la dictature militaire de Perez Jimenez, s'est achevée sur une déroute; de nouveaux acteurs entrent en scène.

Les deux «vieux» partis, aux programmes voisins, sont sans imagination et corrompus. Ce sont les humiliés, ceux d'en bas, qui l'ont emporté par la victoire à la présidence de Rafael Caldera – sans l'investiture du COPEI, qu'il avait fondé – et par l'irruption de la Causa R. au Parlement.

En tant qu'indépendant réputé intègre, Rafaël Caldera a conquis une nouvelle fois la magistrature suprême à la tête d'une coalition de dix-sept petites formations (dont le minuscule PC et le MAS socialiste) virtuellement exclues du jeu politique. Et c'est en tant que gouverneur *«honnête et efficace»* de l'Etat de Bolivar (base de l'industrie lourde sur les rives de l'Orénoque) qu'Andres Velasquez, âgé de quarante ans, leader turbulent de la Causa R., a mené ses troupes à l'assaut du pouvoir. Il a échoué de peu, convaincu que la fraude l'a dépossédé d'un succès encore plus important (dans plusieurs Etats, les contestations des élections législatives ne sont toujours pas réglées).

La Causa R. avait conquis, en novembre 1992, à la surprise générale, la mairie de Caracas avec un instituteur noir inconnu, Aristobuld Isturiz. Il faudra maintenant, au plan national, compter avec ce mouvement sans idéologie très claire, sans organisation, sans statuts, sans cartes de militants. *«Pas de congrès chez nous,* dit Andres Velasquez, *nous discutons et nous décidons.»* Si on lui demande de préciser, il affirme être en faveur d'une *«démocratie radicale et participative»*. Le fondateur de la Cause, Alfredo Manero, décédé depuis, était un militant communiste en rupture de parti et fut un bref compagnon de route du MAS dans les années 60. Dirigeant syndical, il posa les bases d'une organisation ouvrière et populaire relancée par M. Velasquez, un ancien ouvrier électricien.

Aucune force ne dispose de la majorité dans le nouveau congrès. M. Caldera brandit déjà une menace : un référendum sur la dissolution d'un Parlement qui se révélerait trop turbulent.

M. N.

ÉTATS-UNIS

Les propos antisémites d'un extrémiste musulman suscitent un malaise dans la communauté noire

Une diatribe d'un racisme et d'un antisémitisme virulents prononcée par un extrémiste musulman noir américain devant des étudiants enthousiastes dans le New-Jersey suscite actuellement un profond malaise parmi les dirigeants noirs modérés qui, sommés de prendre position par des personnalités juives, sont contraints de reconsidérer leur politique de rapprochement avec les courants radicaux de leur communauté.

WASHINGTON

de notre correspondante

L'auteur des propos incriminés, Khalid Abdul Muhammad, est porte-parole de l'organisation Nation of Islam, dont Malcolm X fut le charismatique héraut avant d'en être dissident, dissidence qui devait lui coûter la vie en 1965. Alors que le mouvement des droits civils de Martin Luther King prônait l'intégration des Noirs et la non-violence, Nation of Islam, mouvement plus radical et à la discipline plus stricte, estimait que la minorité noire devait d'abord être forte pour pouvoir se défendre. Dernièrement, cette organisation, sous la direction de Louis Farrakhan, avait paru vouloir renoncer à ses positions les plus extrêmes au point qu'en septembre dernier les héritiers du mouvement des droits civils – le groupe parlementaire noir du Congrès, en tête – avaient conclu une entente avec elle, espérant que la communauté noire (12 % de la population américaine) serait mieux à même de régler ses problèmes unie que divisée.

Le discours de Khalid Muhammad et, surtout, la publicité qui l'a entouré, ont probablement sonné le glas de cette stratégie. Invité le 29 novembre par une association d'étudiants du Kean College, une université d'Etat du New-Jersey connue pour ses efforts de promotion de la diversité ethnique et du multiculturalisme, le porte-parole de Nation of Islam s'en prend, trois heures et demie durant, aux Juifs, aux Blancs, aux Arabes, aux catholiques, aux homosexuels, aux femmes, aux handicapés ... et aux aveugles, allant jusqu'à justifier l'Holocauste et proposant que les Noirs d'Afrique du Sud, une fois arrivés au pouvoir, donnent vingt-quatre heures aux Blancs pour quitter le pays puis massacrent ceux qui restent. M. Muhammad touche 2 650 dollars d'honoraires pour cette «conférence».

Premier malaise : pourtant alertée par un professeur qui avait assisté au discours, la direction de l'université, présidée par une Hispanique, met dix jours à condamner les propos de Khalid Muhammad, et s'abrite derrière la sacro-sainte liberté d'expression. L'incident finit par être porté à la connaissance des grands journaux, dont quelques éditorialistes et lecteurs s'indignent. Ils s'indignent, notamment, du silence des *«leaders politiques et intellectuels noirs»*, qu'ils soupçonnent de vouloir à tout prix éviter de rompre leur pacte avec Nation of Islam.

Le 16 janvier, l'association juive Anti-Defamation League, qui s'est procuré un enregistrement de la conférence, achète une pleine page du *New York Times* dans laquelle elle publie des extraits de la diatribe. La pression monte : désormais, plus personne ne peut prétendre ignorer. Quelques jours plus tard, le pasteur Jesse Jackson condamne enfin le discours qu'il qualifie de *«raciste, antisémite, diviseur, faux et effrayant»*; Jesse Jackson, qui a eu lui-même en son temps quelques accrocs avec la communauté juive, met en demeure Louis Farrakhan de prendre clairement position sur les propos de son adjoint. *«La folie contenue dans ce discours n'est pas dans la tradition du mouvement des droits civils»*, dit-il. Les juifs et les Noirs *«ont une trop longue histoire de lutte commune, contre les lynchages, contre Hitler, pour s'arrêter là»*. De son côté, le chef du groupe parlementaire noir au Congrès, Kweisi Mfume, dénonce dans les propos de Muhammad *«la même intolérance que celle qui a permis l'esclavage et l'Holocauste»* et demande par écrit des éclaircissements au chef de Nation of Islam.

En fait d'éclaircissements, ce dernier, Louis Farrakhan, vient, dans un discours prononcé à Harlem devant plusieurs milliers de fidèles, d'accuser les juifs *«de comploter contre nous : ils tentent d'utiliser les propos de mon frère Khalid contre moi pour diviser notre maison»*. Et d'accuser aussi *«certains de nos frères de se laisser manipuler par les juifs»*. Un affrontement dont se seraient passé les leaders politiques noirs, au moment où ils se lancent dans une incertaine bataille contre la violence urbaine qui saigne leur propre communauté.

SYLVIE KAUFFMANN

EN BREF

LIBYE : formation d'un nouveau gouvernement. – Réuni à Syrte, le Congrès général du peuple (Parlement) a désigné, samedi 29 janvier, un nouveau gouvernement dirigé par un ingénieur d'une cinquantaine d'années, Abdel Majid El Kaoud. Ce cabinet comprend plusieurs membres de l'équipe sortante, dont le chef de la diplomatie, Omar El Mountasser. Le nouveau premier ministre remplace Abou Zeid Omar Dourda, qui était en fonction depuis quatre ans et qui a été nommé vice-président du Parlement. De nouveaux titulaires ont été notamment nommés à la tête des ministères de la justice, de l'industrie et de l'information. – *(AFP.)*

MOZAMBIQUE : M. Boutros-Ghali recommande l'envoi d'un millier d'observateurs supplémentaires. – Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a recommandé, dans un rapport au Conseil de sécurité publié lundi 31 janvier, le déploiement d'un millier d'observateurs de police supplémentaires dans le cadre de l'opération des Nations unies au Mozambique (ONUMOZ), qui compte 6 200 soldats et 128 observateurs de police. D'autre part, une organisation humanitaire norvégienne, Redd Barna, a accusé des «casques bleus» italiens d'avoir prostitué des enfants. Le ministre italien de la défense, Fabio Fabbri, a démenti ces allégations. – *(AFP, Reuter.)*

RWANDA : le Front patriotique se dit prêt à reprendre la guerre. – Estimant que certains proches du président Juvénal Habyarimana cherchent à relancer la guerre civile, le porte-parole du Front patriotique rwandais (FPR), Pasteur Bizimungu, a déclaré, dimanche 30 janvier, qu'*«il faut les faire revenir à la raison»*. *«S'ils ne sont pas d'accord, nous sommes prêts à combattre»*, a-t-il ajouté. Un gouvernement de transition aurait dû être mis en place le mois dernier à Kigali, conformément aux accords signés à Arusha il y a six mois, mais les partis politiques n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur sa composition. – *(AFP.)*

SIERRA-LEONE : le pouvoir déclarent une «guerre totale» aux rebelles. – Les autorités ont déclaré une *«guerre totale»* aux rebelles du Front révolutionnaire uni (RUF) qui combattent depuis près de deux ans dans l'est du pays, a indiqué lundi 31 janvier le ministre des affaires étrangères, Abass Bundu, aux diplomates étrangers en poste à Freetown. Ces déclarations sont intervenues après la fin d'une trêve d'un mois décrétée unilatéralement par le gouvernement, en vain. Lundi, un porte-parole du ministère de la défense a fait état de violents combats dans la ville minière de Tongo Field, à 230 kilomètres à l'est de Freetown. – *(AFP.)*

SOMALIE : au moins cinq morts dans une fusillade impliquant des Américains. – Au moins cinq Somaliens ont été tués et une quinzaine blessés, lundi 31 janvier, dans un quartier très peuplé au sud de Mogadiscio, au cours d'une fusillade entre Somaliens et marines américains. Il s'agit de l'échange le plus meurtrier depuis le cessez-le-feu intervenu en octobre 1993 entre les forces de l'ONU et les miliciens du général Mohamed Farah Aïdid, qui contrôlent le sud de la capitale. – *(AFP.)*

...re le nouveau président Calde...

ETATS UNIS

...tes d'un extrémiste musulman
...e dans la communauté noire

POLITIQUE

Edouard Balladur présente le nouveau statut fiscal de l'île

Corse : Charles Pasqua dialogue avec les nationalistes et se méfie des élus

■ AUTONOMIE FISCALE. Edouard Balladur est arrivé, mardi 1er février, au début de la matinée, à Ajaccio, pour une visite officielle de quelques heures inscrite dans le cadre du débat sur l'aménagement du territoire. Le premier ministre s'est rendu à l'Assemblée de Corse, où il a été accueilli par son président, Jean-Paul de Rocca Serra, député (RPR) de Corse-du-Sud, et par le président du conseil exécutif, Jean Baggioni (UDF-PR). Il devait présenter l'avant-projet de loi sur le statut fiscal, qui doit « donner à la Corse les moyens de son autonomie fiscale ».

■ LA NOUVELLE MÉTHODE PASQUA. Depuis son retour au ministère de l'intérieur, Charles Pasqua applique en Corse une méthode très différente de celle qu'il avait employée durant la première cohabitation, de 1986 à 1988. Plutôt qu'avec les élus, dont il se méfie, le ministre recherche le dialogue avec les nationalistes et montre qu'il entend respecter l'identité corse.

CLÉS/ *Statut*

■ *Le statut « Defferre » :* **la première assemblée régionale.** Dès le mois de juillet 1981, Gaston Defferre, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, prépare un statut particulier pour la Corse, destiné à prendre en compte l'identité culturelle de l'île. Ce statut sera fixé par deux textes législatifs. La loi du 3 mars 1982 définit l'organisation des nouvelles institutions régionales. La Corse devient une collectivité régionale de plein exercice – une première en France – administrée par une Assemblée territoriale de soixante et un membres élus pour six ans au suffrage universel direct à la proportionnelle. Le président de cette Assemblée, élu pour trois ans, est l'exécutif de la région.

Deux conseils consultatifs sont créés : un conseil économique et social et un conseil du développement culturel, de l'éducation et du cadre de vie. La loi du 30 juillet 1982 précise les compétences de la région, notamment dans les domaines de l'éducation, de la culture, des transports, de l'aménagement du territoire et du développement économique. Les premières élections à l'Assemblée régionale de Corse sont organisées le 8 août 1982.

■ *Le statut Joxe.* Le projet de nouveau statut présenté, à l'automne 1990, par Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, reconnaissait, en son article premier, l'existence d'un *« peuple corse, composante du peuple français »*. Cette notion, sur laquelle s'était cristallisé l'essentiel du débat au Parlement, a été jugée contraire à la Constitution par une décision du Conseil constitutionnel du 9 mai 1991.

La loi du 13 mai 1991 confirme la spécificité du statut de la Corse, collectivité territoriale de la République, et de ses institutions (Assemblée, conseil exécutif et conseils consultatifs). L'Assemblée est consultée sur tous les projets de loi ou de décret *« comportant des dispositions spécifiques à la Corse »*.

L'« identité culturelle » de la Corse fait l'objet d'un chapitre particulier de la loi de 1991, qui prévoit un enseignement de la langue et de la culture corses.

AJACCIO

de notre correspondant

Marius et Marie-Xavière Mannenti, les fromagers du col San-Bastiano (Corse-du-Sud), en sont encore interdits. Ils n'ont jamais su, au juste, pourquoi Charles Pasqua avait jeté son dévolu sur leur modeste masure. Ce soir-là, le ministre d'Etat avait surgi de la nuit avec son équipe de conseillers et une troupe de bergers.

Ah ! ce repas ! On a dégusté les figatelli braisés et les brocciu (fromage de chèvre et de brebis) cuits dans le chaudron en cuivre de Marie-Xavière. On a chanté la langoureuse *Daci u colpabi* et on a plaisanté en corse. Chacun a pu vérifier que Charles Pasqua avait gardé un bon usage de la *lingua corsa*, même si une pointe d'accent provençal était là pour rappeler que l'enfant de Casavecchie a grandi du côté de Grasse. Ce fut une soirée de retrouvailles émues entre enfants du pays. Le ministre d'Etat est reparti au petit matin avec, sous le bras, une bouteille d'eau-de-vie d'arbouse – sa grosse faiblesse – que lui avait offerte un vieux militant communiste. Ivre de convivialité, M. Pasqua s'est même autorisé une espièglerie : il a invité le préfet à aller traire les brebis de Marius et Marie-Xavière !

Depuis cette soirée, Paul Colonna ne porte plus sur « l'homme » Pasqua le même regard. Ce berger d'une trentaine d'années, ancien activiste nationaliste, n'est pas prêt d'oublier les années de plomb 1986-1988, où le ministre de l'intérieur d'alors voulait *« terroriser les terroristes »*. Cette époque-là est révolue. C'est bien un Pasqua méconnaissable qui a cherché à le rencontrer, comme ça, un beau jour, parce qu'il souhaitait entendre ce qu'un jeune berger des montagnes de Guagno avait sur le cœur. La complicité fut instantanée. Dès que M. Pasqua veut prendre le pouls de la Corse profonde, il interroge son berger. *« Il m'a donné le sentiment d'avoir souffert des affrontements passés,* raconte Paul Colonna. *Aujourd'hui, il se comporte comme un Corse qui a une dette à honorer vis-à-vis de son propre pays. »*

La nouvelle « méthode Pasqua », en Corse, est toute là. Des bergers, un maire d'un village enclavé, la patrone d'un hôtel, un retraité : le ministre d'Etat a tissé, en marge de ses visites officielles, une toile d'araignée de contacts qui lui permet de humer le fond l'air de l'île. En général, la présence des élus traditionnels à ces repas amicaux est jugée indésirable. *« Si je tombe sur des élus, je tourne les talons »*, avait-il lancé à Paul Colonna quand celui-ci organisait les banquets de bergers chez Marius et Marie-Xavière. C'est que le ressentiment du ministre est vif à l'endroit du personnel politique insulaire, qui lui a fait *« faire des conneries »* entre 1986 et 1988. La seule personnalité insulaire qui compte réellement à ses yeux, désormais, est Jean Baggioni (UDF), le président du conseil exécutif, qui a su mettre en branle les rouages administratifs issus du statut Joxe, lequel balbutiait à peine à la fin de la législature socialiste.

QU'EST-CE QUE VOUS PRÉFÉREZ : UN TUNNEL, UN PONT OU LA SUPPRESSION DE LA TVA ?
AMÉNAGEM DU TERRITOIRE
CORSE
PESSIN

Dans le maillage des informateurs et des relais tissés par M. Pasqua, ce « cercle Baggioni » apporte, ainsi, le complément institutionnel à la confrérie des bergers du terroir. Pour le reste, M. Pasqua actionne son « premier cercle », c'est-à-dire son cabinet de la place Beauvau. L'élément-clé en est Pierre-Etienne Bisch – dit « Bicci » localement –, un sous-préfet, spécialiste des collectivités locales, promu au rang de « M. Corse ». Il est l'homme toutes les missions, officielles et officieuses, assurant notamment la jonction avec les nationalistes.

L'entourage insulaire du ministre

Ce qui n'empêche pas M. Pasqua de recourir ponctuellement aux service des Corses de son entourage immmédiat, tels Daniel Léandri (conseiller technique), Bernard Tomasini (chef de cabinet), Philippe Massoni (préfet de police), voire Jean-Charles Marchiani, l'intermédiaire de l'ombre, qui s'était déjà illustré au Liban. Chacun recueille, ici et là, des échos qui apporteront un éclairage sur une situation ou sur un homme. Joël Thoraval, le directeur du cabinet, ancien préfet de la région Corse aux heures chaudes de la première cohabitation, garde, bien sûr, un œil sur le dossier.

L'ensemble de ce dispositif est mobilisé à une seule fin : clore le cycle de troubles ouvert par le drame d'Aléria en 1975. M. Pasqua veut résolument tourner la page. Pragmatique, il a pris acte de la nouvelle configuration institutionnelle dessinée par le statut Joxe, qu'il avait âprement combattu, pourtant, en son temps, au motif qu'il précipitait l'île dans l'aventure du séparatisme. De la même manière, il s'en remet au verdict des urnes, qui avaient vu, en 1992, la percée de la famille nationaliste dans l'opinion (25 % des suffrages). *« Quand on dit qu'on ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve,* a-t-il coutume de dire, *c'est que le fleuve coule. »*

Loin des rodomontades passées, il poursuit donc dans la voie tracée par Pierre Joxe, mais avec, en poche, deux atouts qui avaient cruellement fait défaut à l'ancien ministre socialiste. En premier lieu, la querelle statutaire ayant été vidée, il peut jeter toutes ses forces dans le défi du développement économique et de l'aménagement du territoire. Pour M. Pasqua, la bataille se gagnera sur ce front-là, puisqu'il considère que la contestation politique s'est nourrie, pour l'essentiel, du mauvais développement de l'île.

En second lieu, il est lui-même un insulaire, un enfant du pays, et il ne manque pas de le rappeler. *« J'appartiens à ce pays, à cette île, à cette montagne et j'ai hérité, comme vous, de cette sourde passion et de cette fierté entière »*, lançait-il lors de son premier voyage officiel à Ajaccio, en mai dernier. S'il prend bien soin d'inviter simultanément ses compatriotes à ne pas se prendre *« pour le nombril du monde »*, il titille, malgré tout, généreusement, la fibre de la « corsitude ».

Les tabous s'effondrent

C'est probablement là une de clés de son attitude à l'égard des nationalistes. Il entend, en effet, ne pas laisser à ces derniers le monopole du discours sur l'« identité », au risque d'apparaître bien plus audacieux que ses propres amis politiques locaux. Ainsi a-t-il fait savoir qu'il n'était nullement choqué par la notion de *« développement identitaire »*, concept qui fait actuellement florès sur l'île et que la majorité de l'assemblée locale avait pourtant jugé trop sulfureux. S'il ne peut satisfaire la revendication nationaliste d'un enseignement obligatoire du corse à l'école, améliorer la formation d'enseignants corsophones n'est nullement, à ses yeux, une hérésie.

Peu à peu, les tabous s'effondrent. L'idée de reconnaître à la Corse une singularité, qui lui permettrait de s'affranchir du droit commun, fait son chemin. Les nationalistes ont même été à deux doigts de remporter une grande victoire politique et symbolique dans le domaine des relations entre l'île et l'Europe. M. Pasqua avait prêté une oreille favorable à leur souhait de voir la Corse bénéficier d'un programme d'options spécifiques à l'éloignement et l'insularité (POSEI), dispositif dérogatoire que Bruxelles a déjà accordé à Madère, aux Açores, aux Canaries et aux DOM français.

Au-delà du débat technique, une telle formule consacre avec éclat la reconnaissance du fait insulaire. Si Edouard Balladur a déclaré, lundi 31 janvier, dans un entretien au quotidien local *la Corse-le Provencal*, qu'il n'est *« pas sûr »* que la France puisse *« obtenir »* de Bruxelles un tel statut pour la Corse, il a néanmoins ajouté que le *« gouvernement souhaite redonner à la Corse les moyens de son autonomie fiscale »*. Les tabous tombent, en effet, mais dans la limite, malgré tout, de l'appartenance à la République.

Fusion des deux départements ?

S'il ne le dit pas ouvertement, M. Pasqua espère que la récupération de la thématique de la « corsitude » par le gouvernement et par la frange la plus éclairée de la droite insulaire finira par affaiblir idéologiquement le camp nationaliste. Déjà divisé en trois factions rivales – Corsica Nazione, Mouvement pour l'autodétermination (MPA) et Accolta Naziunale Corsa (ANC) –, les héritiers de l'autonomisme pourraient voir ainsi leur message perdre en originalité et donc leur force de séduction s'émousser. A cette fin, M. Pasqua ne verrait pas d'un mauvais œil la montée en puissance, au sein de la majorité régionale, d'une génération « libérale-corsiste » où l'on trouverait, aux côtés de Jean Baggioni, des personnalités comme Philippe Ceccaldi, Paul Patriarche ou Marie-Paule Néri-Mancini.

Cette relève ne pourrait qu'être hâtée par la fusion de la Haute-Corse et de la Corse-du-Sud en un seul département, perspective encore toute théorique, mais qui commence à enfiévrer les esprits à Ajaccio et Bastia. *« Pourquoi refuserait-on d'aborder la question si certains souhaitent la poser ? »*, a demandé, laconiquement, M. Balladur dans *la Corse-le Provencal*. Jointe à un regroupement de communes, une telle réforme porterait de rudes coups aux réseaux de clientèle du « clan ». N'est-ce pas là, une nouvelle fois, une manière de couper l'herbe sous le pied des nationalistes, lesquels doivent une partie de leur succès au « ras-le-bol » dirigé contre un système politique insulaire bloqué ?

Ainsi se dessine, par petites touches, la stratégie de M. Pasqua : arracher la Corse à ses archaïsmes pour mieux dissoudre les ferments de contestation. Jusqu'où les nationalistes accepteront-ils de jouer un jeu qui pourrait se révéler, à terme, dangereux pour leur survie ? En vérité, Corsica Nazione, la principale formation nationaliste – dont une des composantes, A Cuncolta Naziunalista, est proche des clandestins du FLNC- « canal historique » – fait plutôt le calcul inverse. *« A chaque avancée, nous capitalisons politiquement,* explique Jean-Guy Talamoni, un des élus de Corsica nazione, *car les gens savent que c'est nous qui sommes à l'origine de la revendication. »*

La trêve décidée en juin dernier par le FLNC- « canal historique » n'a pas d'autre objectif : laisser les élus nationalistes à l'assemblée de Corse grignoter position sur position. De fait, ces élus-là sont devenus des hommes de dossiers omniprésents dans les débats. Lors de la discussion sur le plan de développement de la Corse, fin septembre, plus de la moitié des amendements déposés par Corsica Nazione ont été approuvés par l'assemblée, certains sous l'amicale pression du gouvernement.

Drôle de cas de figure, à vrai dire. Bien qu'animés de motivations contraires, l'Etat et les élus de Corsica Nazione en sont venus à nouer une relation privilégiée en attendant de « capitaliser » plus tard, chacun à son profit. Et que disent de tout cela les bergers ? Ils le souffleront une prochaine fois à M. Pasqua, au petit matin, après avoir dégusté le brocciu du terroir et chanté à tue-tête *Daci u colpabi*.

FRÉDÉRIC BOBIN

HAUTE-CORSE : série d'attentats à l'explosif. – Plusieurs attentats à l'explosif, qui n'ont pas été revendiqués, ont été perpétrés, lundi 31 janvier, en Haute-Corse, produisant des dégâts matériels sans toutefois faire de victime. Le plus important s'est produit à Ghisonaccia, sur la côte est de l'île, où une charge de plusieurs kilos de dynamite a fortement endommagé un immeuble abritant le bureau de la mutualité sociale agricole. Un peu plus au nord, un attentat visant la perception d'Aleria a fait voler en éclats la porte et les vitres de l'établissement. Une troisième explosion a provoqué des dégâts dans un bureau de la section forestière de la direction départementale de l'agriculture à Ville-di-Pietrabugno, une localité située à l'ouest de Bastia. Une quatrième charge placée devant une perception, à Cervione, n'a pour sa part pas fonctionné.

La préparation du congrès du parti centriste

Pierre Méhaignerie écarte tout « affrontement » avec Bernard Bosson pour la présidence du CDS

Le conseil politique du Centre des démocrates sociaux, réuni samedi 29 janvier, à Paris, avait à son ordre du jour l'emploi et l'Europe. Sur ces deux sujets, l'unanimité a été reine. Pierre Méhaignerie, président du parti centriste, et Bernard Bosson, secrétaire général, ont exhorté le gouvernement, dont ils sont membres, le premier comme ministre de la justice, le second comme ministre de l'équipement et des transports, à *« accélérer le mouvement »* et à *« prendre des mesures courageuses »* pour lutter contre le chômage. Ils ont défendu, ensuite, avec le même ensemble, la candidature de Dominique Baudis, maire de Toulouse, député de Haute-Garonne et président exécutif du CDS, comme tête de liste pour la majorité aux élections européennes.

L'essentiel était ailleurs. Depuis l'automne, le CDS, privé d'expression depuis l'entrée en masse au gouvernement de ses responsables, vivote au gré de la querelle qui oppose M. Bosson à M. Méhaignerie pour la présidence du mouvement. Cette lutte est jugée d'autant plus dérisoire par les militants et les parlementaires qu'elle se résume à la confrontation de deux plans de carrière. M. Méhaignerie souhaite conserver sa présidence jusqu'en 1995 pour pouvoir prétendre aux plus hautes responsabilités ministérielles après l'élection présidentielle. M. Bosson a le même objectif, auquel s'ajoute la crainte de voir la présidence échoir à un autre que lui, comme François Bayrou, l'actuel secrétaire général de l'UDF, si l'échéance est repoussée.

Fragilisé par le conflit Air France, M. Bosson a subi, à la fin de l'année dernière, une pression exercée notamment par René Monory, président du Sénat, pour qu'il se retire. Le ministre des transports n'a pas cédé. Il a même multiplié les visites dans les fédérations pour restaurer son image et « recoller » à M. Méhaignerie. Fort de cette résistance et de l'appui des militants, il a pu faire échouer une deuxième tentative de M. Monory, soucieux d'avoir sous la main, en cas d'élection présidentielle, une machine en ordre. Pour dénouer la crise, le président du Sénat se proposait de suggérer un nouveau report du congrès, prévu statutairement pour l'automne 1993, puis renvoyé à la fin avril. Dès l'ouverture de la réunion du conseil politique, et en l'absence de M. Monory, M. Méhaignerie a dû se résoudre à assurer que le congrès se tiendra, comme prévu, les 22 et 23 avril.

M. Bosson s'efforce de dédramatiser une compétition qu'il juge d'autant plus *« naturelle et souhaitable »* qu'elle sera arbitrée par les militants. M. Méhaignerie assure, au contraire, que le CDS ne peut pas se payer ce luxe. *« Nous trouverons des solutions conformes à l'intérêt du parti. L'affrontement n'aura pas lieu »*, a-t-il assuré samedi. En marge du conseil politique, François Froment-Meurice, député européen et fidèle du ministre de la justice, s'est fait le promoteur d'une formule originale : la présidence *in partibus*. M. Bosson serait élu président dès cette année, mais il ne prendrait ses fonctions qu'à partir de 1995. Le ministre de l'aménagement et des transports s'y est opposé en insistant sur *« l'urgence »* qu'il y a, selon lui, à restaurer un parti dont il est, pourtant, le secrétaire général. En 1991, pour régler le conflit entre M. Méhaignerie, déjà contesté, et M. Baudis, candidat à la direction du CDS, les centristes avaient créé la présidence bicéphale dont l'utilité reste toujours à démontrer. Cette inventivité incontestable va être encore soumise à rude épreuve au cours du mois de février.

GILLES PARIS

...squa dialogue
...t se méfie des élus

...es du parti centriste
...e tout « affrontement »
...r la présidence du CDS

POLITIQUE

Les suites du séminaire gouvernemental sur la situation économique

Le CNPF demande une baisse des taux d'intérêt

Dans la foulée des nombreuses mesures annoncées dimanche 30 janvier par Edouard Balladur, à l'issue du séminaire gouvernemental, certaines d'entre elles ont donné lieu, lundi 31 janvier, à de plus amples précisions. Michel Bon, directeur de l'ANPE, a ainsi précisé, dans une note interne, que le réseau de 1 000 jeunes diplômés, recrutés pendant six mois à un an pour démarcher les entreprises pour l'emploi de jeunes, devraient travailler *« sans rémunération autre que le remboursement »* de leurs frais. M. Balladur avait juste omis de le préciser. De son côté, la direction de la RATP a estimé que les 700 embauches à la RATP, annoncées dimanche pour renforcer la sécurité dans les transports en commun, seront *« amorties dès 1995 »* par les économies sur la fraude des usagers réalisées grâce à ces personnels supplémentaires. Les 700 embauches se décomposeront en 400 agents préposés à la fraude, 200 à la sécurité et 100 à l'accueil et à l'information des voyageurs (dans les grandes stations ou les gares de RER), à raison de 50 % dans les bus et 50 % dans le métro et le RER.

Dans l'automobile, le groupe PSA Peugeot-Citroën a annoncé qu'*« il accompagnera »* les mesures en faveur de la relance du marché automobile sans donner plus de détails. Renault va de même amplifier les rabais, en cas d'achat d'une voiture neuve, contre la reprise d'un véhicule de plus de dix ans. Par exemple, pour l'achat d'une Twingo, aux 5 000 F gouvernementaux, s'ajouteront 3 000 F.

François Perigot, président du CNPF, a réitéré lundi sa demande d'*« une baisse des taux d'intérêt à court terme »*.

Charles Millon (UDF) : « des mesures sympathiques »

Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a jugé, lundi 31 janvier, que les décisions gouvernementales constituent *« un catalogue de mesures sympathiques, qui vont permettre de répondre à des problèmes à court terme »*. Il a appelé le gouvernement *« à engager des réformes de fond indispensables »*. Qualifiant *« de mesures d'ajustement conjoncturelles »* les décisions annoncées par le premier ministre, M. Millon a ajouté que, *« si l'on veut que les Français recommencent à consommer, il faut créer un choc psychologique »*.

Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF, a également émis le souhait, dans une déclaration à l'AFP, que le gouvernement *« accélère le programme de réformes »* et *« donne vraiment toute la priorité à la reprise »*. Il estime, cependant, que les mesures annoncées vont *« dans la bonne direction »*. Le porte-parole de l'UDF a évoqué les résultats du premier tour des élections législatives partielles en indiquant que les Français *« ont, vis-à-vis du gouvernement, de la sympathie et, vis-à-vis des résultats économiques, un certain scepticisme »*.

Dans un entretien publié par *le Figaro* du 1er février et dans lequel ne sont pas évoquées explicitement les mesures annoncées par M. Balladur, Raymond Barre, député (app. UDF) du Rhône, déclare pour sa part que, dans la lutte contre le chômage, *« les gouvernements font souvent preuve de prudence, alors qu'il conviendrait de bousculer les habitudes, de prendre le risque de heurter les intérêts particuliers, de mettre les citoyens devant leurs responsabilités, au lieu de les maintenir dans l'illusion »*.

Jean-Louis Debré : « Bien, mais aurait pu mieux faire »

Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint et porte-parole du RPR, a critiqué, mardi 1er février, les mesures annoncées le 30 janvier par Edouard Balladur. *« Bien, mais aurait pu mieux faire*, nous a déclaré M. Debré. *Nous sommes un peu déçus de voir qu'il n'y a rien en matière d'exonération des charges sociales et qu'il n'y a pas non plus de dispositions concernant la politique de la famille. »* Le porte-parole du principal parti de la majorité a ajouté : *« Cela ne correspond pas à l'autre politique que nous souhaitons en matière d'emploi. »*

Michel Rocard : « manque d'audace »

Michel Rocard a déclaré, lundi 31 janvier, sur France 3, que *« par rapport aux 3,3 millions de chômeurs, les mesures annoncées* [dimanche] *ne font pas le poids »*. Il a plaidé pour une politique économique comportant un *« ordre de priorité »* qui place en tête la lutte contre le chômage. *« Il faut savoir ce que l'on combat d'abord, et l'on combat d'abord le chômage, deuxièmement l'inflation, troisièmement seulement le déficit*, a dit le premier secrétaire du Parti socialiste. *Si l'on n'a pas un ordre de priorité bien clair par rapport auquel tout le monde peut comprendre les mesures et le pourquoi de leur importance, on ne fait rien de bien lisible. »*

« Toute micromesure est toujours bonne à prendre, a ironisé M. Rocard, *mais je ne suis pas sûr que les mesures sur l'automobile aient une très grande efficacité. »* Pour M. Rocard, *« le gouvernement manque d'audace, et les Français vont se douter qu'il n'a pas de vraie réponse »*. *« J'ai eu, plutôt, l'impression que c'était un plan de communication intelligemment fait »*, a-t-il ajouté.

Jean-Pierre Chevènement, président du Mouvement des citoyens, a dénoncé, pour sa part, un *« saupoudrage de mesures dont les limites sont connues »*. Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, a déclaré, sur France-Inter, que les mesures annoncées par le premier ministre sont *« secondaires »* et se résument, selon lui, à une *« aide pratiquement sans condition aux entreprises et de nouveaux transferts sur les collectivités territoriales »*.

COMMENTAIRE

La déception de la majorité

LA gauche critique. C'est dans la nature de l'opposition. Mais la droite est soit acerbe – quand elle est RPR –, soit gentiment moqueuse – quand elle est UDF. Elle ne remplit donc pas le rôle de toute majorité, qui est de soutenir le gouvernement. En fait, l'ensemble des réactions aux mesures annoncées par Edouard Balladur, dimanche 30 janvier, après la réunion d'un « séminaire » gouvernemental, se résume par un seul mot : déception. Déception devant la faiblesse du soutien à la reprise économique. Déception devant le peu de nouveauté des quelques aides à la création d'emplois. Déception devant le renvoi à plus tard de décisions, aussi indispensables que sévères, pour sauver le système français d'assurance-maladie.

Les arrière-pensées strictement politiques des uns et des autres expliquent, bien entendu, en grande partie, le manque de soutien de son camp au premier ministre, mais son propre comportement en est aussi responsable. Pour tenter de faire oublier son recul – donc son échec – sur la révision de la loi Falloux, M. Balladur avait martelé que cela ne remettrait pas en cause sa volonté réformatrice et que la preuve en serait donnée à l'occasion de ce séminaire gouvernemental qui devait se prononcer sur la préoccupation essentielle des Français (l'emploi) et sur le dossier le plus délicat auquel sont confrontés tous les gouvernements depuis longtemps (la Sécurité sociale).

La barre avait été mise si haut qu'elle ne pouvait être que difficile à franchir. Le premier ministre n'y est pas parvenu, simplement parce que la façon dont il a dressé son cheval ne lui permettait pas de franchir cet obstacle-là. Son image de gestionnaire tranquille, qu'il a mis tant de soin à bâtir, ne permettait pas à M. Balladur de sembler présenter un « nouveau plan » qui serait en contradiction avec la politique qu'il conduit depuis son arrivée à Matignon. D'où sa difficulté à présenter de vraies mesures de relance de la demande des consommateurs, alors que, depuis dix mois, il refuse de privilégier la relance par la demande par rapport à la relance par l'offre. D'où son impossibilité à prendre des mesures trop coûteuses, puisqu'il a fait de la maîtrise des dépenses publiques la première des règles de son credo.

La « méthode Balladur » ne pouvait, en l'espèce, que compliquer les choses. La douloureuse affaire Falloux a renforcé le premier ministre dans sa volonté de ne rien faire qui puisse heurter de front l'opinion publique. Comme Michel Rocard en son temps – est-ce parce que, comme lui, son passage à Matignon est destiné à lui ouvrir les portes de l'Elysée ? – M. Balladur pense qu'il n'est pas de réforme possible qui ne soit acceptée par la majorité des Français. D'où son attention extrême, quoi qu'il en dise – et toujours comme M. Rocard – aux sondages.

Le heurt des ambitions

Ce souci explique l'insistance mise, dimanche, à organiser, sur tous les dossiers délicats, des « concertations », mais il lui a aussi permis de renvoyer à plus tard des mesures sur la Sécurité sociale, dont il savait qu'elles ne pouvaient que heurter le corps médical, si influent au sein de sa majorité. Il s'agit là aussi d'un recul, quoi qu'il ait pu en dire au cours de sa conférence de presse dimanche, puisque, lors de sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale, le 8 avril, il avait déjà annoncé une loi quinquennale pour parvenir à un *« équilibre durable »* du régime d'assurance-maladie.

Tout cela explique qu'un certain nombre de mesures concrètes, étudiées ici ou là dans les ministères, n'aient pas franchi l'ultime obstacle des arbitrages. Tout cela explique, surtout, ce sentiment de déception, tant le chef du gouvernement, ses ministres et leur entourage ont « survendu » ce séminaire.

Les rivaux d'Edouard Balladur ne pouvaient que s'engouffrer dans cette brèche. Ceux qui à l'UDF ne sont pas « balladurisés », comme Charles Millon, en profitent pour faire entendre leur « petite musique » personnelle, pour bien marquer leur différence et leur existence, Raymond Barre lui même, sans se prononcer sur les mesures, et tout en approuvant bien des aspects de l'action gouvernementale, propose une autre orientation. Ceux qui, au RPR, restent fidèles à Jacques Chirac ne font pas l'effort d'approuver les décisions d'un homme avec qui leur « patron » est en conflit pratiquement ouvert, et quand leur analyse est sollicitée, ils ne se privent pas, commme Jean-Louis Debré, de souligner les lacunes du plan gouvernemental et, d'appeler à une *« autre politique »*.

Le heurt des ambitions est tel, entre le maire de Paris et le chef du gouvernement, que le premier ne va pas faire l'effort d'apporter au second, tant qu'il n'y est pas contraint, un soutien qui le lierait pour l'avenir. Ces réactions aux mesures annoncées dimanche confirment au premier ministre qu'à quinze mois de la présidentielle il ne peut plus compter que sur lui-même et sur ceux qui ont lié leur sort au sien. Il est vrai que cela fait encore beaucoup de monde.

THIERRY BRÉHIER

COMMUNICATION

La nomination des nouveaux directeurs de l'information à France-Télévision

Jean-Pierre Elkabbach souligne la « compétence » et le « métier » de Jean-Luc Mano et de Henri Sannier

Le président de France Télévision, Jean-Pierre Elkabbach, a justifié, lundi 31 janvier, la nomination de Jean-Luc Mano à la direction de l'information de France 2 et celle de Henri Sannier à la direction de l'information de France 3 (*le Monde* du 1er février) en précisant que ces choix s'inscrivaient *« dans la droite ligne des recommandations du rapport Campet »* et en disant que ces deux journalistes avaient été *« choisis pour leur compétence, leur métier, leur enthousiasme »* et parce qu'ils étaient *« prêts à rajeunir l'information, à renouveler le traitement de l'actualité. »*

« Je veux que nos antennes expriment notre plaisir d'informer, a ajouté Jean-Pierre Elkabbach, *notre plaisir d'être au service des téléspectateurs pour leur délivrer une information libre, claire et honnête (...), une information d'utilité publique. »* Le président de France 2 et France 3 a précisé que ces nominations marquent *« la première étape du renouvellement de l'information télévisée, un travail de longue haleine (...) D'autres étapes suivront... »*

A France 2, auprès de Jean-Luc Mano, Paul Nahon conserve son poste de directeur-adjoint de l'information en charge des magazines tandis que Arlette Chabot, qui était chef du service politique, devient elle aussi directeur-ajoint de l'information.

A France 3, auprès de Henri Sannier, Patrick Visonneau, qui était rédacteur en chef de « Soir 3 », devient directeur-adjoint de la rédaction nationale.

Les circonstances dans lesquelles l'annonce de ces nominations est intervenue a provoqué une protestation de Norbert Balit, évincé de ses fonctions de directeur-adjoint de l'information, qui s'est interrogé *« sur les véritables raisons »* de sa mise à l'écart par Jean-Pierre Elkkabach. *« Je n'ose imaginer*, a-t-il ajouté, *que ce soient mes relations d'amitié, depuis vingt ans, avec Jean-Marie Cavada* [le rival malheureux de Jean-Pierre Elkkabach dans la course à la succession d'Hervé Bourges] *qui sont à l'origine de cette décision. »*

Le 31e marché des programmes de télévision de Miami

Les Américains s'interrogent sur le comportement des téléspectateurs du futur

Le 31e National Association of Television Program Executive (NATPE), le plus important marché des programmes de télévision des Etats-Unis, qui a eu lieu du 24 au 28 janvier à Miami (Floride), a été dominé par les imprévisibles conséquences du développement de la télévision interactive. Quel sera le comportement du consommateur ? Cette question hante les groupes industriels et les groupes de communication.

MIAMI

de notre envoyé spécial

« Et si Mme Jones décidait de ne pas pousser sur le bouton ? » C'est au Jackie Gleason Theatre de Miami-Beach, devant les participants au 31e NATPE (National Association of Television Program Executive), le plus important marché de programmes audiovisuels des Etats-Unis, que cette insolente question, a été posée. Le visage de l'homme à qui elle s'adressait, Jim Cullen, PDG de Bell Atlantic, l'une des plus puissantes compagnies de téléphone des Etats-Unis, s'est brusquement rembruni. *« Eh bien...*, a-t-il lentement articulé, *si un tel scénario se produisait,... nous aurions totalement échoué. »*

Qui est « Mme Jones » ? Le symbole de l'Américaine moyenne, celle qui regarde la télévision toute la journée, achète ses céréales en paquets géants, élève ses deux enfants et qui, pour toutes ces raisons, représente la cible première des programmes de télévision et des messages publicitaires.

Le monde industriel sens dessus dessous

Quel *« bouton »* Mme Jones doit-elle choisir ou non de *« pousser »* ? Celui de l'image de télévision numérique interactive. Un bouton qui n'existe pas encore mais dont l'avènement juré proche obsède jour et nuit les magnats des médias audiovisuels (réseaux, câblo-opérateurs, studios hollywoodiens) ainsi que les groupes géants de télécommunication et d'informatique.

Même si ce NATPE 1994 reproduisait le même show que les années précédentes : stands géants des studios hollywoodiens, filles en bikini, séances photographiques avec les stars du petit écran et réunions commerciales autour des ventes de programmes..., les esprits étaient obsédés par les mêmes questions : comment survivre dans un monde où la compression de l'image numérique permettra de créer de trois cents à cinq cents chaînes de télévision ? Comment un opérateur pourra-t-il se distinguer de la concurrence ? Comment accaparer la meilleure part du gâteau publicitaire ? Etc.

La simple anticipation de la télévision numérique et la volonté affichée par le gouvernement américain d'encourager la construction d'autoroutes électroniques capables de relier tous les foyers des Etats-Unis aussi bien entre eux qu'à une foule de services d'informations nouveaux, a déjà mis le monde industriel américain sens dessus dessous. Le plus gros câblo-opérateur américain, Télécommunications Inc. (TCI, 13 millions d'abonnés), a décidé de fusionner avec Bell Atlantic, Time Warner s'est associé avec US West, un autre groupe de télécommunications, AT and T a racheté Mc Caw Cellular, le câblo-opérateur Viacom s'est allié à Nynex, un groupe de télécommunication du nord-est des Etats-Unis pour s'emparer de Paramount...

Tous ces bouleversements de l'appareil industriel américain n'ont qu'un but : placer Mme Jones aux postes de commandes. Comme l'expliquait aux exposants Gérald Levin, PDG de Time Warner, *« l'interactivité déplace le consommateur de la périphérie de l'univers élecronique à son centre. En d'autres termes, il dépendra du bon plaisir de Mme Jones de choisir de minute en minute ce qu'elle souhaite en termes d'information, de divertissement ou même de publicité... L'interactivité individualise chacun en le plaçant devant une infinité de choix : tu es le patron, sois actif ou passif comme tu le souhaites, aussi longtemps que tu le souhaites »*.

Les chaînes de télévision ont compris très vite que leur survie passait par une stratégie de marque. De la même manière que Coca-Cola, Kellog ou Danone, elles savent qu'il leur faut se distinguer des autres produits dans le grand supermarché de 'audiovisuel. CNN pour l'information, MTV pour la musique, HBO pour le cinéma, ESPN pour le sport... ont ainsi bâti une image de marque qui leur a acquis la fidélité de plusieurs millions, voire plusieurs dizaines de millions d'abonnés, tant aux Etats-Unis que dans le monde.

« Émerger de la cacophonie »

Pour Gérald Levin, PDG de Time Warner, cette multiplication des tuyaux et la possibilité donnée à Mme Jones d'intervenir en permanence, posent surtout le problème de la *« qualité »*. *« Il ne s'agit pas de diffuser les chefs-d'œuvre du théâtre classique vingt-quatre heures sur vingt-quatre, mais au fur et à mesure que les téléspectateurs utiliseront leur poste aussi bien pour se distraire que pour atteindre des buts éducatifs et culturels, la demande pour des programmes de qualité va croître. »* En d'autres termes, la révolution numérique pose à terme la disparition des masse médias. Il ne s'agira plus d'attirer le plus grand nombre de gens sur l'offre d'un petit nombre de programmes, mais de satisfaire des goûts et des demandes dont la différenciation ira croissant.

Rien d'étonnant si les publicitaires, premiers financiers de la télévision, ont tenu au cours de ce 31e NATPE, à exprimer leur intérêt pour les autoroutes interactives du futur. Pour les annonceurs, le défi sera le même que pour les diffuseurs ou les producteurs : *« Il faudra émerger de la cacophonie »*, selon les termes utilisés par Mark Mc Neely de l'agence Scattergood. Publicitaires et annonceurs estiment que le public va se segmenter en *« cibles »* plus restreintes lesquelles ne seront réceptives qu'à un nombre limité de messages publicitaires. Un morcellement de l'audience qui a toutes les chances de modifier en profondeur les instruments classiques de la publicité. *« Le spot de trente secondes va devoir évoluer aussi bien dans son contenu que dans son format »*, estime Betsy Frank, directeur de Saatchi et Saatchi.

Même si, techniquement, rien n'empêche de moduler les messages en fonction des différents publics, les coûts seront un frein important. Jayne Spittler, de l'agence Leo Burnett, estime cependant que le numérique peut réduire les frais *« en permettant de bâtir des messages pour un budget inférieur à 60 000 dollars »*. Pour nombre de publicitaires, le salut passe moins par une réduction des coûts que par une fusion plus étroite entre le message publicitaire et le programme. La montée en puissance des « infomercials », sorte de scénarisation de la publicité, est le premier signe d'une tendance qui pourrait aboutir au lancement de chaînes thématiques entièrement au service d'un annonceur en particulier. A quand la chaîne Mac Donald ou la chaîne des céréales Kellog ?

Un message moral

Au-delà de ces anticipations, les diffuseurs vont devoir affronter un problème plus immédiat : accéder à la demande insistante du gouvernement de réduire la violence de leurs programmes. Alors que les participants du NATPE attendaient que Reed Hundt, nouveau président de la Federal Communications Commission, l'organisme régulateur de l'audiovisuel américain, donne des indications sur les modifications réglementaires à venir, ils ont surtout vu venir un message moral.

Après avoir rappelé qu'un enfant américain court quinze fois plus le risque d'être tué par une arme à feu qu'un enfant d'Irlande du Nord, Reed Hundt a comparé Hollywood à l'industrie automobile américaine : *« Dans les années 60, les fabricants de Detroit refusaient de voir que leurs voitures tuaient 50 000 personnes par an. Plutôt que de se pencher sur les dangers de leurs produits, ils accusaient les automobilistes : l'argument* [le même que celui des armuriers] *était le suivant : ce ne sont pas les voitures qui tuent les gens, mais les gens qui tuent les gens. Lorsque la concurrence japonaise est arrivée, Detroit a perdu la confiance du marché. »* Reed Hundt a été très clair : *« Tout comme Chrysler a inventé une nouvelle voiture familiale, vous pouvez inventer des programmes plus sûrs pour la famille américaine. »*

Même si le lien entre l'accès aux autoroutes interactives et la réduction de la violence à la télévision n'a pas été clairement établi par le président de la FCC, il a en tout cas été perçu comme tel par les acteurs de l'audiovisuel américain. Au grand déplaisir de la plupart.

YVES MAMOU

ENVIRONNEMENT

Une charte entre l'Etat et les élus locaux

Plus de 70 millions de francs pour sauver l'ours des Pyrénées

■ CHARTE. Le gouvernement et les élus locaux ont signé, lundi 31 janvier à Pau, une « charte pour le développement durable des vallées béarnaises et la protection de l'ours », qui prévoit un financement de 73 millions de francs en cinq ans.

■ SEPT OU HUIT OURS. Cette charte marque un changement complet de la politique menée par Brice Lalonde qui, faute d'un accord avec les élus locaux, avait dû imposer des réserves à ours. La situation, depuis 1990, était bloquée, tandis que les effectifs d'ours continuaient à baisser. Leur nombre est évalué aujourd'hui à sept ou huit.

■ PROTESTATIONS. Les associations, écartées délibérément de la préparation de cette charte, multiplient les protestations. *« L'Etat abandonne l'ours aux élus locaux, c'est très grave »*, constate Pierre Davant au nom de la SEPANSO. *« Cette charte montre que la France est incapable de sauver ses derniers ours*, affirme le président du WWF-France, Philippe Poiret. *Tout ce qui concerne la protection de l'ours est présenté au conditionnel. »* Quant au ROC (Rassemblement des opposants à la chasse), il estime que *« le gouvernement a capitulé devant les chasseurs »*.

PAU

de notre correspondant

Serait-ce la réconciliation ? La charte signée, lundi 31 janvier à Pau, d'une manière très solennelle, par le ministre de l'environnement, Michel Barnier, le conseil général des Pyrénées-Atlantiques, présidé par François Bayrou, le conseil régional d'Aquitaine, les élus de seize communes des vallées d'Ossau, d'Aspe et du Baretous, l'association des bergers et la fédération départementale des chasseurs, pourrait mettre un terme au grave malentendu existant entre les Béarnais et tous ceux qui, en France et ailleurs, émettent des doutes sur leur capacité à régler le très symbolique problème de la protection de l'ours.

Cette « charte pour le développement durable des vallées béarnaises et la protection de l'ours » vise à effacer le contentieux né de la réglementation imposée en 1990 aux valléens béarnais par le ministre de l'époque, Brice Lalonde. *« Alors que nous sommes les seuls en France à avoir gardé des ours et à partager avec eux le même biotope*, explique Jean Lassalle, président du Parc national des Pyrénées, *nous nous sommes retrouvés dépossédés de la gestion de cette affaire, en quelque sorte dindons d'une farce que nous ne voulions pas jouer. Et c'est ce qu'a bien compris Michel Barnier ».*

L'accord passé entre le ministre de l'environnement et les Béarnais a été préparé pendant près de trois mois par une soixantaine de personnes : élus, responsables de l'administration, spécialistes de l'ours, de la chasse, de la forêt et du pastoralisme. Cette réflexion a débouché sur la rédaction d'une charte soumise à dix-huit conseils municipaux – dont deux ont refusé, ceux de Bedous et Bielle –, ainsi qu'aux conseillers généraux et régionaux. Le postulat de base étant que le problème de la protection de l'ours doit être intégré dans un programme de gestion global comprenant aussi bien les estives, les cabanes des bergers, l'exploitation de la forêt et la chasse.

13 000 hectares de réserve intégrale

Cette mission sera confiée à une « institution patrimoniale du Haut-Béarn », constituée par un syndicat mixte de collectivités locales (instance exécutive) et un conseil de gestion patrimoniale regroupant des élus, des professionnels, des fonctionnaires, des associatifs et des scientifiques (instance délibérative). Les décisions en matière de chasse seront prises par un groupement d'intérêt cynégétique comprenant quarante-quatre communes. Aux 6 000 hectares de réserve désignés en 1990 seront substitués 13 000 hectares de réserve intégrale et 7 000 hectares où la chasse sera interdite à l'automne, lorsque l'ours constitue ses réserves avant l'hibernation.

La charte, qui prévoit une dépense de 73 millions de francs en cinq ans, vise d'abord à maintenir la souche locale d'ours, puis à préparer *« le renforcement de la population »* par réintroduction. La stratégie d'intervention prévoit que soient garanties la sécurité de l'homme par rapport à l'ours et réciproquement, ainsi que la neutralisation des spécimens à comportement aberrant (ours familiers).

Si Michel Barnier a signé ce contrat de confiance avec les Béarnais, mieux, un contrat d'honneur qui les engage dans le processus de protection des plantigrades, c'est bien parce qu'il lui était apparu comme la seule issue possible au climat de défiance qu'il avait perçu lors de son premier déplacement dans les Pyrénées-Atlantiques.

« Ces antagonismes, cette méfiance, explique-t-il, *constituaient une réelle menace pour la survie de l'ours (sept ou huit dénombrés aujourd'hui contre quarante il y a vingt ans), mais surtout une impasse pour la démocratie locale. »* Laissés à l'écart de la phase ayant abouti au projet de charte *« pour ne pas compromettre les négociations menées par le ministère »*, les associations et les scientifiques seront associés au conseil de gestion patrimonial. *« L'Etat, de son côté, n'abandonnera pas ses prérogatives et ses responsabilités, notamment au plan international »*, a ajouté Michel Barnier.

De son côté, François Bayrou considère que cette charte de la réconciliation entre les valléens et l'ours rapprochera aussi les Pyrénées et tous ceux qui les regardent. *« Nous avons cru que nos montagnes nous appartenaient parce que nous y vivions. Et puis nous avons reçu le choc que ces Pyrénées étaient aussi, par l'imaginaire et l'affectif, le bien de tous les Français et de tous les Européens. Nous savons que nos montagnes sont un bien commun de l'humanité. »*

JEAN GUILLOT

COMMENTAIRE

Défausse

APRÈS le « plan ours » de 1984, après les « réserves Lalonde » de 1990, voici donc la charte de 1994. L'Etat n'en finit pas de payer l'erreur originelle de sa politique de protection lorsque, en 1967, il a décidé de créer le parc national des Pyrénées occidentales. Sous la pression des élus locaux et des chasseurs – déjà ! –, il avait dû se contenter d'inaugurer en 1970 un parc peau de chagrin, dont le périmètre évitait soigneusement les vallées boisées qu'affectionne l'ours. Sauf revirement ultérieur de l'Etat pour agrandir les dimensions du parc, le sort du plantigrade était alors scellé : le dernier grand fauve de France était livré à la merci de ses ennemis naturels, éleveurs, chasseurs et bergers.

Certes, le gouvernement a multiplié les efforts financiers pour rembourser les moutons égorgés, pour monter le matériel des bergers en hélicoptère et pour limiter l'intrusion des chasseurs dans le territoire de l'ours. Mais rien n'y a fait. Le fauve, constamment dérangé – et parfois abattu – a continué à décliner. Comme si le sort fatal annoncé au siècle dernier devait s'accomplir : *« L'ours est forcément composé d'anomalies ; de là, ses mœurs de déclassé ; de là sa sauvagerie, son besoin de grands espaces, des solitudes ; de là sa disparition plus ou moins prochaine, mais fatale et nécessaire, des contrées civilisées. » (Lectures d'histoire naturelle*, publiées par Hachette en 1866).

Pour la Loire, considérée comme *« une affaire d'Etat »*, Michel Barnier a imposé la volonté du gouvernement. Pour l'ours, il ne l'a pas fait. Il a remis son sort entre les mains des Béarnais. Comme si l'Etat préférait voir l'ours disparaître du fait des Pyrénéens plutôt que de l'échec de sa politique de protection.

ROGER CANS

IMMIGRATION

Selon les statistiques du ministère des affaires sociales

Le nombre de travailleurs étrangers a augmenté en 1992

Augmentation de l'immigration de travailleurs, baisse du regroupement familial, ralentissement de la progression des mariages « mixtes » : telles sont les principales évolutions observées pour 1991 et 1992 par la direction des populations et des migrations du ministère des affaires sociales dans ses rapports annuels rendus publics lundi 31 janvier.

Avant même l'entrée en vigueur des lois Pasqua de 1993, plusieurs indicateurs de l'immigration de non-Européens étaient en baisse, indique le rapport annuel de la Direction de la population et des migrations (DPM) du ministère des affaires sociales. Selon ce document, 135 372 étrangers se sont installés de façon permanente en France en 1992 alors que 123 413 l'avaient fait en 1991 (+ 10,9 %). Parmi ces personnes, environ 100 000 étaient originaires de pays extérieurs à l'Union européenne, soit une baisse de 5 % par rapport à 1992, tandis que 35 000 étaient des Européens, en très forte hausse (+ 100 %) pour des raisons statistiques liées à l'instauration de la libre circulation pour les Espagnols et les Portugais.

De même, les principaux flux d'immigration que sont le regroupement familial (- 8,3 %) et l'obtention du statut de réfugié politique (– 30 %), tous deux visés par les lois Pasqua, ont connu une forte décroissance en 1992. Le regroupement familial, qui avait culminé en 1990 avec l'arrivée de quelque 37 000 femmes et enfants, est retombé à 32 665 en 1992. Quant à la baisse spectaculaire du nombre de nouveaux réfugiés, elle s'explique par la diminution du nombre de demandeurs d'asile et par l'accélération des procédures, depuis 1990. Cependant, l'accès de nouveaux étrangers au statut de travailleur salarié a progressé entre 1991 et 1992, avec 18 487 non-Européens admis contre 17 056 l'année précédente (+ 8,4 %), l'augmentation atteignant même 65 % si l'on tient compte des Européens. Cette évolution s'explique en grande partie par des raisons conjoncturelles. Pour les Espagnols et Portugais, il s'agit d'un mouvement d'enregistrement de situations jusqu'alors non déclarées. La progression de non-communautaires, elle, est due à l'opération de régularisation des demandeurs d'asile déboutés.

Moindre progression de mariages « mixtes »

Au total, 42 255 travailleurs salariés ont été introduits en France en 1992 contre 25 607 l'année précédente, infirmant une fois de plus les discours officiels sur *« l'arrêt de l'immigration de travail »* et confirmant le maintien d'un certain flux d'entrées légales (elles avaient atteint jusqu'à 200 000 personnes par an dans les années 70).

Une analyse complète des flux d'immigration devrait tenir compte non seulement des arrivées mais aussi des départs. Sur ce dernier point, l'appareil statistisque français reste déficient puisqu'il ne relève que les sorties contraintes (expulsions et reconduites à la frontière), ou « aidées » (primes au départ), sans fournir la moindre indication sur les nombreuses sorties spontanées. A propos des sorties contraintes, que l'actuel ministre de l'intérieur a promis de doubler, le rapport de la DPM rappelle la stabilité des reconduites réellement exécutées (8 638 en 1992 contre 9 160 en 1987). Quant au programme de sorties « aidées », relancé en 1991, il reste d'une efficacité minime : seuls 1 212 étrangers en ont bénéficié en 1992.

L'ultime voie de « sortie » du statut d'étranger reste l'acquisition de la nationalité française. Au total, 95 300 étrangers sont devenus français en 1992, soit par naturalisation (39 346), soit par mariage ou déclaration des parents (32 249), soit par acquisition sans formalités à dix-huit ans (23 700), ces deux dernières formules ayant été supprimées par la loi Pasqua-Méhaignerie du 22 juillet 1993. Le rapport de la DPM confirme la part grandissante des Africains, et en particulier des Maghrébins, parmi ces nouveaux Français. Il confirme aussi la progression du nombre de mariage « mixtes » qui ont constitué près de 12 % du nombre total des unions célébrées en France en 1991. Cette progression, qui est l'un des « thermomètres » utilisés pour mesurer l'intégration des populations étrangères, connaît cependant un ralentissement, après deux années de très forte croissance.

PHILIPPE BERNARD

► ***Immigration et présence étrangère en France. Le bilan d'une année 1992-1993*, par André Lebon. A paraître à la Documentation française, 29, quai Voltaire, 75344 Paris Cedex 07.**

***La politique de la nationalité en 1992. Données chiffrées et commentaires*, par André-Clément Decouflé et Martine Tétaud. Publié par la sous-direction des naturalisations du ministère des affaires sociales.**

RELIGIONS

Polémique sur la date d'ouverture du ramadan

Cacophonie islamique

« Provocation », « Intrusion intolérable » : Dalil Boubakeur, recteur de la Mosquée de Paris, ne mâche pas ses mots pour dénoncer l'attitude de l'Arabie saoudite, qui a décrété la « Nuit du doute », précédant le ramadan, au soir du mercredi 9 février.

Selon le dogme islamique, le ramadan commence lorsque la « nouvelle lune » devient « visible » par les croyants. S'appuyant sur nombre de consultations scientifiques (Géospace d'Aniane, Observatoire royal de Belgique, Bureau des longitudes de Paris), la Coordination nationale des musulmans de France avait fixé la « Nuit du doute » au soir du jeudi 10 février, la « nouvelle lune » étant prévue ce jour-là à 15 h 30. Selon les conditions météorologiques et climatiques, la « nouvelle lune » serait « visible » le 11 ou le 12 février.

L'ouverture et la fin du ramadan provoquent traditionnellement des polémiques, théologiques et politiques, entre les pays musulmans. Pour affirmer le leadership wahhabite, l'Arabie sadoudite avait jeté la confusion l'an dernier en anticipant la date de l'Aïd-el-Fitr, fête de la fin du ramadan. En France, des musulmans avaient ainsi tenté de forcer la porte de mosquées, comme celle d'Evry (Essonne), proches de la Ligue islamique (Arabie saoudite).

Les efforts de la Coordination nationale pour affirmer l'indépendance des musulmans de France se heurtent une fois de plus à des entreprises étrangères, relayées en France par la Fédération nationale des musulmans de France, concurrente de la Mosquée de Paris. L'incapacité des musulmans à s'organiser et à s'unir serait-elle à nouveau démontrée ?

H. T.

La mort du Père Georges Anawati

Un initiateur du dialogue islamo-chrétien

Décédé vendredi 28 janvier au Caire à l'âge de quatre-vingt-huit ans, le Père dominicain Georges Chehata Anawati, membre du conseil pontifical pour la culture et religieux érudit « à l'ancienne », fut à la fois chimiste, philosophe, théologien, médiéviste, orientaliste, tout cela aussi bien en arabe qu'en français.

Né dans une famille levantine d'Alexandrie, de rite melkite (catholique byzantin), il allait, durant plus d'un demi-siècle, marquer – loin des modes – la vie intellectuelle et spirituelle du Proche-Orient dans sa profondeur. Il fut également, en effet, l'un des initiateurs du dialogue islamo-chrétien, à propos duquel, ces deux dernières décennies, il avait vu s'engloutir nombre de ses espoirs, notamment dans son pays natal où il conservait néanmoins de nombreux amis et admirateurs musulmans.

Professeur-visiteur dès 1950 dans les plus prestigieuses universités (Montréal, Louvain, Angelicum de Rome, Urbaniana du Vatican, Los Angeles, San-Francisco, etc.), directeur depuis 1953 de l'Institut dominicain d'études orientales du Caire, consulté à Rome comme à Beyrouth, il laisse une œuvre considérable, dont une vingtaine d'ouvrages capitaux : *Introduction à la théologie musulmane*, *la Mystique musulmane* (ces deux ouvrages écrits en collaboration avec feu le Frère Louis Gardet, *le Monde* du 27-28 juillet 1986), *Histoire de la science chez les Arabes* (en langue arabe), traduction française de *la Métaphysique* d'Avicenne, bibliographie en arabe d'Averroès, etc.

Quittant souvent son monastère-bibliothèque de l'Abbassieh, dans une banlieue populaire cairote, Georges Anawati était aussi un homme de terrain, à l'aise aussi bien sur les épais tapis bédouins du colonel Kadhafi qu'avec les anciens parias christianisés des faubourgs miséreux de Karachi, capable au même moment de discuter dans le détail des faits les plus humbles de la vie quotidienne en Islam que d'improviser brillamment sur Aristote, Mahomet, Bergson, Maurras, Massignon, Nasser ou Saddam Hussein.

En outre, son humour le faisait désirer (ou craindre) dans tout le Levant : à un interlocuteur qui évoquait le rôle des dominicains durant l'Inquisition, il rétorquait : *« Avec les jésuites, ça aurait été encore bien pis ! »*

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ

REPÈRES

BANLIEUES

Un policier blessé à Rouen

De nouveaux incidents se sont produits à Rouen dans la nuit du lundi 31 janvier au mardi 1er février dans le quartier des Sapins, opposant une centaine de jeunes aux forces de police. Trois véhicules ont été brûlés et un policier sérieusement atteint au visage par un jet de pierres. Il a été hospitalisé.

Ce quartier périphérique situé sur les hauteurs de Rouen connaissait sa troisième nuit de violences depuis la mort d'un jeune de dix-huit ans, d'origine sénégalaise, tué jeudi 27 janvier par des gendarmes qui tentaient de l'interpeller à Val-de-Reuil (Eure) à bord d'une voiture volée (*le Monde* du 1er février).

POLICE

Les « faits constatés » par la police et la gendarmerie ont augmenté de 1,69 % en 1993

Avec 3,864 millions de « faits constatés » en France métropolitaine par la police et la gendarmerie, la délinquance a augmenté de 1,69 % en 1993. Selon le ministère de l'intérieur, cette croissance marque *« une décélération de la hausse »* par rapport aux années 1991 et 1992, qui avaient vu la criminalité progresser respectivement de 7,2 % et 2,3 %. Les vols, y compris le recel, ont représenté la plus grosse partie des infractions, avec 2 633 344 faits constatés. Leur augmentation globale est de 1 %, mais les vols à main armée avec arme à feu et les cambriolages ont nettement progressé (+ 15,2 % et + 4,6 %), alors que les vols liés à l'automobile et aux deux roues à moteur ont reculé de 0,2 %. L'augmentation la plus forte enregistrée en 1993 concerne les *« destructions et dégradations »*, avec 420 637 faits constatés, la hausse dans ce secteur étant de 8,4 %. Avec 152 652 faits constatés, les crimes et délits contre les personnes ont progressé de 5,1 % en 1993. Le nombre d'homicides a augmenté plus vite (+ 15,8 %) que les atteintes aux mœurs (+ 4,9 %) et les coups et blessures volontaires (+ 2,5 %).

ÉNERGIE : la grève continue à la centrale de Nogent-sur-Seine. – Le mouvement de grève déclenché le 20 janvier au Centre nucléaire de production d'électricité (CNPE) de Nogent-sur-Seine (Aube) a été reconduit jusqu'au mardi 1er février inclus, date à laquelle la fédération CGT de l'énergie a appelé à une journée nationale d'action *« pour le service public, les garanties collectives et le droit de grève »*. Toujours suivie, lundi 31 janvier, par 60 % des 600 salariés de la centrale, la grève avait été déclenchée à la suite des sanctions ayant frappé quatre d'entre eux pour n'avoir pas respecté les consignes EDF lors d'un mouvement national contre le rapport Mandil (*le Monde* du 28 janvier).

JUSTICE

La martingale d

r sauver l'ours des Pyrénées

RELIGIONS

Cacophonie islamique

La mort du Père Georges Ana…

JUSTICE

Au tribunal correctionnel de Pau

La martingale de « Monsieur Jackie »

Le procès du « conseiller financier » Jackie Milési, accusé d'avoir escroqué 2 200 personnes en leur promettant des rendements annuels d'au moins 30 % sur les sommes qu'elles lui confiaient, s'est ouvert, lundi 31 janvier, devant le tribunal correctionnel de Pau (Pyrénées-Atlantiques). L'ensemble de l'escroquerie porte sur 800 millions de francs.

PAU

de notre envoyé spécial

« L'arnaqueur et les pigeons ». Ce pourrait être le titre d'un film. C'est le résumé d'un procès. Celui d'un funambule de l'esbroufe qui portait beau et inspirait confiance. Les retraités lui confiaient leurs économies. Les commerçants l'appelaient par son prénom. Les enfants le voulaient pour parrain. Jackie Milési, cinquante et un ans, était de ces messieurs aux manières de gentleman que l'on recommande aux amis des amis. Tous le croyaient « conseiller financier », l'imaginaient informé aux meilleures sources de la haute finance parisienne, défendant leurs intérêts en Bourse. Il n'était rien de tout cela. Juste un génial vendeur de vent.

Il a fallu près de dix ans, un contrôle fiscal et une enquête de police pour que cette escroquerie portant sur au moins 800 millions de francs soit découverte, en septembre 1992. Le mécanisme, selon la technique dite de la « martingale », était simple : le client donnait son argent à Jackie Milési ; celui-ci promettait un rendement annuel de 30 à 48 % ; l'épargnant recevait régulièrement son relevé de comptes. A ceux qui insistaient pour percevoir les intérêts, M. Milési envoyait des chèques, des bons de caisse ou des mandats. Aux autres, désireux de faire fructifier leur pécule, il conseillait d'attendre. Autrement dit, il payait les intérêts des uns en puisant dans le capital des autres. *« Je m'occupe des impôts »*, assurait-il. On le croyait. C'était faux.

Cette gymnastique fiscale nécessitait une société, des papiers à en-tête, une cinquantaine de comptes bancaires, des bureaux à Pau, Paris et Grenoble, ainsi que des complicités (1). Entre deux avions, Jackie Milési dirigeait l'ensemble avec une aisance de prestidigitateur. Au fil des ans et des boniments, il finit par séduire des « pigeons » de tous horizons : des jeunes couples, des retraités, des notables, beaucoup d'honnêtes gens et quelques filous qui trouvaient là un moyen bien pratique d'investir des fonds d'origine inavouable.

On lui confiait tout, à l' « as » de la finance : les bas de laine, les indemnités de licenciement, les enveloppes garnies et les économies d'une vie... Et cet ancien employé de banque, fils d'un mineur italien émigré dans l'Isère, devint parfois plus qu'un conseiller, un ami. Un ami prudent qui vivait dans le confort mais pas dans le luxe.

Comme le confesse une victime, ce système était *« techniquement redoutable et humainement parfait »*. Généreux, « Jackie » offrait des voitures (Honda Civic) aux nombreuses femmes de son entourage et invitait ses épargnants au restaurant. Des auberges pour les plus humbles. Des tables renommées pour les plus fortunés. Des banquets les jours de fête. Attentionné, il s'inquiétait de la santé et des résultats scolaires des enfants, jouait de son pouvoir de séduction auprès des dames, de son verbe auprès des messieurs. *« C'était un papa gâteau, il faisait sa tournée des popotes »*, résume l'un d'eux. Dès qu'il tenait sa proie, l'engrenage s'ébranlait. Comme enivrée par la valse des chiffres et des promesses, celle-ci lui présentait un frère, un oncle ou un voisin. Des familles entières furent piégées, l'une d'elles à hauteur de seize millions de francs.

Quatre-vingts avocats

Le cercle des privilégiés cessa de s'élargir le 13 septembre 1992. Les « clients » virent la photo du flamboyant Jackie dans le journal. Il était en fuite. Cinq jours plus tôt, la police avait saisi chez lui, à Pau, ainsi que dans ses bureaux ou sur ses comptes, des valeurs évaluées à 60 millions de francs (dont 575 000 francs en liquide cachés sous un pot de fleur par une secrétaire). Un total insignifiant au regard du montant présumé de l'escroquerie. Au terme d'une « cavale » rocambolesque, il se constitua prisonnier le 29 octobre 1992. Il fut libéré le 26 avril 1993 et astreint au contrôle judiciaire. Une fois le château de cartes à terre, il restait à compter les victimes.

Toutes ne se sont pas manifestées, de peur d'un redressement fiscal (certaines ont gagné beaucoup d'argent par ce biais), de la curiosité de la police ou, simplement, du « qu'en dira-t-on ». Certains cas apparaissent néanmoins dramatiques comme ceux de familles déchirées, de retraités ruinés ou encore celui d'une femme de trente-sept ans, malade du sida à la suite d'une transfusion sanguine, qui a perdu toutes ses indemnités (1,8 million de francs). Au total, sur les 2 200 personnes répertoriées grâce aux listes informatiques de M. Milési, 1 476 sont sorties de l'ombre et 1 117 ont porté plainte pour récupérer une partie de leur mise et négocier l'indulgence du fisc. Le palais de justice de Pau, où le procès s'est ouvert lundi 31 janvier pour au moins une semaine, a été aménagé en conséquence. Seuls les quatre-vingts avocats et les journalistes ont accès à la salle d'audience.

Les victimes doivent demeurer dans celle des « pas perdus ». Un écran géant et cinq cents sièges ont été installés à cet effet. Lundi, seules soixante et onze de ces personnes s'étaient déplacées. Des membres de l'Association de défense des victimes de Jackie Milési (ADVJM, 570 adhérents), avaient voyagé toute la nuit, en car, depuis Grenoble.

Une fois au palais, ils se sont assis face à l'écran, en rangs serrés. Pour dissuader les caméras indiscrètes, quelques femmes avaient des foulards et les hommes des lunettes noires, comme dans les procès de stars. Une jeune fille prenait des notes sur un calepin d'écolier. Derrière elle, un couple consultait son classeur – le *« dossier Jackie »* –, avec des feuilles bien rangées, comme dans les livres de comptes de mères de famille.

Ils étaient surtout venus pour *« l'autre »*, là-bas, sur le banc des prévenus, costume marron et chemise blanche, amaigri d'une vingtaine de kilos, le cheveu gris, le visage blême et les yeux cernés. *« Il a vieilli de dix ans »*, se réjouissait René Thiel, le vice-président délégué de l'ADVJM. *« Il fait pas le fier »*, constatait une vieille dame, plutôt satisfaite d'apprendre qu'il risquait cinq ans de prison, mais en proie au même doute que ses voisins : *« Vous croyez qu'il en a planqué pour ses vieux jours ? »*

PHILIPPE BROUSSARD

(1) Quatorze personnes, complices présumés de Jackie Milési, comparaissent également devant le tribunal correctionnel de Pau.

Omar Raddad devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes

Les derniers mots

Alors que les débats s'achèvent, les experts en écriture s'accordent pour considérer que c'est bien Ghislaine Marchal qui a écrit avec son sang le message « OMAR M'A TUER » et la seconde inscription inachevée. Ces conclusions placent Omar Raddad dans une position difficile car l'unique stratégie de ses défenseurs consiste à invoquer la thèse d'une mise en scène montée par le meurtrier pour faire accuser leur client.

NICE

de notre envoyé spécial

Virtuellement, les jurés sont dans la cave. Certes, il n'y a devant eux que deux portes que l'on a appuyées sur les meubles du prétoire. Mais l'image de ces deux panneaux, d'un blanc pur, maculés de sang est tellement forte qu'elle dépasse en intensité les descriptions les plus précises et même le récit mélodramatique de l'adjudant-chef Cenci. Les mots *« OMAR M'A TUER »* apparaissent clairement en caractère typographique sur la première porte, qui est celle d'une cave à vin. Le trait, tracé avec un doigt, varie du marron au rose sale et plus bas une tache brune est désignée par un expert comme la trace laissée par les cheveux de Mme Marchal qui, épuisée, a appuyé sa tête un instant. Sur l'autre porte, celle de la chaufferie, ce n'est qu'un gribouillis illisible et sinistre de lignes courbes et de taches où les spécialistes ont pu reconstituer *« OMAR M'A T... »*

« Les deux écritures sont du même auteur. Sur la première porte, il est à genoux, il a encore ses forces vives. Sur la deuxième, il est allongé. Le texte subit une pente et le message est arrêté au maximum d'extension de son bras. Il ne dispose plus de la mobilité », commente Gilles Gesner, expert en écriture. Et il ajoute : *« J'ai mis en évidence la totale concordance des lettres avec celles des écrits de Mme Marchal »*. Une évidence que partage un autre expert, Mme Florence Buisson, même si ses mots apparaissent plus nuancés.

Me Jacques Vergès se lève et, lettre par lettre, constate que la ressemblance est discutable avec les documents de comparaison qui, pour la plupart, sont constitués par des grilles de mots croisés remplies par Mme Marchal. Chacun choisit ses lettres : l'avocat retient celles qui ne sont pas identiques alors que les experts se sont arrêtés aux ressemblances. L'éternel débat sur la valeur des expertises en écriture s'installe. A plusieurs reprises le président vole au secours des spécialistes en soulignant, lui aussi, les ressemblances. Harcelé par Me Vergès, dont la combativité vient seulement d'apparaître après plus d'une semaine d'audience, M. Gesner admet : *« La difficulté dans l'expertise en écriture, c'est qu'il n'y a pas de loi générale. Il y a toujours une petite exception quelque part. »* Et il ne discute pas qu'il y ait beaucoup de *« chapelles »* dans l'expertise en écriture.

Pendant quelques instants, Me Vergès semble avoir marqué des points, mais les experts ont un autre argument, particulièrement solide, qui vient renforcer leurs conclusions. Il est notamment contenu dans la description du second message par Mme Buisson : *« Il se déduit davantage du premier qu'il ne se fit. Les lettres sont descendantes, il y a une empreinte de la main gauche. La personne était allongée, appuyée sur la main gauche, et l'on observe la dégradation progressive de son état physiologique. »* Et pour M. Gesner, *« un contrefacteur ne pourrait pas gérer à la fois le respect des formes et l'affaiblissement physiologique. »*

La défense en porte-à-faux

Cet affaiblissement est commenté par le docteur Macario, médecin-légiste : *« Aucun des coups portés n'a touché un gros vaisseau, ce qui a permis une survie de dix à trente minutes »*. Enfin, le docteur Roure, psychiatre, est catégorique : *« C'est indiscutablement madame Marchal qui a écrit ces lettres. On peut suivre l'affaiblissement global. La faute n'enlève rien au sens du message. Elle était suffisamment lucide pour saisir la portée de ses écrits. »* D'autre part, les enquêteurs sont venus confirmer les résultats d'une reconstitution faisant apparaître qu'il était pratiquement impossible de bloquer la porte de la cave de l'extérieur.

Ce serait donc bien Mme Marchal qui aurait écrit les messages après s'être barricadée, sans doute pour éviter le retour du meurtrier. Or, la défense d'Omar Raddad a choisi de se battre uniquement sur le terrain d'une mise en scène organisée par un ou plusieurs agresseurs pour diriger l'enquête sur une fausse piste : l'audience a donc été principalement consacrée à la discussion de ce scénario qui semble devenu bien fragile. Aussi d'autres hypothèses, comme la confusion ou la ressemblance de l'auteur des faits avec l'accusé, ont été à peine évoquées.

Pourtant, dans ce dossier sans preuve, l'accusation ne dispose que des inscriptions et de l'absence d'alibi d'Omar Raddad qui aurait tué Mme Marchal pour lui voler une somme inconnue alors qu'il éprouvait des difficultés financières dont le caractère aigu n'est pas démontré. Mais le combat ayant été strictement basé sur la thèse d'une machination, la défense se trouve désormais en porte-à-faux alors que les débats arrivent à leur terme. Une situation qu'Omar Raddad ne semble pas mesurer. De son box il écoute distraitement, sans jamais réagir, sourit parfois à quelqu'un dans la salle et, lorsqu'on lui présente les scellés qui couvraient les deux portes, l'interprète traduit : *« Moi, ça ne me concerne pas ce qui s'est passé dans la cave, il n'y a que ceux qui ont assassiné madame Marchal... »*

MAURICE PEYROT

DÉFENSE

Chef d'état-major de la marine

L'amiral Coatanea « déplore vivement » le retard apporté au renouvellement des porte-avions

Dans un entretien avec l'hebdomadaire *Cols bleus*, où il fait un bilan des activités 1993, l'amiral Alain Coatanea, chef d'état-major de la marine, déclare qu' *« il ne cesse de déplorer vivement »* le retard accumulé dans le renouvellement des deux porte-avions français, parce qu'il est susceptible d'*« affaiblir insidieusement »* les capacités de l'aéronavale.

On sait que les contraintes budgétaires ont contraint les gouvernements successifs à différer, une première fois, de trente mois, et plus récemment, une seconde fois, de six mois la date de l'entrée en service du porte-avions nucléaire *Charles-de-Gaulle*, qui est actuellement en chantier à Brest. D'un coût estimé à 17 milliards de francs (sur lequel 10 milliards sont déjà engagés), le *Charles-de-Gaulle* ne devrait pas être admis en service actif avant la fin de 1999, avec, à son bord, un premier détachement d'avions de combat Rafale.

« Le Clemenceau *a été admis au service actif en 1961 et le* Foch *en 1963*, explique notamment l'amiral Coatanea à la revue *Cols bleus. L'Alizé* [un avion embarqué de surveillance maritime et de lutte anti-sous-marine] *est arrivé en flottille en 1958. Le Crusader* [un avion embarqué de défense aérienne] *date de 1964. C'est dire que leur relève est urgente et que je ne cesse de déplorer vivement les glissements successifs qu'elle subit. Ces glissements affaiblissent insidieusement une capacité d'action aéronavale dont l'actualité de ces dernières années a montré combien elle était précieuse. En outre, ils accablent d'un fardeau dont peu mesurent le poids physique et psychologique croissant ceux qui ont la charge d'en assurer la disponibilité et de la mettre en œuvre. »*

« Nous semblons être cependant sur la bonne voie, ajoute l'amiral. *Le* Charles-de-Gaulle *sera mis à flot au printemps prochain et devrait entrer en service avant la fin du siècle, armé de ses premiers Rafale et éclairé par un avion de guet aérien pour lequel une ligne budgétaire a été dotée. »*

L'amiral Coatanea fait allusion au projet, présenté par la marine au gouvernement, d'acheter quatre avions embarqués de guet aérien Hawkeye à la société américaine Grumman. Il s'agit d'un avion-radar capable d'*« éclairer »*, c'est-à-dire apte à la détection d'intrusions aériennes (avions ou missiles) qui menaceraient le porte-avions en déplacement. Ce projet est évalué à 5,8 milliards de francs. Le budget 1994 de la défense a déjà réservé une provision de 1 735 millions de francs.

Le chef d'état-major exprime *« fortement »* l'espoir *« qu'un second porte-avions entrera en service quelques années plus tard »* pour, aux côtés du premier, *« constituer un ensemble homogène et puissant, toujours disponible pour prévenir, contenir ou appuyer toute action de crise et de conflit »*.

ÉDUCATION

François Bayrou reçoit le syndicat de l'enseignement chrétien

Le Syndicat national de l'enseignement chrétien (SNEC-CFTC) devait être reçu, mardi 1er février, par François Bayrou, ministre de l'éducation nationale. Première organisation syndicale représentative dans le primaire privé sous contrat, concurrencé par la FEP-CFDT dans le secondaire, le SNEC est la première organisation de l'enseignement privé sous contrat à être reçue officiellement Rue de Grenelle depuis l'invalidation de la loi qui devait réviser la loi Falloux.

Bien que prévu de longue date, cet entretien ne fait qu'ajouter à la confusion qui règne depuis l'annulation de la révision de la loi Falloux. Sous la pression, notamment, des organisations syndicales du public, les responsables de l'enseignement privé sous contrat ont été tenus à l'écart des négociations conduites récemment par François Bayrou, puis Edouard Balladur. En revanche, des représentants du privé ont été associés à la commission Schléret chargée d'effectuer, pour la fin mars, un état des lieux des problèmes de sécurité dans les établissements publics et privés. Mais les deux seuls représentants du privé dans cette commission sont le SNEC-CFTC et l'Union des parents d'élèves de l'enseignement libre (UNAPEL), qui font figure d'« ultras ». Ainsi, le SNEC-CFTC a été la seule organisation de l'enseignement catholique à n'avoir pas signé, en janvier 1993, le volet formation et recrutement des accords Lang-Cloupet.

En privilégiant les organisations les plus conservatrices de l'enseignement catholique et en restant flou sur une éventuelle association du privé aux réflexions gouvernementales en cours, François Bayrou – qui avait déjà préféré, au printemps 1993, s'exprimer au congrès de l'UNAPEL plutôt qu'aux Assises de l'enseignement catholique – met donc, une fois de plus, les responsables du privé, secrétariat général de l'enseignement catholique en tête, en porte-à-faux.

J.-M. Dy.

EN BREF

SÉCURITÉ : le maire de Valence menace de fermer un lycée. – Après une visite effectuée le 26 janvier, la commission communale de sécurité a émis un avis défavorable à l'accueil des 1 400 élèves du lycée d'enseignement général Emile-Loubet de Valence (Drôme), qui date de 1905. Aussitôt, Rodolphe Pesce, maire (PS), a menacé de fermer l'établissement, pour obtenir du conseil régional l'engagement de travaux d'urgence portant sur l'absence d'issues de secours dans certaines classes et les risques de propagation du feu en cas de sinistre. Déjà, en 1993, la commission avait recommandé un programme de travaux qui n'ont été que partiellement effectués.

ENLÈVEMENT : le père d'Oliver condamné à un an de prison. – Condamné à dix-huit mois de prison par la justice britannique à son retour d'Egypte, où il s'était enfui après avoir enlevé, le 8 novembre dernier son fils Oliver à Landévant (*le Monde* du 8 janvier), Peter Malkin, cinquante-quatre ans, a de nouveau été condamné, lundi 31 janvier, par le tribunal correctionnel de Lorient à un an de prison, soit la peine maximale encourue. Le père d'Oliver était jugé cette fois pour un autre enlèvement (le troisième) qui remontait au 8 novembre 1991. En plus d'une amende de 30 000 francs, le tribunal l'a condamné à verser 10 000 francs de dommages et intérêts à la mère d'Oliver et 50 000 francs pour le compte de son fils. – *(Corresp.)*

PRISON : deux détenus se suicident à Maubeuge. – Deux hommes, placés en détention préventive à la maison d'arrêt de Maubeuge (Nord), se sont suicidés à quelques heures d'intervalle dans la nuit de vendredi à samedi. Le premier, âgé de 47 ans, et détenu depuis six semaines pour présomption de délit sexuel, s'est pendu à l'aide de ses lacets. Le second, un prévenu de 22 ans, écroué depuis quarante huit heures, pour trafic de stupéfiants s'est pendu avec des draps. *« Il n'existe aucun lien entre les deux suicides »*, a affirmé Pierre Duflot, le directeur de la prison. Selon lui, *« le second prévenu, détenu dans une autre aile, n'avait sans doute même pas eu connaissance du premier suicide avant de décider de mettre fin à ses jours »*.

RECTIFICATIF. – C'est par erreur que nous avons indiqué dans nos éditions du 20 janvier que la cour d'appel de Paris avait confirmé en 1993 la sanction prononcée en première instance contre le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, l'un des quatre inculpés dans le procès des principaux responsables de la transfusion sanguine en France. En fait, la cour d'appel a ramené à trois ans d'emprisonnement avec sursis la peine de quatre ans avec sursis infligée par la 16e chambre correctionnelle de Paris. Dans son arrêt, la cour précise que *« le professeur Roux a alerté en vain le cabinet du secrétaire d'Etat à la santé »*, qu'il *« a par ailleurs œuvré avec persévérance en faveur des tests de dépistage et de l'inactivation des fractions coagulantes »* et que *« les services rendus antérieurement à la médecine justifient l'attribution des circonstances atténuantes »*.

HISTOIRE

La préparation du cinquantième anniversaire du débarquement

La Normandie en alerte pour le jubilé de la liberté

Une dizaine de chefs d'Etat, dont la reine d'Angleterre et Bill Clinton, assisteront aux cérémonies

La liberté. Rien de moins. La liberté arrivée par la mer, un 6 juin hivernal et bruineux, avec des dizaines de milliers de jeunes gens nés en Amérique, en Grande-Bretagne, en Belgique, en Norvège, aux Pays-Bas, en Pologne. La liberté qui, telle une onde partie de Normandie, parcourut toute la France et fit, cet été 1944, sonner tant de clochers, agiter tant de drapeaux et guincher tant de couples. Une liberté à la fois délicieuse et douloureuse, et si chèrement acquise...

C'est elle et ses émissaires-combattants-aventuriers, aujourd'hui vétérans, que les responsables des fêtes du cinquantième anniversaire du débarquement en Normandie entendent célébrer, au mois de juin prochain. Et c'est sous son signe et le poème d'Eluard *J'écris ton nom...* que se place résolument ce qui s'annonce comme le plus vaste – et ultime – rassemblement d'acteurs et témoins du «D-Day», ce «Jour J» qui bouleversa le cours de la seconde guerre mondiale : le Jubilé de la liberté.

Certes, l'année 1994 sera riche en commémorations d'événements liés à la libération de la France : le massacre d'Oradour-sur-Glane (10 juin), les combats du Vercors (juillet), la libération de la Provence (15 août), la libération de Paris (25 août), la libération de Strasbourg (23 novembre), la bataille des Vosges et la libération de Colmar... Des centaines de manifestations de caractère national ou local émailleront ainsi les onze mois séparant le 6 juin du jour anniversaire de la fin de la guerre en Europe, le 8 mai 1995. Mais les fêtes du débarquement allié en Normandie, qui rassembleront sur la plage d'Omaha une dizaine de souverains et chefs d'Etat (parmi lesquels Bill Clinton, la reine d'Angleterre et Lech Walesa) ainsi que des milliers de vétérans venus de tous les continents par charters et bateaux, seront de loin les plus symboliques et d'ampleur internationale.

Un engagement minimal de l'Etat

Une mission présidée par Philippe Mestre, ministre des anciens combattants et victimes de guerre, est chargée de l'organisation délicate des cérémonies du 6 juin. Un dossier difficile vu les problèmes de sécurité, l'exiguïté des sites et des routes départementales et la foule attendue de visiteurs, notamment les vétérans, auxquels tout le monde reconnaît cette année une priorité absolue. Un problème presque inextricable qui aboutira à «boucler» ce jour-là toute une zone côtière, interdire la circulation sur l'axe Caen-Carentan et opérer un contrôle très strict des laissez-passer accordés aux autorités, aux anciens combattants et aux riverains. Ceux qui n'auront pas obtenu le précieux sauf-conduit seront impitoyablement rejetés, les organisateurs pressant d'ores et déjà les visiteurs de différer leur pèlerinage normand.

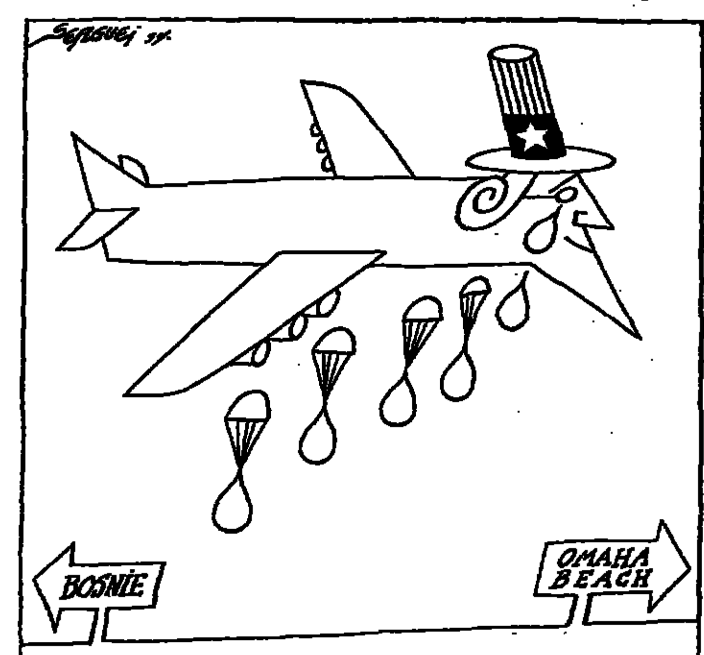
Car c'est à une véritable invasion que se prépare la Basse-Normandie. Invasion pacifique et fructueuse, dont se réjouissent déjà, avec les élus, hôteliers et commerçants. Invasion que les comités du tourisme s'efforcent d'étaler tout au long de l'année avec des prévisions fabuleuses (huit, dix millions de visiteurs), mais qui culminera bien sûr aux mois de juin et juillet. En posant des problèmes d'hébergement. Les 50 000 lits disponibles dans un rayon de 150 kilomètres des plages sont aujourd'hui réservés, certains depuis deux ans, des tour-opérateurs américains en ayant bloqué jusqu'à 1 000. Des listes d'attente sont donc dressées en attendant les confirmations en souffrance. Des villages de toile dépanneront certains bienheureux ; des reconstitutions de campements militaires combleront certains valeureux (notamment des collectionneurs de véhicules de guerre, attendus du monde entier) ; plusieurs milliers de chambres seront mises gratuitement à la disposition de vétérans par des familles normandes ; et des trains spéciaux achemineront de Paris ceux qui auront finalement choisi de loger dans la capitale.

Cela fait près de deux ans que la région se prépare. Avec enthousiasme, et dans un capharnaüm bon enfant. Chaque ville, chaque village, chaque association veut son exposition, sa parade, son musée, sa cérémonie. Des milliers d'initiatives se manifestent qui témoignent de la vivacité du souvenir des événements de 1944 et parfois des liens d'amitié conservés entre une communauté et ses libérateurs. La constance du comité du débarquement présidé par Raymond Triboulet à entretenir la mémoire du 6 juin y est pour beaucoup. Certains mariages, échanges scolaires, jumelages ont aussi joué leur rôle.

Il y aura donc l'hommage à ceux qui contribuèrent à libérer la France et qui sont aujourd'hui au moins septuagénaires. Il y aura l'enseignement, aux enfants des écoles, de cette période d'histoire récente, et, comme dirait le maire de Caen, le sénateur Jean-Marie Girault, *«un appel constant à la vigilance et au travail pour la paix»*. Des documents pédagogiques ont été mis au point (en anglais et français) à destination des professeurs et des élèves des régions situées des deux côtés de la Manche. Et les témoignages recueillis lors des veillées du souvenir organisées cet hiver par Radio-France Normandie Caen ont suscité moult dialogues intergénérations et devraient recevoir un écho du côté canadien.

Aux communes et collectivités locales embarquées avec passion dans l'aventure du cinquantenaire, visitées et sollicitées comme elles ne l'avaient encore jamais été par la presse internationale, et parfois un peu dépassées par l'ampleur de l'événement, il est difficile de ne pas opposer l'attitude de retrait observée par l'Etat et son engagement minimal dans des célébrations qui pourtant, selon François Léotard, ministre de la défense, *«auront au moins autant de rayonnement que le Bicentenaire de la Révolution, si ce n'est davantage»*. Des centaines de caméras seront, c'est vrai, et quoi qu'il arrive, branchées sur la France, au moins de juin prochain. Ce qu'elles y filmeront, ce qui en restera, est la vraie question.

A. Co.



Les Américains se préparent à un nouveau D-Day

Suite de la première page

«Ce sera à la fois grandiose et historique», confirme Hall Ryder, vétéran et fondateur de Galaxy Tours, la plus importante agence spécialisée dans ce tourisme-pèlerinage d'anciens combattants, en évoquant la déferlante d'Américains qui s'abattra sur les plages normandes dès le mois d'avril 1994. *«Nous avons tant d'avions, de bateaux, d'autobus mobilisés pour la circonstance et destinés à converger vers la Normandie,* dit-il, *que je me fais l'effet d'appartenir au staff d'Einsenhower, à quelques jours du D-Day...»*

C'est ainsi. Du 6 juin 1944, l'Amérique a fait un formidable symbole qu'elle entend bien entretenir et transmettre aux nouvelles générations. Celui de *«la plus grande contribution des Etats-Unis pour libérer un territoire au nom de la démocratie»*, selon Pierre Salinger, ancien combattant dans le Pacifique, très impliqué lui-même dans ces manifestations du souvenir. Celui de l'efficacité et du savoir-faire américain – «Get the Job Done» – ainsi que d'un *«interventionnisme à caractère moral et humanitaire»*, selon Anthony Stout, le président d'une Fondation américaine pour «la bataille de Normandie». Celui enfin de *«la guerre simple et juste»*, souligne le général Bargmann. *«Les Américains n'avaient ni volonté expansionniste ni revendication territoriale. Mais leur devoir était de mettre un terme à la tyrannie d'Hitler, et de libérer des gens asservis et dans la douleur. La ligne était donc facile à tracer entre les bons et les méchants. Nous étions clairement dans le camp des justes, engagés dans un combat contre le diable. Aucun des grands conflits ultérieurs, qu'il s'agisse de la Corée, du Vietnam, ou de l'Irak, n'a présenté d'objectifs aussi clairs et indiscutables.»*

Une guerre juste. Une croisade. Avec des héros magnifiques. Doublée d'un exploit militaire sans équivalent. Voilà en somme la vision un brin schématique constamment relayée et associée au D-Day. A Bedford bien sûr, cette petite ville de Virginie, où chaque famille a fourni un homme, au moins, à la 29e division, celle qui débarqua sur Omaha, et dont une bonne partie repose aujourd'hui dans le cimetière américain qui jouxte «la sanglante». Mais aussi dans les collèges et les écoles, où le général Kicklighter, président du World War II Commemoration Committee, espère sensibiliser les jeunes *«à cette période cruciale de notre histoire»*. Des documents pédagogiques – tableaux, cartes, brochures – sont donc mis à la disposition des enseignants. Des spots tournés avec l'aide de personnalités de la politique, des médias et du spectacle sont diffusés sur les antennes de la télévision publique. Les initiatives de toute sorte sont encouragées auprès des associations locales – 18 000 à ce jour – ayant reçu le parrainage officiel du comité national et l'autorisation d'utiliser son logo.

Des idées? Mille idées pour plonger la population dans l'ambiance des années 40. Parades, concerts, bals, expositions, fêtes accompagnant l'émission de timbres sur la deuxième guerre mondiale. Hommage aux vétérans, lors de dîners-débats, dîners-galas, baptêmes de rues, de jardins, de bâtiments ; lors de remises de diplômes ou d'ouvertures de musées, permanents ou temporaires, abrités dans des lieux publics ou hébergés chez des particuliers le temps d'un printemps.

Impliquez les écoles !

Encouragez les expositions thématiques dans toutes les bibliothèques ! suggère un document remis aux associations concernées ; intéressez les enfants à la construction de maquettes d'engins militaires utilisés pour le Débarquement ; recensez, dans votre communauté, les photos, objets, agendas, vêtements, journaux relatifs à la deuxième guerre mondiale ; enregistrez, filmez avec précaution les témoignages de vos vétérans ; mettez également en valeur le travail accompli par tous ceux restés au pays mais contribuant à l'effort de guerre ; n'hésitez pas à solliciter la participation à vos fêtes des orchestres de l'armée ainsi que de spécialistes de récits militaires ; impliquez les écoles, parrainez leurs visites de musées, voire leur voyage sur les lieux de bataille. Saisissez toutes les occasions possibles, dans votre courrier, vos prises de parole, pour faire référence à la guerre et sensibiliser votre audience ! ...

Autour du 6 juin, quelques événements plus spectaculaires seront organisés dans des villes comme New-York, Washington, Houston, Los Angeles, Salt Lake City. Une reconstitution du Débarquement mobilisera à Chicago, sur les bords du lac Michigan, plusieurs milliers de figurants, tandis que les caméras des grands réseaux de télévision retransmettront en direct les cérémonies organisées les 5 et 6 juin en Normandie. ABC, NBC, CBS y auront dépêché leurs équipes et présentateurs vedettes, tandis que CNN tentera de griller tout le monde par une diffusion en continu. Une centaine de chambres d'hôtel à Caen ont été réservées à son nom... Car l'essentiel, bien sûr, se passera en Normandie. Et nul ne sait avec précision combien d'Américains entreprendront le voyage. Trente mille? Cinquante mille? Beaucoup plus? Des centaines d'associations et d'agences sont en tout cas sur la brèche. A elle seule, Galaxy Tours, la plus importante, organise des programmes pour 31 des 68 divisions impliquées dans le conflit et transportera sur les plages, le 6 juin, *«au moins 4 000 personnes»*. Plus modeste, l'agence Travelmasters de Washington ne dépêchera du 2 au 15 juin qu'un bus de vétérans guidé par l'un d'entre eux, devenu général. Quant à Maupintours, elle étalera ses voyages de mai à octobre, proposant, pour 3 500 dollars, un circuit entraînant successivement ses clients à Londres (au quartier général de Churchill), à Southwick (à celui d'Eisenhower), en Normandie, à Paris, Reims, Verdun et Bruxelles... Chaque agence a sa spécialité et sa griffe particulière, les plus établies sur le créneau entretenant avec les municipalités normandes des liens suffisamment étroits pour pouvoir garantir vins d'honneur, remises de médailles et réceptions locales. Avec le «calva» de bienvenu...

Enfin, plusieurs croisières proposeront à des vétérans plus fortunés un voyage vers la France teinté de nostalgie. Le *Queen Elisabeth II* quittera New-York le 29 mai avec à son bord près de deux mille passagers, parmi lesquels l'humoriste Bob Hope et Dame Vera Lynn, dont les formes de *pin-up* et la voix *glamour*, transmise par la BBC durant la guerre, avaient fait la coqueluche des troupes et lui avaient valu le surnom de *«forces sweetheart»*, le petit cœur des soldats... Len Lomell, Sid Solomon et Theodore Lapres seront bien sûr en Normandie. Pas un 6 juin, depuis 1944, qu'ils n'aient passé ensemble. Pas un 6 juin qu'ils n'aient célébré de concert, prenant une journée de vacances, *«pour nous souvenir, discuter, revivre en paroles l'expérience la plus dramatique de notre existence»*, explique Sid Solomon, aujourd'hui âgé de soixante-dix-huit ans. Len Lomell, lui, s'est d'ailleurs marié un 6 juin, *«pour ne jamais offenser ma femme en affirmant que cette date est la plus importante de ma vie»*. Chaque 6 juin donc, les Lomell retrouvent les couples Solomon et Lapres, permettant ainsi à Len d'honorer ses deux anniversaires avec à la fois sa femme et ses deux *«frères»*, plus proches, *«tellement plus proches que des frères de sang»*. Soldats d'élite dans un bataillon de rangers, ce sont eux, qui, à l'aube du D-Day, se sont lancés à l'assaut de la pointe du Hoc, cette falaise haute de 30 mètres à l'ouest d'Omaha, pour une mission aux allures kamikazes. *«La cause était juste, nous étions du bon côté, il fallait y aller,* se souvient Len Lomell. *Mais un homme qui a connu le D-Day et affronté tant d'occasions de perdre la vie ne pourra jamais l'oublier. Ce jour-là a brûlé son cœur.»* Leurs enfants et petits-enfants ont déjà fait le pèlerinage sur la pointe isolée, encore criblée de cratères. Eux-mêmes y sont retournés plusieurs fois. Cette année, ils donneront même un vin d'honneur à l'hôtel Duguesclin, *«pour remercier les Normands de n'être point ingrats»*.

Ferdinand, mon «petit frère»

Charles Klein lui aussi sera là. Entouré, sourit-il, de trois femmes : sa sœur et deux de ses filles. Il avait fêté ses vingt ans, deux semaines, jour pour jour, avant le D-Day mais ne se rappelle pas le moindre sentiment de révolte. *«On avait une confiance absolue dans notre gouvernement. Le pays avait besoin de nous, alors on y allait. Je me souviens simplement d'un ami, enrôlé à mes côtés, qui disait : je suis prêt à jouer parfaitement le rôle qu'on m'attribuera. C'est juste la partie «mort» qui m'ennuie un peu.»*

Charles, Len, Sid, Theodore. Et puis Eric, Eric Friedheim, qui était alors correspondant de guerre pour le magazine de l'US Air Force et se rendra une nouvelle fois en France pour *«célébrer»* – *«je préfère de loin l'idée de célébration à celle de commémoration»* – le D-Day. Et puis Jess, Jess Weiss, dont la voix s'étrangle encore à l'évocation d'Omaha mais qui y retournera, avec le fol espoir d'y retrouver Ferdinand Lassibile, le jeune Normand qui fut, l'été 44, son *«petit frère»* d'aventure. Tous seront donc de la partie, espérant que sera évitée l'horrible confusion qui avait empêché les vétérans venus au quarantième anniversaire d'assister aux cérémonies organisées en leur hommage. *«Réitérer les erreurs, la pagaille, d'il y a dix ans se révélerait désastreux en termes de relations publiques,* avertit le général Bruce Jacobs de la garde nationale, *et ce n'est pas le moment de créer entre la France et les Etats-Unis un quelconque incident diplomatique...»*

En sortant le 6 juin du cimetière américain de Colleville, où une cérémonie rapprochera une dernière fois l'ensemble des anciens, en présence de Bill Clinton, il se pourrait que Charles Klein se rende directement au cimetière allemand, comme il le fait à chacun de ses voyages. *«Des femmes,* dit-il, *des parents comme les nôtres ont un jour pleuré les soldats qui y sont enterrés.»* Et après un silence : *«Cinquante ans ont passé ! Comment imaginer que l'on tienne encore les Allemands à l'écart de nos célébrations?»*

ANNICK COJEAN

Pour les vétérans britanniques : retraverser la Manche

LONDRES

de notre correspondant

Leslie Frost, soixante-quatorze ans, président de l'Association des vétérans de Normandie, n'en doute pas : les quelque 130 000 anciens soldats britanniques qui prirent part à l'invasion de la France, en 1944, doivent se préparer à une série de «Jour le plus long» à l'occasion des cérémonies marquant le cinquantième anniversaire du débarquement.

Le gouvernement de John Major entend donner aux cérémonies du débarquement allié en Normandie un lustre tout particulier, et des centaines de manifestations sont en préparation dans tout le Royaume-Uni, afin de faire de cet événement une date mémorable.

Pour Londres et Paris, l'anniversaire du D-Day marquera en outre l'apothéose d'une année très franco-britannique : le 8 avril est la date anniversaire de cette «entente cordiale» entre deux pays historiquement rivaux et amis. Il y a quatre-vingt-dix ans, le 8 avril 1904, fut signé un modeste accord colonial entre la France et l'Angleterre qui réglait d'anciennes querelles, notamment en Egypte et au Maroc, mais qui ouvrait surtout la voie à une série d'alliances contre l'Allemagne, au cours des deux guerres mondiales. Cet anniversaire sera suivi d'une autre cérémonie encore plus symbolique, puisque c'est le 6 mai que la reine Elizabeth et François Mitterrand procéderont à l'inauguration officielle du tunnel sous la Manche, lançant ainsi l'exploitation d'une liaison commerciale qui met fin *de facto* à l'insularité de la Grande-Bretagne.

Un événement touristique majeur

Un mois plus tard, le 5 juin, la souveraine retraversera la Manche, cette fois à la tête d'une importante flottille de bateaux cinglant de Portsmouth vers les côtes françaises. C'est de ce port du Sussex que partirent un grand nombre des quelque 7 000 navires de l'armada de l'«opération Neptune», première étape de l'«opération Overlord» sur les plages du débarquement, Utah, Omaha, Gold, Juno et Sword. A bord du yacht royal *Britannia*, prendront place aux côtés de la reine et du premier ministre John Major les chefs d'Etat et de gouvernement des nations alliées, notamment les présidents Clinton et Mitterrand, le premier ministre canadien Jean Chrétien, le président polonais Lech Walesa et le roi Harald de Norvège. Cette flottille sera survolée par des dizaines d'avions modernes et anciens (Lancaster, Spitfire et Hurricane).

La veille, le 4 juin, quelque mille vétérans participeront à un dîner à Southwick House, près de Portsmouth, où, il y a cinquante ans, le commandant suprême des forces alliées, le général Dwight Eisenhower, avait établi son quartier général, et d'où il lança l'ordre final d'invasion pour 1,7 million de Britanniques, 1,5 million d'Américains et 220 000 soldats alliés de diverses nationalités. Un autre dîner se déroulera ce soir-là, cette fois à l'hôtel de ville, où la reine Elizabeth recevra 500 invités, dont ses hôtes étrangers de marque, notamment MM. Clinton et Mitterrand. Le matin du 5 juin, une cérémonie commémorative, présidée par la reine-mère, aura lieu à Portsmouth.

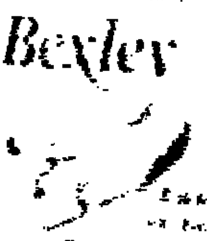
Dans l'après-midi, quelque mille parachutistes sauteront au-dessus de la Normandie, notamment aux environs de Pegasus Bridge, ce pont sur l'Orne qui constitua le premier objectif de l'opération aéroportée. Le 6 juin, à 14 h 30, près de 10 000 vétérans britanniques se rendront à Arromanches.

Les diverses cérémonies donneront lieu à des retrouvailles «historiques» : le gouvernement de John Major a invité les anciens combattants américains et leurs familles à se rendre en Grande-Bretagne en juin prochain et, en France, les autorités britanniques sont saisies de très nombreuses demandes de familles françaises désireuses de retrouver tel ou tel soldat accueilli pendant la guerre.

Mais l'anniversaire du jour «J» constituera un événement touristique majeur. Des millions de visiteurs sont attendus au cours du printemps et de l'été. Cette nouvelle «invasion» rappellera la «grande aventure» du débarquement de juin 1944.

LAURENT ZECCHINI





Les équipements universitaires dans la capitale

Le projet de nouvelle bibliothèque à Jussieu s'enlise

Lancé avec grand bruit par Jack Lang, en décembre 1992, le projet de construction de la bibliothèque de l'université de Jussieu piétine depuis le mois de mars 1993. Le changement de majorité semble avoir largement contribué à la remise en cause d'un équipement réclamé depuis des années par les universitaires.

Bâti à la hâte, en seize mois, en 1968, le campus de Jussieu ne fut jamais achevé, laissant ainsi au cœur de Paris une construction universitaire à la réputation désastreuse. A la place de l'ancienne Halle aux vins a poussé une faculté construite comme un assemblage de barres et de tours montés sur pilotis dans lequel s'engouffrent des vents glacés dissuadant toute vie étudiante. La plus grosse communauté universitaire de l'Hexagone sur le même lieu (63 000 étudiants, 2 500 chercheurs) allait ainsi se retrouver sans bibliothèque universitaire.

« Lors de la construction, les autorités ont tout simplement oublié de réserver un espace pour la BU », raconte Jean-Pierre Dedonder, président de l'université Paris VII-Jussieu. La bibliothèque de sciences humaines ne dispose que de 42 places assises pour ses 12 000 étudiants et, en sciences, chaque UFR a, tant bien que mal, constitué sa petite unité. Une situation qui a valu à l'université d'être épinglée par le rapport Miquel sur l'état des bibliothèques universitaires.

Pour y remédier, Claude Allègre, conseiller spécial de Lionel Jospin, décide de lancer une étude sur l'aménagement de Jussieu dans le cadre du plan Universités 2000. Puis Jack Lang consacre le projet comme une priorité du contrat de plan. Il lance un concours d'architecture en décembre 1992 qui voit le projet de l'architecte néerlandais Rem Koolas primé.

La maquette choisie a de quoi séduire. Un objet cubique abritant deux bibliothèques superposées, l'une de sciences (600 places) enfouie dans le sol, et l'autre de lettres et de sciences humaines (800 places) sur deux étages. Les rayonnages installés sur des plans inclinés permettent le passage d'un étage à l'autre sans discontinuité.

Révision à la baisse

Bref, une bibliothèque universitaire aménagée en *« loft industriel classique, en forme de galerie »*, comme le résumait Rem Koolas. Inscrit dans un plan plus vaste d'achèvement du campus dégageant des lieux de vie (maison Erasmus, centre de congrès international, nouveau bâtiment d'IUT...), le programme prévoit de construire les 18 000 mètres carrés juste derrière l'immense tour du campus pour les étudiants de permier cycle de lettres et 600 places en sciences.

Dès son arrivée, François Fillon n'a pas caché que le projet retenu lui paraissait beaucoup trop cher. Le coût total de l'opération est estimé à 450 millions de francs. Creusée en sous-sol, la bibliothèque doit s'insérer entre deux lignes de métro sous la nappe phréatique... Le gouvernement a donc demandé une révision du programme à la baisse.

Le projet Koolas devait aussi essuyer les critiques des bibliothécaires, opposés à l'installation des salles de lecture et des rayonnages sur des plans inclinés.

La copie a donc été revue. Réduit à un coût de 300 millions, le projet actuel, plus modeste, prévoit de construire 6 000 mètres carrés en lettres et 5 500 mètres carrés en sciences. L'architecte a simplifié les travaux envisagés en faisant disparaître la partie souterraine. La chancellerie des universités de Paris a avalisé le programme, mais le financement n'a toujours pas été débloqué. Une question qui est restée dans l'ombre depuis le début des discussions.

Jack Lang a en effet lancé le concours d'architecture sans prévoir de budget correspondant. Le ministre espérait pouvoir s'appuyer sur des recettes à venir provenant de la vente de 12 000 mètres carrés de locaux d'enseignement appartenant à l'université de Paris-VI (l'îlot Cuvier). Il ne désespérait pas de convaincre les collectivités locales, la région et la Ville de Paris, de participer au financement. Mais ces deux espoirs vont s'avérer infondés.

Privilégier les villes nouvelles

La crise de l'immobilier parisien aidant, le gain estimé pour l'îlot Cuvier a en effet été réduit des deux tiers et la vente ne semble plus d'actualité.

La région Ile-de-France a toujours refusé de financer les projets universitaires inclus dans le contrat Etat-région en cours. *« La position de la région est que nous n'interviendrons pas pour financer Jussieu, mais que nous nous réservons pour les universités nouvelles »*, explique François Houy, directeur adjoint chargé des affaires scolaires et de l'enseignement supérieur au conseil régional. Soucieuses de faire respecter un certain équilibre entre Paris et le reste de l'Ile-de-France, les autorités régionales privilégient les chantiers engagés dans les villes nouvelles : deuxième collège universitaire de Saint-Quentin, deuxième tranche de Marne-la-Vallée...

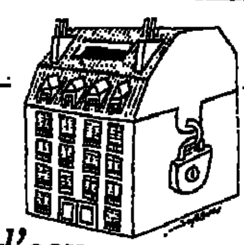
Le gouvernement tente pourtant de relancer les négociations. *« Si la région nous déleste d'un certain nombre d'opérations comme l'extension de l'Ecole normale supérieure, le déménagement de l'INALCO, la rénovation du CNAM et de Paris-IX-Dauphine...), l'Etat pourra peut-être financer la bibliothèque de Jussieu »*, avance Denis Maugar, directeur adjoint du cabinet de M. Fillon. Ces projets, considérés comme des opérations de prestige, semblent en effet plus séduire les collectivités locales.

Du côté de la Ville de Paris en revanche, les discussions sont au point mort. *« Les contacts n'ont pas débouché »*, avoue M. Maugar.

En attendant l'embellie sur le front des négociations, les universitaires continuent à peaufiner leur dossier en mettant au point un nouveau cahier des charges. *« On ne demande pas la lune, juste qu'on rétablisse un droit oublié : celui pour les étudiants d'avoir une bibliothèque »*, insiste M. Dedonder. Une réunion est prévue en mars au rectorat pour poursuivre les discussions.

SYLVIA ZAPPI

L'élection législative partielle à Paris



La goutte d'eau

Les dimanches d'élections, c'est le bureau de vote 64. Tous les autres jours, c'est une école primaire aux murs tristes, la plus proche de la gare du Nord, qui n'est pas Orsay. Ici, tant bien que mal, une dizaine d'instituteurs courageux tentent de mettre sur les rails de la vie des enfants de la Goutte-d'Or sans racines et sans avenir.

Au tableau de cette école Jean-François-Lépine, 221 élèves de toutes origines, mais malheureusement de même condition, la plus misérable : des Antillais, des Maghrébins, des Africains et, selon la classification administrative, « six enfants de métropole ». *« C'est le quart-monde social ici »*, résume Raymonde Baumer, petit bout de femme qui dérange et déménage. Dix-sept ans de fidélité à ce lieu d'incroyable brassage, enclave de toutes les désespérances, qui vous envoie à longueur de trimestre des tranches de vie à couper le moral. *« Ici aussi,* ajoute-t-elle, *on n'a pas le droit d'être fatigué ou déprimé. Si vous avez des problèmes personnels, mieux vaut les laisser à la porte. »*

Raymonde n'a jamais désespéré. Sa mère était déjà dans cette école. Fille de la Goutte-d'Or, elle n'a jamais voulu quitter ce *« village »*, ignoré des Parisiens. Tous ces enfants, elle les aime, et ils l'aiment. *« Quand on débarque, ils mettent du temps à vous accepter. Mais ils sont attachants. Ils sont agités mais pas agressifs. Si vous oubliez de leur faire la bise en fin de journée, ils vivent cela comme une punition. Alors, nous, forcément, on les couve et on les couvre. »*

En ce lundi de lendemain de premier tour d'élection législative, dans la petite salle des maîtres où ils partagent un plateau-repas sans surprises, Raymonde et ses collègues commentent brièvement la mi-course législative entre Daniel Vaillant et Anne-Marie Pierre-Bloch. La résistance du Front national leur fait peur. Le record d'abstention ne les surprend pas.

Les abstentionnistes sont aussi autour de cette table, fatigués de voir à tout bout de champ électoral brandir les fourches de l'insécurité sans daigner jamais s'attarder sur les semences de l'école. *« L'école, ça n'a vraiment pas l'air d'être leur cheval de bataille. A la mairie, on nous a fait comprendre que ces enfants avaient aussi le handicap de n'être pas fils d'électeurs. Les Pierre-Bloch, on ne les a jamais vus, et l'indifférence de Daniel Vaillant nous a déçus. Après la manif contre Falloux, on attendait mieux. Ils sont tous au courant, mais ils ne veulent pas voir l'avenir. Ils nous demandent simplement de maintenir le couvercle sur la marmite. Jusqu'à quand ? Les gosses vont devenir des aigris, et ce sera terrible. »*

Raymonde et ses collègues en auraient pourtant à raconter. Cette école *« aussi crade que chez eux »*, sans chaleur, sans salles de musique ou de dessin, avec sa cour de récréation ridicule. Devant ses murs, chacun est venu coller ses affiches, mais nul ne s'est aventuré à aller voir derrière.

Il y a aussi ces parents inaccessibles, invisibles, clandestins aussi, qu'il faut informer en arabe. Ces enfants enfin à la sensibilité à fleur de peau, qui n'ont pas eu d'enfance, formés trop vite à tous les expédients de la vie, hermétiques aux valeurs du travail. Prenant en classe les paquets de farine, amenés pour quelques expériences par leur instituteur, pour ces paquets de « poudre blanche » qui circulent si facilement dans leurs rues. Capables encore, à douze ans, de passer deux heures devant un tas de sable, mais bien sûr incapables de suivre les rythmes scolaires imposés. Respectant de plus en plus, même à leur âge, les lois de l'islam, s'imposant même le ramadan, chose jamais vue ces derières années. *« On est instit très peu de temps par jour,* raconte Raymonde. *Simplement, on essaye de les socialiser. »*

Un collectif pour la Goutte-d'Or

Travail méritant, mais tellement ignoré. Sentiment d'injustice et de colère aussi quand les collègues du *« beau dix-huitième »* ne veulent pas de ces enfants. Quand ceux des quartiers chics de Paris, menacés eux de fermeture, viennent, à leur barbe, *« draguer ce qui a bonne allure »*.

Face à une telle impéritie des politiques, ces enseignants, avec tous leurs collègues et les parents d'élèves de la Goutte-d'Or, ont décidé de sortir de leur classe pour faire « leur » campagne, celle du respect et de la décence. Car si personne ne bouge, près d'une centaine d'enfants devront à la rentrée prochaine rester à la rue.

Comme celle de Jean-François-Lépine, les autres écoles primaires du quartier, Cavé, Pierre Budin, Richomme, sont largement saturées. Manque de locaux, manque d'enseignants, le « collectif Goutte-d'Or » s'est formé. L'ancien LEP vide Pierre-Budin pourrait faire l'affaire. Mais personne ne bouge. Mardi 1er février, tout ce petit monde comptait se transporter l'après-midi sous les fenêtres du rectorat de Paris pour tenter de se faire entendre enfin du grand monde. Tous les candidats dans cette campagne se promettaient d'être inventifs. Qu'ils inventent ou qu'ils écoutent ! Avec Raymonde, sûr qu'ils seraient à bonne école !

DANIEL CARTON

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

Voici les films nouveaux qui seront présentés dans les salles parisiennes à partir du mercredi 2 février.

LE CERF-VOLANT BLEU. Film chinois de Tian Zhuangzhuang, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-73) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13).

DEMOLITION MAN. Film américain de Marco Brambilla, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16 ; 36-65-70-82) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Kinopanorama, 15e (43-06-50-50 ; 36-68-75-55) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (40-28-95-10 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

HEXAGONE. Film français de Malik Chibane : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

JUST ANOTHER GIRL. Film américain de Leslie Harris, v.o. : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

JUST FRIENDS. Film franco-belge-hollandais de Marc-Henri Wajnberg, v.o. : Espace Saint-Michel, 5e (44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LETTRE POUR L... Film français de Romain Goupil : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Europa Panthéon (ex-Reflet Panthéon), 5e (43-54-15-04) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23 ; 36-68-75-55).

NEUF MOIS. Film français de Patrick Braoudé, v.f. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) : UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40 ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40 ; 36-65-70-44) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40 ; 36-65-70-47) ; UGC Maillot, 17e (40-68-00-16 ; 36-65-70-61).

QUAND J'AVAIS CINQ ANS, JE M'AI TUÉ. Film français de Jean-Claude Sussfeld : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

LES TROIS MOUSQUETAIRES. Film américain de Stephen Herek, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57 ; 36-65-70-83) ; Gaumont Opéra, 2e (36-68-75-55) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30 ; 36-65-70-68) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; George V, 8e (45-62-41-46 ; 36-65-70-74) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93 ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94 ; 36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59 ; 36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (45-61-94-95 ; 36-65-70-45) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

REPÈRES

ENFANCE

Passeport pour l'informatique

Chaque mercredi et samedi, après la classe, des centaines d'écoliers parisiens font des gammes sur des claviers d'ordinateur. Une vingtaine d'ateliers de micro-informatique, disséminés dans les arrondissements, les accueillent contre le versement d'une cotisation annuelle de 50 francs. Ils sont gérés par des comités de quartier menés par l'association Paris pour les jeunes, qui a l'ambition de faciliter l'accès des adolescents de la capitale aux nouveaux outils de travail.

Dans les mêmes ateliers, des classes entières de l'enseignement primaire viennent, avec leur instituteur, faire connaissance avec le matériel informatique et son maniement. Au total, neuf mille jeunes profitent chaque année de ces séances d'initiation, au cours desquelles ils créent des bandes dessinées, des jeux, des journaux et même de la musique.

► **Paris pour les jeunes : 110, rue des Amandiers, 75020 Paris. Tél. : 43-66-42-17.**

POLITIQUE

Un bulletin pour les élus socialistes de Paris

La Lettre Capitale, c'est sous ce titre que le groupe socialiste au Conseil de Paris vient de faire paraître le numéro un d'un bulletin destiné à faire mieux connaître ses prises de position. Face au mensuel *Paris le journal* et aux autres publications périodiques des vingt mairies d'arrondissement qui plaident pour la gestion chiraquienne de la capitale, l'opposition n'avait jusqu'ici que le modeste support du bulletin mensuel officiel et de ses comptes-rendus de séances. Cette lacune est aujourd'hui comblée grâce à l'initiative du nouveau président du groupe socialiste, Bertrand Delanoë, qui veut *« dialoguer, analyser, proposer, contester mais aussi soutenir, lorsque des mesures répondent aux attentes des Parisiens »*.

Au sommaire du numéro un de *la Lettre Capitale*, la position socialiste sur Paris et l'aménagement du territoire, les commentaires sur le rapport de la chambre régionale des comptes, la présentation d'une association s'occupant d'enfants atteints du sida et diverses propositions du groupe socialiste au Conseil de Paris.

LOGEMENTS

Paris transforme des immeubles de bureaux

Quatre opérations de transformation de bureaux en logements, lancées à l'automne dernier par la Ville de Paris, devraient *« mettre sur le marché »*, l'an prochain, 110 appartements sociaux et 70 chambres pour jeunes. C'est ce qu'a confirmé Jacques Chirac, mardi 25 janvier, au cours d'une *« visite de chantier »* des anciens bureaux d'Air France qui, dans le dixième arrondissement, vont être reconvertis en 57 logements sociaux et 4 ateliers d'artistes (*le Monde* du 14/12/93). Les autres opérations sont situées rue de Turbigo (troisième), rue Boissière (seizième) et rue Bourdelle (quinzième).

Sans en espérer la solution de la crise du logement à Paris, le maire estime que *« si on peut récupérer ainsi 200 à 300 logements par an, ce sera toujours un plus »*. Pour inciter les propriétaires privés à imiter la ville et ses sociétés d'économie mixte, la municipalité a supprimé l'obligation de créer des parkings ou de verser une taxe compensatoire lorqu'on crée de nouveaux logements.

Le sida hors du stade

La menace de la contamination virale conduira-t-elle bientôt au dépistage obligatoire des sportifs ? C'est déjà le cas pour les boxeurs et, demain peut-être, pour les rugbymen

LA possible contamination virale par voie sanguine inquiète le monde du sport. Cette prise de conscience a, de toute évidence, été accélérée par la révélation de la séropositivité de plusieurs vedettes sportives au premier rang desquelles le célébrissime Earvin « Magic » Johnson (1). Sans doute ces vedettes avaient-elles été contaminées par voie sexuelle ou transfusionnelle et l'activité sportive ne pouvait nullement être incriminée. Pour autant, la découverte de ces séropositivités a conduit à poser publiquement le problème.

L'Académie nationale de médecine vient de publier un rapport sur ce thème. Intitulé «Sport et sida». Ce rapport, présenté à l'académie par le professeur Jacques Chrétien, a été adopté à l'unanimité. Il aborde de manière distincte les deux aspects du problème.

1. L'aptitude d'une personne infectée à mener une activité sportive.

« Il faut tenir compte du fait que la majorité des séropositifs sont des sujets jeunes, souvent familiers d'une pratique sportive et éventuellement désireux de la poursuivre dans le cadre d'une activité sociale normale, peut-on lire dans ce rapport. *D'autre part, l'existence de cas à longs délais de survie, tout comme le souci d'améliorer physiquement et psychologiquement la qualité de cette survie, peut conduire à autoriser la pratique du sport et même, en dehors d'interdits imposés par certaines ligues, celle du sport de compétition.*

» On pourrait, en théorie, formuler ici diverses objections. Certaines complications musculaires ont été décrites, pouvant être favorisées par un surmenage musculaire ou par des traumatismes à répétition. Des études échographiques et histologiques ont, par ailleurs, démontré la possibilité d'atteinte du myocarde chez les malades du sida, atteinte qui pourrait apparaître avant le stade clinique de la maladie et être responsable d'infarctus du myocarde ou de mort subite, comme on en observe, par ailleurs, lors d'activité sportive chez des personnes jeunes apparemment en bonne santé.

» En fait, de tels risques demeurent très théoriques et à l'opposé d'une attitude restrictive. Un certain nombre de publications ont récemment souligné le bénéfice que pourraient retirer les patients séropositifs de la pratique du sport, indique le rapport de l'Académie. *Les raisons de cet effet bénéfique sont complexes : d'ordre psychologique, à l'évidence, en corrigeant le stress, le sentiment de marginalisation sociale, l'anxiété et la dépression chez des patients conscients de leur maladie. Toutefois, plus curieusement, un effet immunologique a été observé, en particulier par la stimulation de certaines cellules du système immunitaire.* » Bien évidemment, pour un médecin, toute décision d'autoriser la pratique sportive chez un séropositif, et *a fortiori* toute recommandation dans ce domaine, impose la prise en considération de nombreux paramètres (âge, entraînement physique antérieur, examens cliniques et biologiques, etc.).



© PETER READ MILLER/SPORTS ILLUSTRATED/PRESSE-SPORT

Earvin « Magic » Johnson

Cependant, une récente enquête de la National Collegial Athletic Association américaine, portant sur 860 associations, montre que deux tiers des athlètes séropositifs abandonnent rapidement le sport de compétition après la découverte de leur état.

2. Les risques de contamination par le virus du sida lors des activités sportives.

« La transmission possible de la maladie ne concerne en fait que le risque résultant d'une effraction cutanée ou muqueuse ou du contact des joueurs. Elle ne concerne par conséquent que de façon exceptionnelle les sports de loisir et les sports éducatifs et s'adresse avant tout aux sports de compétition. Il s'agit en premier lieu des sports de combat et des arts martiaux, comme la boxe (dans toutes ses variétés : anglaise, américaine, française ou thaïlandaise, la première étant de loin la plus pratiquée), le judo et le karaté, et, à un degré moindre, les sportifs collectifs de contact comme le football (européen et américain), le rugby, le basket-ball, le handball et le hockey. »

Cette transmission n'est concevable qu'à partir du contact, ou une érosion cutanée ou une plaie hémorragique, soit au cours de la compétition, soit au cours des soins dispensés ou d'un échange de matériel préalablement utilisé par un joueur séropositif. Un seul cas de transmission du virus du sida à l'occasion d'une activité sportive a jusqu'ici été rapporté dans la littérature internationale.

La victime était un homme de vingt-cinq ans, qui, pendant un match de football, s'était blessé à l'arcade sourcilière en heurtant un joueur toxicomane et séropositif, lui-même victime d'une blessure hémorragique à l'arcade sourcilière. On sait, d'autre part, que la contagiosité du virus du sida est très faible, beaucoup plus faible notamment que celle du virus de l'hépatite B : on estime que 0,00004 millilitre de plasma infecté suffit à la contamination du virus de l'hépatite B, contre 0,1 millilitre pour le virus du sida.

Le risque de contamination peut être assimilé, dans le cas de la boxe, sport le plus concerné, à celui encouru par les professionnels de santé : une contamination pour environ trois cents expositions à du sang infecté. *« Tous les responsables sportifs et tous les spécialistes médicaux du sport insistent par contre sur les conditions de contamination « satellites »*, peut-on lire dans le rapport de l'Académie nationale de médecine. *Les sources de contamination sont multiples, allant des premiers soins donnés aux sportifs blessés (en particulier aux boxeurs) aux injections d'anabolisants avec échange de seringues, aux contacts accompagnant les manifestations sportives (promiscuité du vestiaire, hygiène des douches et toilettes, partage des objets de toilette, en particulier venant de joueurs blessés), sans omettre certaines conséquences conjoncturelles (intervention chirurgicales) et déplacements divers à l'étranger, notamment dans certains pays à forte prévalence d'infection par le VIH. Les réunions sportives nationales et internationales facilitent les concentrations humaines et par conséquent les relations de tous ordres, notamment de sujets jeunes particulièrement concernés par cette infection.* »

C'est pourquoi l'Académie nationale de médecine rappelle l'absolue nécessité de mesures d'hygiène et de prophylaxie particulièrement strictes *« au cours et alentour »* des manifestations et activités sportives. Ces mesures d'hygiène étant respectées *(voir encadré)*, la question se pose de savoir s'il faut ou non exiger le dépistage obligatoire de l'infection par le VIH chez tous les sportifs, en particulier dans les disciplines les plus exposées. Les responsables de boxe professionnelle ont tranché : ce dépistage est d'ores et déjà obligatoire de part et d'autre de l'Atlantique. Le boxeur Ruben Palacio a été déchu récemment de son titre mondial après que les organisateurs du combat ont appris sa séropositivité.

Il y a quelques jours, Abdoul Amidou, boxeur togolais considéré comme un brillant représentant de la boxe africaine, était exclu de toute compétition après la découverte à Copenhague de sa séropositivité vis-à-vis du VIH 2. En France, le docteur Georges Perez, membre de la commission médicale de la Fédération nationale de boxe a, il y a peu, entrepris des démarches auprès des pouvoirs publics pour obtenir une modification, sinon de la loi, du moins de l'usage qui veut que ce dépistage ne puisse en aucune manière être imposé (*le Monde* du 19 octobre 1993). Et certains spécialistes, comme le professeur Marc Gentilini (hôpital de la Salpêtrière, Paris), vont jusqu'à demander *« le dépistage obligatoire avant combat »*.

L'Académie de médecine estime quant à elle qu'un tel dépistage *« ne s'impose pas, à l'exception toutefois de la boxe professionnelle, notamment de la boxe anglaise, sport dans lequel les blessures sanglantes ne sont pas rares, les contacts intimes au corps-à-corps souvent prolongés, et dans lequel les combats ne sont pas arrêtés « au premier sang », comme cela se fait dans la boxe amateur. De même, une telle mesure serait raisonnable pour le rugby et, d'une façon générale, pour tous les sports où interviennent des mêlées avec hémorragie »*.

Prudentes et raisonnables, ces conclusions soulèvent malgré tout un épineux problème. Peut-on, sans danger, définir des zones d'activité où le dépistage de l'infection par le VIH sera obligatoire et dont les séropositifs seront exclus, malgré le caractère infinitésimal du risque infectieux dès lors que l'hygiène est respectée ? Accepter l'instauration du dépistage obligatoire pour tous ceux qui veulent jouer au rubgy ou demain au basket et au football ne conduira-t-il pas à devoir ultérieurement l'accepter dans d'autres domaines d'activité ? Pourquoi faudrait-il s'y contraindre alors qu'on ne cesse par ailleurs de soutenir qu'il faut convaincre ? Plus généralement, vouloir mettre le sida hors du stade ne peut se réduire à ce type de mesures spectaculaires et quelque peu illusoires. Pourquoi ne pas, en revanche, saisir tout ce que le sport peut fournir en tant qu'aide à la prévention du sida, au respect de son corps et à celui de l'autre ?

JEAN-YVES NAU

(1) Les autorités indonésiennes ont annulé, il y a quelques jours, la visite que devait effectuer dans ce pays Earvin « Magic » Johnson, après que des responsables des services de l'immigration eurent averti que le basketteur, parce qu'il était porteur du virus du sida, n'était pas autorisé à entrer dans le pays.

POINT DE VUE

Les hussards noirs de la santé publique

par Emile Aron

NOUS célébrons cette année le cinquième centenaire de la naissance de François Rabelais. Le premier ministre, à qui les membres du gouvernement viennent d'offrir un exemplaire des écrits de ce médecin hors norme, aura-t-il le loisir de lire ou de relire le programme d'éducation amplement détaillé dans la célèbre « Lettre de Gargantua à son fils Pantagruel » et dans le *Premier Livre*. Il saisira alors toute la modernité du propos et l'urgence de sa traduction dans les écoles de notre République.

L'humanisme rabelaisien concerne avant tout la formation de l'homme. Pour ce faire, la nature de l'enfant doit être convenablement dirigée, car la vertu n'est que conquête. C'est par le développement de l'esprit et du corps que les bons principes seront inculqués et la race préservée. En prônant un apprentissage physique et intellectuel qui s'effectue dans la joie et dans la confiance, Rabelais réagissait contre l'éducation « gothique » de son époque. L'heure est plus que jamais venue de lui emboîter le pas, tant certains comportements largement partagés représentent une sérieuse menace pour notre société.

Trop souvent, les nécessités de l'existence ne permettent plus à la cellule familiale d'exercer son rôle primordial, celui de l'éducation. L'école primaire est donc aujourd'hui en France le plus solide rempart face à cette dérive multiforme. Outre la tâche primordiale d'apprendre à lire, à écrire, à compter, elle doit impérativement enseigner le respect du corps. Or, l'hygiène, cet art de conserver la santé, est aussi précieuse que l'instruction pour le *bonheur de la vie*. Pourquoi ne pas associer ces deux notions dans le programme de l'éducation ? Cela est d'autant plus nécessaire qu'une part de plus en plus importante des maladies de nos contemporains est la conséquence de comportements et de modes de vie nuisibles, la conséquence bien souvent aussi d'une certaine irresponsabilité. Des enquêtes irréfutables témoignent que ces habitudes suicidaires commencent très tôt. Faut-il rappeler que la France est le pays de la Communauté européenne où, parmi les jeunes de quinze à vingt-cinq ans, on recense la plus grande proportion de fumeurs ? Où la consommation d'alcool est la plus forte ? Où il y a le plus d'adolescents contaminés par le virus du sida et le nombre le plus élevé de morts et de blessés par accident sur la voie publique ? Osons dire que ceux qui ont en charge l'éducation nationale ont leur part de responsabilité dans cette hécatombe, qui pourrait en partie être prévenue.

Jusqu'ici, la voix de la sagesse et celle de la médecine préventive n'ont pas été entendues. Nous n'avons plus le droit de rester silencieux. Lactance, philosophe du quatrième siècle, affirmait déjà : *« Celui qui, pouvant secourir son prochain en danger de mort ne le fait pas, est responsable de sa mort. »* Citons l'exemple du tabac, premier facteur de morbidité, de mortalité (soixante-cinq mille morts prématurées par an), dans notre pays. Ne nous lassons pas de redire quelques évidences sanitaires. Le tabagisme est directement responsable du tiers des cancers et, en particulier, de 90 % des tumeurs malignes du poumon. Trente mille décès prématurés pour des affections cardiaques et respiratoires peuvent lui être imputés. Le tabagisme féminin est en constante augmentation. Fumeurs et fumeuses s'intoxiquent, creusent leur tombe cigarette après cigarette. Ils ont, dira-t-on, le droit. Sans doute. La France est également le pays où l'on fume le plus entre quinze et vingt ans (40 % des adolescents). On sait qu'il est difficile de limiter ou d'arrêter chez l'adulte la consommation de tabac, véritable drogue. Il importe donc de s'adresser aux enfants, ceux de quatre à dix ans, en trouvant les moyens de leur expliquer la vérité, les facteurs de risques qui menacent leur santé, les pièges qui les attendent, le chantage dont ils vont être l'objet, la proie qu'ils constituent pour les grands cigarettiers. Cela n'est qu'un exemple. Au-delà du tabac, il faut impérativement intégrer, pendant les six années de l'école primaire, l'éducation à la santé.

L'apprentissage du savoir-vivre

L'enfant se forme par l'exemple et par la discipline. Cette période de la croissance subit un conditionnement qui façonnera le comportement de l'adulte et son identité. Dans *les Deux Sources de la morale et de la religion*, Henri Bergson rappelle ce devoir d'éducation : *« Le souvenir du fruit défendu est ce qu'il y a de plus ancien dans la mémoire de chacun d'entre nous. Qu'eût été notre enfance si l'on nous avait laissé faire ? Mais voici qu'un obstacle surgissait, ni visible, ni tangible : une interdiction. La question ne se posait guère : nous avions pris l'habitude d'écouter nos parents et nos maîtres. »* Les maîtres et les maîtresses d'école doivent aujourd'hui revendiquer cette œuvre de pères et de mères de famille. Est-il superflu de rappeler que la répétition est le gage de l'apprentissage des bonnes habitudes et que la leçon quotidienne peut et doit traiter de morale, d'instruction civique, mais surtout d'hygiène.

La fonction des instituteurs *n'est nullement appréciée* à sa juste valeur. Une réflexion sur leur recrutement, sur leur formation, ainsi qu'une revalorisation de leur profession s'imposent. Cette vérité sera plus criante encore quand ces enseignants auront accepté de faire entrer la santé dans l'enceinte scolaire. Ce plaidoyer pour que nos enfants apprennent à l'école primaire l'art de vivre n'est pas une innovation. Raymond Poincaré, ministre de l'instruction publique, demandait en 1895 dans une circulaire adressée au recteur que l'enseignement *« sur les dangers de l'alcool du point de vue de l'hygiène, de la morale et de l'économie sociale et politique figure au programme des écoles, ne soit plus considéré comme accessoire et prenne une place officielle au même titre que la grammaire et l'arithmétique »*. Sans doute faut-il, un siècle plus tard, reprendre les formes de ces objectifs d'enseignement et les élargir. Sans doute faut-il innover.

L'éducation à la santé ne doit pas se limiter à dénoncer les principaux facteurs de risque, tabagisme, alcoolisme et autres toxicomanies. L'apprentissage du savoir-vivre sous-entend un vaste programme d'instruction et d'éducation, comprenant aussi bien les règles élémentaires de propreté corporelle que celles de la diététique. Une information progressive avec tact et franchise sur la vie sexuelle est devenue indispensable dans une société qui évolue. Dans le rôle de prévention que nous envisageons, l'initiation à une responsabilité lucide l'emporte sur les tabous du passé.

Charles Péguy a rendu un hommage légitime aux pionniers de l'école publique : *« les hussards noirs de la République »*, évoquant la redingote de drap noir à palmes d'or – la touine – uniforme obligatoire des élèves des écoles normales d'instituteurs. En plein accord avec l'affirmation du docteur François Rabelais (Prologue du *Quart Livre*) : *« La santé est notre vie. Sans santé, la vie n'est pas une vie »*, que tous nos compatriotes s'unissent pour imposer l'éducation à la santé dans le programme de l'école primaire et pour que nos instituteurs aient l'honneur de devenir les *« hussards noirs de la santé publique »*.

Il faut aussi élargir le propos pour, au-delà de l'alcoolisme, englober la prévention de la consommation du tabac et plus généralement de toute forme de toxicomanie, l'apprentissage concret des grandes règles de la diététique, la découverte et la maîtrise de son corps, le respect du sien et celui des autres, ce qui implique d'aborder la physiologie de la reproduction et la sexualité.

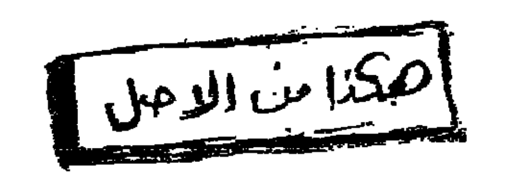
Comment a-t-on pu penser que le débat sur la prévention du sida en milieu scolaire pouvait se réduire à la mise en place de distributeurs de préservatifs dans les lycées ? Sans doute l'éducation ne peut-elle toujours se faire dans la joie, comme le désirait Rabelais. Mais il serait injuste et criminel qu'elle continue à passer sous silence quelques vérités essentielles que les habituels relais sociaux ne savent ou n'osent plus exprimer.

► Le professeur Emile Aron est membre de l'Académie nationale de médecine où il préside le groupe de travail pour l'enseignement de l'hygiène à l'école.

Protections

Face au risque de contamination virale, de nombreux organismes médicosportifs nationaux et internationaux ont pris différentes mesures d'hygiène et de prévention. La principale recommandation concerne l'exclusion lors des compétitions sportives : tout particulièrement des porteurs de lésions cutanées, à moins que celles-ci n'aient été préalablement soignées, désinfectées et protégées. Au cours de l'activité sportive, toute hémorragie, aussi limitée soit-elle, doit entraîner la sortie du joueur, le nettoyage immédiat de la plaie par des antiseptiques appropriés et l'application d'une protection et d'une couverture correctes, la disparition de toute trace de sang autorisant seule la réinsertion du joueur. Tout vêtement taché de sang doit être changé.

Pour la boxe, les mesures individuelles portent sur les protège-dents, les gants et le *matériel des soigneurs*. Pour le football, l'utilisation de protège-tibias s'impose, conformément aux recommandations de la Fédération internationale de football association (FIFA). Pour le rugby, l'International Board a adopté ce type de recommandations. On ne doit donc plus, comme par le passé, voir des joueurs victimes de lésions *hémorragiques* continuer la partie. Ira-t-on jusqu'au dépistage obligatoire de tous les rugbymen ? L'International Board y est actuellement opposé, nous a expliqué le docteur Jean-Pierre Marty, président de la commission médicale de la Fédération française de rubgy, ajoutant : *« J'y suis pour ma part favorable. »*



L'énigme des « sursauts gamma »

Chaque découverte nouvelle pose un problème supplémentaire aux astrophysiciens qui se penchent sur ces étranges bouffées d'énergie cosmique

SA spectaculaire réparation en orbite par des astronautes a fait du télescope Hubble une vedette internationale incontestée. Les astronomes, eux, l'appréciaient déjà pour les premiers résultats qu'il leur avait permis d'obtenir, malgré sa « myopie » aujourd'hui corrigée. Mais un autre grand observatoire spatial : le Compton GRO (Gamma Ray Observatory) lancé par une navette américaine en avril 1991, un an après Hubble, et qui, depuis les inonde de données sur l'une des plus grandes énigmes actuelles de l'Univers : les sursauts gamma.

Révélé à la fin des années 60 par les satellites militaires américains Vela, chargés de repérer d'éventuels essais thermonucléaires soviétiques, le phénomène est, il est vrai, très difficile à cerner. « *Une brusque bouffée d'énergie, là où personne ne l'attendait vraiment*, explique Jean-Luc Atteia, du Centre d'étude spatiale des rayonnements (CESR) de Toulouse. *Des torrents de rayons gamma pendant quelques secondes. Puis, plus rien. Pour des années, des siècles, des millénaires ? Nul ne le sait.* » Ces caractéristiques – durée très brève (de un centième de seconde à mille secondes), fluctuations très rapides d'intensité – ont très vite amené les chercheurs à associer les sursauts gamma aux convulsions de ces astres en fin de vie que sont les étoiles à neutrons (1). Ils pourraient être émis, estiment-ils, lors des réajustements brutaux des couches internes dus au changement d'état de la matière au cours de son refroidissement.

La valse des théories

Les énergies mises en jeu impliquent que ces « tremblements d'étoile » aient lieu dans notre galaxie. Dans ce cas, vus de la Terre, les sursauts gamma devraient se distribuer dans le ciel le long d'une barre correspondant à la Voie lactée (notre galaxie vue par la tranche). Hélas, cette belle hypothèse a été mise en pièces par le satellite Compton GRO dès ses premiers mois de fonctionnement. Fin 1991, déjà, il fallut se rendre à l'évidence : les quelques centaines d'événements enregistrés par le BATSE (Burst and Transcient Source Experiment), l'un de ses instruments conçus pour cartographier la répartition des sursauts gamma, ont montré que ces derniers étaient également distribués dans toutes les directions de l'Univers (*le Monde* du 2 octobre 1991). Leur nombre moyen est estimé à environ 800 par an.

Nullement découragés, les théoriciens se sont remis à l'ouvrage. Si les étoiles à neutrons concernées se trouvent vraiment très près de nous, leur répartition peut apparaître uniforme (isotrope), s'est dit l'Américain Don Lamb. Mais cette hypothèse réduit énormément le nombre des sources possibles et implique donc que les sursauts gamma se répètent assez souvent au même endroit. « *Lamb affirme avoir des observations pouvant confirmer cela, mais la communauté scientifique reste sceptique* », affirme Michel Boer, du CESR de Toulouse.

Une autre théorie pourrait concilier l'origine galactique de ces phénomènes et leur répartition isotropique. Il suffirait, avancent certains chercheurs, que leur source ne soit pas située dans le plan galactique, mais dans un « super halo » entourant la Galaxie à quelque 320 000 années lumière. « *L'ennui*, souligne Michel Boer, *c'est qu'on n'a jamais observé le moindre objet dans cette région. Il ne peut donc s'agir pour l'instant que de simples supputations* », même si d'autres théoriciens situent la fameuse « matière noire » précisément dans cette zone.

Reste, enfin, une troisième possibilité. Les sursauts gamma proviendraient de beaucoup plus loin encore. Des confins de l'Univers. Mais, à de telles distances, l'énergie libérée par les tremblements d'étoiles à neutrons est beaucoup trop faible pour parvenir jusqu'à nous en gardant une telle intensité. Leur source doit donc provenir d'autres phénomènes, beaucoup plus énergétiques, tout en restant extrêmement localisés : l'analyse du rayonnement des sursauts montre en effet que la région émettrice ne dépasse pas 300 kilomètres de diamètre ! Les théoriciens, jamais à court d'imagination, ont proposé la « coalescence » de systèmes binaires : deux étoiles à neutrons qui, tournant l'une autour de l'autre, finiraient par se rapprocher puis par se fondre l'une dans l'autre, dégageant alors une énergie comparable à celle de l'explosion d'une supernova.

Difficile à croire ? Joseph Taylor, prix Nobel de physique 1993, a démontré que les deux « compagnons » d'un pulsar binaire de notre Galaxie ralentissent dans leur course l'un autour de l'autre rappelle Michel Boer (2). Cela ne peut mener qu'à leur coalescence, ce qui tendrait à prouver que le phénomène est possible. Il n'est sans doute quand même pas très courant mais, si on le rapporte aux milliards de galaxies que compte l'Univers, on peut effectivement concevoir qu'il puisse se produire 800 événements chaque année.

Messagers des profondeurs cosmiques

Les astronomes restent cependant assez réticents devant ce scénario pour le moins étonnant. Et pourtant, si l'on en croit les travaux de l'équipe de Jay Norris (NASA et université de Pennsylvanie), il pourrait bien être le plus plausible.

En analysant sur ordinateur les données recueillies par le BATSE, ces astrophysiciens américains ont pu constater que les sursauts les plus faibles étaient, en moyenne, deux fois plus longs que les plus brillants, et qu'ils présentaient en outre, par rapport à ces derniers, le fameux « décalage dans le rouge » qui trahit un léger allongement de la longueur d'onde. Ces deux observations peuvent paraître anodines. Pourtant, si elles sont confirmées, on tiendrait là la « *signature de la nature cosmologique* » des sursauts, estime Michel Boer. Si ces bouffées de rayons gamma sont plus longues et plus « rouges » que les autres, c'est que leur source s'éloigne de nous. Cet étirement (les physiciens parlent de « dilatation temporelle ») serait tout simplement le résultat de l'expansion de l'Univers, un phénomène qui ne peut être observable que si le signal provient effectivement de très, très loin : des confins dudit Univers.

De quoi donner le tournis. On comprend que les chercheurs considèrent la trouvaille de Jay Norris avec une certaine réserve. Jay Norris lui-même est très prudent. Il souligne que « *s'il n'est pas contestable, le décalage spectral* [vers le « rouge »] *doit encore être calibré pour vérifier qu'il correspond effectivement à un effet de la dilatation temporelle* ». En attendant, ajoute-t-il, « *nos résultats montrent simplement que la durée des sursauts varie selon leur brillance. Le reste est du ressort des théoriciens* ».

Le débat, on le voit, est loin d'être clos. Il restera sans doute ouvert tant que l'on n'aura pas observé une source de sursaut gamma dans une autre gamme du spectre (lumière optique, radio ou rayons X). Car, aussi incroyable que cela puisse paraître, personne n'a jamais « vu » une étoile à neutrons ou tout autre objet céleste au moment où le phénomène se produisait. C'est que les détecteurs de rayons gamma sont assez peu précis : la région du ciel où il faudrait chercher est donc relativement vaste. Comme, de plus, les sursauts ne durent que quelques secondes, la probabilité de réussite est très faible.

L'espoir pourrait venir du satellite international HETE (High Energy Transcient Experiment). Ce petit engin, qui devrait être lancé à la fin de cette année ou au début de 1995 réunit, en une centaine de kilos seulement, un détecteur gamma réalisé par le CESR de Toulouse, un télescope X japonais et une caméra optique à grand champ construite par les Américains (qui fournissent aussi le satellite lui-même). HETE sera doté en outre d'un émetteur radio capable de transmettre en temps réel les coordonnées de ce qu'il « voit » à de petites stations terrestres bon marché. En prévision, le CESR travaille à la mise au point d'un petit télescope optique qui, du sol, pourrait être braqué sur un point donné en moins d'une seconde. Un rêve de « chasseur de sursaut » qui, reconnaît Michel Boer, « *n'existe encore que sur le papier : quelques problèmes techniques assez ardus restent à résoudre...* »

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Les étoiles à neutrons sont des curiosités astronomiques dans lesquelles, sous l'effet des forces de gravitation, la matière s'est « effondrée » d'une façon telle que l'astre ne mesure plus qu'une dizaine de kilomètres de rayon pour une masse équivalente à celle du Soleil.

(2) Taylor reçut le prix Nobel pour avoir utilisé cette propriété pour prouver indirectement l'existence d'ondes gravitationnelles (*le Monde* du 20 octobre 1993).

Clementine en route vers la Lune

Equipée d'un système de compression d'images, cette sonde spatiale américaine va cartographier notre satellite avec une précision de 100 à 200 mètres

LE 25 janvier, depuis la base californienne de Vandenberg, une fusée Titan II lançait la sonde spatiale Clementine. Première destination : la Lune, qui recevra ainsi la première visite d'un engin américain depuis le lancement, en décembre 1972, de la capsule habitée Apollo 17. Après un retour vers la Terre, qu'elle contournera à la fin du mois de mai, la petite sonde repartira plus loin encore, vers l'astéroïde Geographos qui croise actuellement l'orbite de la Terre. D'où son nom, Clementine, titre d'une chanson chère aux mineurs américains et symbole de la richesse géologique des astéroïdes. Organisée conjointement par la NASA et le département américain de la défense au prix de 75 millions de dollars (450 millions de francs), la mission Clementine, plus sérieusement baptisée Programme scientifique expérimental sur l'espace lointain (DSPSE), répond à deux objectifs. D'une durée de sept mois, elle doit, en premier lieu, permettre au Pentagone de tester la résistance et la tenue dans l'espace de divers capteurs et systèmes micro-électroniques (effet de l'environnement radiatif, détermination autonome d'attitude et de position, préparation autonome de séquences opérationnelles).

La sonde recueillira par ailleurs des milliers de données sur les deux corps célestes qu'elle survolera, grâce aux nombreuses caméras (ultraviolet, visible et infrarouge) dont elle est équipée. Prévue pour rester en orbite une dizaine de jours autour de la Terre, où elle subit actuellement une série de tests de contrôle, Clementine sera ensuite injectée sur une orbite de transfert, avant d'atteindre, vers le 20 février, les environs de la Lune. Deux mois durant, ses caméras établiront alors une cartographie complète de notre satellite avec une résolution de 100 à 200 mètres, tandis que le contenu minéral de la croûte lunaire sera analysé par imagerie spectrale.

Plus d'un million d'images

Puis, le 3 mai, la sonde reprendra sa route vers la Terre. Le temps de retrouver son élan pour une nouvelle trajectoire, et de dresser aux alentours du 31 août, à environ 100 kilomètres de distance, une carte à haute résolution (5 mètres) de l'astéroïde Geographos.

Si l'obtention de ces données astronomiques ne constitue qu'un objectif secondaire pour les militaires américains, elle n'en permet pas moins d'inaugurer dans l'espace une technique jusqu'alors réservée aux activités terrestres : la compression d'images. Schématiquement, la technique consiste à numériser les données prises par les caméras, puis à réduire leur « volume ». Dans une image numérique, chaque point élémentaire (le pixel) est en effet représenté par une série de chiffres, l'ensemble constituant rapidement un énorme volume d'informations. D'où l'intérêt, pour en faciliter le transport et le stockage, de « compresser » l'image en ne conservant que l'information essentielle, puis de la décompresser au moment de son utilisation.

Disponibles depuis quelques années seulement, les premières puces électroniques capables de comprimer des images fixes ont d'ores et déjà trouvé leurs premières applications, telles la retouche électronique de photographies ou la consultation à distance d'archives vidéo (*le Monde* du 9 janvier 1991). Mais la compression d'images, à ce jour, n'avait pas dépassé l'atmosphère terrestre... Jusqu'à ce que Jacques-Emile Blamont, conseiller au Centre national d'études spatiales (CNES) et sélectionné par la NASA parmi les douze experts scientifiques chargés de contrôler le déroulement de la mission Clementine, décide de mettre la technique à l'épreuve de l'espace.

« *Il y a quelques années, le CNES avait commencé d'étudier la compression d'images dans le cadre de sa participation au programme soviétique d'exploration de la planète Mars* », précise M. Blamont. Prévu pour se dérouler en deux missions distinctes, Mars 1994 et Mars 1996, le projet fut freiné net par les bouleversements de l'ex-URSS. Mais l'idée était lancée, et se révéla même, progrès de la technique aidant, assez prometteuse pour que Jacques-Emile Blamont parvienne à la vendre aux responsables de la NASA.

En août 1993 fut ainsi créé, au Centre spatial de Toulouse, un groupe de réflexion « Clementine » centré sur l'adaptation à la mission de la compression d'images, auquel participèrent également l'Observatoire du pic du Midi et le Laboratoire d'astronomie spatiale (CNRS) de Marseille. Quelques mois plus tard, les résultats étaient là. « *Développés sous contrat du CNES par la société Matra Marconi Space, les circuits électroniques placés à bord de la sonde permettent actuellement de compresser jusqu'à dix fois les images enregistrées* », résume M. Blamont.

A raison d'une image de 512 x 512 pixels obtenue en une demi-seconde, Clementine devrait ainsi être en mesure de recueillir un million d'images lunaires, quand 70 000 seulement auraient pu naguère être espérées. Et le recours à la compression d'images sera plus précieux encore lors du passage de la sonde à proximité de l'astéroïde Geographos, au cours duquel les caméras n'auront qu'une petite minute pour effectuer leur mission d'observation.

« *La compression d'images ne permet pas seulement d'obtenir un plus grand nombre d'images, mais aussi de moduler l'analyse visuelle, en privilégiant par exemple, selon les besoins, la vision à haute résolution ou la vision d'ensemble* », dit encore Jacques-Emile Blamont. Pour réduire le volume des données, les chercheurs utilisent actuellement la transformation mathématique de Fourier. Mais ils n'excluent pas, dans un avenir proche, de perfectionner encore la technique en ayant recours à la théorie des ondelettes, voire à celle des fractales. Des progrès issus des mathématiques les plus contemporaines que les responsables du CNES suivent désormais de très près, et dont pourrait notamment bénéficier le programme SPOT d'observation spatial de la Terre. A condition, bien sûr, que le succès soit avec Clementine, dont les premières images devraient être rendues publiques en octobre 1994.

CATHERINE VINCENT

La science en débat

Conférence

mercredi 9 février à 17 h

Le Caire, Mexico, vertiges des mégapoles

Galila El Kadi, architecte-ingénieur, chargé de recherche, Orstom.
Bernard Lacombe, directeur de recherche, Orstom.
Animation : Thierry Bérot-Inard, attaché scientifique, cité des Sciences et de l'Industrie.

Rencontre

samedi 12 février à 17 h

Chronique d'une banlieue ordinaire

avec **Dominique Cabrera**, réalisatrice
et **Viviane Aquilli**, productrice.
Projection suivie d'un débat autour du film et de sa réalisation.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie
30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris
Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 73 32

MUSIQUES



La Liceu : un taux de fréquentation de 99,99 %

RAFAEL VARGAS

L'incendie du théâtre lyrique de Barcelone

Le Liceu sera reconstruit sur le même site

MADRID

de notre correspondant

Il n'aura fallu qu'un peu plus de deux heures pour que le Liceu, temple de l'opéra et du théâtre à Barcelone, ne soit réduit, lundi 31 janvier, à un trou vide et fumant. Le temps d'une étincelle provenant d'un chalumeau lors de travaux sur les décors d'un opéra de Hindemith, *Mathis le peintre*, de quelques flammèches sur un rideau de scène, et le monument de l'art lyrique qui depuis 1847 avait fait des Ramblas un haut lieu de la culture musicale européenne a disparu dans des volutes de fumée et des gerbes de feu. Tout a brûlé ou presque, y compris les instruments de l'orchestre dont certains dataient du XVIIIe siècle.

L'incendie spectaculaire n'a laissé que les murs et la façade pratiquement intactes. En revanche, le conservatoire, le salon des miroirs, le cercle – bâtiments qui jouxtent le Liceu – et surtout les toiles de Ramon Casas ainsi qu'une partie de la collection artistique ont pu être sauvés par les pompiers.

Le sinistre s'est produit en fin de matinée, peu après 11 heures. La grille de sécurité n'a pas empêché les flammes d'atteindre le plafond et de se propager très rapidement à travers tout l'édifice.

Les élèves d'une école qui visitaient l'établissement ont pu être évacués sans dommage. Seules deux personnes ont été légèrement blessées et deux pompiers intoxiqués par la fumée.

Ces derniers n'ont rien pu faire sinon protéger les dépendances et les immeubles voisins de la fournaise qui rongeait décors, tentures, fauteuils et dorures. Tout s'est évanoui dans un jaillissement d'enfer mettant ainsi fin à la polémique et aux controverses sur la rénovation et l'extension du Liceu qui durent depuis plusieurs années.

Le projet initial de l'architecte Ignasi de Sola Morales adopté en 1991 par la mairie et l'année suivante par la Généralité (le gouvernement autonome) prévoyait de doubler la superficie du théâtre et de quadrupler la scène.

Le coût de l'opération et les protestations des commerçants et des résidents proches ont obligé les autorités à être moins ambitieuses. Un projet plus réduit devait, en principe, être mis à éxécution en juin 1995 et s'achever dans le courant de l'année 1997. De toute façon, des travaux s'imposaient pour, au minimum, assurer une meilleure sécurité et restaurer certaines parties. Tout le monde savait que le Liceu était un établissement *« à haut risque »* à la suite d'une étude réalisée en 1991 par Ignasi de Sola Morales.

Le document faisait état *« d'un potentiel d'incendie très important et d'une capacité de réponse très limitée »*, soulignant l'absence d'un système de détection de fumées et de zones pare-feu. Le capitaine des pompiers de Barcelone, Juan Carlos Lopez, a d'ailleurs constaté que *« les systèmes de sécurité ont fonctionné mais que la pression d'eau des bornes d'incendie était insuffisante »*.

De son côté, le directeur du Liceu, Josep Caminal, a insisté sur le fait que les soudeurs avaient pris toutes les mesures de sécurité mais que rien n'avait pu empêcher la propagation du feu. *« Toutes les administrations qui font partie du consortium du Liceu ont exprimé la volonté de reconstruire le théâtre au même endroit, dans le même style et avec la même forme »*, a annoncé Jordi Pujol, président de la Généralité à l'issue de la réunion d'urgence qui s'est tenue peu après le sinistre.

Ce lieu sacré et symbolique au cœur des Catalans et des Espagnols avait également été au centre d'une tragédie, le 7 septembre 1893. Un anarchiste, Santiago Salvador, avait lancé deux bombes depuis les balcons. L'une d'entre elles n'avait pas explosé mais la seconde avait fait vingt morts et de nombreux blessés. En voyant ce qu'il restait de ce joyau de l'art lyrique, le ministre de la culture, Carmen Alborch, n'a pu retenir ses larmes. *« Je me sens comme si ma propre maison avait brûlé »*, a dit avec émotion Montserrat Caballé, qui, en route vers l'aéroport pour enregistrer un disque à Londres, a fait demi-tour.

MICHEL BOLE-RICHARD

CINÉMA

Le 6e Festival Premiers Plans d'Angers

Les promesses des jeunes cinéastes européens

A Angers, l'avenir du cinéma européen se conjugue au présent. La sixième édition du festival, du 21 au 30 janvier, a confirmé l'importance de cette manifestation originale.

ANGERS

de notre envoyé spécial

Plus de trente mille spectateurs ont assisté aux projections organisées dans le cadre de la sixième édition du Festival d'Angers. Le chiffre témoigne de la réussite de la manifestation, désormais bien installée parmi les plus importantes du paysage français. On se rend à Angers pour découvrir les cinéastes européens de demain, dont les travaux de fin d'études, particulièrement prometteurs cette année, et les premiers films, courts et longs, sont projetés, le plus souvent en leur présence.

On y va aussi pour suivre le colloque annuel, consacré cette fois à la diffusion des films européens sur les écrans d'Europe centrale et orientale, et pour entendre des comédiens lire les scénarios des films de demain (le Prix du meilleur scénario a été décerné à Yvon Marciano pour *le Cri de la soie*, lu par André Dussollier).

Rythmes de projection

Si elle ne permit pas de découverte majeure, la sélection présentée cette année – une cinquantaine de titres – était d'un bon niveau et d'une agréable diversité. On a pu y noter une tendance à se référer au cinéma du passé, notamment dans le court-métrage *Dropping the Baby*, de l'Anglais Spiro Kiriacou, qui pastiche, en noir et blanc, les comédies américaines des années 30. Ce film drôle et fort bien maîtrisé fut primé à trois reprises, dans la catégorie « Films des écoles de cinéma européennes ». Récompensé par le public, le court-métrage de Peter Capaldi, anglais lui aussi, *Franz Kafka it's a Wonderful Life* est une variation assez brillante autour de la première phrase de *la Métamorphose*. Le réalisateur a désigné Georges Méliès comme son principal inspirateur.

Le film du Slovaque Martin Sulik *Tout ce que j'aime*, qui a remporté le prix de la Procirep (organisme qui regroupe les producteurs), témoigne quant à lui de l'influence constante de l'école tchèque des années 60, dont Milos Forman, Ivan Passer, Vera Chytilova et Jiri Menzel (qui interprète un petit rôle dans le film) furent les représentants les plus brillants. Portrait d'un homme d'une trentaine d'années velléitaire et indécis, le film s'organise en une série de saynètes parfois plaisantes, mais que n'épargne pas une certaine vacuité.

Plus surprenant, le film de l'Italien Pappi Corsicato, *Libera* (qui sortira en France en avril prochain sous le titre *les Napolitaines*), est constitué de trois portraits de femmes bafouées. Le réalisateur se réfère ouvertement à Pedro Almodovar (dont il fut l'assistant et auquel la rétrospective consacrée au cinéma espagnol fit une place importante), mais il est loin de posséder la maîtrise de son modèle. Le dernier sketch, très proche de l'esprit des célèbres *Monstres* de Dino Risi, est le plus réussi, histoire d'une ménagère et kiosquière qui trouve dans l'enregistrement en vidéo des prouesses sexuelles et adultérines de son mari matière à améliorer son ordinaire.

L'œuvre la plus originale présentée cette année était sans conteste *Un été olympique*, de l'Allemand Gordian Maugg, qui reçut le Grand Prix du jury et le prix de la CICAE (cinémas d'art et essai). Pour raconter l'histoire d'un jeune paysan de Poméranie devenu garçon boucher et qui quitte son village pour Berlin, où se tiennent les Jeux olympiques de 1936, Gordian Maugg associe images d'archives et fiction reconstituée. L'intérêt vient de ce que les scènes de fiction ont été filmées avec une caméra Askania de 1931, identique à celles utilisées par les opérateurs d'actualités dans les années 30. Le travail réalisé sur les rythmes de projection, le jeu des acteurs, la fréquence des gros plans et les images fixes est remarquable et contribue à donner à ces visages disparus et oubliés une force et une présence très émouvantes, même si, dans la seconde moitié du film, le procédé finit par trouver sa limite.

Le destin tragique d'une nation fut surtout évoqué à travers la présence à Angers du cinéaste bosniaque Ademir Kenovic, dont le superbe premier film, réalisé en 1986, était présenté hors compétition. *Ovo male duse (Un supplément d'âme)* est la chronique, bouleversante de simplicité, de la vie d'un petit village de montagne proche de Sarajevo. L'histoire d'un garçon d'à peine quatorze ans que sa mère, mourante, voudrait voir marié et auquel son père choisit donc une épouse, est contée avec une sobriété et une maîtrise magnifiques, sans le moindre effet mélodramatique, avec l'aide d'interprètes saisissants de vérité. Ademir Kenovic est aussitôt reparti pour Saravejo, où il continue de faire son métier de cinéaste. Le village où il avait situé son film n'existe plus.

PASCAL MÉRIGEAU

Splendeurs et modestie

C'est un des tout premiers théâtres lyriques d'Europe qui vient de disparaître dans les flammes, après le Théâtre Petruccelli de Bari, en Italie, détruit par un incendie le 27 octobre 1991. Dans la salle rouge et or du Liceu avaient résonné les voix de la glorieuse école de chant catalane, celles de Montserrat Caballé, Victoria de Los Angeles, José Carreras. Chaque saison y défilaient les plus grandes stars internationales, au rythme d'une programmation de grande tradition, comprenant une majorité de spectacles invités.

Après des heures moins fastes, un nouvel administrateur avait entrepris, depuis une dizaine d'années, de redorer le blason de l'établissement barcelonais. Un orchestre de cent musiciens avait été constitué, ainsi qu'un chœur à demeure. Juste tribut rendu à une ville amoureuse du beau chant. La fréquentation se chiffrait à une moyenne de 99,99 % ! Obligé par ses statuts à monter un opéra espagnol par an, le Liceu avait abrité la création, en 1881, du premier opéra en catalan (*Au bord de la mer*, de Goula) et celle de *l'Atlantide* de Manuel de Falla, en version de concert, en 1961.

Coincée sur sa gauche par des logements anodins, prise entre l'agitation des Ramblas – larges avenues coupant la vieille ville – et les embouteillages d'une étroite ruelle, la façade modeste du Liceu cachait trois mille places et des merveilles. Le grand foyer décoré en style Renaissance, les loges d'avant-scène et leurs vastes salons à la française, un plafond enrichi de médaillons, suspendu sur un treillage en trompe l'œil, chef-d'œuvre de grâce et de légèreté (1).

Symbole de la puissance économique de la capitale catalane, l'Opéra appartenait encore pour un tiers aux familles qui, lors d'une souscription de mille parts, avaient contribué à sa construction, à partir des plans de l'architecte Miguel Garriga i Roca, en 1846. Le 4 avril 1846, le Liceu ouvrait ses portes sur *l'Anna Bolena* de Donizetti. Mais, en avril 1861, le bâtiment est en partie détruit par un incendie. Les mêmes familles financent sa restauration à l'identique. Le public y afflue à nouveau dès le 20 avril 1862, pour une production des *Puritains* de Bellini. Plutôt que de regarder du côté de Madrid, Oriol Mestres, le second architecte, avait fait venir la décoration intérieure de Paris.

Le confort cossu de la salle et des foyers faisait oublier l'exiguïté des accès et la disposition anarchique du vestibule et de l'escalier, placés non pas dans le prolongement de la porte d'entrée mais en angle, et fort encaissés. Même exiguïté dans les coulisses et dans les locaux administratifs, installés dans un ancien magasin adjacent. Les décors entraient et sortaient par un étroit tunnel. Une première rénovation avait été entreprise par la ville en 1981. Puis les autorités en charge de la gestion (outre la ville, la Généralité et l'Etat) avaient décidé que dix immeubles du vieux quartier seraient rasés avant l'an 2000 pour libérer derrière le bâtiment l'espace nécessaire à son extension. Le projet continuait à susciter de vives polémiques. Le Liceu restait en état alors même que les Jeux olympiques s'installaient en 1992 à Barcelone.

ANNE REY

(1) *Opéras d'Europe*, par Jacques Moatti, Florian Kleinefenn, Jean Vermeil et Catherine Laulhère-Vigneau, éditions Plume, Paris, 1989.

LES RITA MITSOUKO à l'Olympia

Fred et Catherine mènent le bal

Depuis le début de la tournée qu'ils ont entamée au début du mois de décembre, les Rita Mitsouko ont resserré les rangs de leur orchestre. Le percussionniste est parti, un nouveau musicien au joli nom de Fred Montabord œuvre aux claviers. Les premiers concerts, dont leur étape aux Transmusicales de Rennes, avaient laissé une impression mitigée, la même que celle qu'on avait ressentie à l'écoute de *Système D*, leur dernier album.

La petite semaine que le duo passe à l'Olympia, avec une première représentation le 31 janvier, permettra quelques mises au point. Les Rita ont abandonné l'exploration et la provocation. Là où ils jouaient sadiquement avec les attentes du public – lors de leurs concerts à la Cigale, il y a trois ans, – Catherine Ringer et Fred Chichin se sont faits séducteurs et rassurants. Les classiques des Rita Mitsouko – *Marcia Baïla, le Petit Train, Andy, les Histoires d'A* – sont là, épaulés par d'autres morceaux anciens, tirés ce soir-là de l'album *Marc et Robert (Tongue Dance, Mandolino City)*. Ils sont là pour épauler une démonstration chaque soir renouvelée : les chansons de *Système D*. valent leurs aînées. Pour quelques-unes – *les Amants, Y a d'la haine, la Belle Vie*. – la cause est entendue depuis la sortie du disque. Mais d'autres résistent très fort à la vitalité de Catherine Ringer, aux stratégies de Fred Chichin, chef d'un orchestre-commando efficace et intelligent.

Pourtant, l'Olympia est plein à craquer. La chanteuse arrive en concierge, la tête ceinte d'un turban de guingois, le corps drapé dans un châle-couverture, ceinte d'un gros serpent vert. Sous les oripeaux, il y a Catherine Ringer en robe courte jaune et noir et collants écossais.

Le rock l'emporte sur le funk

Derrière, les musiciens, à côté de Fred Chichin, qui ce soir-là fait aussi le guitariste, alternant Fender et Rickenbaker, délaissant sa guitare de science-fiction et ses effets tordus. La rythmique (Noël Assoolo, basse ; Gérald Manceau, batterie) joue très fort et très serré, la violence de la frappe contenant la souplesse de la basse, à moins que ce ne soit le contraire.

De toute façon, dans cette lutte entre le funk et le rock, c'est le second qui l'emporte. Ainsi épaulés (il faut aussi parler des fantaisies de Fred Montabord, qui pratique le synthétiseur à l'ancienne, sans s'embarrasser de considérations de goût, avec pas mal d'humour et beaucoup de swing), les Rita Mitsouko redeviennent une grande formation dansante. On le disait plus haut, quelques chansons (*Modern Baleine* et son reggae puéril, *Chanson d'A*, twist fantomatique, *Godfather of Soul*, hommage à James Brown qui ne sert ni le modèle ni ses fidèles) restent rétives à ce traitement. Le reste du temps, on bouge beaucoup au parterre débarrassé de ses sièges, on se trémousse sur les fauteuils du balcon.

Et puis, c'est bon signe, les émotions fortes reviennent, avec *les Amants*, bien sûr, et aussi cette belle version paroxystique d'*Un soir, un chien*. A la fin du concert, on oublie les questions, parce que les Rita Mitsouko sont uniques et qu'ils sont à nous. Que seule Catherine Ringer peut faire aussi fort que Piaf pour battre l'instant d'après Patti Smith à son propre jeu sans cesser un instant d'être Catherine Ringer. On veut croire que ce rappel à l'ordre présage un retour prolongé des Rita Mitsouko dans notre vie, qu'ils ne resteront pas une nouvelle fois absents cinq ans, qu'ils ne seront plus obligés de réapprendre à être indispensables.

THOMAS SOTINEL

▶ Olympia, 28, bd des Capucines, Paris (9e). Tél. : 47-42-25-49. Les 1er, 3 et 4 février, à 20 heures. 140 F.

CULTURE

THÉÂTRE

LA VILLE DONT LE PRINCE EST UN ENFANT au Théâtre Hébertot à Paris

Place aux moins de treize ans

L'acteur Christophe Malavoy se mesure aujourd'hui à l'une des figures les plus fortes de notre théâtre : l'abbé de Pradts, le « préfet de collège catholique » de la pièce de Henry de Montherlant, *la Ville dont le prince est un enfant*.

Christophe Malavoy avait fait son apparition, en 1974, dans *Troïlus et Cressida* de Shakespeare que Stuart Seide avait présenté, rue d'Ulm à Paris, dans le sous-sol de l'Ecole normale. Il avait vingt et un ans. Mais, après avoir accompagné Stuart Seide dans deux autres pièces élisabéthaines, il allait bientôt préférer les belles images du cinéma.

Il a eu la bonté de nous revenir sur les planches, en 1992, dans la pièce de Jean-Marie Besset, *Ce qui arrive et ce qu'on attend*, qu'il a quittée pour jouer à présent cette pièce de Montherlant. Jean-Louis Barrault aimait dire avec insistance que le cinéma et le théâtre sont les deux sources, inséparables, de l'art de l'acteur. Confirmation donnée par Christophe Malavoy qui, coup sur coup, le temps de deux pièces, se montre l'un de nos comédiens les plus éveilleurs d'émotions et de songes, peut-être surtout en ce que l'acte de jouer n'interrompt pas chez lui l'acte de douter, d'explorer encore et presque à l'aveuglette les ombres lointaines du rôle. Il est là, il est deux ou trois fois là, il ne se maîtrise pas toujours tant il met de passion à empoigner son double absent, puis quelques secondes il laisse filer la ligne, comme le pêcheur hésitant, puis il ressaisit son fantôme par le coude, et l'étrange est que ce combat va son chemin sans violence, sans vrai accroc, comme dans une passe de magicien, comme une brise douce. La libre densité de l'art de Christophe Malavoy rejoint celle de deux de nos premiers acteurs : Jean-François Balmer et Gérard Desarthe.

Il n'en fallait pas moins pour animer cette œuvre capitale de Montherlant, à plus forte raison en période de réveil de la « dichotomie » scolaire (l'arrière-grand-père de Montherlant, Henry de Riancey, prononça, en 1850, à l'Assemblée législative, l'un des discours qui « entraîna » une majorité à voter la loi Falloux).

Les scènes se passent dans un collège catholique, peu de temps avant 1939. Un élève de philosophie, âgé de seize ans et demi, André Sevrais, s'est lié d'une amitié particulière avec un élève de troisième, Serge Souplier, qui a quatorze ans. Ils vont être séparés par l'un des maîtres, l'abbé de Pradts, trente-cinq ans, qui aime le petit Serge et l'a pris sous son aile. Montherlant a écrit : *« L'amour de l'abbé de Pradts est l'amour-passion, nuance féminine et nuance maternelle. L'amour de Sevrais est tout viril ; c'est l'amour grave, tel qu'on le rencontre rarement entre hommes et femmes ; Sevrais a de la sagesse, l'abbé non. »*

Mais ces échanges des deux élèves et du prêtre sont le *« buisson ardent »* qui cache la forêt. La pièce a beaucoup plus de dimension. Elle est sans cesse irriguée par deux pensées presque obsessionnelles de Montherlant.

« Les collèges sont des êtres »

La première : le trésor spirituel ignoré, sacrifié, de l'être humain avant ses douze ou treize ans. Montherlant témoigne des êtres *« qui ont donné toute leur intelligence étant enfants, quand personne ne prenait garde à eux, et qui, dès le tournant fatal de la classe de seconde, deviennent idiots pour le reste de leurs jours »*. Pour savoir entendre *la Ville dont le prince est un enfant*, il est nécessaire d'écouter ce que Montherlant écrivait en 1920 : *« Nombre d'enfants sont des inspirés. A leurs heures, ils perçoivent des relations qui nous sont cachées. L'enfant a le flair de la cause première. L'existence du bien et du mal, sinon l'utilisation pratique de ces catégories, est claire pour lui comme elle ne le sera jamais plus... A treize ans, l'enfant jette son feu avant de s'éteindre. »*

La deuxième pensée de Montherlant : c'est que même une mère et un père pas entièrement fermés, pas entièrement axés sur eux-mêmes, même des parents qui lisent, qui vont au théâtre, ne devinent pas qui est l'enfant, ne soupçonnent pas ce que ressent, ce qu'imagine l'enfant. C'est pourquoi tant d'enfants, dit Montherlant, ont hâte de rejoindre la classe, où le professeur s'adresse à eux sérieusement, les entretient de grandes choses.

Mais voici où le bât va blesser certains de ses lecteurs d'aujourd'hui : Montherlant, qui a en tête les élèves des petites classes, jusqu'à la troisième comprise, estime que le professeur de l'enseignement public observe, vis-à-vis de l'enfant, une rigueur de regard, une réserve d'approche, bref une plus ou moins nette distance, qui ignorent, elles aussi, sous un autre angle, l'attente de la vie intérieure intense de chacun des enfants de la classe, envisagés un par un. Montherlant résume la chose en une phrase trop courte : évoquant les parents qui ont placé leur enfant dans un collège libre, il dit : *« Ils auraient mis leur fils au lycée s'il ne fallait que lui faire réciter ses leçons. »*

Et Montherlant, se fondant essentiellement sur la mémoire de son collège, avant 1914, affirme que les professeurs y appréhendent, y écoutent, y désinquiètent, et même y suscitent pour un temps les élans de conscience de chacun des élèves, qui se trouvent par là libérés d'une solitude. Montherlant dit qu'il n'a jamais été, quant à lui, un croyant. Et il se défend de donner, du collège, une image pieuse. Il dit n'avoir pas prétendu qu' *« avec force guirlandes, force effets de mollets et de cuisses, les anges emportent à travers le ciel le collège Sainte-Croix-de-Neuilly, qui se demande ce qui lui arrive »*. Mais il écrit : *« Les êtres ! Les êtres ! Tout le bien et tout le mal pour les âmes, tous les sentiments fermes, toutes les tragédies cachées, tout cela était passé dans ces deux mots : les êtres ! ... N'avez-vous jamais songé que les collèges sont des êtres ? »*

Il n'est certes pas niable que, depuis l'enfance de Montherlant, l'enseignement religieux s'est très sensiblement « laïcisé », si l'on ose dire. Mais *la Ville dont le prince est un enfant* reste une œuvre on ne peut plus poignante, intense, grave, et qui nous interroge.

Montherlant tenait à ce que les rôles de deux élèves soient tenus par des acteurs n'ayant pas dépassé l'âge qui est dit. C'est le cas au Théâtre Hébertot. L'élève de philosophie est joué par Guillaume Canet : expression ferme, présence d'esprit. Celui de l'élève de troisième par quatre enfants qui se relaient, Simon Milinkovitch, Boris Roatta, Alexis Tomassian, Aurélien Wiik. La pièce s'achève par une prise de bec entre l'abbé de Pradts (Christophe Malavoy) et le directeur du collège – la seule figure que Montherlant dit avoir inventée, et dont il pense qu'elle est un peu manquée. Claude Giraud la joue avec énergie, très bien.

Pierre Boutron a orienté directement, dans leurs marques justes, les acteurs, sur un décor sans superflu d'Edouard Lang.

MICHEL COURNOT

▶ Théâtre Hébertot, 78 *bis*, boulevard des Batignolles à Paris (17e). Tél. : 43-87-23-23. Métro Villiers ou Rome. A 21 heures du mardi au samedi ; matinée samedi à 17 heures et dimanche à 15 heures. 100 à 250 F.

QUAND ELLE DANSAIT à la Comédie des Champs-Elysées

Isadora, trop loin

Voilà un projet charmant dont on n'est pas loin de penser qu'il n'a pas grande utilité. Il s'appuie sur un pièce américaine de Martin Sherman dont Anny Duperey est tombée amoureuse: *Quand elle dansait*, ou une folle journée dans la vie de la danseuse mythique Isadora Duncan (1877-1927). Myhtique car on peut penser qu'elle fut le précurseur révolutionnaire de la chorégraphie moderne et connut dans le monde entier une ferveur sans précédent: elle dansait au gré de ses émotions transfigurées en autant d'improvisations intenses, le corps drapé dans une tunique «antique» et les pieds nus.

La pièce nous la fait rencontrer à Paris, quatre ans avant sa mort, dans un appartement aux splendeurs arts déco (le décorateur Nicolas Sire paie un superbe tribut à Ruhlmann et ses confrères) livrée à l'amour tyrannique et fortement alcoolisé de son mari russe (Oleg Menshhikov, jeune acteur venu de Moscou et étoile montante dans son pays; il est impeccable). Du lever du jour au coucher du soleil, nous verrons défiler un agent artistique dévoué jusqu'à l'épuisement (Michèle Moretti, belle et juste), une interprète discrète et brisée (Catherine Rich, fidèle à son talent et sa poésie), un jeune pianiste grec homosexuel (Jérôme Berthoud, prometteur et drôle), une femme de chambre allemande et aimante (Louise Vincent, parfaite), un archiviste italien abruti (Gian-Franco Salemi) et une jeune danseuse suédoise maladroite (Emmanuelle Laforge, sur une chorégraphie pastiche de Caroline Marcadé).

Sous la direction élégante, une fois encore, mais un peu lâche de Patrice Kerbrat, ils nous proposeront une méditation sur la condition de l'artiste, ses engagements comme ses renoncements. C'est souvent drôle, distrayant, mais, au bout du compte, on s'en fiche un peu. La distribution est emmenée par Anny Duperey. Elle fait la preuve de toutes ses qualités: présence, distinction, humour. Mais elle manque cruellement de profondeur. Elle paraît être la première spectatrice de ses emportements, de ses joies, de ses failles, extérieure au spectacle en somme et nous avec elle.

OLIVIER SCHMITT

▶ Comédie des Champs-Elysées. 15, avenue Montaigne, Paris (8e). Métro: Alma-Marceau. Du mardi au samedi à 21 heures. Samedi à 18 heures. Dimanche à 15h30. De 90F à 270F.Tél.: 47-23-37-21.

L'AMPOULE MAGIQUE au Théâtre La Bruyère

Une petite pièce de Woody Allen située à New-York (Brooklyn, côté juif bien sûr) dans l'immédiat après-guerre qui met aux prises les membres d'une famille tiraillée entre les lâchetés d'un père trop peu grandi (Gérard Loussine), d'une mère abusivement aimante et courageuse (Attica Guedj), d'un fils aîné passionné de magie mais bègue et emprunté (Adrien de Van) et d'un fils cadet parti pour ressembler un peu trop à son père (Renaud Ménager). Le père, entre deux paris manqués et affaires minables, entretient un petit béguin et de grandes illusions dans les bras d'une vendeuse (Lisa Schuster) tandis que la mère essaie d'assurer l'avenir de son petit magicien en le présentant à un impresario de quinzième zone (Francis Lax).

Malgré un tour de magie, «l'ampoule magique», qui ouvre et clôt le spectacle très joliment, malgré un engagement total d'Attica Guedj et des deux adolescents, le spectacle se traîne jusqu'à un dénouement sans surprise. Le metteur en scène Stephan Meldegg n'a pourtant rien à se reprocher sinon d'avoir réuni une distribution beaucoup trop fragile et choisi ce texte sans enjeu, très en-dessous de l'art scénaristique de Woody Allen.

O. S.

▶ Théâtre La Bruyère. 5, rue La Bruyère, Paris (9e). Métro: Saint-Georges. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 15 heures. De 100F à 200F. Tél.: 48-74-76-99.

LETTRES

Trois disparitions

Pierre Boulle ingénieur romancier

Le romancier Pierre Boulle, auteur à succès, notamment du *Pont de la rivière Kwaï* et de *la Planète des singes*, est mort à Paris dans la nuit du dimanche 30 au lundi 31 janvier. Il était âgé de quatre-vingt-un ans.

D'allure discrète et réservée, le regard vif, l'homme, en apparence, n'avait rien d'un aventurier. Pierre Boulle, qui avouait ne connaître que superficiellement la littérature contemporaine, avait tout lu de Conrad, de Jack London, de Saint-Exupéry et de Kipling. Pas étonnant si, après une jeunesse tranquille à Avignon – où il était né le 20 février 1912 – et des études d'ingénieur à Paris – il était diplômé de l'Ecole supérieure d'électricité –, l'envie le prit de voir du pays...

A vingt-quatre ans, il s'embarque pour la Malaisie. Une compagnie qui exploite le caoutchouc a justement besoin d'un ingénieur : Pierre Boulle devient planteur. Sur l'immense exploitation, il habite le bungalow qu'avait occupé, vingt ans plus tôt, Henri Fauconnier, prix Goncourt pour son roman *Malaisie*. Signe du destin ? A l'époque, pourtant, Boulle ne songe pas à écrire. C'est sa vie qui est roman.

En 1939, il est mobilisé en Indochine, puis retourne en Malaisie rejoindre la France Libre. Un peu plus tard, il tente de rentrer secrètement en Indochine, par la Chine et la Birmanie, empruntant un affluent de la rivière Noire, sur un radeau construit de ses propres mains. Mais il est fait prisonnier par les Français, vichystes, et condamné aux travaux forcés à perpétuité. En 1944, il s'évade, atteint Calcutta dans un avion anglais, regagne la France à la Libération, repart en Malaisie, retrouve ses hévéas, et puis... démissionne brutalement.

Considère-t-il qu'il a amassé une « matière première » suffisante pour se lancer dans une autre aventure, l'aventure littéraire ? En 1947, il abandonne son métier d'ingénieur-planteur-bourlingueur pour s'installer définitivement en France et se consacrer à l'écriture. Onze ans d'existence mouvementée en Extrême-Orient, l'expérience de la guerre constitueront la trame essentielle de ses romans. Enfermé dans un petit hôtel parisien, il écrit son premier livre, *William Conrad* (1950), qu'il envoie par la poste à René Julliard. Le lendemain, il signe son premier contrat : le voilà lancé.

Dans *le Sacrilège malais* (1951), il évoque ses « mémoires » de planteur, mais c'est l'année suivante, en 1952, que paraît son premier grand succès, *le Pont de la rivière Kwaï*. Héroïsme romantique, suspense du roman d'espionnage, mystère des jungles asiatiques : ces ingrédients continuent de nourrir l'imaginaire de tous ceux qui rêvent de faire sauter des ponts, d'accrocher des explosifs aux flancs des bateaux, de faire dérailler les trains... De ce best-seller mondial, David Lean tirera un film à succès, et un célèbre refrain que l'on n'a pas fini de siffler.

Des histoires qui tiennent debout

Suivront une vingtaine de livres, parmi lesquels *l'Epreuve des hommes blancs* (1955), *les Vertus de l'enfer* (1974), *Histoires perfides* (1976), *le Bon Léviathan* (1979) ou *A nous deux Satan*, le dernier, paru en 1992. Simultanément, dans les années 50 et 60, Pierre Boulle avait exploré une veine « fantastique » dans *les Contes de l'absurde*, *E=MC2* et surtout *la Planète des singes* (1963), beau roman aux allures de conte philosophique.

Pierre Boulle était-il un romancier « classique » ou « fantastique » ? Lui-même se moquait de ces questions. Solitaire, étranger au milieu littéraire, l'ancien ingénieur voulait d'abord bâtir des histoires qui tiennent debout et *« se suffisent à elles-mêmes. »* Et lorsque celles-ci « marchaient », il s'en amusait : *« Je n'ai jamais vu la rivière Kwaï. C'est un nom piqué sur une carte. »* Que ce cours d'eau soit devenu un lieu de pèlerinage pour touristes américains, lui plaisait beaucoup. *« A Bangkok, il y a même un hôtel* Au pont de la rivière Kwaï, disait-il. *Il faudrait que j'aille le voir... »*

FLORENCE NOIVILLE

Paul Gerrard et autres pseudonymes

Nous apprenons la mort, survenue le 19 janvier, de Paul Gerrard, l'un des grands auteurs de romans policiers français. Il aurait eu quatre-vingt-six ans le 21 février.

Cet homme du Sud, né à Hyères, avait débuté en littérature avec des romans signés de son véritable patronyme, Jean Sabran – *Anne et la guerre*, *le Paysage évanoui* (Albin Michel, 1947) et *Joan* (Gallimard, 1949). Mais déjà l'auteur de romans policiers pointait avec *Une chance mortelle* ou *l'Homme au long nez*, publiés sous le pseudonyme de Bernard Deleuze chez Denoël.

Entre roman noir et suspense

En 1953, Jean Sabran commence à écrire des romans pour la jeunesse aux éditions Rouge et Or, sous le pseudonyme de Paul Berna, et remporte en 1955 le Grand Prix de la littérature du Salon de l'enfance avec *le Cheval sans tête*, qui obtient un succès public considérable (il fut porté au cinéma par les production Walt Disney). Paul Berna publie plusieurs autres livres de la même veine, ainsi que des romans d'aventures et des romans de science-fiction. En 1969, il obtient le Edgar Poe Award du meilleur roman policier pour la jeunesse, décerné par les Mystery Writers of America avec *l'Épave de la « Bérénice »* : il est à ce jour le seul auteur français à avoir reçu cette distinction.

Parallèlement, il se met à écrire dès 1959 des romans policiers pour les adultes sous le pseudonyme de Paul Gerrard dans la collection « Un mystère » des Presses de la Cité (1). *Deuil en rouge*, le premier, remporte le Grand Prix de littérature policière. Suivront plus d'une vingtaine de titres – entre autres *la Javanaise*, *la Chasse au dahu*, *Badaboum*, *la Fine Bouteille*, *les Incandescentes*, *Un remède contre la peur* – dans lesquels il développera une formule personnelle et originale, à mi-chemin entre le roman noir et le suspense.

JACQUES BAUDOU

(1) Les livres de Paul Gerrard sont réédités aux éditions du Masque.

Mort d'André Rouyer. – Le comédien et nouvelliste André Rouyer est mort le 28 janvier à Gif-sur-Yvette. Il avait soixante-trois ans. Après avoir débuté au TNP de Jean Vilar, André Rouyer avait travaillé au théâtre avec Marcel Cuvelier, Guy Rétoré ou Robert Hossein. Au cinéma, il avait tourné dans *le Fantôme de la liberté*, de Luis Bunuel, ou dans *Maîtresse*, de Barbet Schroeder. Il avait récemment donné à Gif-sur-Yvette un spectacle monté à partir de ses nouvelles.

هكذا في الأصل

Les restructurations et les difficultés du marché automobile en Europe

BMW compte procéder à d'importants investissements chez Rover

■ ALLIANCE. Deux mois à peine après l'échec de la fusion de Renault et Volvo, le constructeur *automobile allemand* BMW rachète à British Aerospace, pour près de 7 milliards de francs, le dernier fleuron de l'automobile britannique, Rover. En *net redressement, Rover, né de* la fusion d'Austin-Morris et de Leyland, est le seul constructeur du Vieux Continent dont les ventes ont augmenté en 1993.

■ MÉSALLIANCE. Ce rachat spectaculaire est une défaite pour le japonais Honda. Lié depuis 1979 avec Rover par des participations croisées et des *accords de coopération industrielle*, le groupe nippon en avait fait l'axe essentiel d'une pénétration « en douceur » du marché européen. Déçu et furieux, il *paraît aujourd'hui moins bien* placé que ses concurrents nippons qui ont choisi la politique des « transplants ».

LONDRES

de notre correspondant

Si l'accord n'avait pas été annoncé un 31 janvier, on aurait *sûrement parlé du « mariage de* l'année », tant le rachat par BMW de la totalité de la partici*pation (80 %) détenue* par British Aerospace dans Rover fait partie des opérations financières majeures, comme il s'en conclut une poignée chaque année : le nouveau « géant » de l'automobile produira plus d'un million de véhicules par an et emploiera environ 100 000 employés. Officiellement, cet accord entouré de secret (conclu 10 jours seulement après l'offre initiale de BMW) ne sera entériné qu'après son approbation par les actionnaires de « BAe » et l'obtention de toutes les autorisations légales mais, compte tenu de la satisfaction affichée par toutes les parties en présence – sauf une, Honda, qui *détient 20 % de Rover* –, cette ultime étape apparaît comme une formalité.

Bernd Pischetsrieder et George Simpson, respectivement président de BMW et de Rover, ainsi que Dick Evans, directeur général de British Aerospace, ont tenu une conférence de presse commune, lundi à Londres, pour dire à quel point cet accord profite à chacun d'eux, et Tim Sainsbury, secrétaire d'Etat chargé de l'industrie, a apporté la caution du gouvernement britannique. La vente du dernier grand constructeur automobile de Grande-Bretagne a été conclue pour un montant de 800 millions de livres (6,96 milliards de francs), plus de cinq fois le montant payé, en 1988, par « BAe », lorsque le groupe avait acquis cette entreprise publique au nom prestigieux. Depuis, il est vrai, « BAe » a investi dans Rover bien plus que cette somme initiale.

« Une puissante synergie »

M. Simpson a balayé les objections de plusieurs responsables politiques et syndicaux, pour qui Rover est tombé *« entre des mains étrangères »*, estimant que l'efficacité, dans l'automobile, ne peut se conjuguer avec *« une approche nationaliste »*. On peut en effet considérer que, s'agissant de la défense de l'industrie européenne dans son ensemble, la vente de Rover à BMW constitue un succès face à l'offensive japonaise. L'industrie européenne se renforce, grâce à ce que M. Pischetsrieder appelle une *« puissante synergie »*.

Enfin, ce rachat n'est pas de ceux dont Rover pourrait rougir, compte tenu de la réputation d'excellence de l'allemand. BMW a notamment assuré que la marque Rover poursuivra une stratégie commerciale indépendante. Mais c'est sans doute faire montre d'un pragmatisme poussé à l'extrême que de voir, comme l'a souligné M. Sainsbury, dans le rachat par une firme étrangère de l'un des fleurons de l'industrie britannique *« la preuve d'une amélioration spectaculaire de la compétitivité de l'industrie automobile nationale »*... Robin Cook, le « ministre des transports » du cabinet fantôme du Parti travailliste, y a vu la démonstration de la très mauvaise affaire réalisée, il y a cinq ans, par le gouvernement, et une *« escroquerie »* aux dépens du contribuable. A l'époque, lord Young, le ministre du commerce et de l'industrie, avait parlé de *« la vente du siècle »*.

Une nouvelle forme de partenariat

Il est vrai que d'un strict point de vue économique, la décision de BMW constitue une sorte d'hommage indirect aux progrès réalisés par Rover, engagé depuis 1986 dans un plan de restructuration étalé sur dix ans. La marque britannique a enregistré en 1993 un bénéfice de 56 millions de livres (1), et des pertes avant impôt de 9 millions de livres. Le chiffre d'affaires a atteint 4,3 milliards de livres, grâce à une augmentation des ventes de 10 % (442 000 véhicules), dans un marché européen de l'automobile qui a chuté de plus de 15 %. Les *« joyaux de la couronne »*, les modèles de la gamme Land Rover, Range Rover et Defender, ont été vendus à 74 000 exemplaires. Rover a été ainsi le seul, parmi 14 constructeurs européens, à accroître ses ventes, faisant passer sa part de marché de 2,5 % à 3,4 %. L'embauche a repris, l'année dernière, à l'usine de Cowley (près d'Oxford), et la production de Longbridge, la plus grosse usine du groupe, située près de Birmingham, s'est maintenue, en dépit de la récession.

Mais en dépit de son redressement, Rover cherchait une nouvelle forme de partenariat pour accroître son expansion. Et son principal actionnaire, British Aerospace, avait besoin d'argent frais, le groupe ayant annoncé des pertes avant impôt de 1,2 milliard de livres (environ 9,8 milliards de francs) en 1992. Fortement touché par les effets de la récession qui a frappé l'aviation commerciale, « BAe » semblait particulièrement vulnérable au début de l'année. La situation du groupe s'est cependant améliorée au cours des six premiers mois de 1993 : les carnets de commandes se sont remplis (vente d'avions Tornado notamment), et les affaires d'Airbus Industrie (dont « BAe » détient 20 %) ne se portent pas si mal.

Mais « BAe » poursuit depuis plusieurs années une stratégie visant à concentrer ses activités dans deux secteurs principaux, la défense et l'aérospatiale. British Aerospace, qui a conclu plusieurs accords en 1993, notamment avec Taïwan Aerospace pour la construction d'avions régionaux, et a vendu sa division avions d'affaires au groupe américain Raytheon, souhaitait se débarrasser de la totalité de ses intérêts dans Rover. Il a obtenu du constructeur allemand qu'il rachète le constructeur automobile avec ses dettes (environ 900 millions de livres), ainsi que des assurances sur le maintien des conditions d'emploi pour ses 33 000 employés. La vente proprement dite s'effectuera sous la forme d'un premier paiement de 560 millions de livres, le solde (240 millions de livres) étant versé le 30 juin. « BAe » va donc pouvoir accélérer le rétablissement de sa situation financière. Pour Rover, cet accord présente des avantages : BMW a annoncé son intention de procéder à d'importants investissements, et les voitures anglaises devraient bénéficier, en partie tout au moins, du vaste réseau de distribution du constructeur allemand. Enfin, M. Pischetsrieder souhaite relancer la fabrication de modèles anciens qui ont fait la réputation de Rover. Pour BMW, les usines automobiles situées au Royaume-Uni constituent une plate-forme idéale dans sa stratégie d'expansion, et la marque allemande a l'intention d'utiliser celles-ci pour produire des modèles plus petits, afin de lutter à armes plus égales avec ses concurrents japonais et américains. Honda, associé à Rover depuis mai 1979, apparaît bien comme le grand perdant de cette « entente » européenne.

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling vaut environ 8,70 francs.

Des modèles prestigieux

LONDRES

de notre correspondant

La saga Rover s'étend sur près d'un siècle. En 1905, lord Austin crée l'Austin Motor Company, près de Birmingham. A l'époque, un autre pionnier de l'automobile, William Morris, produit des cycles et des motos depuis une douzaine d'années. Rover, qui naît de la volonté de ces deux hommes, va connaître un essor fulgurant et produire des modèles « historiques » : l'Austin Seven, plus tard, les Mini, les Land et Range Rover, et l'actuel fleuron, la Rover 800.

La première Austin Seven sort en 1922. Morris produit déjà 65 000 voitures avec sa Bullnose, bientôt suivie de la Cowley. En 1930, Austin parvient à fabriquer 30 000 véhicules. De son côté, Morris commence la production des fameuses M-G. En 1952, Austin et Morris fusionnent pour former la British Motor Corporation (BMC).

En 1968, BMC fusionne avec Leyland Motors, pour former British Leyland. Le groupe est sauvé de la faillite par le gouvernement Wilson. En 1981, BL devient Austin-Rover. En juin 1989, le groupe prend le nom de Rover.

L. Z.

Un échec pour les Japonais

Suite de la première page

Contrés aux Etats-Unis par un Detroit renaissant (« le Monde-l'Économie » du 1er février), ils savent désormais que leur offensive en Europe n'est pas une partie de plaisir. Bruxelles, aiguillonné par Paris, négocie plus chèrement leurs quotas d'exportation. Et investir dans une Europe en récession leur coûte de plus en plus cher, au moment où leur propre marché, calamiteux, les fragilise et où leurs exportations directes du Japon sont rendues plus difficiles par la hausse du yen. Va-t-on assister à leur recentrage sur une Asie en pleine expansion économique?

Dans la contre-offensive des constructeurs occidentaux, BMW est, en tout cas, le plus déterminé et le plus aggressif. Alors que son concurrent Mercedes a privilégié une coopération avec Mitsubishi sans grand résultat pour l'instant, la firme bavaroise a choisi d'affronter directement les Japonais. Où qu'ils se trouvent. Chez eux, en montant son propre réseau de distribution. Aux Etats-Unis, en portant de rudes coups à la Lexus (Toyota) et à l'Infiniti (Nissan). En Europe, maintenant, où elle ne craint pas de susciter la rancœur de Honda. BMW montre-t-il la voie?

PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

Honda a le revers amer

TOKYO

de notre correspondant

Conclue en 1979, l'alliance industrielle entre Honda et Rover (plusieurs voitures du britannique sont des Honda « européanisées »), est scellée par un jeu de participations croisées : Honda possède 20 % du capital de Rover tandis que Rover Investments (holding de Rover) détient 20 % du capital de Honda U. K. manufacturing, filiale de Honda en Grande-Bretagne. Honda qui a fait de cette association l'axe de sa pénétration du marché européen, a bien proposé d'acheter 47,5 % des actions de Rover, mais l'offre n'a pas été retenue par BAe.

La direction de Honda, qui n'a été informée que le 28 janvier, a exprimé, lundi, son amertume. Cette alliance *« nie les efforts de Honda et de Rover pour assurer à Rover un futur solide en tant que firme britannique »*, souligne le président de Honda, Nobuhiko Kawamoto, dans un communiqué : *« Honda a toujours pensé que la clé du succès de notre association était l'indépendance de Rover. Nous pensons qu'un partenariat constructif doit être fondé sur la confiance et la synergie. »*

Affirmant que ce rachat par BMW n'affectera pas la politique de Honda en Europe, M. Kawamoto exprime des réserves sur l'avenir de la collaboration avec Rover, qui *« dépendra de négociations ultérieures »*. Pour le *Nihon keizai*, Rover, dans la mouvance de BMW, tend à devenir un concurrent de Honda. On pourrait donc s'attendre à un changement de stratégie du constructeur japonais. *« Avec Rover sous le contrôle de BMW, les choses prennent effectivement une autre tournure »*, estime un responsable de chez Honda.

Ph. P.

Fiat a enregistré en 1993 des pertes de 6,3 milliards de francs

« Rééquilibrer rapidement les comptes. » Si possible dès 1994. Giovanni Agnelli a déclaré l'état d'urgence, lundi 31 janvier. Le président de Fiat, qui présentait les comptes du groupe à son conseil d'administration, pouvait-il faire moins? Le groupe turinois affiche pour 1993 un des plus mauvais résultats de son histoire : une perte nette de 1 800 milliards de lires, soit un trou de plus de 6 milliards de francs, un chiffre d'affaires consolidé de 53 700 milliards de lires, en repli de 1,7 %, une fois pris en compte le transfert au holding financier IFIL de la chaîne de grands magasins *La Rinascente*.

« Tous les éléments dépressifs se sont aggravés l'an passé », a expliqué l'*Avvocatore* dans une lettre adressée aux actionnaires. *« Croire que nos problèmes sont sur le point d'être résolus serait une erreur grave »*, leur a t-il indiqué, soulignant que *« 1994 sera une année difficile »*, mais que ce tournant devait être abordé avec confiance.

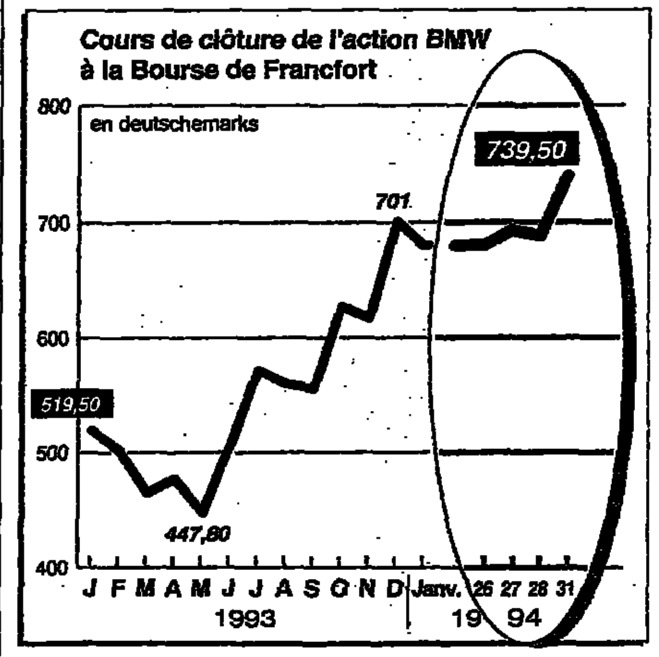
La dégradation des performances est nette : en 1992, le groupe avait maintenu un bénéfice de 551 milliards de lires. En 1990, il engrangeait un profit trois fois plus important.

L'effondrement du marché automobile l'an passé a touché très durement le constructeur italien. Ses volumes de ventes plongent, en 1993, de 15 % en Europe, et de 20 % sur sa chasse gardée nationale, le marché italien. Mais davantage encore que pour tout autre constructeur, c'est la gamme qui pose problème. La Punto, remplaçante de la Uno lancée en septembre dernier, est l'une des principales armes de reconquête du constructeur italien, qui a prévu également cette année de s'attaquer aux niches du marché automobile en lançant un coupé.

Fiat ne compte pas dévier de sa ligne : investir, investir à fond dans l'automobile pour arriver en position de force quand la conjoncture se retournera. *« En 1995 ou en 1996 »*, prédit Giovanni Agnelli. D'ici là, l'effort portera toujours et plus encore sur les coûts.

Nouvelles mesures de chômage partiel chez Peugeot. – journées supplémentaires de chômage partiel touchant 12 000 des 22 000 salariés de l'usine Peugeot de Sochaux (Doubs) ont été programmées pour février, alors que quelque 5 000 employés, techniciens et agents de maîtrise ne travailleront pas pendant trois jours. Ces mesures, annoncées lundi 31 janvier lors de la réunion du comité d'établissement, auront pour conséquence de limiter, compte tenu des repos hebdomadaires, à treize le nombre de journées effectivement travaillées en février par le personnel de production. Ce dernier a déja subi huit jours de chômage partiel en janvier, après un total de cinquante-neuf au cours de l'année 1993.

La Bourse de Francfort s'envole



Si la Bourse de Francfort s'est envolée, lundi 31 janvier, c'est, selon un courtier, en partie grâce aux gains de BMW. Après l'annonce, dans la matinée, du rachat du constructeur automobile britannique Rover, l'action BMW s'est très sensiblement appréciée. Dans un marché à la hausse, le titre BMW a gagné 56,50 deutschemarks à 739,50, soit une progression de 7,49 %. Selon un courtier de la DG Bank, l'acquisition est considérée comme « une bonne décision stratégique ». *Par ailleurs, l'agence de notation financière Standard and Poor's a annoncé avoir placé sous surveillance un certain nombre de dettes de BMW à la suite du rachat de Rover. S and P souligne les* « incertitudes et les difficultés qui accompagnent normalement l'intégration de deux importants groupes industriels ».

Le constructeur allemand a été séduit par les coûts salariaux outre-Manche

FRANCFORT

de notre correspondant

Doubler dans un virage est *toujours un peu risqué mais* la manœuvre semble s'être bien passée pour l'instant : Bayerische Motoren Werke (BMW) abandonne sa stratégie de croissance interne, déboîte et double par acquisition de Rover. Le virage a été salué par la Bourse de Francfort, où le titre du constructeur munichois a gagné 8 % lundi 31 janvier. *« Une décision que nous jugeons positive »*, explique, à l'instar de la communauté financière allemande, Hans Hartmann, expert de l'industrie automobile de Dresdner International Research. Le prix payé est estimé très raisonnable ; BMW acquiert les 3,2 % du marché européen *que détient Rover et passe ainsi* à 6,4 %, pour 800 millions de livres, le coût de développement d'un nouveau modèle. Cette somme, de surcroît, ne représente qu'une petite moitié des réserves du groupe munichois.

Les produits, deuxième argument, sont complémentaires, comme l'a souligné le communiqué de BMW. Le groupe allemand est un spécialiste des voitures chères de moyenne et de haut de gamme (appelées séries 3, 5 et 7). Rover, à l'inverse, construit des voitures petites et meilleur marché. Ce sont sans doute les minis et les Range Rover, les véhicules tout terrain de réputation mondiale, qui intéressent BMW en premier. Le grand rival Mercedes a investi dans ces domaines et BMW se devait de le suivre. Le seul recoupement des deux gammes est la grande Rover 800, qu'il est possible d'équiper à l'avenir d'une plate-forme allemande. Pour le reste, l'indépendance des marques serait préservée, affirment les deux groupes.

Réduire les coûts

Par cette opération, BMW obtient un accès à un pays où la main-d'œuvre est l'une des moins chère d'Europe : cet argument, sans doute le plus important, *n'est pas énoncé officiellement.* Mais réduire les coûts est devenu l'objectif numéro un de toute *l'industrie allemande*, et la délocalisation est un des moyens pour l'atteindre. Mercedes a annoncé vouloir fabriquer une voiture sur dix à l'étranger. Grâce à Rover, BMW en construira une sur deux. Il réussit à garder intacte son image de constructeur allemand haut de gamme, tout en allant fabriquer le bas de gamme en Grande-Bretagne dans des usines, qui plus est, complète*ment modernisées par Honda.*

BMW est un constructeur qui n'a cessé de croître depuis les années 60 sous la direction de son président, le Prussien Eberhard von Künheim, *alias « M. BMW »*. La firme à l'hélice vendait 150 000 voitures en 1970. En 1992, elle dépassait Mercedes. L'an passé, BMW était le seul européen à progresser en Amérique du Nord avec 78 000 ventes (+ 19 %). Mais à cause du marché européen en chute libre, ses ventes mondiales ont reculé en 1993 de 9 %, à 534 000 unités. Le chiffre d'affaires du groupe baissait de 7,5 %, à 28,9 milliards de marks. Les bénéfices de 1993 – non encore annoncés – devraient être néanmoins supérieurs aux 726 millions de marks (1) de 1992.

Le groupe est présent dans les automobiles, les motos, et il tente un retour dans les moteurs d'avions depuis quelques années. Le secteur aéronautique traversant une crise, cette diversification n'a guère porté de fruits jusqu'ici, et l'on comprend que Bernd Pischetrieder – le nouveau patron nommé en mai 1993 que l'on disait effacé et qui démontre le contraire par cette acquisition surprise – ait voulu se recentrer sur l'automobile.

ÉRIC LE BOUCHER

(1) Un mark vaut 3,39 francs.

SOCIAL

Le bilan de la politique de l'emploi en décembre

La stabilité du chômage va de pair avec une diminution de l'embauche

La stabilité apparente du chômage en décembre (*le Monde* du 1er février) dissimule des évolutions inquiétantes. Si les nouvelles entrées à l'ANPE diminuent, le nombre des sorties recule plus encore. Comme en novembre, le volume des dispenses de recherche d'emploi s'est énormément gonflé.

Pour expliquer la faible hausse du chômage en décembre (+0,1 %, soit 4 300 demandeurs d'emploi supplémentaires, en données corrigées), une comparaison s'impose. En positif, les inscriptions nouvelles à l'ANPE au cours du mois, qui ont été de 329 700 en données corrigées, ont baissé de 4,3 % par rapport à novembre, et de 6,7 % par rapport à décembre 1992. Ce qui constitue une bonne nouvelle, puisque les vagues de suppression, d'emplois se font moins aiguës. Pour la première fois, le nombre des licenciements économiques se situe en dessous du niveau de l'an passé (-2,6 %) et, avec 48 000 salariés concernés, reste stable sur deux mois.

En revanche, et en négatif cette fois, les sorties des listes, tous motifs confondus, continuent de se restreindre, signifiant ainsi que le marché du travail demeure mal orienté et que les dispositifs de la politique de l'emploi, menée par les pouvoirs publics, ont perdu de leur efficacité. Au total, 270 800 chômeurs ont quitté l'ANPE au cours du mois, en données corrigées, soit 16,4 % de moins qu'en novembre, et 14,8 % de moins qu'en décembre 1992. Preuve que l'emploi se fait rare, les reprises d'activité ont diminué de 24,3 % en un mois et de 1,7 % en un an, tandis que les radiations pour autre motif, qui peuvent leur être assimilées, reculaient de 3,2 % en un mois et de 10,9 % en un an. Quant aux entrées en stage, qui permettent de mesurer l'impact du traitement social, elles s'effondrent : – 45,2 % en un mois, – 29,7 % en un an.

Hausse des dispenses de recherche

Mais la véritable raison de la stabilité apparente, saluée toute la journée du 31 janvier en l'absence des résultats complets, est ailleurs. Elle tient, comme le mois précédent, dans la brutale hausse des dispenses de recherche d'emploi accordées aux chômeurs de plus de cinquante-sept ans et demi, quelle que soit leur situation, et à ceux âgés de plus de cinquante-cinq ans, s'ils ne sont pas indemnisés ou pris en charge par l'allocation de solidarité financée par l'Etat. Plus de 25 000 personnes ont bénéficié de cette mesure en décembre, c'est-à-dire 23,3 % de plus qu'en novembre et 181,5 % de plus qu'en décembre 1992. Ce qui porte, en un an, le nombre de personnes «dispensées», qui ne sont plus officiellement reconnues comme demandeurs d'un emploi, de 235 000 à 271 000. A tel point que l'on peut se demander si, en l'absence de nettoyage des fichiers, le chômage ne se serait pas davantage aggravé...

De toute manière, en dehors du mouvement de baisse qui semble s'amorcer du côté du chômage partiel (-14,8 % en un mois, + 43,5 % en un an), avec plus de 1,8 million de journées indemnisées quand même, les seuls succès sont dus à des formules d'aide. C'est vrai de l'exonération des charges pour l'emploi à temps partiel, qui passe de 33 500 bénéficiaires à 182 700 en un an, des contrats de retours à l'emploi, des conventions de conversion, des préretraites et surtout des CES (contrats emploi-solidarité, successeurs des TUC). Les 558 000 de 1992 sont devenus 622 000 fin 1993 et ce n'est pas fini.

Voudrait-on une confirmation des difficultés qu'on la trouverait dans l'aggravation du chômage de longue durée. L'ancienneté moyenne, qui est de 350 jours, a augmenté de 3 jours en un mois et de 17 jours en un an. Les chômeurs inscrits depuis plus d'un an sont au nombre de 1 084 300 (+ 1,5 % en un mois, + 22,3 % en un an) et représentent 32,2 % du total. Après tout, c'est logique : jamais, comme en 1993, le chômage n'a autant augmenté. De 311 600, rappelons-le.

ALAIN LEBAUBE

FINANCES

Paris à un niveau record

Les marchés boursiers font preuve d'euphorie

Une nouvelle fois, les boursiers prouvent qu'ils ne craignent pas les paradoxes. Au moment même où le gouvernement Balladur cherche une «solution miracle» pour relancer enfin la consommation, la Bourse de Paris, à l'unisson des grandes places européennes et de Wall Street, bat des records. Les marchés financiers donnent à nouveau le sentiment d'évoluer sur une autre planète.

Le déclic, cette fois – fait suffisamment rare pour être souligné –, est venu du spectaculaire redressement de la Bourse de Tokyo, lundi 31 janvier, avec un rebond de près de 8 %. Ce bond en avant a donné le coup d'envoi à une flambée de hausses sur la quasi-totalité des places internationales. La journée a pour ainsi dire été euphorique. La plupart des places européennes ont inscrit des records d'altitude, à commencer par Paris, qui, forte des mesures annoncées la veille par le premier ministre, Edouard Balladur, s'est sentie pousser des ailes. A 2 334,36 points, le marché parisien a battu un record de clôture qui datait du 11 janvier. Cette nouvelle progression s'est effectuée dans un volume étoffé de 6,3 milliards de francs, donnant ainsi une réelle crédibilité à cette nouvelle avance. Milan, Londres, Madrid, Bruxelles et Zurich ont également terminé à leur plus haut niveau historique. Francfort, pour sa part, a terminé sur une progression non négligeable de 2,06 % *(lire page ci-contre)*.

Les investisseurs anticipent toujours un retournement de la conjoncture et une reprise de la croissance, qu'ils sentent de plus en plus proche. Les mesures adoptées lors du séminaire gouvernemental de dimanche, même jugées insuffisantes par certains intervenants, vont en tout cas dans le bon sens. Mais les raisons «hexagonales» sont loin d'expliquer à elles seules le nouveau record de Paris.

La croissance américaine, spectaculaire fin 1993, donne de bonnes raisons aux intervenants d'être optimistes, bien que les boursiers d'outre-Atlantique cultivent également le goût du paradoxe. Wall Street a inscrit un nouveau record, lundi 31 janvier. Les espoirs de baisse des taux, à la veille de la réunion bimensuelle de la Bundesbank, ont également joué un rôle. D'autant que la Buba, préoccupée avant tout par la parité du deutschemark et du dollar, n'a pas fait un geste depuis trois mois, bien que la conjoncture allemande soit très morose.

Au-delà du nouveau message d'optimisme des marchés financiers, la prudence est de mise. De plus en plus nombreux sont les experts à prévoir des lendemains qui déchantent. Les Bourses européennes et américaines anticipent un scénario optimiste, de reprise pour les unes et de poursuite d'une croissance forte sans inflation pour les autres. En cas de déception trop marquée dans les prochains mois, gare à une correction qui pourrait être brutale. Les résultats à venir des entreprises joueront un rôle clé. Le niveau actuel des cours ne se justifie qu'avec une forte progression des résultats en 1994. Autant l'effet d'entraînement fonctionne à la hausse aujourd'hui sur les places financières, autant la contagion pourrait jouer à la baisse en cas de mauvaise surprise.

F. Bn.

AÉRONAUTIQUE

Sur fond de crise structurelle

Le président de Fokker démissionne

AMSTERDAM

de notre correspondant

L'entrée en force, au printemps 1993, de Deutsche Aerospace (DASA, filiale du conglomérat allemand Daimler-Benz) dans le capital du constructeur aéronautique néerlandais Fokker n'a pas ramené le calme à Amsterdam où la démission du président du directoire, Erik-Jan Nederkoorn, a été annoncée, lundi 31 janvier. La crise de l'industrie aéronautique, durement ressentie par Fokker, avec une perte annoncée en 1993 d'au moins 150 millions de florins, soit 450 millions de francs, forme la toile de fond du départ de M. Nederkoorn.

Une première version affirme que le président du directoire se serait opposé à de nouvelles réductions d'emplois (dont le nombre passera à 9 500 d'ici à la fin de l'année contre 12 500 en 1992) et à la fermeture de certains établissements, exigées par DASA. Mais un second scénario prétend que M. Nederkoorn défendait un tel plan de réorganisation et envisageait d'alléger les portefeuilles des autres membres du directoire ; ces derniers auraient mobilisé en leur faveur la fraction néerlandaise du conseil de surveillance, à laquelle n'aurait pas souhaité se heurter le président de DASA.

M. Nederkoorn avait affirmé, avant Noël, que Fokker ne surmonterait pas la crise sans réduire de 30 % les coûts de production de ses appareils (F-50, F-70 et F-100). Sa démission ou sa mise à l'écart ajoutent une nouvelle inconnue : l'attitude de «la base» après ces péripéties «au sommet».

CHRISTIAN CHARTIER

Le rapport des «sages» recommande la suppression des subventions aux compagnies aériennes. – Le comité des «sages» sur l'aviation civile, qui devait remettre mardi 1er février ses conclusions à la Commission européenne, s'est prononcé contre le principe des subventions publiques et pour la privatisation des compagnies aériennes. La privatisation est le meilleur moyen d'adapter le transport aérien au *«marché global». «Cependant, le comité comprend que la privatisation implique une restructuration préalable»* et peut accepter des aides sur le principe d'une seule et dernière fois. Ces recommandations seront présentées aux ministres des transports européens le 7 février à l'occasion d'un conseil informel à Athènes. Une ultime aide financière aux compagnies en difficulté comme Air France ne serait donc pas écartée, même si la compagnie française fait l'objet d'une enquête de la Commission européenne sur une émission de titres pour 1,5 milliard de francs.

ÉTRANGER

L'avenir économique de la Russie au Forum de Davos

Le premier ministre russe s'emploie à rassurer la communauté internationale

Le Forum de l'économie mondiale qui se déroule à Davos (Suisse) du 27 au 31 janvier, en présence de 1 200 chefs d'entreprise, économistes, scientifiques, intellectuels et hommes politiques (parmi lesquels de nombreux chefs d'Etat et de gouvernement) a été marqué par un vif débat sur l'avenir des réformes économiques en Russie. Partisans d'un retour à une «thérapie» sans «choc» et réformateurs libéraux récemment contraints à la démission se sont vivement affrontés.

DAVOS (SUISSE)

de notre envoyé spécial

Autant les Japonais se sont montrés particulièrement discrets cette année au Forum de Davos, en raison des incertitudes politiques au Japon, autant les Russes ont été omniprésents tout au long de cette vingt-quatrième assemblée annuelle. Dès le début de l'ère Gorbatchev et de la *perestroïka*, Moscou avait compris tout l'intérêt qu'il pouvait tirer de cette enceinte privilégiée où se retrouvent les représentants du monde des affaires et de la politique qui comptent sur la scène internationale. L'équipe qui lui a succédé a compris la leçon et, cette année encore, Moscou a dépêché ses agents d'influence dans la célèbre station hivernale du canton suisse des Grisons. Mais elle s'est heurtée à l'opposition des réformateurs contraints de quitter récemment le gouvernement de Viktor Tchernomyrdine, et qui, eux aussi, ont donné de la voix pour défendre le *«romantisme de marché»* ainsi baptisé, par dérision, par le premier ministre russe, lequel avait tenu à faire le voyage de Davos.

Tour à tour faussement serein lorsqu'il s'agit de défendre le bilan de son action depuis un an qu'il est à la tête du gouvernement, catégorique sur le maintien du processus engagé en matière de transformation de l'économie et martial quand il s'agit d'évoquer la grandeur de la Russie *(«Nous voulons que le G 7 se transforme en G 8 avec la Russie»)*, M. Tchernomyrdine s'est surtout voulu rassurant. *«Nous n'aurons pas de* «thérapie de choc» *mais nous aurons une thérapie»*, a assuré le 29 janvier le premier ministre russe, affirmant que son gouvernement n'avait pas abandonné la politique monétariste qui prévalait jusque-là. *«Nous avons réussi à stabiliser notre système financier mais pour stabiliser l'ensemble de l'économie, nous avons besoin de mesures additionnelles»*, a-t-il indiqué, sans préciser quelle forme pourraient revêtir ces éventuelles dispositions nouvelles.

«La Russie ne tournera pas le dos aux réformes mais nous devons étudier ce dont nous avons besoin et ce dont nous pouvons nous passer», a encore déclaré le chef du gouvernement russe, écartant tout retour à un contrôle sur les prix, les salaires et les circuits de distribution. M. Tchernomyrdine a cependant admis sa préoccupation à l'égard de l'inflation qui demeure très importante dans le pays. *«En 1993, nous avons réussi à la ramener de 30 % (par mois) à 10 % ou 12 %. Ce taux devrait remonter à 20 %-25 % durant les premiers mois de l'année en cours pour redescendre aux alentours de 15 %-18 % en décembre»*, a-t-il affirmé. Ecartant tout différend avec Boris Eltsine, le chef de gouvernement a défendu le gouverneur de la banque centrale, Viktor Guerachtchenko, soumis à de vives critiques en Occident. *«C'est un homme d'expérience qui connaît très bien le système bancaire et qui sait ce que sont les devises étrangères»*, a souligné le premier ministre russe qui, jusqu'ici, a apporté un soutien sans faille à la *«bête noire»* des réformateurs.

«Il est trop tôt pour enterrer la Russie!»

Interrogé sur les réformateurs qui ont récemment quitté tant son gouvernement que l'entourage de M. Eltsine, Viktor Tchernomyrdine s'est brusquement emporté. *«Nous ne voulons pas qu'on vienne chez nous pour faire le travail à notre place. On m'a traité de conservateur, de tous les noms. J'assume mes responsabilité depuis que j'exerce mes fonctions. Mais il est trop tôt pour m'enterrer. Il est trop tôt pour enterrer la Russie!»*, a-t-il lancé à ses détracteurs, en tête desquels figure son ancien ministre des finances, Boris Fiodorov, venu exposer à Davos l'avenir qu'il entrevoit pour un pays qu'il n'envisage pas de quitter (*le Monde* du 30-31 janvier).

«Lorsque j'ai démissionné du gouvernement, Boris Eltsine m'a demandé de ne pas rester trop loin de Moscou», assure en souriant cet allié fidèle d'Egor Gaïdar, l'ancien premier vice-premier ministre dont le départ a précédé de quelques jours sa propre démission. Mais M. Fiodorov sait bien que, pour un temps au moins, le *gaïdarisme* et la *«thérapie de choc»* sont mis en hibernation. Au sein du nouveau gouvernement, un des derniers à pouvoir défendre le libéralisme économique prôné par ces ex-ministres est encore Anatoli Tchoubaïs, le vice-premier ministre chargé de la privatisation, également présent à Davos. Il a assuré en privé que, en dépit des événements politiques, le programme de privatisation de masse du gouvernement (et qui devrait être mené à terme cet été), devrait se poursuivre normalement, essentiellement grâce au soutien dont il bénéficie parmi la population. Selon un récent sondage, 62 % des Russes soutiennent cette importante réforme tandis que 17 % y restent opposés.

Pour sa part, Grigori Iavlinski préfère parler de *«démonopolisation»* sous peine de *«collectiviser»* l'industrie à l'issue de la *«quasi-réforme»* à laquelle se résument, selon lui, les mesures réellement prises par Moscou à ce jour. Cet ancien réformateur déçu, qui a eu, un temps, l'oreille de Mikhaïl Gorbatchev, avant d'être écarté du Kremlin, se dit opposé autant au conservatisme de fait du gouvernement Tchernomyrdine qu'au libéralisme sans nuances du tandem Gaïdar-Fiodorov. Ce jeune économiste, qui siège au Parlement russe où il anime le Bloc Iabloko, prône une troisième voie autour de deux catégories de mesures. Les plus urgentes consistent à contrôler *«immédiatement»* l'inflation, à instaurer des *«taux de change réels»*, à mettre un terme aux privilèges accordés aux exportateurs sous forme de subventions qui *«ont atteint 15 milliards de dollars en 1993 et qui constituent autant de capitaux sortis illégalement du pays»* et, enfin, à transformer le système actuel de distribution avant l'automne prochain». A moyen terme, M. Iavlinski préconise d'instaurer un contrôle étroit sur les monopoles d'Etat qu'il faut *«démonopoliser»*, de stimuler la concurrence par des mesures adaptées et d'accélérer la réforme agricole.

Le plus critique à l'égard du rôle joué par le FMI et la Banque mondiale reste Jeffrey Sachs, également présent. *«Sur les 28 milliards de dollars promis par la communauté internationale à la Russie, le FMI devait verser 17 milliards. Pour l'instant, sa contribution se limite à 2,1 milliards... De son côté, la Banque mondiale devait verser 4 milliards de dollars. Elle en a versé 600 millions...»*, indique ce professeur de Harvard qui a été l'un des principaux conseillers occidentaux du président Eltsine jusqu'à sa démission il y a quelques jours à peine. *«Ces institutions ont failli à leur mission et l'Occident, y compris les Etats-Unis, n'a pas tenu ses promesses»*, estime M. Sachs.

SERGE MARTI

ÉTATS-UNIS : pas de signe de tensions inflationnistes à redouter, selon Bill Clinton. – Répondant à une question sur les déclarations du président de la Réserve fédérale (Fed), Alan Greenspan, qui avait affirmé, lundi 31 janvier, que la banque centrale américaine devra *«à un moment ou à un autre»* relever les taux d'intérêt pour endiguer les tensions inflationnistes avant qu'elles ne deviennent incontrôlables, Bill Clinton a indiqué, quelques heures plus tard, au cours d'une conférence de presse : *«S'ils* [la Fed] *prennent cette décision sur les taux à court terme, j'espère que cela n'augmentera pas les taux à long terme, parce que ce n'est pas nécessaire.» «Il n'y a pas de preuve que l'inflation revient dans l'économie»*, a ajouté le président Clinton.

TURQUIE : démission du président de la banque centrale. – Le président de la banque centrale turque, Bulent Gultekin, a démissionné de ses fonctions, lundi 31 janvier. Bien qu'aucune raison n'ait été invoquée pour justifier ce brusque départ, celui-ci est à sans doute à rapprocher de la dévaluation de près de 14 % de la livre turque intervenue quatre jours plus tôt pour mettre un terme à la crise monétaire qui secouait les marchés des changes depuis la mi-janvier (*le Monde* du 29 janvier). M. Gultekin avait été nommé au lendemain de l'arrivée au pouvoir de Tansu Ciller, le premier ministre turc. Il remplaçait Rusdu Saracoglu, avec lequel Mme Ciller était en désaccord sur la politique monétaire à mener.

DÉCENTRALISATION

Au Conseil d'Etat

Le commissaire du gouvernement conclut à l'annulation des transferts de l'INPI et du CEMAGREF

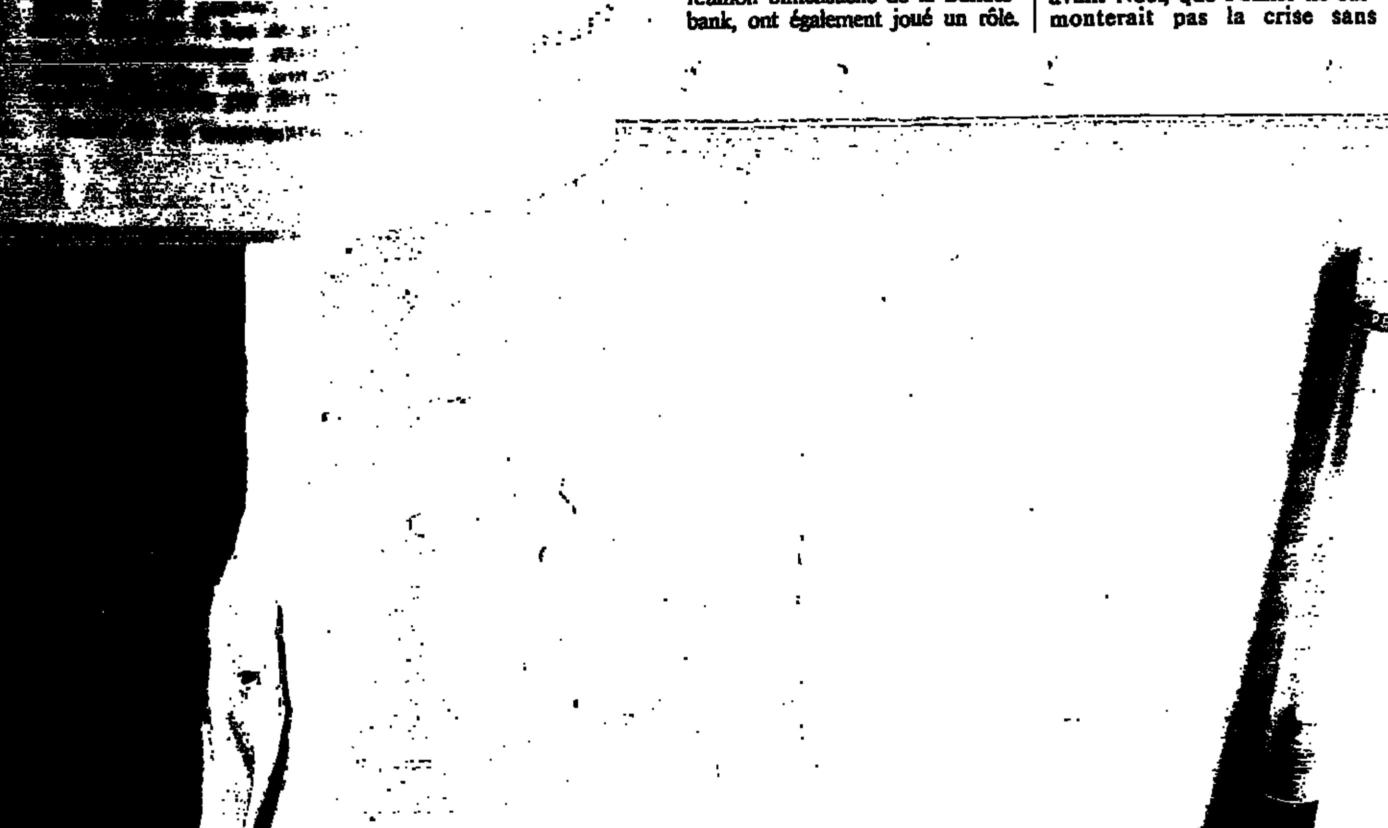
Lors de l'examen de plusieurs requêtes en annulation par le Conseil d'Etat, le commissaire du gouvernement, Martine Denis-Linton, a conclu, lundi 31 janvier, qu'il convenait d'annuler les décisions de transfert de l'Institut national pour la propriété industrielle (INPI) à Lille et du Centre national du machinisme agricole du génie rural des eaux et forêts (CEMAGREF) à Clermont-Ferrand. Cet avis défavorable ne préjuge pas de la décision finale du Conseil d'Etat qui devrait être maintenant rendue d'ici trois semaines à un mois.

En ce qui concerne l'INPI, Mme Denis-Linton a certes constaté que le gouvernement d'Edouard Balladur avait suspendu, le 12 juillet, le projet de «délocalisation» de cet établissement public. Mais la décision de transfert n'a, selon elle, *«pas été expressément rapportée»* et a *«été suivie d'au moins un effet»*, avec la signature, le 25 janvier 1993, d'une convention entre l'Etat, le directeur général de l'INPI, le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais et la mairie de Lille.

Après avoir conclu à l'annulation de la décision initiale du premier ministre au motif que ce dernier était, comme dans le cas de l'ENA ou de la SEITA, *«sans compétence»* pour le faire, Mme Denis-Linton a estimé que le directeur général de l'établissement n'avait pas respecté les formes au moment de la signature de cette convention. Le comité technique paritaire qui aurait dû, selon le commissaire du gouvernement, être consulté sur ce projet touchant à l'organisation et au fonctionnement de l'INPI, ne l'a en effet pas été.

S'agissant du CEMAGREF, Mme Denis-Linton a relevé que le conseil d'administration de cet établissement public *«était doté d'un pouvoir de décision»*, en ce qui concerne son organisation et son fonctionnement et que, là encore, le premier ministre avait outrepassé son pouvoir en se prononçant en faveur du transfert.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE



VIE DES ENTREPRISES

Des résultats « honorables »

Rhône-Poulenc : année de transition pour la pharmacie et l'agrochimie

« Honorable » pour Rhône-Poulenc Rorer (RPR), *« difficile »* pour la division agrochimie, l'exercice 1993 ne laissera pas de brillants souvenirs à ces deux secteurs d'activité qui font partie de la branche « sciences de la vie » du chimiste Rhône-Poulenc. Ensemble, elles représentent près de la moitié du chiffre d'affaires du groupe et, à elle seule, la firme RPR fournit l'essentiel des résultats du groupe.

« L'année a été honorable en termes de résultats », a indiqué lundi 31 janvier Patrick Langlois, directeur financier de la quinzième entreprise pharmaceutique mondiale. Les performances sont cependant moins bonnes que prévu en raison de la dégradation de la conjoncture en Allemagne et en Italie. Le chiffre d'affaires a reculé de 2 % à 4 milliards de dollars (22,7 milliards de francs), le résultat opérationnel est demeuré quasi stable (675 millions de dollars), alors que le bénéfice net a perdu 4,5 % à 408,7 millions de dollars.

Déploiement vers l'Asie

« La fusion est achevée, elle est derrière nous », a ajouté le directeur général Michel de Rosen en précisant que *« 1994 sera une année de transition »*. Comme ses concurrents, RPR devra s'adapter aux politiques de maîtrise des dépenses de santé, notamment aux Etats-Unis.

La croissance des résultats sera plus modérée, de l'ordre de 10 %, nettement inférieure aux 40 % de progression annuelle connus depuis 1990. Espérant un redémarrage en 1995, plusieurs objectifs ont été fixés : atteindre une taille critique aux Etats-Unis et au Japon où le groupe est respectivement à la vingt-troisième et à la quatre-vingt-troisième place des laboratoires pharmaceutiques. Parallèlement, RPR entend se renforcer dans le domaine de l'automédication, en nouant une alliance avec un grand du secteur. Sur le plan des médicaments, le dépôt du dossier d'enregistrement du Taxotère, destiné au traitement du cancer du sein et du poumon, est prévu pour le troisième trimestre aux Etats-Unis, en Europe et au Japon.

Au cinquième rang mondial des entreprises agrochimiques, Rhône-Poulenc Agro a continué de pâtir de la crise due conjointement à la politique agricole commune (PAC) et aux importations massives de produits à bas prix venant d'Europe de l'Est. Si le chiffre d'affaires n'a baissé que de 3 % à 10 milliards de francs, le résultat opérationnel a chuté de 40 % en 1993 à 540 millions de francs et le bénéfice net devrait être voisin de zéro.

Pour Alain Godard, directeur général de Rhône-Poulenc Agro, le marché européen devrait se stabiliser en 1994. *« Notre chiffre d'affaires ne devrait plus reculer »*, tout comme le résultat opérationnel, *« mais pour ce dernier, il est trop tôt pour dire s'il sera en progression »*. L'objectif *« est de retrouver une marge opérationnelle de 10 % dans deux ans »*. Le groupe poursuit la réduction de ses coûts, de ses effectifs en instaurant une organisation entièrement décentralisée. Au niveau des produits, la firme mise beaucoup sur un nouvel insecticide « Régent » qu'il commercialise en Asie, en particulier au Vietnam pour les cultures de riz. Le développement dans cette zone est jugé primordial, la firme envisageant de s'implanter en Chine. Rhône-Poulenc Agro étudie parallèlement la possibilité d'aller en Inde.

DOMINIQUE GALLOIS

ACCOR : Ticket Restaurant s'implante en Europe centrale. Ticket Restaurant, qui regroupe l'activité titres de service du groupe Accor, vient de s'implanter en Europe centrale, en rachetant le leader tchèque de ce secteur, Pragotur, a annoncé Accor lundi 31 janvier. Pragotur détient 65 % de parts de marché en République tchèque, avec 1 500 sociétés clientes, un réseau de 1 000 établissements affiliés à Prague pour un chiffre d'affaires de 90 millions de francs.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CRISE

CHAUSSURES WESTON : la direction propose un mi-temps généralisé pour éviter des licenciements secs. – Produits très haut de gamme, les chaussures Weston subissent durement le marasme du marché : sur une production de 500 paires par jour, il ne s'en vend actuellement en France et dans le monde guère plus de 300. Le stock se monterait à 95 000 paires, malgré une opération discount de la dernière chance, au moment des fêtes de fin d'année qui n'a pas produit les effets de décongestion escomptés. Un audit demandé par la direction a chiffré à 145 (sur un total de 313 salariés) le nombre des licenciements nécessaires pour réduire la production. La direction a proposé au personnel, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, lundi 31 janvier, qu'il n'y ait pas de licenciements secs mais un mi-temps généralisé pour les 248 emplois ouvriers. L'utilisation des aides publiques au temps partiel devrait permettre de maintenir les salaires à 85 % de leur niveau actuel. La consultation du personnel est en cours. *(Corresp.)*

RÉSULTATS

CAISSES D'ÉPARGNE : bonne année commerciale mais moindre performance financière. – Les Caisses d'épargne ont réalisé, en 1993, une bonne année commerciale grâce à l'effort d'épargne des Français, mais en termes de résultats financiers, l'année s'est révélée moins performante avec un résultat *« un peu inférieur »* à celui de 1992, a indiqué, jeudi 27 janvier, René Barberye, président du directoire du CENCEP (Centre national des Caisses d'épargne et de prévoyance). En 1992, le résultat du cinquième réseau bancaire français s'élevait à 1,9 milliard de francs. Le produit net bancaire (PNB) devrait être en très faible progression (environ 1 %) ; l'année dernière, il s'établissait à près de 25 milliards de francs.

LES CIMENTS FRANÇAIS comptent poursuivre leur programme de cessions. – Les Ciments français poursuivent, sous la houlette de leur nouveau président, Yves René Nanot, leur recentrage sur leurs métiers de base (ciment, granulats, béton prêt à l'emploi). Le groupe compte encore vendre cette année pour 400 millions de francs d'actifs, après 1 milliard de francs en 1993. L'année 1993 se soldera par une nouvelle perte conséquente, a laissé entendre, mardi 25 janvier, M. Nanot, mais elle se situera sous le milliard de francs, alors qu'elle avait été de 1,3 milliard en 1992. Pour 1994, il ne promet qu'un *« retour à une meilleure santé financière »*. Parmi les dernières ventes figurent la cimenterie de Soke, au sud d'Izmir, en Turquie, trop excentrée par rapport aux marchés prioritaires d'Istanbul et d'Ankara, la participation de 33 % dans Moctezuma au Mexique et celle, du même montant, dans Intermoselle au Luxembourg.

NOMINATION

ALITALIA : Renato Riverso devient président. – Le conseil d'administration du holding public italien, l'IRI (Institut pour la reconstruction industrielle), a décidé, jeudi 27 janvier, de nommer à la présidence de la compagnie aérienne italienne Alitalia Renato Riverso, ancien directeur général d'IBM Europe. M. Riverso, soixante ans, remplacera le président sortant, Michele Principe, à la tête d'Alitalia depuis 1990. L'IRI a remplacé l'administrateur délégué, Giovanni Bisagnini, par Roberto Schisano, cinquante et un ans, qui était président de Texas-instruments Europe avant de passer en 1989 à la maison-mère à Dallas (USA).

CONTRAT

MATRA TRANSPORT va moderniser le métro de Prague. – La société d'exploitation des transports de Prague, Dopravni Podnik, a confié à Matra Transport la modernisation de la ligne C du métro. Le contrat, d'un montant de 170 millions de francs, vise à équiper cette ligne d'un pilotage automatique qui augmentera la fréquence et la sécurité des trains, a indiqué récemment Matra Transport. La ligne C traverse Prague du nord au sud et compte quinze stations sur 14,6 kilomètres. Elles est actuellement équipée d'une cinquantaine de trains d'origine soviétique.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 1er février ↓ Prises de bénéfices

Après avoir atteint un nouveau sommet dès l'ouverture, la Bourse de Paris a subi, mardi 1er février, quelques prises de bénéfices par la suite dans un marché très actif emmené notamment par Suez. En hausse de 0,20 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure et demie plus tard une perte de 0,04 %.

Aux alentours de 13 heures, les valeurs françaises s'inscrivaient en repli de 0,35 % à 2 328,13 points. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires supérieur à 2 milliards de francs sur le marché à règlement mensuel.

Wall Street a affiché lundi 31 janvier au soir son douzième record en janvier en raison de l'euphorie que suscite l'accélération de la reprise aux Etats-Unis.

Paris, Londres, Bruxelles et Milan avaient également atteint des sommets lundi. Préoccupées par des risques de surchauffe, les autorités monétaires américaines risquent de relever le loyer de l'argent, mais cette perspective n'a pas l'air d'inquiéter les marchés. La vive progression de l'activité aux Etats-Unis devrait permettre aux économies européennes de démarrer plus rapidement, estiment encore les opérateurs.

D'autre part, on s'attend un peu partout que la Bundesbank desserrera quelque peu la vis du crédit jeudi 3 février, lors de sa réunion bi-mensuelle. Le MATIF semble jouer cette perspective.

Même si elles sont jugées timides, les mesures de relance décidées par le gouvernement français profitent aux secteurs concernés : automobile, grands magasins, distribution, etc.

Du côté des valeurs, Suez était très entourée avec un gain de 1,9 % et plus d'un million de titres échangés à la mi-séance, pour un montant de plus de 360 millions de francs. Bongrain progressait de 3,7 % et Euro Disney de 3,8 %. Crédit Lyonnais était en hausse de 3,5 %.

NEW-YORK, 31 janvier ↑ Nouveau record

Wall Street a terminé sur un nouveau record, lundi 31 janvier, à l'issue d'une séance sur les chapeaux de roue, encouragée par la fermeté des places étrangères – Tokyo notamment – et par le bon accueil généralement réservé aux résultats trimestriels des sociétés américaines. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 978,36 points en hausse de 32,93 points, soit une avance de 0,83 %. L'activité a été très soutenue avec quelque 322 millions de titres échangés. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des titres en baisse dans un rapport de près de deux contre un : 1 405 contre 730 alors que 620 titres restaient inchangés.

La réaction très calme des marchés, après les déclarations sans surprise d'Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale (Fed), qui a indiqué que le Fed allait relever ses taux « à un moment ou à un autre », a également bénéficié à Wall Street, selon Larry Wachtel, analyste chez Prudential Securities.

De plus, le président Clinton a affirmé qu'il n'existait pas de signe de tension inflationniste aux Etats-Unis, ce qui a également contribué à rassurer le marché, a ajouté M. Wachtel. Ce dernier a estimé que Wall Street pourrait continuer à progresser vers 4 000.

VALEURS	Cours du 28 janvier	Cours du 31 janvier
Alcoa	77	79 1/8
Allied Signal Inc.	78 3/8	78 5/8
American Express	32 5/4	32 3/4
ATT	55 3/8	56 3/4
Bethlehem Steel	23	23 5/8
Boeing	42 7/8	43 1/4
Caterpillar Inc.	103 1/4	104 1/8
Chevron	91 3/4	93 3/8
Coca-Cola	41	40 7/8
Disney Corp.	47 1/8	47 1/4
Du Pont de Nemours	55 1/4	56
Eastman Kodak	43 1/4	44 1/8
Exxon	65 1/2	66 1/2
General Electric	107 3/4	107 3/4
General Motors	59 1/8	61 3/8
Goodyear Tyre	47 3/4	48 3/8
IBM	57 1/2	58 3/4
International Paper	75 1/8	75 1/8
McDonnell Douglas	113 3/8	114 1/4
Merck and Co	36 1/8	36 1/2
Minnesota Mining	107 1/8	107 1/4
Morgan (J.P.)	71	71 3/4
Philip Morris	58 3/4	60 1/4
Procter Gamble	58 3/4	59 1/2
Sears Roeb. and Co.	55	54 7/8
Texaco	65 5/8	67 5/8
Union Carbide	24 1/4	25 1/2
United Tech.	64 3/4	67 3/8
Westinghouse El.	14 1/8	14
Woolworth	26	26

LONDRES 31 janvier, ↑ Encore plus haut

Les valeurs ont établi un nouveau record de clôture lundi 31 janvier à la Bourse de Londres, dopées par une pénurie de titres et par l'envolée de British Aerospace après l'annonce de la vente de sa filiale Rover à BMW. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 44,4 points, soit 1,3 %, à 3 491,8 points.

La totalité des secteurs a progressé à l'exception de quelques pharmaceutiques et supermarchés lors d'une séance où 988,7 millions d'actions ont été échangées contre 1,1 milliard vendredi.

La valeur vedette de la journée a été British Aerospace qui est monté de 55 pence à 499 après l'annonce de la vente à l'Allemand BMW de sa participation de 80 % dans Rover, pour 800 millions de livres. Le groupe réalise une bonne opération financière et devient plus attirant pour une possible OPA.

Parmi les autres hausses, HSBC Holdings a gagné 31 pence à 991, soutenu par les gains de la Bourse de Hongkong. Reuters a progressé de 21 pence à 1 994 et BP de 11,5 pence à 378,5 dans l'attente de leurs résultats annuels qui seront annoncés en février.

VALEURS	Cours du 28 janv.	Cours du 31 janv.
Allied Lyons	6,36	6,37
BP	3,66	3,78
BTR	3,71	3,89
Cadbury	[illegible]	5,35
Glaxo	6,64	6,65
GUS	5,95	6
ICI	7,90	7,94
Reuters	19,75	19,96
RTZ	8,67	8,93
Shell	7,23	7,39
Unilever	11,96	12,16

TOKYO, 1er février ↑ Toujours en hausse

Sur sa lancée de lundi (+ 7,84 %), la Bourse de Tokyo était de nouveau en hausse mardi 1er février, mais s'est inscrite en clôture en deçà de ses meilleurs niveaux du jour. L'indice Nikkei a tout de même gagné en fin de séance 187,22 points (0,93 %) à 20 416,34 points et l'indice Topix, plus large, a progressé de 13,88 points (0,85 %) à 1 643,10 points. Quelque 950 millions de titres ont changé de mains, un volume très important.

« Les affaires se sont calmées dans l'après-midi, les investisseurs étrangers achetant moins activement », a noté un boursier. Mais le fait que le marché a bien absorbé les prises de bénéfice consécutives à la flambée de lundi est finalement jugé très positif.

VALEURS	Cours du 31 janvier	Cours du 1er février
Bridgestone	1 430	1 440
Canon	1 650	1 620
Fuji Bank	2 250	2 280
Honda Motors	1 740	1 700
Matsushita Electric	1 730	1 730
Mitsubishi Heavy	711	714
Sony Corp.	6 370	6 400
Toyota Motors	1 980	1 980

CHANGES

Dollar : 5,8852 F ↓

Mardi 1er février, le deutschemark évoluait peu, à 3,3944 francs sur le marché des changes parisien, contre 3,3957 francs lundi soir (cours indicatif Banque de France). Le dollar se repliait à 5,8852 francs, contre 5,9170 francs la veille en fin de journée (cours BdF).

FRANCFORT	31 janv.	1er fév.
Dollar (en DM)	1,7410	1,7336
TOKYO	**28 janv.**	**1er fév.**
Dollar (en yens)	109,55	108,20

MARCHÉ MONÉTAIRE
(effets privés)

Paris (1er fév.)	6 3/8 % - 6 1/2 %
New-York (31 janv.)	3 1/4 %

BOURSES

PARIS

	28 janv.	31 janv.
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	2 313,17	2 334,36
(SBF, base 1000 : 31-12-90)		
Indice SBF 120	1 622,57	1 637,49
Indice SBF 250	1 560,68	1 573,38

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	28 janv.	31 janv.
Industrielles	3 945,43	3 978,36

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	28 janv.	31 janv.
100 valeurs	3 447,40	3 491,80
30 valeurs	2 639,50	2 677,30

FRANCFORT

	28 janv.	31 janv.
Dax	2 133,47	2 177,45

TOKYO

	31 janv.	1er fév.
Nikkei Dow Jones	20 229,12	20 416,34
Indice général	1 629,22	1 643,10

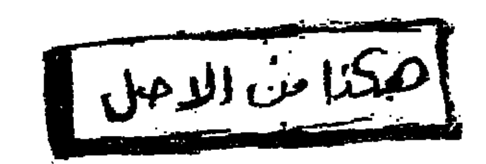
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,8870	5,8900	5,9300	5,9350
Yen (100)	5,4373	5,4452	5,4915	5,5019
Ecu	6,5987	6,6033	6,5960	6,6040
Deutschemark	3,3930	3,3940	3,3955	4,3980
Franc suisse	4,0446	4,0495	4,0652	4,0724
Lire italienne (1000)	3,4875	3,4914	3,4680	3,4745
Livre sterling	8,8558	8,8633	8,8742	8,8860
Peseta (100)	4,2074	4,2112	4,1816	4,1884

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3	3 1/8	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 3/8
Yen (100)	2 1/8	2 1/4	2 1/16	2 3/16	2	2 1/8
Ecu	6 7/16	6 9/16	6 1/4	6 3/8	6	6 1/8
Deutschemark	6	6 1/8	5 3/4	5 7/8	5 1/2	5 5/8
Franc suisse	4 1/8	4 1/4	3 15/16	4 1/16	3 13/16	3 15/16
Lire italienne (1000)	8 5/16	8 9/16	8 3/16	8 7/16	8	8 1/4
Livre sterling	5 5/16	5 7/16	5 5/16	5 7/16	5 3/16	5 5/16
Peseta (100)	8 3/4	9	8 9/16	8 13/16	8 1/4	8 1/2
Franc français	6 5/16	6 7/16	6 3/16	6 5/16	5 15/16	6 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.



BOURSE DE PARIS DU 1er FÉVRIER

Liquidation : 21 février
Taux de report : 6,13

Cours relevés à 13 h 40
CAC 40 : −0,41 % (2324,72)

Règlement mensuel

Comptant (sélection)

Obligations

Actions

Étrangères

Hors-cote (sélection)

Second marché (sélection)

Sicav (sélection) 31 janvier

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 31/01	Cours des billets achat	Cours des billets vente
Etats Unis (1 usd)	5,9045	5,9170	5,65	6,15
Ecu	6,6025	6,5985	–	–
Allemagne (100 dm)	339,9700	339,5700	327	350
Belgique (100 F)	16,4595	16,4920	15,85	16,85
Pays-Bas (100 fl)	303,3700	303,1300	292	313
Italie (1000 lires)	3,4805	3,4855	3,25	3,70
Danemark (100 krd)	87,5300	87,5200	83	91
Irlande (1 iep)	8,5065	8,5148	8,10	8,85
Gde-Bretagne (1 L)	8,8415	8,8725	8,45	9,25
Grèce (100 drachmes)	2,3690	2,3640	2,85	3,35
Suisse (100 f)	402,6300	404,3100	388	411
Suède (100 krs)	74,1900	74,6900	70	79
Norvège (100 k)	79,0300	79,0400	75	84
Autriche (100 sch)	48,3580	48,3020	46,80	49,80
Espagne (100 pes)	4,2000	4,2050	3,90	4,45
Portugal (100 esc)	3,3750	3,3750	3	3,75
Canada (1 $ can)	4,4765	4,4724	4,25	4,70
Japon (100 yens)	5,3864	5,4275	5,28	5,55

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 31/01
Or fin (kilo en barre)	71500	71700
Or fin (en lingot)	71800	71950
Napoléon (20f)	412	412
Pièce Fr (10 f)	355	–
Pièce Suisse (20 f)	414	415
Pièce Latine (20 f)	414	411
Souverain	521	522
Pièce 20 dollars	2585	2895
Pièce 10 dollars	1460	1450
Pièce 5 dollars	725	–
Pièce 50 pesos	2660	2670
Pièce 10 florins	430	430

Matif (Marché à terme international de France)

31 janvier 1994

NOTIONNEL 10 %
Nombre de contrats estimés : 120 461

Cours	Mars 94	Juin 94	Sept. 94
Dernier	130,68	130,24	129,40
Précédent	130,52	130,06	129,24

CAC 40 A TERME
Volume : 44 587

Cours	Janvier 94	Février 94	Mars 94
Dernier	2335	2345	2358,50
Précédent	2310	2322,50	2334,50

RÈGLEMENT MENSUEL (1)
Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotités de négociation

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLES
1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

CARNET

Naissances

Allen KURZWEIL
et
Françoise DUSSART

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils,

Maximilian-Benjamin,

né le 24 janvier 1994, à Hartford, Connecticut (Etats-Unis).

Jean et Simon

ont le bonheur d'annoncer eux-mêmes la venue de leur petite sœur

Nina, Flore, Séraphine,

née le 30 janvier 1994, à Paris,

chez
Hélène et Laurent PASTEUR.

Alix et Jean-Baptiste PINTON

sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils,

Olivier,

le 30 janvier 1994.

335, Bukit Timah Road,
Wing on Life Gardens,
Singapore 1025.

Décès

– Tergnier (Aisne).

Mme Kléber Broyart,
son épouse,
M. et Mme Certeaux-Broyart,
ses enfants,
Thierry, Christophe,
ses petits-enfants,
Toute la famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Kléber BROYART,
retraité SNCF,

survenu à Quessy, le 31 janvier 1994, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

Un service civil sera célébré le mercredi 2 février, au cimetière de Tergnier, à 14 h 30.

Réunion au cimetière.

Une table de signatures remplacera les condoléances.

Cet avis tient lieu de faire-part.

14, rue de la Clairière,
02700 Tergnier.

PF Soyeux,
7, rue Sérurier,
02700 Tergnier.
Tél. : 23-57-02-07.

– On nous prie d'annoncer la mort de

Mlle Fanny JANET,
ancien professeur à l'Alliance française,

survenue à Dourdan, le 29 janvier 1994, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

De la part de
M. Etienne Pichon,
M. et Mme Paul-Marie Janet,
ses neveux,
Mme Eliane Janet-Lelaisne,
sa belle-sœur.

Après une bénédiction à Dourdan, l'inhumation aura lieu le 3 février, à 11 h 30, au cimetière de Bourg-la-Reine.

8, rue du Four,
75006 Paris.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mme Anne-Marie MEIR-GRAEFE=BROCH,

à Rampale/Saint-Cyr-sur-Mer, survenu le 27 janvier 1994.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Lattes. Montpellier. Toulouse. Nîmes.

Mme Janine Landais,
son épouse,
Catherine et Dominique,
Maryjane et Gaby,
France et Alban
et leurs enfants,
Mme Jane Granier,
Mme Lucie Peretti,
Les familles Granier, Mikolaseck, Rubie,
Parents et alliés,
font part du décès de

Jean-Paul LANDAIS,
délégué régional
Languedoc-Roussillon EDF,

survenu à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 1er février 1994, à 14 h 15, en l'église Saint-Laurent de Lattes, suivies de l'incinération à Grammont.

26, rue de Rhoda,
34970 Lattes.

– Le président de la Mutualité française
a la tristesse de faire part du décès de

Marius LECLERCQ,
vice-président
de la Mutualité française,
vice-président honoraire
de la Mutuelle générale des PTT,
président de la Mutualité de l'Orne,
officier dans l'ordre national
du Mérite,
chevalier dans l'ordre
de la Légion d'honneur,

survenu le 30 janvier 1994.

Les obsèques auront lieu le mercredi 2 février, à 14 h 30, en l'église du Christ-Roi, à Alençon.

Les condoléances sont à adresser à la Mutualité de l'Orne, 30, rue de Bretagne, 61000 Alençon.

– Odette et Jean-François Perrenoud,
Emanuel Ungaro,
Charli et Fanny Lajtman,
Anne de Tienda,
Ses amis Ehrhard, Baudin, Gubler, Fassianos,
Et Wanderlust,
son compagnon,
ont la mission d'annoncer la mort de

Yves NAVARRE,
écrivain,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre des Arts et Lettres,
Goncourt 1980,
membre fondateur du SELF.

L'incinération a eu lieu dans la stricte intimité de la famille d'amis.

« Les paroles soulèvent plus de terre que le fossoyeur ne peut. »

René Char.

« Je donne à mon espoir mon cœur en ex-voto. »

Guillaume Apollinaire.

(Le Monde *du 26 janvier.*)

– Séverine et Auffret-Ferzli et Ghassan Ferzli,
Pierrick et Danièle Pollier,
Gilles et Monique Pollier,
Thierry et Mathé Pollier,
Leurs enfants,
Et les amis de

Anne POLLIER,
écrivain,

ont la tristesse de faire part de son décès, survenu le 30 janvier 1994, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Groix (Morbihan), le jeudi 3 février, à 15 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue de la Liberté,
78200 Mantes-la-Jolie.

[Anne Pollier a publié plusieurs romans chez Gallimard, dont *la Nuit du Havre* (1947) et *l'Estuaire* (1954). En 1983, chez le même éditeur, elle livrait ses souvenirs dans *Femmes de Groix ou la Laisse de mer*, témoignage émouvant sur cette Bretagne du début du siècle dont Pierre-Jakez Helias avait fait le sujet de son *Cheval d'orgueil*. Son dernier roman, *Reflets dans un canal*, avait paru en 1988. Elle avait publié deux nouvelles dans *le Monde-Dimanche* en 1980 et 1985.]

– La direction des Musées de France,
La Réunion des musées nationaux,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Albert SANCHOLLE-HENRAUX,
née Delaroche-Vernet,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Arts et Lettres,

survenu le 15 janvier 1994.

Une messe sera célébrée à son intention à Paris, le jeudi 3 février, à 18 heures, en l'église Saint-Germain-des-Prés (chapelle Saint-Symphorien).

Ancienne élève de l'Ecole du Louvre, Marie Henraux avait été attachée au département des peintures du Musée du Louvre de 1927 à 1939, avant d'entrer à la Réunion des musées nationaux, dont elle dirigea les services de 1945 à 1967.

– Mme Marie Serero,
son épouse,
Sa mère,
Ses frères et sœurs,
Ses enfants et leurs conjoints,
Ses petits-enfants,
Ainsi que toute sa famille et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Mathias SERERO,

survenu le samedi 29 janvier 1994.

La levée du corps a lieu ce jour au funérarium Pitié-Salpêtrière.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Rubens,
75013 Paris.

– Mme André Stirnemann,
Marc et Patricia Stirnemann,
Julien et Emily,
Jérôme Stirnemann et Véronique Hoffmann,
Mme Jean-René Stirnemann,
Claude et Martine Laurent,
Les familles Caillods et Messagier,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. André STIRNEMANN.

Les obsèques ont eu lieu au temple de Colombier-Fontaine (Doubs), le lundi 31 janvier 1994.

Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni couronnes, mais des dons à l'Association pour la recherche sur le cancer.

« Je suis venu comme une lumière dans le monde, afin que quiconque croit en moi ne demeure pas dans les ténèbres. »

Jean XII, 46.

– Michèle Cotta et Claude Tchou,
ses parents,
Stéphanie Guillo,
sa sœur,
Et tous ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Thierry TCHOU,

survenu le 30 janvier 1994, dans sa vingt-septième année.

« Je suis plus fort que le chaos. Je ne perdrai pas une chance d'échapper au chaos. »

Thierry Tchou.

Cet avis tient lieu de faire-part.

L'enterrement aura lieu dans la plus stricte intimité.

– Madeleine Jeanne West,
Jonathan, Robert, Jean-Philippe et Anthony West,
Sheila West et Brenda Davenport,
ont l'immense douleur de faire part de la mort de leur mari, père et frère,

Colin Haden WEST,

survenue subitement au golf de Béthemont, le 27 janvier 1994.

Ses obsèques se dérouleront le jeudi 3 février, à 9 h 15, au Père-Lachaise.

Selon les vœux de la famille, ni fleurs ni couronnes.

Merci d'adresser vos dons à la Croix-Rouge, 16, boulevard Raspail, Paris-7e (dons C. H. West).

« And mourn not, for We all must die. »

C. H. West.

Remerciements

– Louisette et Roger Lanstroffer,
sa sœur, son beau-frère,
Toute sa famille,
Et ses amis,
remercient toutes les personnes qui, par leur présence, leurs messages et envois de fleurs, ont exprimé leur sympathie et leur amitié à l'occasion du décès de

Blanche FLAM DOUCOT.

Services religieux

– Un service religieux à la mémoire de notre confrère

Eugène MANNONI

sera célébré lundi 7 février à 10 h 30 en l'église Notre-Dame de Clignancourt, place Jules-Joffrin, Paris-18e.

Soutenances de thèses

– François Charles soutiendra sa thèse de doctorat : « Etude expérimentale du niveau d'utilisation de matériel détritique d'origines différentes par le bivalve dépositivore *Abra ovata* », dirigée par le docteur J.-M. Amouroux, jeudi 3 février 1994, à 9 h 30, UPMC, Paris-VI, amphithéâtre des Thèses.

– M. Christophe Legrenzi soutiendra, le 7 février 1994, en vue de l'obtention en sciences de gestion du diplôme de docteur de l'université de Nice-Sophia-Antipolis, une thèse ayant pour thème : « Les indicateurs sensibles du pilotage de l'organisation informatisée ».
La soutenance, qui est publique, aura lieu à 14 h 30, villa Passiflores, 7, avenue Robert-Schumann, à Nice.

– Université Paul-Valéry, Montpellier, M. Christian Sorrel soutiendra sa thèse de doctorat : « Les catholiques savoyards du ralliement à la seconde guerre mondiale. Histoire du diocèse de Chambéry (1890-1940) », dirigée par M. le professeur Gérard Cholvy, le samedi 5 février 1994, à 14 h 30, salle Pierre-Jourda.

– René Lasserre soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat : « Contributions à l'étude des relations sociales en Allemagne et des dimensions socio-économiques de la coopération franco-allemande », le vendredi 4 février 1994, à 9 heures, en Sorbonne, salle Louis-Liard, devant un jury composé de Mmes et MM. les professeurs M. Christadler, A. Grosser, M. Hubert, G. Krebs (directeur de thèse), G. Schneilin, S. Urban.

Expositions

– Du 4 au 25 février 1994,

Erik CHARRIER
expose Paysages de France.

Vernissage le vendredi 4 février, de 18 heures à 22 heures, église de la Madeleine, du lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures, sous-sol de l'église de la Madeleine. Tél. : 47-42-39-84. Métro Madeleine, parking à proximité.

CARNET DU MONDE

15, rue Falguière,
75501 Cedex 15

Renseignements :
40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Télécopieur : 45-66-77-13

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques .... 105 F
Abonnés et actionnaires .... 95 F
Communications diverses .... 110 F
Thèse étudiants .... 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappat
directeur de la rédaction
Jacques Guiu
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Ferenczi
Bertrand Le Gendre
Jacques-François Simon

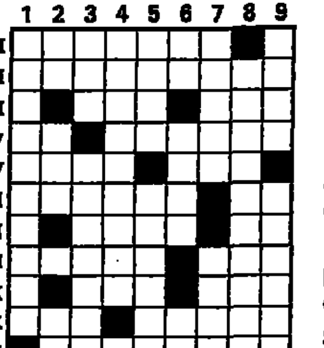
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6227



HORIZONTALEMENT

I. Prénom d'un homme de prix. – II. Donne envie de faire peau neuve. – III. Terme de sport. Tissu. – IV. Symbole. Pierres dans un jardin. – V. Opérai une diminution. Possessif. – VI. Petits doigts. Fin de participe. – VII. Au sommet d'un col. Préfixe. – VIII. Quelque chose de piquant. Apatride. – IX. Terme de jeu. Organe de la gorge. – X. Renvoi sans préavis. Saint homme. – XI. Eventuellement paralysée.

VERTICALEMENT

1. Revient souvent piqué des colonies. – 2. Points. Roi. Dans un certain sens, il coule de source. – 3. Juge. Homme de troupe. – 4. Grande nappe. – 5. Consacré. Travailler sur les cimes. – 6. Adverbe. Dans un étal. Partie de bésigue. – 7. Végétal. Particulièrement pénible. – 8. A fortiori, bien accueillies. – 9. Déesse. Résultat d'un détachement.

Solution du problème n° 6226

Horizontalement

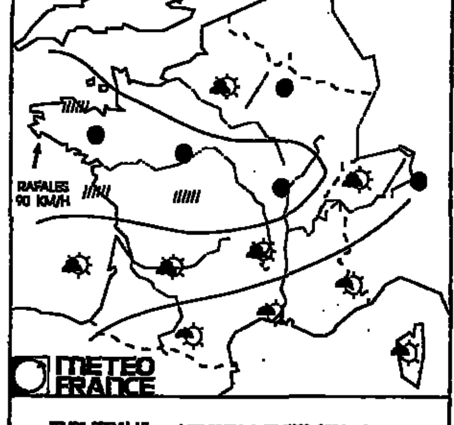
I. Gâchette. – II. Ascenseur. – III. Ne. Futé. – IV. Trône. – V. Vanité. – VI. Cintré. – VII. Dia I Uri. – VIII. Lue. Infus. – IX. Os. Pli. Io. – X. Métal. Inn. – XI. Bretelles.

Verticalement

1. Gants. Plomb. – 2. Aser. User. – 3. CC (cessez !). Ovide. Té. – 4. Hernani. Pat. – 5. En. Entaille. – 6. TSF. Ir. Ni. – 7. Teuf-teuf. Il. – 8. Eut. Ruine. – 9. Réa. Visons.

GUY BROUTY

MÉTÉOROLOGIE



LEGENDE

ENSOLEILLE – ÉCLAIRCIES PEU NUAGEUX – NUAGEUX COURTES ÉCLAIRCIES – TRÈS NUAGEUX OU COUVERT – PLUIE OU BRUINE – NEIGE – AVERSES – ORAGES – BRUMES ET BROUILLARD – SENS DE DÉPLACEMENT

TEMPÉRATURES maxima – minima	
FRANCE	
AJACCIO	16/ 4
BIARRITZ	13/ 1
BORDEAUX	12/ 0
BOURGES	9/–1
BREST	9/ 8
CAEN	8/ 1
CHERBOURG	8/–1
CLERMONT-FER.	10/–3
DIJON	9/–4
GRENOBLE	10/ 1
LILLE	9/ 2
LIMOGES	8/–2
LYON, BRON	10/–3
MARSEILLE	13/ 0
NANCY, ESSEY	8/–4
NANTES	8/ 5
NICE	14/ 5
PARIS-MONTS	8/ 4
PAU	12/ 0
PERPIGNAN	18/ 2
POINTE-A-PITRE	30/21
RENNES	8/ 7
ST-ETIENNE	7/–2
STRASBOURG	8/–3
TOULOUSE	13/–1
TOURS	9/ 5
ÉTRANGER	
ALGER	20/–
AMSTERDAM	8/ 5
ATHÈNES	1/ 3
BANGKOK	35/24
BARCELONE	15/ 4
BELGRADE	5/ 1
BERLIN	6/ 4
BRUXELLES	8/ 4
COPENHAGUE	6/–2
DAKAR	30/17
GENÈVE	9/–3
ISTANBUL	6/ 3
JÉRUSALEM	10/ 2
LE CAIRE	16/ 8
LISBONNE	16/ 7
LONDRES	8/ 5
LOS ANGELES	16/ 8
LUXEMBOURG	3/–2
MADRID	16/–3
MARRAKECH	21/12
MEXICO	20/ 9
MILAN	13/–5
MONTRÉAL	–18/–26
MOSCOU	–11/–14
NAIROBI	28/ 3
NEW-DELHI	21/ 9
NEW-YORK	–2/–8
PALMA-DE-MAJ.	15/ 1
PÉKIN	6/–4
RIO-DE-JANEIRO	–/ –
ROME	15/ 2
HONGKONG	24/18
SÉVILLE	19/ 1
SINGAPOUR	–/24
STOCKHOLM	0/–8
SYDNEY	28/20
TOKYO	7/ 1
TUNIS	18/ 5
VARSOVIE	3/ 1
VENISE	14/ 0
VIENNE	8/ 4

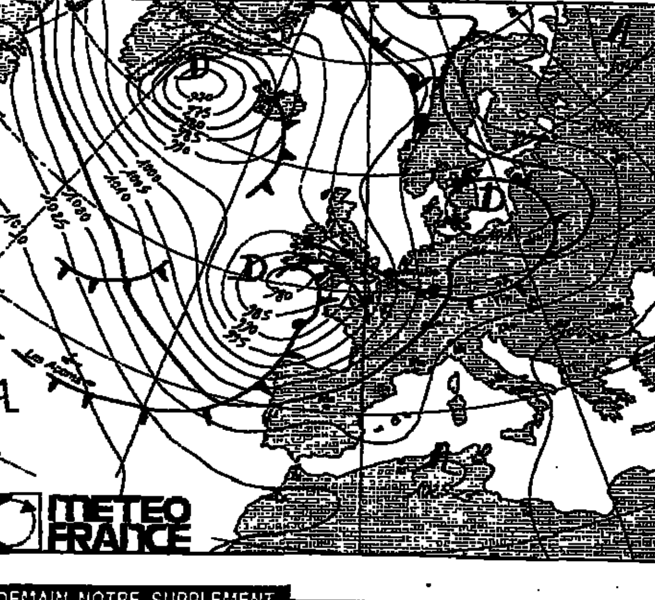
Valeurs extrêmes relevées entre le 31-01-1994 à 6 heures TUC et le 01-02-1994 à 6 heures TUC

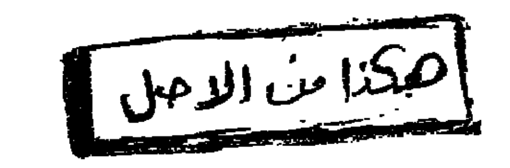
TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

Mercredi : soleil sur le Sud-Est, nuages et pluie ailleurs. – Le matin, de la Bretagne aux Pays de la Loire jusqu'au Centre et au Nord-Est, il pleuvra faiblement. Au nord de la Seine, les nuages alterneront avec les éclaircies, plus belles sur le Nord-Pas-de-Calais. De l'Aquitaine au Massif Central jusqu'à la Franche-Comté, les nuages deviendront plus nombreux au fil des heures. Des Pyrénées aux Alpes jusqu'à la Corse le soleil sera au rendez-vous.
L'après-midi, il fera encore beau des Pyrénées au Languedoc-Roussillon jusqu'aux Alpes du sud et à la Corse. De l'Aquitaine aux Alpes du nord, les nuages deviendront abondants. Des régions Nord au Nord-Est jusqu'au Jura, le ciel sera très nuageux. En Bretagne, les pluies deviendront assez fortes avec un vent de sud se renforçant à 90 km/h en rafales près des côtes jusqu'à 110 km/h en soirée.
De la Basse-Normandie jusqu'aux Pays de la Loire et au Centre, les pluies seront d'abord faibles puis assez fortes en soirée avec un vent de sud se renforçant.
Les pluies s'accentueront dans la nuit de mercredi à jeudi sur le nord du pays avec un vent de sud soufflant fort en rafales. Les températures minimales iront de 3 à 6 degrés au Nord, et seront plus fraîches au Sud avec seulement 0 à 3 degrés, localement – 1 degré en plaine. L'après-midi, le thermomètre marquera 8 à 10 degrés au Nord et 12 à 15 degrés au Sud.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo France.)

PRÉVISIONS POUR LE 3 FÉVRIER 1994 A 0 HEURE TUC





MARDI 1er FÉVRIER

TF 1

15.20 Série : Mike Hammer.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.35 Club Dorothée.
17.50 Série : Premiers baisers.
18.20 Série : Les Filles d'à côté.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Patrick Bouchitey.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 23.50).
20.00 Journal, Tiercé et Météo.
20.50 Cinéma : La Septième Cible. ■ Film français de Claude Pinoteau (1984).
22.40 Sport : Boxe. En de Levallois. Catégorie poids lourds-légers : Norbert Ekassi (F.)-Vincent Boulware (E.-U.) ; Championnat d'Europe poids welters : Gary Jacobs (G.-B.)-Tex N'Kalankete (F.).
23.55 Journal et Météo.
0.00 Série : Côté cœur.
0.30 TF 1 nuit (et à 1.05, 1.40, 2.35, 3.35, 4.10, 4.40).
0.35 Magazine : Reportages. Mona, cœurs de femmes, de Marie-Pierre Raimbault et Frédéric Vassor (rediff.).

FRANCE 2

15.40 Tiercé, en direct de Vincennes.
15.55 Variétés : La Chance aux chansons. (Et à 5.10). Emission présentée par Pascal Sevran. Cocktail-Party chez François Deguelt.
16.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 1re demi-finale de la 19e Coupe des champions : 1re manche, en direct de Monaco.
17.15 Série : Lycée alpin.
17.45 Série : Sauvés par le gong.
18.10 Magazine : C'est tout Coffe.
18.45 Jeu : Un pour tous.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne. (et à 3.50).
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Cinéma : L'Aigle de fer. □ Film américain de Sidney J. Furie (1985).
22.50 Magazine : Bas les masques. Présenté par Mireille Dumas. J'ai été un enfant prodige. Reportages : Minou Drouet, vedette précoce de la poésie ; J'ai raccroché les patins ; Le phénomène Jordy.
0.00 Journal et Météo.
0.20 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.

FRANCE 3

15.20 Série : La croisière s'amuse.
16.10 Magazine : La Fièvre de l'après-midi. Invité : Francis Perrin.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Le Guide des voyages en cargo*, d'Hugo Verlomme.
19.00 Le 19-20 de l'information.
20.05 Divertissement : Au revoir, la classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.50 Les Victoires de la musique classique. Présenté par Alain Duault et Ute Lemper en direct du Palais des congrès. Douze Victoires seront décernées au cours de la cérémonie.
22.25 Journal et Météo.
22.55 ▶ Les Brûlures de l'Histoire. Magazine présenté par Laure Adler et Patrick Rotman. Le 6 février 1934, un fascisme à la française ?
23.50 Magazine : A la une sur la 3. Présenté par Christine Ockrent
0.15 Continentales.

CANAL PLUS

15.10 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.05 Magazine : Dis Jérôme ? (rediff.).
16.10 Le Journal du cinéma.
16.15 Cinéma : Une journée chez ma mère. □ Film français de Dominique Cheminal (1992).
17.35 Dessin animé : Les Simpson.
18.00 Canaille peluche.
— En clair jusqu'à 20.35 —
18.30 Ça cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Bugsy. ■ Film américain de Barry Levinson (1991).
22.45 Flash d'informations.
22.50 Cinéma : For the Boys ou Hier, aujourd'hui et pour toujours... ■ Film américain de Mark Rydell (1991) (v.o.).
1.10 Cinéma : Le Premier Pouvoir. □ Film américain de Robert Resnikoff (1990).

ARTE

— Sur le câble jusqu'à 19.00 —
17.00 Cinéma : Voyage surprise. ■■ Film français de Pierre Prévert (1946, *rediff.*).
18.40 Court métrage : L'Ecole des facteurs (rediff.)
19.00 Série : Absolutely.
19.30 Documentaire : Les Chemins de l'Histoire. Odessa, d'Ulla Lachauer.
20.28 Chaque jour pour Sarajevo.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Magazine : Transit. De Daniel Leconte. L'insurrection de la bonté. Invité : l'abbé Pierre, Philippe Labro, Noël Copin, Hervé de Charette, Michel Lefèvre, Daniel Cohn-Bendit. Reportages : Squatters à Goussainville ; Mômes des rues à Liverpool ; Réfugiés de l'Est à Ewesbach ; Les enfants au travail au Portugal ; Cologne, ma première journée chez Emmaüs ; Porto-Novo, Emmaüs au Bénin.
21.55 Soirée thématique : Télé-visions Le prix Europa.
21.56 Documentaire : Le Prix 1993. La télévision européenne à Porto, de Sören Schumann.
22.15 ▶ Documentaire : La Maison de la rue Arbat. De Marina Goldovskaja.
23.05 La Télé en Europe. Entretien avec Michael Strauven.
0.05 Série : Du rouge à lèvres sur ton col. De Renny Rye.

M 6

17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Etalon noir.
18.00 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Supercopter.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Grandeur nature. Présenté par Caroline Avon. Le rêve d'un enfant : Munel et les indris ; Le document : le poisson-pierre ; Mission animaux : la réserve d'Ol Pejeta.
20.50 Cinéma : La ballade des Dalton ■■. Film français d'animation de René Goscinny et Morris (1977).
22.35 Série : Mission impossible. Une île sur l'Adriatique.
23.25 Série : L'Heure du crime. Radio crime.
0.20 Informations : Six minutes première heure.
0.30 Musique : Mes années clip.
2.30 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Les chevaliers paysans de l'an mil, au lac de Paladru.
21.30 Grand angle. L'appel de la forêt (rediff.).
22.40 Les Nuits magnétiques. La démangeaison des ailes.
0.05 *Du jour au lendemain.*
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné en janvier à l'Opéra-Bastille) : Les Soldats, de Zimmermann, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra-Bastille, dir. Bernhard Kontarsky ; sol. : Franz Mazura, Lisa Saffer, Milagro Vargas, Jocelyne Taillon, Michael Ebbecke, Helga Dernesch, Wolfgang Mueller-Lorenz, Alfred Werner, Ursula Koszut, Jerrold van der Schaaf.
23.07 Ainsi la nuit. Quintette pour piano et cordes en sol mineur op. 57, de Chostakovitch ; Sonate pour viole de gambe et clavier en ré majeur nº 2 BWV 1028, de Bach.
0.00 L'Heure bleue.

Les interventions à la radio

RTL, 18 heures : Gilles de Robien.
RTL, 18 h 30 : « Les Français et la solidarité », avec Claude Malhuret, Jean-Michel Vaguelly et Hubert Prolongeau.
RTL, 20 h 40 : l'abbé Pierre.

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Avec handicap

AU fil des soirées, la télévision n'en finit pas de découper Sarajevo en tranches. Que désirons-nous, ce soir ? De l'horreur pure ? Regardons ces enfants fauchés par un obus. Un frisson esthétique et paradoxal ? Ecoutons la voix de Barbara Hendricks s'élever, si pure, au-dessus des cimetières. De la honte ? Convoquons donc les assiégés en duplex, afin qu'ils nous trempent la tête dans le baquet glacé de notre impuissance. Et voici le plat du jour : dans cette nuit sans étoiles, voici l'improbable lueur d'un miracle, servie par Jacques Pradel et son « Perdu de vue ».

On s'étonne que Jacques Pradel ait tant tardé à découvrir le gisement de drames et de miracles qu'offrait la capitale bosniaque. La neige, le sang, les blindés : quel décor ! La faim, la folie, la mort : que de ressources ! « Perdu de vue » avait donc retrouvé la trace d'Olga, une joueuse de basket yougo-slave des années 70, que recherchaient avec inquiétude ses anciennes coéquipières françaises. Mieux : on l'avait ramenée.

Non sans mal, d'ailleurs. Pradel nous montra longuement la première tentative, manquée. Si près du but ! Son envoyé, Jean-Marie Perthuis, avait bien retrouvé Olga, mais la FORPRONU lui refusait obstinément son laissez-passer. L'échec consommé, Perthuis rembarquait donc avec sa caméra à bord d'un blindé, tandis que la silhouette d'Olga, s'éloignant dans l'enfer blanc, le saluait mélancoliquement. Tout autre eût renoncé. Mais à Zagreb, *sur la route du retour, miracle* : Perthuis rencontrait le consul de France, lequel devait justement s'entretenir le lendemain avec le conseiller politique du général Bricquemont. Et ce conseiller était justement la personne qui pouvait signer le sauf-conduit de la FORPRONU. Retour à Sarajevo, triomphal cette fois : *« Tu as un quart d'heure pour te préparer ! »*, criait Perthuis à Olga. Ses valises étaient déjà prêtes.

En insistant sur la chance de Jean-Marie Perthuis dans la réalisation de son exploit, « Perdu de vue » montrait bien que l'argent ou l'entregent de la chaîne n'y avaient contribué pour rien. Pradel et Perthuis n'étaient pas membres de la toute-puissante famille de TF 1, celle qui reçoit régulièrement à 20 heures les amis Léotard ou Morillon et à qui il suffirait, on l'imagine, de quelques appels téléphoniques pour faire donner ce petit coup de tampon de rien du tout. Non. Conscients peut-être qu'il eût été trop facile de se faire pistonner, Pradel et Perthuis avaient couru avec un handicap, en « faisant comme si » ils ne connaissaient personne dans les hautes sphères, « comme si » ils n'étaient que deux cousins d'Olga tentant de l'arracher à l'enfer. Décroché « par le bas », authentifié par le ratage initial, le miracle n'en était ainsi que plus savoureux.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

MERCREDI 2 FÉVRIER

TF 1

6.00 Série : Intrigues.
6.28 Météo (et à 6.58, 7.18).
6.30 Club mini Zig-Zag. Alfred J. Kwack ; Quick et Flupke.
7.00 Journal.
7.20 Club mini. Tifou.
7.30 Disney Club mercredi. Dessins animés ; La Petite Sirène ; La Bande à Picsou ; Reportage ; L'Atelier de magie de Pierre Barclay ; Transmutazors.
8.55 Club Dorothée matin. Sailor Moon ; Les Aventures de Carlos ; Dragon Ball Z ; Ranma un demi ; Max et Compagnie ; Salut les Musclés ; Clip ; Jeux.
11.30 Feuilleton : Santa Barbara.
11.55 Jeu : La Roue de la fortune.
12.25 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.
13.40 Série : Les Trois As.
15.00 Club Dorothée. Huit ça suffit ; Arnold et Willy ; Ici bébé ; Drôle de vie ; Salut les Musclés ; Jeux.
17.50 Série : Le Miel et les abeilles.
18.20 Série : Les Filles d'à côté.
18.50 Magazine : Coucou c'est nous ! Invitée : Anny Duperey.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.45).
20.00 Journal, Météo et Météo des neiges.
20.45 Variétés : Sacrée soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault.
22.45 Sport : Football. Match amical à Tunis : Equipe de Tunisie A-Equipe de France A' ; A 23.30, 1re mi-temps ; A 23.45, 2e mi-temps.
0.30 Magazine : Les Rendez-vous de l'entreprise. Présenté par Alain Weiller. Invité : Philippe Jaffré, PDG de la société nationale Elf-Aquitaine SNEA.
0.50 Journal et Météo.
0.55 Documentaire : l'Aventure des plantes.
1.20 TF 1 nuit (et à 2.20, 3.20, 4.00, 4.25).
1.30 Documentaire : Histoires naturelles (et à 3.30, 5.05).
2.30 Documentaire : Histoire des inventions.
4.05 Série : Passions.
4.35 Musique.

FRANCE 2

5.55 Dessin animé.
6.05 Feuilleton : Secrets.
6.30 Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.30 Feuilleton : Amoureusement vôtre.
8.55 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.15 Télévisator 2. Présenté par Cyril Drevet. Des dessins animés et un jeu vidéo, Super Mario.
11.15 Flash d'informations.
11.20 Jeu : Motus.
11.50 Jeu : Pyramide (et à 4.15).
12.20 Jeu : Ces années-là.
12.59 Journal et Météo.
13.45 INC.
13.50 Série : Le Renard.
14.50 Série : L'Enquêteur.
15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.00). La semaine de la chanson française.
16.40 Jeu : Des chiffres et des lettres. 1re demi-finale de la 19e Coupe des champions : 2e manche, en direct de Monaco.
17.10 Série : Lycée alpin.
17.40 Série : Sauvés par le gong.
18.05 Magazine : C'est tout Coffe. De Jean-Pierre Coffe.
18.40 Jeu : Un pour tous.
19.15 Jeu : Que le meilleur gagne.
19.50 Tirage du Loto (et à 20.45).
20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Téléfilm : Mon enfant. D'Edward Bennett, avec Julie Walters, Georges Corraface. *Une femme seule veut adopter un enfant.*
22.20 ▶ Première ligne. Vies d'esclaves, documentaire de Dominique Torres.
23.15 Journal et Météo.
23.35 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.
0.45 Court métrage : Histoire courte. Jour de fauche, de Vincent Monnet ; Une carrière fulgurante, d'Alain Ughetto.
1.05 Magazine : Bas les masques (rediff.).
2.20 Emissions religieuses (rediff.).
4.20 Dessin animé.
4.25 24 heures d'info.
4.40 Documentaire : Pérou, histoire de Yolanda.

FRANCE 3

7.00 Premier service.
7.15 Bonjour les petits loups. Les Moomins ; Souris, souris ; Les Histoires du père Castor ; Les Aventures de Tintin : les Cigares du pharaon.
8.00 Les Minikeums. Les Koalous ; Denis la malice ; Peter Pan ; Widget ; Jeu : les Mondes fantastiques ; Gargantua ; Les P'tits Loups-garous ; La Légende de Prince Valiant ; Docteur Doogie.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Feuilleton : Tout feu, tout femme.
13.55 Magazine : Votre cas nous intéresse. Locataires-propriétaires (1re partie).
14.25 Documentaire animalier.
14.50 Série : Capitaine Furillo.
15.40 Série : La croisière s'amuse.
16.30 Jeu : Les Délires d'Hugo. Présenté par Karen Cheryl. Invité : Philippe Swan.
17.45 *Magazine* : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *La Lettre italienne*, de Jean-Philippe Arrou-Vignod.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Divertissement : Au revoir, la classe.
20.30 Le Journal des sports.
20.45 INC.
20.50 Magazine : La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Débat politique. Les problèmes économiques et sociaux de la France. Avec Gérard Longuet, ministre de l'industrie et des P et T, et Laurent Fabius, ancien premier ministre.
22.30 Journal et Météo.
23.00 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales.

CANAL PLUS

— En clair jusqu'à 7.25 —
7.00 CBS Evening News. Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Chung.
7.23 Le Journal de l'emploi. Présenté par Martine Mauléon.
7.25 Canaille peluche. La Famille Addams.
— En clair jusqu'à 8.45 —
7.50 Ça cartoon. Présenté par Philippe Dana.
8.45 Magazine : Dis Jérôme ? (rediff.).
8.50 Surprises.
9.00 Cinéma : Le Prisonnier du temple. ■ Film britannique de Brian Desmond Hearst (1957). Avec Louis Jourdan, Belinda Lee, Brian Keith.
10.30 Flash d'informations.
10.32 Surprises.
11.00 Le Journal du cinéma. Présenté par Isabelle Giordano.
11.05 Cinéma : Le Proprio. □ Film américain de Rod Daniel (1991). Avec Joe Pesci, Vincent Gardenia, Madolyn Smith Osborne. *Sur le thème de la rédemption du méchant.*
— En clair jusqu'à 13.35 —
12.30 Magazine : La Grande Famille. Présenté par Jean-Luc Delarue.
13.30 Le Journal de l'emploi.
13.35 Décode pas Bunny.
14.30 Série animée : Chipie & Clyde.
14.35 Documentaire : A la rencontre des requins-marteaux. De Howard Hall et Bob Cranston.
15.05 Sport : Football américain. Rediffusion du Superbowl.
18.00 Canaille peluche. Il était une fois... les découvreurs.
— En clair jusqu'à 21.00 —
18.30 Ça cartoon. Présenté par Valérie Payet.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas et Antoine de Caunes.
20.30 Le Journal du cinéma du mercredi. Bandes-annonces ou extraits de films.
21.00 Cinéma : Freejack. ■■ Film américain de Geoff Murphy (1991). Avec Emilio Estevez, Mick Jagger, Rene Russo.
22.45 Flash d'informations.
22.50 Cinéma : L'Instinct de l'ange. ■ Film français de Richard Dembo (1992). Avec Lambert Wilson, Hélène Vincent, François Cluzet. *Portrait d'un homme orgueilleux, solitaire, différent, exclu.*
0.40 Cinéma : L'œil qui ment. ■ Film franco-portugais de Raoul Ruiz (1992). Avec Didier Bourdon, John Hurt, Lorraine Evanoff (v.o.). *Jeu de pistes entre le réel et l'imaginaire, le rationnel et le surnaturel.*
2.20 Magazine : L'Œil du cyclone.
2.45 Surprises.

ARTE

— Sur le câble jusqu'à 19.00 —
17.00 Documentaire : Palettes. D'Alain Jaubert. Fragonard (rediff.).
17.35 *Magazine : Transit* (rediff.).
18.40 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor (rediff.).
19.00 Conte : Il était une fois... Princesse Scargo et la citrouille magique. De Karen Barbour.
19.25 Cinéma d'animation : Deux cafés et l'addition.
19.35 Magazine : Mégamix. Présenté par Martin Meissonnier. Super Mario vainqueur des pop stars ?
20.28 Chaque jour pour Sarajevo.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Musica Journal. *Inquest of Love*, de Jonathan Harvey ; *Wozzeck*, d'Alban Berg ; *Real Life*, par le Chœur de chambre de Pétersbourg ; Ringsgwandl, chanteur de rock.
21.10 ▶ Documentaire : Opus. De Mildred Clary. Scumann, le poète parle, de Catherine Zins.
22.05 Musique : Récital Schumann. De Bruno Monsaingon, avec Dietrich Fischer-Dieskau. *Le baryton Dietrich Fischer-Dieskau a interprété le 3 mai 1991, à l'Opéra de Nuremberg, un récital de lieder de Schuman, le cycle* les Amours d'un poète *op. 48.*
22.55 Cinéma : Les Aventures extraordinaires de Mr West au pays des bolcheviks. ■■ Film soviétique de Lev Koulechov (1924). Avec Porfiri Podobed, Vsevolod Poudovkine, Alexandra Hohlova.
0.10 Documentaire : A Mossa des jours et des nuits. De Jacques Malaterre.

M 6

7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 11.00, 12.00).
7.05 Contact 6 Manager.
7.10 Les Matins d'Olivier (et à 8.05). Emission présentée par Olivier Carreras.
9.05 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05, 1.00, 6.00).
11.05 Série : Daktari.
12.05 Série : Papa Schultz.
12.35 Série : Les Routes du paradis.
13.30 M 6 Kid. La Guerre des tomates ; Conan, l'aventurier ; Robin des Bois ; Rahan.
16.00 Magazine : E = M 6.
16.30 Magazine : Fax'O. Présenté par Olivier Cachin. Interviews : Rita Mitsouko, Pigalle, Native, Massilia Sound Systeme.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : L'Etalon noir.
18.00 Série : Code Quantum.
19.00 Série : Supercopter.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Ecolo 6 (et à 0.55). Le radon.
20.40 Magazine : Duel autour du monde.
20.45 Téléfilm : Condamné au silence. De Roger Andrieux, avec Daniel Russo, Volodia Serre. *Un collégien aux prises avec des racketteurs.*
22.20 Téléfilm : Escrocs associés. De Bill L. Norton, avec John Schneider, Paul Rodriguez. *Deux chasseurs de primes mènent l'enquête.*
23.55 Magazine : Emotions.
0.20 Informations : Six minutes première heure.
0.30 Magazine : Fax'O.
2.30 Rediffusions. Salsa opus 3 (Puerto Rico) ; Blues for Two ; Les Enquêtes *de Capital* ; *Fréquenstar* : Fax'O ; Culture rock.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire ta langue. Le bilinguisme franco-algérien.
21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Carré d'arts.
22.40 Les Nuits magnétiques. La beauté en mouvement.
0.05 Du jour au lendemain. Avec Dominique Autie (les Blessures exquises).
0.50 Musique : Coda. Au son des bambous (3).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 28 janvier salle Pleyel) : Héroïde funèbre, Concerto pour piano et orchestre nº 3 en mi bémol majeur, de Liszt ; Symphonie nº 7 en la majeur op. 92, de Beethoven, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Gilbert Varga.
22.15 Soliste. Isaac Stern, violon.
23.07 Ainsi la nuit. Quatuor à cordes nº 1 en ré majeur op. 25, de Britten ; Siegfried Idyll, de Wagner ; Préludes et fugues, extraits, de Chostakovitch.
0.00 L'Heure bleue. Tendances hexagonales, par Xavier Prévost. Le concert : Jean-Luc Ponthieu, contrebasse et son trio, Bobby Rangell, saxophone et flûte, Christian Lete, batterie.

Les interventions à la radio

France-Inter, 8 h 40 : Jacques Toubon (« Radio-Com »).
Radio-Shalom, 18 h 30 : Ber nard Stasi (« Le grand débat »).

Le Monde

AU JOUR LE JOUR

Ours

Que les choses soient bien claires : on n'a rien contre les ours des Pyrénées ! Encore que l'on préfère les savoir là où ils sont plutôt que près de chez nous, et que l'on ne se hasarderait pas à leur flatter le museau pour leur signifier considération et attachement...

Non, on se demande seulement, au risque de recevoir une volée de bois des Verts et de tous les collectionneurs d'espèces en voie de disparition si, parmi tous les vivants qui s'accrochent à cette planète des hommes, les ours des Pyrénées sont les plus à plaindre.

Qu'on y songe : ils sont peu nombreux, ils ne se marchent pas sur les pattes, ils vivent au grand air, aucun d'eux n'est au chômage et ils ne sont pas sous le coup de conflits ethniques.

Il y a des jours où l'on en rêverait, d'être ours !

PROCYON

L'ESSENTIEL

INTERNATIONAL

Accord au Yémen ?

Depuis près de cinq mois, une grave crise politique menace l'unité du Yémen, les dirigeants socialistes, qui gouvernaient le Sud jusqu'à l'unification de mai 1990, s'étant à nouveau repliés sur Aden pour marquer leur désaccord avec les responsables du Congrès général du peuple, au pouvoir au Nord auparavant. Contre toute attente, le président Ali Abdallah Saleh vient d'annoncer au *Monde* que les dirigeants des différentes formations de la coalition au pouvoir signeraient, samedi prochain en Jordanie, un accord mettant fin au conflit. A condition, toutefois, précise-t-il, que *« le Parti socialiste ne pose pas de nouvelles conditions »*... *(page 4)*.

L'impossible dialogue indo-pakistanais

Depuis la partition de 1947, Inde et Pakistan sont les deux « frères ennemis » du sous-continent. Poussés au dialogue par la pression internationale, ils multiplient les faux-semblants et les rendez-vous manqués. Principale pomme de discorde : le Cachemire indien, où Islamabad réclame l'organisation d'un plébiscite, tout en dénonçant la *« sale guerre »* qu'y mènerait New-Delhi contre les séparatistes musulmans. Mme Bhutto vient de porter l'affaire devant les Nations unies, à Genève, et l'administration américaine ne serait plus insensible à ses arguments... *(page 5)*.

COMMUNICATION

L'imprévisible « Mme Jones »

« Et si Mme Jones décidait de ne pas pousser sur le bouton ? » : cette question a dominé les débats du 31e NATPE, le plus important marché des programmes de télévision des Etats-Unis. « Mme Jones », c'est le symbole de l'Américaine moyenne, cible première des programmes et des messages publicitaires. Le « bouton », c'est celui de la télévision numérique interactive, qui n'existe pas encore, mais dont l'avènement obsède les magnats des médias *(page 9)*.

SOCIÉTÉ

Une charte pour sauver l'ours pyrénéen

Combien reste-t-il d'ours dans les Pyrénées ? Sept, huit ? Gouvernement et élus locaux ont, en tout cas, signé, à Pau, une « charte pour le développement des vallées béarnaises et la protection de l'ours » qui prévoit un financement de 73 millions de francs en cinq ans. Au grand dam des associations, qui, écartées délibérément des négociations, estiment qu'il s'agit là, en fait, d'une *« capitulation devant les chasseurs »* *(page 10)*.

CULTURE

Le Liceu en fumée

Il n'aura fallu qu'un peu plus de deux heures – et une malencontreuse étincelle s'échappant d'un chalumeau – pour que le Liceu, temple de l'opéra et du théâtre à Barcelone, soit réduit en cendres, lundi 31 janvier. Jordi Pujol, le président de la Généralité catalane, a immédiatement annoncé que le Liceu serait reconstruit *« au même endroit, dans le même style et avec la même forme »* *(page 16)*.

ÉCONOMIE

Euphorie généralisée des marchés boursiers

Alors qu'un peu partout la prudence reste de mise et qu'à Paris le gouvernement Balladur cherche une « solution miracle » pour relancer enfin la consommation, les Bourses s'envolent. Dans la foulée de Tokyo et de Wall Street, la plupart des places européennes ont battu, lundi, des records d'altitude. Les investisseurs, décidément, sont optimistes. Trop ? *(page 19)*.

Services

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-29-04-56

Demain

Arts et spectacles

Plusieurs opéras contemporains sont en passe de naître ou vont être montés sur les scènes françaises. « Arts et spectacles » consacre un dossier à cette résurrection du genre lyrique. Et commente tous les films sortis dans la semaine, en particulier *Lettre pour L...*, de Romain Goupil.

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives » folioté I à XIV

Le numéro du « Monde » daté mardi 1er février 1994 a été tiré à 466 273 exemplaires

Dans les années 60

Des avions américains U-2 ont espionné la préparation par la France de ses tirs nucléaires en Polynésie

Les Américains ont surveillé, avec leur avion-espion U-2, la préparation des expériences nucléaires françaises en Polynésie, il y a une trentaine d'années. Cette révélation figure dans un livre qui est consacré au cinquantenaire des usines Lockheed – le constructeur de l'avion-espion – et qui fait état d'un plan de la CIA (baptisé Project Seeker) pour observer les atolls de Mururoa et de Fangataufa où la France devait procéder à ses essais après l'abandon de ses sites nucléaires au Sahara. Cette nouvelle révélation vient s'ajouter à d'autres cas – déjà connus des spécialistes – d'espionnage par les Etats-Unis des activités nucléaires propres à la France.

Le livre s'intitule *Lockheed's Skunk Works : the First Fifty Years*. Son auteur, l'Américain Jay Miller, a consacré ses recherches à la production des usines secrètes de Lockheed, qui ont été créées en 1943 en Californie et qui portent – en souvenir d'un dessinateur humoristique qui en avait fait son héros – le nom d'un petit mammifère (la mouffette ou le skunks) qui se défend en projetant un liquide particulièrement malodorant. Dans ses ateliers, Lockheed a mis au point plusieurs modèles très secrets et très performants, tels les avions-espions U-2 ou SR-71 et, plus récemment, le F-117, qualifié d'avion invisible. C'est probablement dans ces mêmes usines que le projet Aurora est aujourd'hui conçu : il s'agit d'un avion-espion volant à six fois la vitesse du son.

En 1955, Lockheed faisait voler, pour la première fois, un avion, dit de reconnaissance, l'U-2, capable d'atteindre de grandes vitesses et de hautes altitudes (25 000 mètres). Un U-2, piloté par Frank Powers, fut abattu, en mai 1960, lors d'une mission d'espionnage au-dessus de l'Union soviétique, et cet incident provoqua l'annulation brutale d'une conférence internationale convoquée à Paris par le général de Gaulle.

Dans son livre, Jay Miller rapporte que la CIA avait, dans les années 60, lancé un plan – qui fut baptisé Project Seeker – d'espionnage des activités nucléaires de la France.

Les accords d'Evian, qui mirent fin à la guerre d'Algérie, avaient obligé la France à envisager la poursuite, après 1967, de ses expérimentations nucléaires ailleurs qu'au Sahara où elle les avait inaugurées en février 1960. Un conseil secret de défense avait, en 1963, choisi les atolls de Mururoa et de Fangataufa, dans le Pacifique. A partir de Tahiti et de l'île d'Hao, des travaux considérables ont dû être entrepris pour aménager les sites d'expériences et permettre un premier tir nucléaire aérien en juillet 1966. Pour l'agence de renseignements américaine, il s'est agi, d'abord, de faire effectuer, en août 1963, des essais à un U-2A depuis un porte-avions, le *Kitty-Hawk*, mis en service deux ans auparavant. De ces essais, Lockheed put tirer des enseignements opérationnels.

Une version destinée à la CIA

Le groupe américain réussit à mettre à la disposition de la CIA trois U-2A transformés en une version appelée U-2G et capables de remplir des missions d'espionnage à partir d'un porte-avions. Lockheed n'a jamais précisé le nombre des U-2 construits. Mais il semble que la CIA en ait disposé d'une vingtaine.

C'est le 2 mars 1964 que le premier U-2G embarqua à bord du porte-avions *Ranger*, en service depuis 1957, pour se préparer à la mission Project Seeker dans le Pacifique. Le *Ranger* a été désarmé depuis et mis en réserve en juillet 1993.

A ce jour, on ignorait la version G (navalisée) de l'U-2. Selon les annuaires aéronautiques, en effet, l'avion existait en versions A, B, C, D, R, CT, EPX, WU2 ou HASP U-2 pour les besoins de l'armée de l'air américaine. Pour les missions de reconnaissance clandestines, Lockheed livrait à la CIA des avions dépourvus de toute marque extérieure d'identification sur un terrain isolé du Nevada, d'où les pilotes s'envolaient pour les pays communistes (URSS, Cuba ou Chine populaire).

Les révélations de Jay Miller s'ajoutent à quelques faits analogues, déjà connus des spécialistes, mais allant tous dans le même sens, sur l'espionnage américain pendant la montée en puissance de la recherche nucléaire militaire en France.

Ainsi, en juillet 1965, un avion-espion RF-101, appartenant à une escadre américaine stationnée en Allemagne, avait été intercepté alors qu'il survolait, sans autorisation, la zone interdite de Pierrelatte (Drôme). Son équipage avait réussi à prendre cent soixante-quinze photographies, au cours de trois passages successifs à 600 mètres d'altitude, des installations de l'usine de séparation isotopique. Cet incident avait donné lieu à une protestation de la France auprès de l'ambassadeur américain à Paris et à des excuses du département d'Etat.

Une action conjuguée avec le Royaume-Uni

Pendant les essais, qui commencèrent en atmosphère en juillet 1966, au-dessus des atolls du Pacifique, l'armée de l'air américaine prit l'habitude d'envoyer un avion KC-135 spécialement aménagé pour recueillir, à proximité du nuage créé par l'explosion, des prélèvements radioactifs et les analyser en vue de transmettre aux experts du Pentagone des informations sur la nature de l'arme testée par la France.

Enfin, plus récemment, en 1987, c'est un ancien agent du contre-espionnage britannique, Peter Wright, qui, dans son livre de souvenirs, intitulé *Spy Catcher* et paru chez Laffont, a révélé les manigances conjuguées des services américains et britanniques contre les secrets nucléaires français. Baptisée *Stockade* (estocade) et conduite par le MI-6 (l'équivalent de la DGSE en France) et par le MI-5 (auquel a appartenu l'auteur), avec l'assistance des systèmes d'écoute britanniques, l'opération a consisté, dans les années 60, à intercepter les communications radio et télex et à contrôler le chiffrage de l'ambassade de France à Londres. Le but officiel de *Stockade* était, à la demande du cabinet britannique, de parvenir à connaître les intentions de la France sur l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun.

Peter Wright a avoué – sans avoir été l'objet d'un démenti à l'époque – que cette opération en avait caché une autre. Les informations recueillies, à cette occasion, par les services britanniques sur la dissuasion nucléaire française ont été transmises à leurs correspondants américains. *« Cela*, a conclu l'agent du MI-5 dans son livre, *n'a servi à rien d'autre qu'à renforcer la méfiance des Américains vis-à-vis des Français. »*

JACQUES ISNARD

Selon un sondage de l'institut CSA

Les moins de vingt-cinq ans ont une connaissance imprécise du débarquement de 1944

Une étude de l'institut CSA, réalisée à la demande du Mémorial de Caen, les 4 et 5 janvier, auprès d'un échantillon national représentatif de personnes âgées de dix-huit ans et plus, révèle combien le débarquement des Alliés en 1944 est encore présent dans la mémoire des Français même si les moins de vingt-cinq ans ont une perception imprécise de l'événement.

56 % des Français sont, ainsi, capables de préciser le mois et l'année du débarquement (juin 1944) et 88 % savent qu'il a eu lieu en Normandie. Ces chiffres sont cependant très inférieurs dans la population des 18-24 ans puisque seuls 40 % d'entre eux peuvent dater l'événement et 77 % le situer géographiquement.

Interrogés sur *« toutes les forces alliées »* ayant participé au débarquement, 85 % des Français mettent spontanément en avant les Américains, 75 % citent les Anglais, tandis que 35 % seulement évoquent les Forces françaises libres (22 % des 18-24 ans). La Résistance est néanmoins présente dans la mémoire des Français puisqu'ils sont 46 % et 44 % à juger très importante ou assez importante la part prise par la Résistance dans la préparation et le déroulement du débarquement et de la Libération.

Une très forte majorité des 18-24 ans (70 %) tend à faire des Etats-Unis non seulement les acteurs quasi exclusifs du débarquement mais également les principaux bénéficiaires, 52 % de l'ensemble des Français partageant d'ailleurs cette dernière affirmation. Quant à leur « sympathie » à l'égard des pays impliqués à l'époque dans le conflit, 86 % des personnes interrogées la destinent au Canada, 74 % aux Etats-Unis, l'Angleterre arrivant en troisième position (70 %) avant l'Allemagne (60 %), les pays de l'ex-Union soviétique (42 %) et le Japon (38 %).

▶ **Lire page 12 le dossier sur la commémoration du débarquement.**

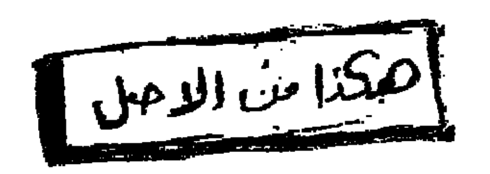
Nouvelle journée d'actions à EDF-GDF

Aucune coupure d'électricité n'avait encore été relevée, mardi 1er février en début de matinée, par la direction d'EDF-GDF, à l'occasion de la journée nationale d'action organisée par la CGT pour protester contre les propositions de déréglementation européenne du système de distribution de l'énergie. Cet appel a, selon la CGT, également pour but de dénoncer les atteintes au droit de grève relevées par ce syndicat, lors du précédent appel à la grève nationale lancé le 20 janvier.

Grève à la rédaction de « Paris-Normandie »

La rédaction du quotidien du groupe France-Antilles, *Paris-Normandie* (Rouen), a observé, lundi 31 janvier, un arrêt de travail qui a empêché la parution de plusieurs éditions mardi 1er février. A une très large majorité, les journalistes entendaient protester contre le licenciement d'un chef de service. Selon le Syndicat national des journalistes (SNJ, autonome) et FO, *« un climat détestable a été instauré où les journalistes sont systématiquement méprisés et humiliés sans qu'il y ait pour autant de projet rédactionnel clair proposé par la direction »*. – *(Corresp.)*





Le Monde

INITIATIVES

Inventeurs acharnés de remèdes anti-crise

Contre vents et marées, il faut trouver des solutions à la crise. Certains s'y risquent

« NE pas rester les bras ballants. » « *Ne pas avoir les deux pieds dans le même sabot.* » Etc. Pour exprimer la volonté de se battre quand les vents sont contraires ou que tout espoir a disparu, les expressions ne manquent pas, qui signifient à chaque fois qu'il faut garder courage. Afin de ne pas se laisser abattre.

Dans la période actuelle, à l'inverse, la récession, la dégringolade de l'emploi et l'énormité du chômage ont plutôt tendance à tétaniser les comportements, individuels et collectifs. Faute de perspectives, le sentiment d'abandon gagne les esprits. L'absence de lisibilité anéantit les défenses immunitaires, et le corps social, rongé par la sinistrose, n'a plus de réactions, sauf soudaines et imprévisibles. Mais, alors, celles-ci ne réveillent pourtant pas la torpeur ambiante, et expriment, au mieux, le désespoir. Voire, comme on a pu le constater avec la grève d'Air France, elles peuvent prendre la forme d'un attachement instinctif et presque irrationnel aux valeurs du passé, dont celles des avantages acquis, au nom de la survie on se réfugie dans un passé mythique.

Malgré cela, heureusement, et dans de nombreux domaines qui ont rapport avec l'emploi ou l'entreprise, il y a encore des gens, des responsables ou des structures pour refuser l'abandon et qui se démènent, chacun dans leur secteur. Ils ne font que forcer l'admiration. Ils rassurent et permettent de croire, quels que soient les résultats obtenus, que tout n'est pas perdu. Comme le proclame aussi mal un slogan publicitaire, « *ils positivent* ».



TENIR compte des réalités et faire avec semble être leur mot d'ordre à tous, leur point commun. Même si c'est difficile et si leur discours peut heurter, parce qu'il rompt avec les habitudes. Ainsi, Michel Garcin, ancien dirigeant du Lip de la grande époque coopérative dans les années 70, déclare maintenant que créer son *propre* emploi, pourvu qu'on s'entoure de précautions, peut être « *moins risqué* » que de rester sous le statut de salarié, où non seulement la menace sera permanente, mais dépendra de la décision des autres. En un sens, il demande à chacun « *de prendre ses responsabilités* ».

Mais, parce qu'on ne passe pas aisément de critères établis à d'autres, peu explorés, il convient de s'engager pas à pas dans la démarche.

Au moment de basculer dans l'inconnu, les blocages mentaux, autant que les inhibitions, peuvent provoquer des réticences, la marche étant trop haute à franchir entre l'emploi traditionnel, salarié, et la position de l'indépendant, par exemple. Michel Garcin propose donc des passerelles, ou des immersions progressives, via le travail à temps partiel ou l'essaimage.

Sur un registre à peine différent, Guy Hongre prêche par l'exemple. Lui même pluri-actif, agriculteur et conseiller de PMI du textile, il milite pour un statut de la pluri-activité qui permettrait à chacun d'occuper plusieurs « *bouts d'emploi* », à la condition que l'on élargisse la notion de foyer fiscal. « *En additionnant toutes mes cotisations, il y a longtemps que j'ai dépassé les 150 trimestres nécessaires pour ma retraite* », se désole-t-il, persuadé de pouvoir ainsi lutter contre le travail au noir. Le même, parce qu'il ne tarit pas d'idées, préconise l'instauration d'un livret d'épargne pour créer son entreprise ou en reprendre une. « *Aujourd'hui, sauf à disposer d'un héritage, le créateur manque terriblement de fonds propres* », observe-t-il, déçu de voir que le projet de loi Madelin sur l'entreprise individuelle n'aille pas dans cette direction. Nul doute qu'il continuera son combat !

Ce qui se passe dans le Nord, avec la Maison des professions, lui donne d'ailleurs raison. A Marcq-en-Barœul, l'organisation patronale traditionnelle s'est muée en un gigantesque service qui a pour première mission de redynamiser le tissu économique local.

Elle accompagne la création d'entreprises et a permis la naissance de 900 emplois en un an parce qu'elle soutient concrètement les chefs d'entreprise à leurs débuts. Preuve que des initiatives peuvent être prises, l'un des bénéficiaires de cette aide technique assure que, puisque les autres « *ralentissent* », c'est paradoxalement « *pendant la crise qu'on crée son entreprise* »...

Un pragmatisme semblable anime une école de commerce, l'ISC, qui, difficultés d'emploi aidant, considère que les seuls critères de qualité pédagogiques ne suffisent plus. Désormais, un établissement doit être jugé sur sa capacité à favoriser le placement des jeunes diplômés. Pour ce faire, affirmant que « *les écoles sont entrées dans l'économie de marché* », elle s'est engagée dans un partenariat avec douze entreprises pour la formation de ses troisième année. Les résultats, paraît-il, sont excellents.

Au-delà, en quittant la relation directe à l'emploi, il est également possible d'innover quand tout va mal. De grands groupes, au sein de l'Institut pour le mécénat humanitaire, essaient de prendre en charge des problèmes « *lourds* » de société et estiment qu'ils ne peuvent pas se tenir à l'écart de leur environnement. Elf a pris le même chemin. Mais ce sont les salariés d'Ifremer, à Brest, qui sont allés le plus loin. Ils ont versé l'heure de grève qu'ils n'ont pas effectuée à une association de chômeurs.

En signe de solidarité et alors qu'ils entendaient protester contre les avantages que se seraient accordés des membres de la direction locale.

Alain Lebaube

espionné la préparation
nucléaires en Polynésie
Micro
utilitaires
WINDOWS
gratuit

DOSSIER • Inventeurs acharnés de remèdes anti-crise

L'arpenteur de solutions

Blanchir le travail au noir, développer le foyer fiscal..., Guy Hongre regorge d'idées

CELA fait maintenant près de quinze ans que Guy Hongre, maire de Beaugies-sous-Bois, une petite commune de 391 habitants de l'Oise, conseil en PMI, agriculteur par choix personnel, après avoir été cadre chez Rhône-Poulenc et DMC, développe inlassablement les mêmes idées pour créer plus d'emplois. S'il ne se décourage pas, c'est que ce n'est pas dans le tempérament du personnage, mais aussi parce qu'il sait qu'il ne tient pas des propos insensés. Depuis un jour de 1978, où dans un train il a rencontré un conseiller économique de Raymond Barre, alors premier ministre, qui s'est dit intéressé par ses idées, Guy Hongre a parcouru du chemin et a côtoyé beaucoup d'hommes politiques. De droite comme de gauche, son tableau de chasse, impressionnant, est plutôt éclectique : Michel Aurillac, Jacques Delors, Jean-Pierre Chevènement, Alain Madelin, Pierre Bérégovoy, Martine Aubry, Jacques Chirac...

Guy Hongre martèle des idées simples. Pour créer des emplois, il faut avant tout des employeurs. Or les PME, les artisans et les particuliers constituent des gisements largement inexploités. Une des pistes explorées par Guy Hongre se situe dans la foulée de la loi Aubry sur l'emploi des personnels de maison qu'il juge *« trop timorée »*. *« On n'a pas été au bout du raisonnement »*, explique-t-il. Il s'agit d'élargir la notion de foyer fiscal et de favoriser non seulement la déduction des personnes employées, mais aussi celle de certains travaux faits par des entreprises (tonte de pelouse, lavage de carreaux...). Cela, allant de pair avec la création d'un véritable *« statut du travailleur individuel pluri-actif »* (ou entreprise individuelle), permettrait de blanchir du travail au noir. *« En développant ainsi des mécanismes de travail au blanc, on susciterait des vocations »*, croit-il.

Le livret d'épargne-entreprise

Second axe de réflexion : développer un tissu industriel de petites et moyennes entreprises *« qui ne s'effilochent pas comme un pull-over qui se démaille »*. Guy Hongre part du constat qu'aujourd'hui il est très difficile, voire quasi impossible, pour quelqu'un qui n'a ni héritage ni fortune personnelle, de pouvoir reprendre ou créer son entreprise. Il faut donc mettre en place une fiscalité incitatrice à la constitution de fonds propres, nécessaires à la survie d'une PMI débutante. Dans un environnement qui offre des prêts ou escomptes autour de 13 %, alors que le taux d'inflation est d'environ 3 %, cela relève de la gageure.

Dans ces conditions, Guy Hongre milite pour la création d'un véritable livret épargne-entreprise, calqué sur le livret d'épargne-logement. Ce plan, d'une durée de cinq ans, renouvelable une fois, aurait un plafond de 600 000 francs, avec un dépôt annuel minimum de 6 000 francs. Il serait rémunéré à 6 %, et donnerait droit à un prêt à un coefficient de 2,5 au taux de l'inflation majoré de trois points, sur une durée de quinze ans. L'inscription dans le temps du plan permet à l'entrepreneur un mûrissement de son projet.

Deux mesures fiscales sont nécessaires pour assurer le succès de ce livret. Le titulaire du plan pourrait déduire de ses revenus (dans la limite de 120 000 francs par an) les sommes déposées sur son livret. En second lieu, le taux d'imposition maximum de l'entreprise individuelle, de 59 % actuellement (CSG comprise, mais sans prélèvements sociaux), doit être ramené aux taux d'imposition des sociétés à 33 %. *Tout cela contri*buerait à augmenter les fonds propres et donc l'autofinancement.

Avec ce plan, un ouvrier qui aurait pu mettre 80 000 francs sur un livret disposerait de plus de 280 000 francs de fonds propres. Et un cadre ayant déposé 600 000 francs aurait 1,5 million. Trois cadres s'associant pour créer ou reprendre une affaire disposeraient ainsi de 4,5 millions de francs. Dans ce cas, la reprise peut même concerner une entreprise de production, avec des emplois, du savoir-faire et des services sous-jacents.

Alain Beuve-Méry

Fabriquer des ingénieux

Favoriser l'embauche des jeunes diplômés

TOUT ne s'explique pas par la situation de l'emploi, brutalement devenue difficile pour les jeunes diplômés, mais il est certain que cela a aidé. Depuis la rentrée 1993, l'Institut supérieur du commerce (ISC), une école de commerce qui ne fait pas partie des toutes premières, a conclu des conventions de partenariat pour toutes les options de troisième année avec douze entreprises, dont Rank Xerox, IBM et le Crédit du Nord.

Banal ? Pas du tout. Officiellement, ainsi que le disent les responsables du recrutement ou des relations avec les écoles, dans les entreprises associées, ce type d'accord permet aux professionnels de participer de plus près à l'élaboration de la pédagogie, ainsi mieux adaptée à leurs besoins. En outre, un lien fort s'établit, qui se concrétise par la participation de spécialistes en tant que professeurs, d'autant plus satisfaits de contribuer à l'enseignement que, soulignent Hervé Farret (Rank Xerox) ou Gérard Althusser (IBM), *« les élèves sont tous quelque part de vrais vendeurs, ce qui fait la différence »*.

Mais l'avantage ne se limite pas là, pour Pierre Freidenberg, ancien consultant d'entreprises devenu chargé des relations école/entreprise à l'ISC. Dans cet échange, les étudiants peuvent définir un projet professionnel individuel, validé par des gens de métier. Ils travaillent sur des cas concrets de marketing et découvrent mieux les réalités des entreprises, en même temps qu'ils se constituent un précieux carnet d'adresses. Surtout, *« ils se préparent à l'intégration à l'entreprise »*, grâce à cette relation privilégiée.

Car, en effet, les résultats d'un tel partenariat débouchent aussi sur l'emploi. Comme dans toute grande école où le professeur venu de l'entreprise sert toujours un peu de rabatteur, profitant de ses cours pour détecter les meilleurs éléments. Mais, ici, il dispose également de stages qui deviendront préférentiels, et, compte tenu des conventions signées, ce même professeur pourra favoriser l'embauche. D'autant que le jeune diplômé aura présenté un mémoire sur des sujets opérationnels.

Par voie de conséquence, bien que cela ne soit pas l'objectif premier, l'association améliore les placements par l'ISC et lui donne une position meilleure que celle que lui vaudrait son rang. C'est vrai pour les stages, mais aussi, logiquement, pour les embauches. Un privilège, par les temps qui courent.

« Les écoles sont entrées en économie de marché et doivent avoir une approche marketing pour fournir des gens qui correspondent au marché et aux besoins », commente Pierre Freidenberg. D'où l'idée d'un *« club ou d'un pré-club »* qui peut faciliter *« les cooptations et les cousinages, sachant qu'un recrutement coûte 30 000 francs à une entreprise »*. Dans la période, ajoute-t-il, *« les critères ne tiennent pas qu'à la qualité pédagogique, pour les écoles, mais aussi à leur capacité à placer les étudiants au mieux »*.

Ce discours est bien compris par les entreprises, qui, toutefois, le nuancent. *« Ce qui nous plaît, c'est que vous parlez commerce et que vous ne nous racontez pas de craques »*, répliquent les responsables de recrutement. Grâce à cette formule, disent-ils, *« nous approchons les étudiants de très près, et ce n'est pas, pour nous, une opération de court terme. On peut prendre des options, mais il n'y a pas d'obligation de résultat. On participe à la confection, mais nous ne sommes pas dans une optique de prérecrutement. Ce qui nous intéresse, c'est de nous inscrire dans une nouvelle relation entreprise/école »*. Et pour proclamer leur satisfaction, ils s'écrient : *« Nous fabriquons des ingénieux ! »*.

Alain Lebaube

Mécénat humanitaire

Faire le bien tout en se faisant du bien. Du tout financier à l'« aide multiple », les modes d'action se sont diversifiés

APRÈS le mécénat culturel et le mécénat sportif, voici venu le temps du mécénat humanitaire. Encore un peu balbutiant, le petit dernier, mais d'une richesse certaine. A titre d'exemple, Générale sucrière s'est lancée dans la lutte contre l'illettrisme. Axa a mobilisé son personnel autour de deux causes : la lutte contre la toxicomanie et l'aide aux handicapés. Quant à l'opération « Vacances pour tous à Avoriaz », destinée aux familles défavorisées, elle n'a pu se mettre en place qu'avec l'intervention de différents partenaires : Pierre et Vacances pour la mise à disposition des logements, la SNCF pour les billets, Axa pour l'assurance et Promodès pour la fourniture de denrées alimentaires.

Pendant longtemps, le mécénat humanitaire a consisté essentiellement à signer des chèques. Depuis deux ans, les modes d'action se sont diversifiés. *« On est passé du tout financier à l'aide multiple : prêts de locaux, de matériel, mise à disposition de compétences, mobilisation du personnel... »*, commente Christian Catteau, directeur de l'Institut du développement humanitaire, qui organise, à Paris, du 14 au 16 avril prochain, les premières rencontres internationales des partenaires de l'action humanitaire (Humagora). *« Autre évolution, alors que l'institut recevait presque exclusivement des demandes d'associations. Il fallait rechercher les entreprises susceptibles de répondre à leurs desiderata. On commence à recevoir des appels d'entreprises. Et notre rôle s'inverse*, souligne-t-il. *Nous nous mettons à la recherche d'associations capables de mettre en place les actions déterminées par les entreprises. »*.

S'acheter une bonne conduite

Progressivement, on est passé d'une conception « bonnes œuvres » du mécénat à un véritable outil à la disposition des entreprises. *« Le mécénat humanitaire*, explique Colette Laury, chargée de mission à l'Institut du mécénat, *permet d'améliorer l'image de l'entreprise tant en interne qu'en externe. De valoriser et de motiver les ressources humaines et d'insérer l'entreprise dans son environnement. »* Il ne faudrait pas pour autant, souligne-t-elle, que ces opérations n'aient pour seule vocation de permettre aux entreprises peu scrupuleuses à l'égard de leurs salariés de *« s'acheter une bonne conduite »*. La tentation est grande également de transformer ces actions d'intérêt général en opérations commerciales.

Malgré tout, les démarches spontanées des chefs d'entreprise ne sont pas monnaie courante. *« Ma première préoccupation est de faire tourner ma boutique »*, disent-ils avec une certaine logique. Il arrive parfois qu'un patron pose une colle à l'Institut. Comme celui-ci qui déclara abruptement : *« Je suis d'accord pour faire quelque chose. Mais, à votre avis, je lance l'opération de mécénat humanitaire avant ou après le plan de licenciement ? »* Question intéressante dans le contexte actuel.

Une entreprise qui licencie peut-elle décemment pratiquer le mécénat humanitaire ? Réponse de Christian Catteau : *« Il n'y a pas incompatibilité. Si un chef d'entreprise, après avoir tout essayé, doit diminuer ses effectifs pour assurer la survie de son entreprise, pourquoi ne chercherait-il pas par ailleurs à prendre en charge une partie des problèmes de la société ? »*

Message reçu. Dans cette entreprise, après une réunion houleuse qui a permis de mettre les problèmes à plat, les salariés ont décidé de se mobiliser... contre l'exclusion. De plus en plus, les salariés poussent à la roue. Témoin le cas de Searle, à Evreux. La direction, qui souhaitait associer ses salariés à sa démarche humanitaire, se rend compte après coup qu'elle ne pourra dégager un budget pour ces actions. Elle hésite. Faut-il tout arrêter ? Non. *« Cela m'intéressait et je sentais que les collaborateurs de l'usine ne s'arrêteraient pas à l'aspect budgétaire. Ils avaient manifesté la volonté d'y aller »*, explique en substance le directeur de l'usine, Alexandre Ruiz. Ailleurs, dans un établissement financier en pleine restructuration, c'est un salarié qui pousse sa direction à s'engager dans l'humanitaire. Les salariés auraient-ils choisi cette voie pour exprimer leur désarroi face à une entreprise qui ne les sécurise plus ?

Catherine Leroy

Institut du mécénat humanitaire, a été fondé par Claude Bébéar, président d'Axa, et des membres du club Entreprises et cité, 14, rue de Londres, 75009 Paris, tél. : (16-1) 40-82-14-14.

La fondation Elf mobilise ses employés

MOBILISER les salariés sur des thèmes de générosité, tel était l'objectif de l'opération de mécénat associé lancé au début de l'an dernier par Elf sous l'égide de sa fondation. Trois projets ont été sélectionnés par le groupe pour leur utilité sociale et le sérieux des partenaires associés : Médecins sans frontières et la création de soins mobiles au profit des exclus du système de santé, la Fondation de France et ses « maisons de parents » à l'hôpital, Etudes et Chantiers et le nettoyage des rivières du Grand Ouest par des chômeurs longue durée.

Après une campagne d'information qui a mobilisé à titre bénévole près de 350 personnes au sein du groupe, les salariés ont déposé leurs dons au profit du projet de leur choix dans des urnes placées dans la plupart des établissements. Deux mille personnes ont été directement touchées. Près de 8 millions de francs ont été récoltés en l'espace de dix jours et, comme la Fondation s'était engagée à doubler la mise, c'est près de 1 600 000 francs qui ont été dégagés au profit des associations.

Au-delà de sa portée humanitaire, cette solidarité organisée – l'approche a été initiée par sa filiale Sanofi – ne manque pas d'intérêt. En effet, elle montre que les entreprises sont toujours un ferment de cohésion sociale, au moment où leur image est ternie par la multiplication des plans sociaux.

Catherine Lévi

DOSSIER • Inventeurs acharnés des remèdes anti-crise

Anticiper les retournements de conjoncture

Dans un marché de l'emploi instable, Michel Garcin prône une autre conduite pour les salariés

CRÉER son entreprise ou son emploi comporte souvent moins de risques que d'être salarié, tel est le credo de Michel Garcin, dirigeant du cabinet RDE (Réseau pour le développement de l'entreprise). Selon lui, le salarié est en danger permanent, car il est à la merci d'une décision de son employeur, tandis que tout autre statut – travail indépendant, création d'entreprise, essaimage, employeurs multiples, etc. – serait plus sûr, car l'intéressé dépend alors de plusieurs décideurs.

Derrière le slogan de Michel Garcin, c'est, en réalité, une autre philosophie du travail que cet ancien de Lip veut promouvoir. Les salariés, explique-t-il, ne pouvant plus compter sur un emploi à vie, doivent s'inventer *« leurs propres repères »* et engager des démarches alors qu'ils sont encore bien au chaud dans un emploi stable. Si bien qu'en cas de licenciement cette ouverture leur permettra de rebondir au lieu de subir le traumatisme vécu par ceux qui ne s'y sont pas préparés. Concrètement, RDE opère au sein de grandes entreprises (IBM, Rank Xerox, Digital, par exemple) qui le contactent au moment où elles envisagent la mise en place d'un plan d'adaptation des effectifs. S'il s'agit d'un programme de passage au temps partiel, comme chez Digital, RDE aidera les salariés intéressés à *« bâtir leur présentation, faire un marketing de leurs compétences. Ensuite, on suivra leur projet jusqu'à leur éventuelle création d'entreprise »*, indique Michel Garcin. Pour compenser les heures libérées par le temps partiel, un cadre de chez Digital a ainsi proposé ses services à une entreprise d'insertion. Un autre pourrait tout aussi bien rechercher un second employeur.

La quête de solutions de rechange

Chez Rank Xerox, RDE devait favoriser l'essaimage. Il ne s'agit donc pas d'outplacement parce que les salariés ne sont pas licenciés. Reste que finalement certains quitteront l'entreprise pour éventuellement se mettre à leur compte. Un dégraissage en douceur, en somme, qui permet au salarié d'avoir un pied dedans, un pied dehors, jusqu'à ce qu'il se sente prêt pour le grand saut. *« Cela lui évite d'avoir à franchir tout de suite une marche très haute et lui donne la possibilité de tester sa démarche »*, estime Michel Garcin. Chez Digital, toujours, un cadre à temps partiel avait ainsi réalisé des travaux d'ingénierie pour des collectivités locales avant de quitter son entreprise pour devenir consultant indépendant. *« Tout cela s'est passé très progressivement »*, insiste Michel Garcin.

Reste que cette démarche n'est pas non plus dénuée de risques. Tout le monde n'a pas le profil d'un créateur d'entreprise, surtout quand cela concerne des personnes qui ont longtemps été salariées. Ce qui suppose une sélection rigoureuse des projets, loin du discours en vogue ces dernières années qui tendait à faire croire que chacun pouvait créer son propre emploi. Combien se sont lancés sans avoir suffisamment réfléchi et surtout sans un accompagnement qui doit perdurer après la création de l'entreprise ?

De plus, dans la conjoncture économique actuelle, la bagarre est rude pour trouver des marchés et les tarifs se négocient âprement. Sans compter les faux essaimages ou le faux travail indépendant que l'on a vu surgir. Michel Garcin ne nie pas ce risque quand il dénonce cette *« aberration »* : des sociétés de transport routier ont demandé à leurs chauffeurs de travailler pour elles, mais à leur propre compte, et en achetant leur propre camion.

Au-delà, on peut se demander si RDE, par ses actions, ne tend pas à favoriser l'éclatement du monde du travail et la précarité. *« L'éclatement du monde du travail existe déjà,* rétorque Michel Garcin. *Je ne fais pas l'éloge de la précarité, mais l'éloge des solutions à mettre en place pour y faire face. Ce travail d'adaptation aurait dû être fait régulièrement, même durant les « trente glorieuses ». Mais, dans ces années-là, c'est, au contraire, la fidélité des salariés à l'entreprise que l'on recherchait. »*

Francine Aizicovici



L'ambition du Nord

Une union patronale se métamorphose pour redynamiser le tissu économique local

« *JE ne regrette pas d'avoir tenté de créer mon entreprise en pleine crise. Paradoxalement, c'est une bonne période pour se lancer. Pourquoi ? Mais parce que les autres ralentissent !* » Sous la boutade, la réussite. Et beaucoup d'optimisme. C'est sur la zone d'activités de Tourcoing, dans les locaux d'une ancienne filature, que Jean-François Portié, un cadre commercial victime d'un licenciement économique, a engagé son pari. Il y a implanté ACTN (Assemblage-création-tubes du Nord), une usine de montage et de peinture pour cycles. Démarrée avec quatre salariés en 1990, l'entreprise en compte trente aujourd'hui, avec Decathlon pour principal client.

« Je me suis senti bien seul pour lancer mon projet, reconnaît aujourd'hui Jean-François Portié. *Mais je n'ai jamais hésité à m'entourer de conseils »*. Pour les obtenir, il est allé frapper à la porte de la Maison des professions implantée à Marcq-en-Barœul au cœur de la métropole lilloise. Bien lui en prit. Non seulement il y fut conseillé, guidé dans ses démarches, mais la cellule économique monta avec lui l'ensemble du projet, trouva les locaux et assure aujourd'hui le suivi de la jeune PME.

Le chemin pris par ACTN, nombre de petites sociétés l'ont parcouru avant lui. Car la Maison des professions – 200 personnes dont 80 cadres – se veut avant toute chose un acteur du développement. Plate-forme de services et d'accompagnement, regroupant 1 500 adhérents, elle est en contact aujourd'hui avec quelque 4 000 entreprises et environ 30 professions dans la région du Nord-Pas-de-Calais. Ambition affichée : redynamiser le tissu économique local après le naufrage de ses industries traditionnelles. Faire que la région redevienne, grâce à ses atouts géographiques et humains, une *« entité de tout premier ordre »*.

C'est dans la discrétion que travaille cette organisation créée au milieu des années 30 et qui n'a de « patronale » que le nom. Atypique est, en effet, sa démarche, très loin de l'institutionnel, et qui fait que, de Paris, le CNPF la considère, au pis comme une dissidente, au mieux comme un prototype de la manière positive dont peut évoluer une organisation patronale.

Projets dormants

Que propose-t-elle aux chefs d'entreprise, grâce au maillage qu'elle a tissé en jouant le rôle d'interface avec les acteurs locaux économiques, politiques, universitaires et les milieux de la recherche ? Des services. Comme le dit le président de son directoire, Jean-Pierre Guillon, *« c'est de services, du conseil, que les entreprises ont besoin aujourd'hui, ce qui a été oublié. En premier lieu, il faut les aider à comprendre, grâce à des outils appropriés, la formidable mutation dont elles sont l'objet à travers leur environnement »*.

Les résultats liés à cette stratégie résolument volontariste sont là. En s'appuyant sur ses réseaux, en privilégiant systématiquement l'action sur le terrain et l'approche micro-économique, en cultivant l'initiative, c'est la création, le développement, l'accompagnement d'entreprises qui sont privilégiés. De même que la détection de projets dormants et le reclassement personnalisé des salariés.

Trois exemples récents ou en cours témoignent de la volonté de changer l'ordre des choses. Parce que, accaparés par le quotidien, les dirigeants des PME-PMI *« gardent dans leurs cartons de bonnes intentions de développement »*, parce qu'ils se heurtent à des difficultés humaines, financières et intellectuelles. Des cadres expérimentés, préretraités bénévoles, ont été mis *« sur la route »* par la Maison pour repérer des projets dormants sur le secteur de Lille-Roubaix-Tourcoing puis aujourd'hui sur l'ensemble de la région. *« En un an, 900 emplois pérennes ont été créés à travers ces projets qui ne demandaient qu'à éclore »*, affirme Jean-Pierre Guillon.

Caractéristique de ce porte-à-porte : la Maison des professions est allée rechercher la demande exprimée directement auprès de l'entreprise, à la base, ne se contentant pas de lui envoyer une lettre-circulaire passe-partout à caractère administratif. Une approche micro-économique qui a fait la différence.

Autre exemple : celui des transitaires, une profession mise hors jeu par l'Europe et la libéralisation des échanges. En une douzaine de mois, 1 300 dossiers individuels ont été instruits par l'équipe de reclassement. Un travail de fourmi qui a permis à 60 % d'entre eux d'être reclassés.

Autre exemple : l'opération « Cap sur l'avenir ». Là encore, la démarche a été inversée. Plutôt qu'une grand-messe solennelle, une trentaine de cadres demandeurs d'emplois, connaissant bien les rouages internes du monde de l'entreprise, ont pris leur bâton de pèlerin. En deux mois – l'opération est encore en cours –, ils ont « décroché » près de 4 000 contrats de qualification pour des jeunes en entreprises. Cinq cents de ces contrats se sont transformés en embauches fermes. *« Des fonctionnaires raisonnant en termes macro-économiques – de l'ANPE pour ne pas la nommer – auraient-ils obtenu le même résultat ? »*, interroge ingénument l'un des conseillers de la Maison des professions.

Originalité et optimisme

L'originalité – et l'optimisme – de l'expérience lilloise ? *« Elle tient au fait que nous ne considérons pas l'entreprise sous un simple numéro du code APE cher à l'INSEE,* souligne-t-on ici. *Les entreprises appartiennent à plusieurs familles culturelles. Aucune ne se ressemble. Ce qui induit qu'il faut réinventer tout le système d'approche »*, résume Jean-Pierre Guillon. Aussi n'est-ce pas un hasard si, depuis une dizaine d'années, la COFREMCA, observatoire des transformations de la société française, collabore avec la Maison de Lille, *« une organisation patronale qui a complètement muté »*, comme le dit, en spécialiste, son directeur, Patrick Grave.

Jean Menanteau

LIBRAIRIE

Comprendre l'entreprise

ENCORE un livre sur l'entreprise ? Certes. Mais celui-ci offre l'avantage d'être clair et synthétique et de ne pas s'adresser qu'aux seuls spécialistes. Conçu comme un outil pédagogique, destiné notamment aux étudiants de classes préparatoires et de premier cycle universitaire, il est fidèle à l'esprit de la collection « CIRCA » des éditions Nathan. Son objet n'est donc pas, ici, de prétendre donner une recette infaillible de réussite aux entrepreneurs, mais bien de fournir tous les éléments qui permettent de se forger sa propre opinion sur le rôle économique et social d'une entreprise aujourd'hui et d'en comprendre le mode de fonctionnement.

L'ouvrage a pour ambition, selon les auteurs, *« d'expliquer comment les individus qui travaillent dans les entreprises tentent de remplir, plus ou moins bien, les fonctions de gestion et de direction ; quels sont leurs objectifs, leurs contraintes, leurs motivations, leurs modes de raisonnement, leurs comportements »*. « Théories économiques », « L'entreprise et son environnement », « Organisation et gestion » : les trois parties structurent l'essentiel de l'ouvrage. Avec une dernière partie consacrée au thème « Entreprise et société », car l'entreprise n'est pas seulement un lieu où sont produites les richesses. *« Elle est également,* soulignent les auteurs, *celui où se distribuent les revenus, les pouvoirs et les honneurs. »* En bref, *« un lieu où se fixent et se jouent, en partie, les statuts sociaux »*.

► ***Comprendre l'entreprise. Théorie, gestion, relations sociales*, de Tony Alberto et Pascal Combemale. Collection « CIRCA Nº 28 ». Editions Nathan : 9, rue Méchain, 75014 Paris. 256 pages, 62 francs.**

Le guide des organismes de formation

■ Près de 23 500 organismes de formation se partagent aujourd'hui, en France, un marché évalué à quelque 39 milliards de francs. Comment *faire pour se retrouver dans* cette jungle ? Destiné aux directeurs des ressources humaines (DRH) et aux responsables de formation, le guide *Vecteur 94* vient d'être publié par MM Editions, société spécialisée dans l'édition de guides professionnels. Au total, la onzième édition de ce *Who's Who* de la formation, présentée sous la forme d'un classement par domaines et de fiches d'identité, a été enrichie et présente 400 organismes sélectionnés comme étant *« les plus significatifs »*.

► ***Vecteur 94*. « Le guide professionnel des organismes de formation », édité par MM Editions, 31-35, rue Gambetta, 92150 Suresnes. 286 pages, 290 francs.**

ÉCHOS

Colloque sur les plans sociaux

■ La revue *Droit social* organise sous la direction de Jean-Jacques Dupeyroux, un colloque sur les plans sociaux, le jeudi 3 février 1994 au Palais des congrès, porte Maillot. La matinée sera consacrée à la conception du plan social, sous la présidence de Rose-Marie Van Lerberghe, directeur général des relations humaines, groupe BSN, avec pour intervenants Gérard Couturier, Jean-Emmanuel Ray, Pierre-Yves Verkindt. L'après-midi sera consacré au contrôle du plan social, avec comme intervenant Philippe Waquet, conseiller à la chambre sociale de la Cour de cassation, Dominique Balmary et François Gaudu.

► **Renseignements complémentaires : tél. : 46-34-10-30.**

Un livre pour l'emploi

■ Les éditions Challenges d'Aujourd'hui lancent une opération baptisée « Un livre pour l'emploi ». Cette collection a pour objet de mettre les talents d'écriture d'auteurs au service de l'emploi. Ecrivains et auteurs non professionnels, dont les demandeurs d'emploi sont invités à faire parvenir leurs projets d'ouvrages et leurs manuscrits (hors autobiographies) du 15 janvier au 31 mars 1994 aux éditions Challenges d'aujourd'hui. Cette opération a le soutien de l'ANPE et de l'APEC. Une fois lus et sélectionnés par un comité de lecture, les manuscrits choisis seront publiés. Sur chaque ouvrage vendu à 79 francs, une partie des marges dégagées (5 francs) par la vente de ces ouvrages alimentera un fonds d'aide à la création d'entreprise géré par l'ADIE (Association pour le droit à l'initiative économique).

► **Challenges d'aujourd'hui (diffusion Hattier), 4, allée Didier-Daurat 94550 Chevilly Larue. Tél. : 45-47-46-43.**

La formation des adultes peu qualifiés

■ L'Association nationale pour la valorisation interdisciplinaire de la recherche en sciences de l'homme et de la société auprès des entreprises (ANVIE) organise le 9 février 1994, au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, une journée de travail sur le thème : « Réapprendre : la formation des adultes peu qualifiés ». En présence de nombreux participants dont Bernard Decomps, directeur général de la recherche au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, Daniel Atlan, direction des affaires sociales et du développement régional chez Usinor-Sacilor, Dominique de Calan, secrétaire général de l'UIMM...

► **Renseignements : Philippe Cabin, ANVIE, Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail, 75006 Paris, tél : 49-54-21-16. Carré des sciences, amphithéâtre Stourdzé, 1, rue Descartes, 75005 Paris.**

RÉINSERTION

Reclasser ses licenciés

L'expérience limousine de RVI-Développement : un premier bilan maigrelet

« FAVORISER des implantations nouvelles, assister des entreprises en développement, s'associer aux efforts économiques des collectivités locales. » Telles sont les missions de Renault-VI-Développement, la structure commando créée par RVI (Renault véhicules industriels) pour aider à pallier les pertes d'emplois dans les régions où la firme procède à des « *ajustements d'effectifs* ».

Dix-huit mois, c'était le délai fixé au rodage du dispositif dans une région test, le Limousin. Daniel Sudour, directeur de la structure, est venu à Limoges dresser un premier bilan avant de passer à l'étape suivante : la généralisation des interventions dans les autres régions d'implantation du groupe.

Prospection en France et à l'étranger

Les réductions d'emplois RVI ont été générales. De 36 000 salariés voici quinze ans, l'effectif est actuellement de 16 000, dont la moitié en région lyonnaise (Vénissieux et Saint-Priest), l'autre moitié à Blainville (Calvados, 3 400), Annonay (Ardèche, 1 800), Limoges (1 000), Bourg-en-Bresse (1 000), Saint-Etienne (450), Suresnes (400). Pour 1994, le PAC (plan d'amélioration de la compétitivité) prévoit 1 423 nouveaux départs.

Le site de Limoges n'est, cette fois-ci, pas touché. Mais il l'avait été durement auparavant : en dix ans, il a perdu près des deux tiers de ses effectifs. D'où le choix du Limousin pour roder la nouvelle structure et en élaborer la méthode. Bases de cette méthode, exposées par Daniel Sudour : le développement d'un tissu de relations, déjà bien élaboré du fait des collaborations industrielles développées par RVI au fil des ans et de son réseau de sous-traitance, des actions de prospection tous azimuts en France et à l'étranger, des conventions de partenariat sur des projets industriels qui semblent tenir la route.

L'appui de Renault-VI-Développement peut alors prendre plusieurs formes successives. D'abord l'aide au montage des projets (appui technique, recherche de financements publics et privés), ensuite l'aide matérielle à l'implantation (RVI Limoges a pour sa part des locaux industriels inoccupés). Enfin, l'aide financière, soit par des subventions au prorata des emplois créés, soit sous forme de bonifications de taux d'intérêt. L'engagement financier de la société restant subordonné à l'obtention préalable d'aides publiques.

Pour l'expérimentation limousine, une dotation financière de 10 millions de francs a été consentie par RVI. Cinquante-neuf projets lui ont été soumis. Après examen, la moitié environ a été retenue, dont dix sont parvenus à l'étape de la signature de conventions dans les secteurs du prêt-à-porter, de l'emballage, du transport, du traitement de l'eau. Ce qui signifie, fin 1993, une quarantaine de créations d'emplois effectives. Les projets actuellement en cours d'étude pourraient, s'ils débouchent sur de nouvelles signatures, entraîner dans les mois à venir la création cumulée de 268 emplois. « *Il s'agit bien d'emplois nouveaux,* insiste Daniel Sudour ; *ce qui exclut les opérations de sauvetage d'entreprises en difficulté.* »

Cultiver le terrain régional

C'est une hypothèse optimale. Face aux réductions d'effectifs de la décennie passée, le chiffre reste bien maigrelet. Ces dix-huit mois d'existence ont mis en lumière les nombreuses difficultés de l'entreprise. Par temps de crise, les projets créateurs d'emplois se font rares et la concurrence particulièrement féroce. Toutes les régions font aujourd'hui du démarchage pour attirer des nouvelles firmes. Certaines régions d'Europe, l'Irlande, l'Ecosse, le Portugal par exemple, jouent avec acharnement la carte de l'accueil aux délocalisations. Les efforts de démarchage de Renault-VI-Développement à l'étranger n'ont pas donné de résultats concrets.

La leçon que tire Daniel Sudour de cette année et demie d'activité, c'est que le terrain à cultiver de façon privilégiée reste celui du développement local. Les projets limousins ont fait plus de la moitié des conventions signées ; 60 % pour des développements, 40 % pour des créations d'entreprises nouvelles. Et la structure, forte de cette première expérience régionale, va en 1994 être étendue aux régions Rhônes-Alpes et Basse-Normandie.

Georges Chatain

TRIBUNE

Les bâtisseurs d'emplois

par Jacques Brohand

LE législateur a voulu, par l'ordonnance du 22 février 1945 et par la loi du 16 avril 1946, que le personnel des entreprises atteignant cinquante salariés soit représenté par des comités d'entreprise, et, depuis leur création, ceux-ci ont joué un grand rôle. En premier lieu, il faut leur reconnaître l'importance des informations économiques qui y sont données et qui permettent une meilleure connaissance des problèmes de l'entreprise, mais il y a eu aussi tout le développement des activités culturelles et sociales, souvent sous la dynamique des élus, qui, entre autres, ont permis aux salariés de se rencontrer dans d'autres contextes et de créer des liens... Ainsi, nombre de militants syndicaux, élus dans les comités d'entreprise, gèrent au mieux des prestations et les redistribuent à leurs mandants que sont les salariés.

Pour la constitution de ces comités, et pour leur renouvellement tous les deux ans, toutes les organisations syndicales peuvent présenter des candidats. Pour avoir le plus grand nombre d'élus et, si possible, la majorité au comité, le programme présenté aux salariés doit être le plus attractif possible. Ceci ne favorise-t-il pas le repli des délégués et des salariés sur leurs propres intérêts et ne contribue-t-il pas à les renfermer sur un égoïsme du « toujours plus », au lieu de favoriser une réelle et concrète ouverture sur un monde qui se développe, celui des « sans emploi » ?

Or, syndicaliste, je pense que le mouvement syndical a principalement pour vocation la solidarité, la solidarité dans l'entreprise, mais aussi bien au-delà. Alors, pourquoi les comités ne s'investiraient-ils pas dans la recherche de solutions à cette crise de l'emploi, au lieu d'être des « banquiers du social », redistribuant les subventions versées par les employeurs. Les comités d'entreprise des grosses sociétés disposent de moyens financiers et matériels importants. Ceci nous amène à nous interroger sur leur rôle, et sur celui de leurs élus, dans la lutte contre le chômage.

Regardons ici la réalité de notre époque, où l'entreprise a trop souvent recours à des licenciements, et où l'on retrouve beaucoup de salariés privés de leur travail et donc de leur rémunération, mais aussi, pour ceux qui sortent de grandes entreprises, privés de toutes les prestations qui leur étaient redistribuées par le comité d'entreprise (colonies de vacances, voyages, fêtes des mères, etc.).

Pendant ce temps et face à cette situation de chômage, des « associations intermédiaires », comme l'ASEC, située sur Colombes, et regroupant Asnières, Bois-Colombes et La Garenne-Colombes, communes des Hauts-de-Seine – département, dit-on, le plus riche de France – et bien d'autres, ont vu le jour. Elles accueillent ces salariés, devenus chômeurs, qui se retrouvent seuls dans leurs démarches, et elles prennent bien souvent le relais des services publics (ANPE, etc.).

La démarche des « bâtisseurs d'emplois » que sont ces hommes et ces femmes, issus de milieux de sensibilités différentes, mais qui unissent leurs efforts au sein de ces « associations intermédiaires » pour faire reculer le chômage, peut être efficace, car elle vient de l'extérieur, se situe en dehors des structures habituelles (syndicats, partis politiques...). De plus, nos « associations intermédiaires » sont en prise directe avec les problèmes concrets, elles ont l'avantage de la proximité.

ALORS, comment pouvons-nous avancer ? Il serait souhaitable que ces « associations intermédiaires » frappent à la porte des comités d'entreprise pour les inviter à contribuer à plus de solidarité. A titre d'exemple, il est possible de créer de nouvelles activités permettant le développement de l'emploi : pourquoi pas le chèque-repassage, le chèque-raccommodage, le chèque-garde des enfants ou des personnes âgées ou handicapées, etc., comme il existe le chèque-repas, le chèque-vacances ?

Comment faire ? Je pense que nous avons, ensemble, la capacité de faire des propositions de cette nature aux comités d'entreprise, après les avoir recensés, en leur demandant un rendez-vous, en leur présentant une brochure, en leur exposant notre démarche... Pourquoi pas lors d'une réunion de leur comité, ce qui permettrait à bon nombre de ces élus – je le rappelle, tous syndicats confondus – d'ouvrir le débat sur l'emploi dans la cité. Nous avons la liberté de nous exprimer et d'agir, car nous ne sommes liés ni à des élections, ni à un pouvoir quelconque, ce qui nous simplifie la tâche pour intervenir.

Ma réflexion sur l'interpellation de l'ensemble des élus des comités d'entreprise devrait permettre des contacts et peut-être une réelle prise en charge des problèmes du chômage dans la cité. Les élus des comités d'entreprise ont aussi leur part de responsabilité. Comme pour l'entreprise patronale, ils doivent se servir de leur rôle de syndicalistes, et de « patrons », à la place qui est la leur ; en effet, souvent, la gestion des grands comités (Renault, EDF, banques, etc.) s'apparente à la gestion de vraies entreprises.

Les démarches des uns et des autres doivent permettre de rendre les salariés solidaires, acteurs, partenaires dans la lutte contre cette « maladie honteuse » qu'est le chômage. Notre société des « sans emploi » doit retrouver espoir et dignité.

► Jacques Brohand est syndicaliste CFDT à Renault-Billancourt et membre de l'ASEC.

FORMATION

La difficile relance de l'apprentissage

L'offre a-t-elle l'ampleur escomptée ?

MALGRÉ bien des efforts, la relance de l'apprentissage tarde à se traduire dans les faits. Où sont donc les obstacles ? On parle beaucoup du rejet persistant de certains métiers par les jeunes, principalement dans le bâtiment et les « métiers de bouche », où des offres restent en souffrance. Mais est-ce seulement à ces refus que l'apprentissage doit de piétiner ? A écouter ceux qui, sur le terrain, tentent de le promouvoir, missions locales et autres organisations d'insertion, on voit apparaître d'autres types de freins. Cergy-Pontoise, dans le Val-d'Oise – une ville nouvelle qui regroupe onze communes et près de 150 000 habitants –, en est un exemple.

Tout d'abord, le refus n'est pas le seul fait des candidats apprentis. Un jeune de dix-huit ans – français d'origine algérienne – a vu, en septembre dernier, son apprentissage tourner court sous l'effet du racisme ordinaire. Omar suivait un parcours PAQUE (préparation active à la qualification et à l'emploi) et s'était dans ce cadre construit un projet professionnel, confirmé par plusieurs stages en entreprise. Il allait devenir carreleur. « *Après avoir passé une quarantaine de coups de fil,* raconte Odette Darquin, directrice de l'IFCH, l'organisme de formation qui suivait le jeune homme, *il trouve enfin un artisan prêt à l'accueillir et s'inscrit en centre de formation d'apprentis (CFA).* » Suivent « *huit jours de compagnonnage réussis* » avec le maître d'apprentissage, mais soudain le contrat est rompu. « *Une cliente accuse Omar d'avoir volé son sac et fait un scandale à propos de* « cet étranger dont la tête ne me revient pas. » La dame retrouve son sac, qu'elle avait simplement rangé dans un endroit inhabituel, mais « *le mal est fait* » : tout en disant sa confiance en Omar, l'artisan refuse de le reprendre. Des collègues lui ont confié avoir eu le ce genre de problème, et il craint de perdre des chantiers... A ce jour, malgré tous les efforts d'Omar (prêt à se déplacer en Ile-de-France), et en dépit des démarches d'Odette Tarquin et jusque auprès de Jean Paquet, président de l'Assemblée permanente des chambres de métiers, le cas n'est pas réglé. « *L'apprentissage est-il fermé aux jeunes qui ne sont pas français de souche ?* s'interroge la directrice de l'IFCH. *Si l'artisan a confiance en ses ouvriers, ne peut-il rassurer ses clients ?* »

Pas assez de maîtres

Mais les principales difficultés auxquelles se heurtent les responsables de la mission locale de Cergy sont d'un autre ordre. Elles tiennent, par exemple, au fait que les CFA ont un fonctionnement rigide hérité du modèle scolaire : l'année y débute en automne. A telle enseigne qu'il est impossible à ce jour de démarrer un apprentissage à un autre moment de l'année. L'équipe de la mission locale s'en arrange tant bien que mal en organisant des parcours de préparation : temps de sensibilisation et de mise à niveau, stages en entreprises... Mais un tel archaïsme complique sa tâche et constitue un frein.

Autre problème : « *Nous avons plus de jeunes prêts à se lancer dans cette voie que de maîtres d'apprentissage disponibles,* se désole Danielle Feuille, la responsable. *Cette année, il nous est resté une quarantaine de demandes non satisfaites, notamment cinq en mécanique auto, trois en carrosserie, trois en coiffure et six en vente.* » Certains candidats employeurs ont-ils, en revanche, attendu vainement l'apprenti qu'ils demandaient ? Non. A trois exceptions près : deux dans le domaine du gros œuvre de bâtiment et une en coiffure, liée à l'isolement géographique de l'artisan concerné et à son refus d'accepter quelqu'un de plus de dix-huit ans. Le patient travail de conviction mené auprès des jeunes a payé : même des apprentissages pénibles en cuisine, en boulangerie ont fini par trouver preneurs. Au total pourtant, seulement 36 jeunes ont pu trouver un maître d'apprentissage pour l'année 1993-1994...

Cette situation surprend : n'entend-on pas constamment évoquer une réalité inverse ? Il se trouve qu'à Cergy on a pris au sérieux l'appel à développer l'apprentissage. En septembre dernier, une semaine de promotion y a été organisée par la mission locale, avec la participation de nombreux organismes professionnels, de plusieurs CFA et de l'éducation nationale : installé au cœur de l'important centre commercial des Trois-Fontaines, un stand donnait en permanence des informations sur les métiers, les filières de formation, les offres disponibles, proposait des visites de CFA et la rencontre de maîtres d'apprentissage. L'impact a été important et les inscriptions ont progressé.

Les déceptions qui ont suivi amènent à s'interroger sur l'ampleur réelle du vivier d'intégration professionnelle que représente l'apprentissage. Certes, la crise est cause d'une réduction de l'offre (en 1992-1993, 49 jeunes au lieu de 36 avaient trouvé un maître d'apprentissage à Cergy). D'autre part, l'extension de la formule à de nouveaux métiers ne fait que commencer. Les jeunes placés cette année l'ont été pour la plupart dans les secteurs traditionnels : mécanique, peinture, coiffure, cuisine, vente... Les deux seules nouveautés ont concerné le secrétariat, grâce à la possibilité offerte à ceux qui ont un niveau bac de préparer un bac professionnel et un BTS, et le travail des espaces verts.

Bientôt devraient s'ouvrir des filières de préparation aux métiers de l'animation et du sport de plein air. Plus attractifs, ils contribueront certainement à redorer le blason de l'institution. En résultera-t-il pour autant un nombre appréciable d'emplois ? Le premier obstacle à lever est la barrière d'âge qu'opposent à tout recrutement un grand nombre de maîtres d'apprentissage. Il est en effet actuellement difficile de faire accepter des jeunes de plus de dix-huit ans ; ils sont « *moins souples* », dit-on, mais aussi et surtout un peu moins bon marché, puisque la rémunération des apprentis croît avec l'âge.

Marie-Claude Betbeder

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE S.A.
Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction : Jacques Guin, Isabelle Tsaïdi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Télex MONDPUB 634 128 F
Téléfax : 46-62-98-73. - Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11
Microfilms : (1) 40-65-29-33

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-29-04-56

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

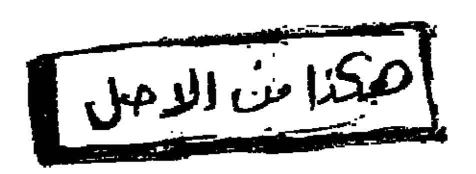
TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.
Vous renseigner auprès du service abonnements.
ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS = pending) is published daily for $ 892 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER : Send address changes to IMS of NY Box 1518, Champlain N.Y. 12919 - 1518.
Pour les abonnements souscrits aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach. VA 23451 – 2983 USA

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT
401 MQ 01 — PP Paris RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : ______ Prénom : ______
Adresse : ______
______ Code postal : ______
Localité : ______ Pays : ______
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie



CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de la réalisation du projet de marché financier régional de l'UMOA, la BCEAO envisage de recruter, pour une durée de deux ans : un macroéconomiste, un juriste et un informaticien, ressortissants des Etats membres de l'Union Monétaire Ouest-Africaine (Bénin, Burkina, Côte-d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Sous l'autorité d'un directeur de projet, l'équipe, basée à Dakar, sera chargée de l'élaboration de tous les textes réglementaires de la Bourse régionale, de la définition des procédures du marché financier ainsi que de l'implantation, tant au niveau du lieu de localisation de la Bourse régionale que dans les différents Etats, de l'ensemble du dispositif technique. Les dossiers de candidature constitués d'une lettre manuscrite, du curriculum vitae et des copies légalisées des diplômes et des certificats de travail devront parvenir directement, au plus tard le 15 février 1994, à l'adresse suivante : M. le gouverneur de la BCEAO, 1, avenue Abdoulaye FADIGA, BP 3108 DAKAR (Sénégal).

MACRO-ECONOMISTE réf. LM 1

Fonction

Cette personne qui assistera le Directeur du projet, aura pour mission :

– Suivi et connaissance générale du dossier, aussi bien dans sa phase de montage que dans celle de démarrage de la Bourse régionale des valeurs mobilières.

– Missions d'explication et de formation dans les différents pays de l'Union : organisation institutionnelle, actions commerciales, choix fondamentaux.

– Animation de cycles de formation à l'intention des opérateurs commerciaux et institutionnels.

– Suivi de l'implantation des teneurs de comptes, des courtiers et de la Bourse régionale des valeurs mobilières : vérification du respect des règles techniques, financières et déontologiques définies par les procédures d'habilitation à la fonction de teneur de compte et/ou de négociateur.

Formation

– Diplôme de 3e cycle universitaire (DEA, DESS ou tout diplôme équivalent) en gestion, économie ou école de commerce.

Spécificités

– connaissance en analyse financière, comptabilité.
– maîtrise des logiciels de traitement de textes.
– connaissance souhaitée des procédures boursières.

Expérience

– expérience professionnelle de 3 ans minimum dans un cabinet ou un bureau d'études.

JURISTE réf. LM 2

Fonction

– le juriste au sein de l'équipe aura pour mission :

– Etat des lieux de la législation des valeurs mobilières dans la zone UMOA : droits des porteurs, forme des titres, transmission des droits de propriété...

– Capacité de proposition d'évolution des textes et de suivi des évolutions proposées, tant au niveau régional que de celui de chacun des pays éventuellement,

– Rédaction de nouveaux textes : convention de compte, statut des intervenants, procédures d'habilitation des intervenants...,

– Suivi des aspects légaux du dossier : statut de la Bourse régionale des valeurs mobilières et de son personnel, statut des antennes locales de cotation, audit des contrats divers (assurance, travail...),

– Identification des problèmes légaux éventuels, cohérence des textes, cohérence des législations nationales, blocages institutionnels,

– Vérification de la coordination entre les différents textes légaux et réglementaires : Code de Commerce, Code Civil, Loi sur les sociétés commerciales, Loi Bancaire, textes régissant l'Union monétaire Ouest-Africaine (UMOA) et l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA).

Formation

– diplôme 3e cycle (minimum DEA, DESS ou tout diplôme équivalent...) en droit privé.

Spécificités

– bonne connaissance en droit des affaires,
– bonne connaissance de l'environnement juridique général de la zone UMOA,
– connaissance des standards et règles internationales en matière de valeurs mobilières,
– expérience souhaitée en droit international public applicable aux institutions internationales et fonctionnaires internationaux.

Expérience

– expérience professionnelle minimale de 3 ans.

INFORMATICIEN réf. LM 3

Fonction

L'informaticien aura pour tâches :

– Etude préalable du système d'information de la Bourse des valeurs.
– Réalisation d'applications ou participation à l'adaptation de progiciels (participation aux tests, recettes et implantations sur le site de la Bourse régionale).
– Maintenance des applications ou progiciels en liaison avec les évolutions éventuelles.
– Définition d'un cahier des charges du matériel informatique et participation à la mise en place des équipements des sites central et périphériques de la Bourse.
– Etat des lieux et appréciation du niveau d'informatisation des banques de la zone.
– Définition et évaluation des coûts des moyens logiciels et matériels nécessaires aux teneurs de comptes et négociateurs.
– Participation à la formation des utilisateurs.
– Etat des lieux du réseau de télétransmission de données entre les différents pays de la zone et identification des évolutions nécessaires.

Formation

– Grande Ecole d'Ingénieur
– D.E.A. ou Maîtrise

Spécificités

– Connaissances méthode de conception MERISE.
– Connaissances en réseaux informatiques.
– Connaissances des systèmes d'exploitation de mini et moyens ordinateurs.
– Connaissances micro-informatiques.
– Connaissances en audit informatique souhaitées.

Expérience

– Conception et conduite de projet informatique, pendant trois années au moins, en milieu financier de préférence.

La filiale d'un important Groupe, d'envergure internationale, positionné sur le secteur des Télécommunications, recherche pour développer son activité dans le secteur des Mobiles en Pologne :

L'adjoint de son directeur technique

Ses missions :
Prendre la responsabilité du centre OMC : organisation d'un service permanent, gestion du réseau, analyse des indicateurs de service ; assurer la maintenance et l'exploitation du réseau : infrastructures, sites, gestion des consignes de sécurité ; gérer les équipes d'exploitants et le budget de cette activité.

Son profil :
Ingénieur Grandes Ecoles, spécialisé en Télécommunication, le candidat retenu aura acquis une expérience de plusieurs années dans l'exploitation de Réseaux de Télécommunication. Ce poste, basé à **VARSOVIE** nécessite une parfaite maîtrise du polonais, ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais. Votre réussite dans ce poste sera un tremplin pour de plus amples responsabilités.

OSMOR



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous réf. A4 02 01 à notre Conseil, Madame Claude Favereau
FAVEREAU CONSULTANTS
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

FAVEREAU CONSULTANTS

Wir sind eine international bekannte Unternehmensgruppe mit ca. 20.000 Beschäftigten. Einer unserer wichtigsten Bereiche befaßt sich mit der Herstellung von technischen Papieren (Industriepapieren). Dieser Bereich erwirtschaftet mehrere Milliarden Francs. Im Zuge des Ausbaus unserer deutschen Tochtergesellschaft

Verkaufsdirektor

in Süddeutschland

Er berichtet direkt an den Geschäftsführer der Tochtergesellschaft und bestimmt zusammen mit ihm die Vertriebspolitik. Er ist verantwortlich für die Steuerung und Motivation der Vertriebsmannschaft (12 Personen) und ist Hauptansprechpartner für unsere Kunden in Deutschland, Österreich und der Schweiz. Seine Umsatzverantwortung beträgt 150 Mio. DM. Die anspruchsvolle Technik unserer Produkte erfordert eine hohe Sachkompetenz bei der Festlegung der Pflichtenhefte, die in enger Zusammenarbeit mit den technischen Verantwortlichen unserer Abnehmer erstellt werden.

Um sich in die technischen Besonderheiten einzuarbeiten und um die Strukturen im internationalen Bereich kennenzulernen, wird der Bewerber während der Anfangszeit in der Zentrale in Paris tätig sein. Für diesen Zeitraum sind ein bis zwei Jahre vorgesehen, abhängig von der jeweiligen Berufserfahrung. Um den Bewerber möglichst rasch in das operative Geschäft zu integrieren, wird er während dieser Zeit auch für ein bestimmtes Exportgebiet zuständig sein.

Der ideale Kandidat ist 35 bis 45 Jahre alt, ist gebürtiger Deutscher mit Deutsch als Muttersprache, hat eine Hochschulausbildung und verfügt über nachweisbare Erfolge im Vertrieb von technischen Produkten. Motivationsstärke im Team und Verhandlungsgeschick gegenüber unseren Kunden zeichnen ihn aus. Er ist akzeptierter Gesprächspartner für Einkäufer und technische Verantwortliche unserer Abnehmer.
Unabdingbare Voraussetzungen für diese Aufgabe sind exzellente Französisch- und Englischkenntnisse. Die beruflichen Entwicklungsmöglichkeiten innerhalb unserer Unternehmensgruppe sind interessant. Der Firmensitz liegt in Süddeutschland

Bitte senden Sie -in französish- Ihren Lebenslauf, ein handgeschriebenes Anschreiben und Ihre Gehaltsvorstellung unter Kennziffer 328 A/LM an Herrn Jean du Boucher, PSYNERGIE, 2 rue Saint-Thomas d'Aquin, 75007 PARIS, FRANCE.

EURO RSCG CARRIÈRES

PSYNERGIE PARIS-MARSEILLE MONTPELLIER TOULOUSE-LYON

Entreprise de dimension internationale, leader sur son secteur, recherche, dans le cadre du développement de son offre réseaux internationaux, des

Architectes Réseaux

Ingénieur, vous avez acquis une expérience en conception et/ou en administration de réseaux d'entreprises. Vous disposez de solides compétences techniques et d'une bonne connaissance des offres et produits des opérateurs et constructeurs. Vous possédez de bonnes qualités relationnelles et une bonne maîtrise de l'anglais.

*Les postes sont basés en **Allemagne** et **Europe** et présentent de réelles possibilités d'évolution à l'international.*

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence ARR à NC Communication 108, rue Saint-Honoré - 75001 Paris, qui transmettra ou taper 3617 NC2 référence ARR.

LECTEURS-ATTACHÉS LINGUISTIQUES – CHARGÉS DE MISSION
pour la coopération linguistique et éducative en Italie

Le Bureau de coopération linguistique et éducative de l'Ambassade de France en Italie recherche pour l'année universitaire 1994-95

SIX PROFESSEURS TITULAIRES DE L'ÉDUCATION NATIONALE

agrégés, certifiés, ou en possession d'un doctorat ayant une solide formation en didactique du FLE, pour les postes de lecteurs-attachés linguistiques auprès des universités de Cagliari, Gênes, Palerme, Pise, Rome (enseignement à dominante linguistique et littéraire) et Milan (langue des affaires).

Contrat de trois ans renouvelable
Traitement mensuel : de 4.400.000 à 5.000.000 de lires, selon le grade.

Adresser avant le 19 mars 1994
un c.v. détaillé avec une photo et les photocopies des pièces justificatives à :

Bureau linguistique de l'Ambassade de France
Via di Montoro, 4 - 00186 ROME

Pour tout renseignement complémentaire, écrire à l'adresse ci-dessus, ou téléphoner au 06/683-37-36, télécopie : 06/683-36-09.

MEDIA PROJECT FOR THE CREATIVE

DOCUMENTARY

An initiative of the MEDIA Programme of the European Communities

SECRETARY GENERAL

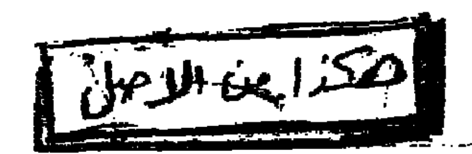
MEDIA Project for the Creative DOCUMENTARY seeks a new Secretary General.

The person appointed must have substantial experience within organisational structures and audiovisual industry, in particular the European documentary sector. A knowledge of English, Danish and French will be an advantage.

The Secretary General shall work out of DOCUMENTARY's office in Copenhagen.

Application before 15 February 1994 to:
DOCUMENTARY, Skindergade 29A,
DK-1159 Copenhague K,
tél. : 45-33-15-00-99*, fax : 45-33-15-76-76





CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

couplage dans 2 à 10 titres européens

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

LES DIRIGEANTS

Direction Générale
Direction Générale Adjointe - Secrétaire Général

LE DÉVEL

HEC, ESSEC ...SUP de CO
DÉBUTEZ PAR LA VENTE



PRODUITS

COR'EX

44-43-76-03
44-43-76-28
FAX : 44-43-77-32

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

Marketing et encadrement commercial

SECTEUR PUBLIC

Collectivités territoriales - Ministères





Le Conseil Régional crée le poste

Directeur des Ressources Humaines

Vous serez placé sous l'autorité hiérarchique directe du Directeur Général des Services. Outre l'animation de la DRH, vous assurerez au sein de l'équipe de direction, dans le cadre des actions engagées de modernisation et d'optimisation du fonctionnement des services (il s'agit d'un personnel principalement d'études et de mission) : une approche stratégique et dynamique des problèmes généraux liés aux évolutions législatives et réglementaires ; l'assistance aux directions opérationnelles pour la mise en place d'une gestion décentralisée des personnels ; la mise en place progressive d'une gestion anticipatrice des emplois et carrières, accompagnée du développement des outils nécessaires pour cette gestion ; une meilleure communication avec le marché de l'emploi, ainsi que la coordination et la centralisation des recrutements des cadres supérieurs ; l'assistance à la DG dans les négociations avec les partenaires sociaux.

De formation supérieure, vous aurez à votre actif une expérience affirmée dans des fonctions d'adjoint ou de DRH d'une collectivité locale, vous ayant permis de développer une compétence dans le statut de la fonction publique territoriale, des contractuels, ainsi qu'une expérience des méthodes modernes d'administration, d'organisation de la fonction personnel, et de gestion.

Ce poste est à créer par mutation d'un fonctionnaire titulaire de la fonction publique territoriale, ou par détachement d'un fonctionnaire d'Etat ou de la fonction publique hospitalière.

Les candidatures (lettre de motivation, CV complet, et rémunération actuelle) sont à adresser avant le 22 février sous référence 40108M à **Madame la Présidente du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, à l'attention de Monsieur le Directeur Général des Services** BP 2035 - LILLE Cedex.

MEDIACOM



Merci d'adresser votre candidature ... 94 (CV détaillé ... photo) à M. le Président ... District de Vesoul ... Vesoul Cedex

Attaché ou Attaché Principal, sous l'autorité directe du Président du District, **en qualité de Responsable de la structure administrative**, vous aurez pour activités principales :

- la gestion des missions actuelles et à venir, dans le cadre de l'intercommunalité et de l'autonomie du district,
- la gestion des dossiers, l'encadrement du personnel, la préparation et le suivi budgétaire.

Une **expérience professionnelle** est souhaitée.

Technicien Territorial, sous la responsabilité de l'Attaché Territorial, vous prendrez en charge la préparation et la gestion des dossiers relatifs aux nombreuses missions techniques du District.

Renseignements : 84 78 64 04 (Président du District) ou 84 76 05 09 (Premier Vice-Président Délégué).

safari

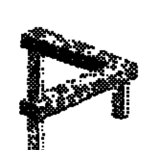
LE MONDE DES CADRES

Pour passer vos annonces :



44-43-76-03
44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32



REALISATION DE L'HEMICYCLE ET DES NOUVEAUX BUREAUX DU PARLEMENT EUROPEEN A STRASBOURG

Société d'Equipement de la Région de Strasbourg, maître d'ouvrage de ce projet recherche, pour étoffer son équipe :

INGÉNIEURS GRANDES ECOLES

(ETP, Mines, PC,...) d'un excellent niveau, expérimentés en IGH ou ERP, appelés à diriger sectoriellement l'opération.

SPÉCIALISTE DU PARACHEVEMENT

Ingénieur, architecte... connaissant bien les corps d'état secondaires et les travaux de finition des bâtiments.

CADRE TECHNICO-ADMINISTRATIF

En possession d'une pratique approfondie des grands chantiers de construction et des relations contractuelles entre maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'oeuvre et entreprises. Sa mission consistera à expertiser toutes les situations administratives, techniques et juridiques.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et photo s/réf. 5007/M en précisant le poste choisi à notre Conseil : MANAGING - 40, rue du Tivoli 67000 STRASBOURG, qui le traitera en toute confidentialité.

MULHOUSE
FRANCFORT - BERLIN



MEDIAPA

La Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, recherche un attaché de presse.

FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE



ATTACHE DE PRESSE

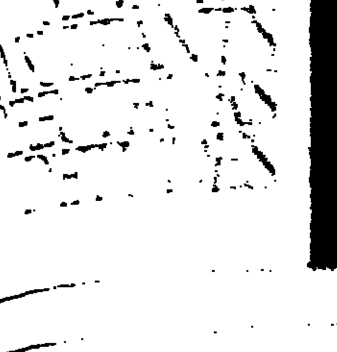
Au service des 160 Sociétés de Croix-Rouge/Croissant-Rouge du monde, vous traitez avec l'ensemble des médias internationaux pour les sensibiliser à l'action humanitaire. Vous suivez les reportages de la presse et diffusez l'information aux sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

Pour ce poste, nous recherchons une personne ayant une connaissance et une expérience des médias, ainsi qu'une parfaite aisance rédactionnelle. De langue maternelle française, vous maîtrisez parfaitement l'anglais, et de préférence possédez en plus des notions d'espagnol et/ou d'arabe.

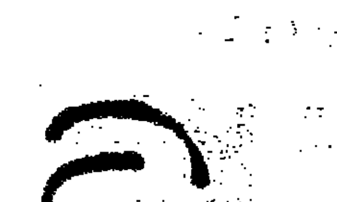
Merci d'adresser les candidatures : Département des Ressources Humaines Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge BP 372 - 1211 GENEVE 19 - SUISSE.

MEDIAPA




CONSEILLERS
...STION DE CARRIERE




LE MONDE DES CADRES

L'Ecole Supérieure de Vente et d'Exportation recherche, pour faire face à son évolution, un

ESVE

RESPONSABLE ALTERNANCE

DIPLOMÉ(E) D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

Expérience appréciée. Poste situé à **PARIS.**

Si vous alliez des capacités organisationnelles et pédagogiques à une réelle compétence commerciale, rejoignez notre équipe pour développer les relations avec les entreprises, et assurer le suivi administratif et pédagogique des Jeunes en Contrat de Qualification. Le salaire sera composé d'un fixe + variable.

Envoyer CV, lettre et photo à notre conseil

RS MANAGEMENT - 1 rue Massue - 94300 VINCENNES

ORC

Conseiller c'est choisir d'influencer

CONSULTANTS MERCURI URVAL

PARIS - STRASBOURG - TOULOUSE

A 30-40 ans, de formation Grande Ecole/Université, vous exercez depuis 5 à 10 ans un métier opérationnel (Commercial, Manager, Ingénieur...). Vous n'avez peut-être jamais envisagé de devenir Consultant, mais votre expérience vous a révélé l'importance de la composante humaine : LES HOMMES FONT LA DIFFÉRENCE !

Cette conviction, nous vous proposons de la mettre en pratique en aidant les Dirigeants d'Entreprise à optimiser leurs ressources humaines : recrutement/sélection, évaluation des potentiels, développement des Managers, évaluations des organisations.

Nous vous offrons, après une période d'intégration d'un an, l'opportunité d'un développement personnel permanent : vous confronter à des situations et des secteurs d'activité multiples, développer votre propre plateforme de clients, vous affirmer auprès d'eux comme un véritable partenaire conseil...

Merci d'adresser lettre, CV, photo, en précisant votre rémunération actuelle et la région choisie, à MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 59.0611/LM portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval

***TERSUD**, Société d'études et de conseil, recherche pour Paris et Marseille dans le cadre de son développement des*

SENIORS CONSULTANTS DIRECTEURS D'ETUDES

Vous interviendrez dans les domaines suivants :
- industrie, production, qualité
- organisation, management
- méthodes statistiques, marketing
- econométrie, prévision
- collectivités, développement local

A 30/40 ans et de profil développeur, vos compétences et votre expérience devront vous permettre de devenir à terme associés du cabinet.

TERSUD, 18 rue Jacques Réattu, 13009 Marseille, fax (16) 91.73.71.30.



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Premier organisme de recherche fondamentale en Europe avec 26000 collaborateurs, l'importance de nos effectifs et nos nombreux projets nous conduisent à recruter

10 CONSEILLERS EN GESTION DE CARRIERE

Paris et Province

Vous aurez pour mission d'assurer la gestion personnalisée des Chercheurs, Ingénieurs, Techniciens, Administratifs...

Véritable professionnel de la gestion des Ressources Humaines dans le secteur public ou dans le secteur privé, vous ferez appel à tout votre savoir-faire acquis durant une expérience opérationnelle d'au moins 4 ans afin de :
- participer à l'élaboration des stratégies de mobilité, formation, recrutement
- assurer **la conduite des actions** (élaboration des profils de poste, entretiens, accueil et intégration, suivi des personnels...).

De formation supérieure (minimum Maîtrise ou Grande Ecole), votre capacité d'écoute et votre parfaite aptitude aux contacts humains liées à votre sens de la pédagogie seront vos points forts pour vous affirmer et réussir parmi nous.

Cette mission s'inscrit dans un premier contrat de 3 ans (ces postes pouvant aussi être pourvus par détachement).

Dès à présent, faites-nous part de vos ambitions en adressant votre CV avec photo s/réf. D2971 à EUROMESSAGES, BP 80 - 92105 BOULOGNE cedex.

ORC — MEMBRE DE SYNTEC RECRUTEMENT

BOSSARD CONSULTANTS

DEPARTEMENT FORMATION

Bossard Consultants, leader européen du conseil en management (900 consultants, 900 MF de CA, 23 bureaux dans 17 pays) recrute un consultant pour son département formation.

Le département formation (30 consultants), positionné sur le marché de la formation-accompagnement, propose des prestations en amont et en aval de la formation, auprès d'entreprises de tous secteurs (industries, services, administrations).

CONSULTANT EXPERIMENTE

Il aura pour missions de :
- concevoir des projets de formation connectés aux grands projets de changements de l'entreprise (organisation, systèmes d'information, gestion des hommes).
- animer, chez nos clients, des séminaires de réflexion-action afin d'aider le management opérationnel à mettre en place ses priorités.
- proposer et développer des systèmes pédagogiques adaptés aux changements voulus par l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel âgé d'environ 30 ans, possédant au moins 3 années d'expérience, de préférence en cabinet de conseil et une solide formation (Bac + 5).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence BCF0294 à Laurence BITTON - Service Recrutement - **BOSSARD CONSULTANTS** 14, rue Rouget de Lisle - 92441 ISSY LES MOULINEAUX Cedex.

ORC

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES RECHERCHE ET SÉLECTION DE CADRES

consultants

PARIS

Notre Groupe, installé à Paris depuis dix ans, est spécialisé dans le Conseil, et spécifiquement dans le domaine des Ressources Humaines : recherche et sélection de Cadres, gestion prévisionnelle, gestion de carrières, audit et formation.

Nos clients sont généralement de grandes entreprises internationales.

Notre expansion nous conduit à créer deux postes de Consultants, basés à Paris.

Vous assumerez, avec le soutien d'une équipe de spécialistes, une mission complète : développement d'un portefeuille clients et traitement technique des missions, dans le contexte d'une large autonomie.

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur, déjà expérimenté (cinq à dix ans) dans la fonction de CONSULTANT RESSOURCES HUMAINES (recrutement, formation ou organisation).

Les conditions proposées, la notoriété de notre groupe ainsi que ses performances sont de nature à motiver des candidats de grande valeur. Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la réf. CRH à COMMUNIQUÉ - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX, en mentionnant les noms des cabinets auxquels vous ne souhaitez pas que votre dossier soit transmis.

ORC — MEDIAPA

Journalistes

CDD 18 mois



NÉE D'UNE ASSOCIATION DE LA SEPT ET D'ARD-ZDF, LA CHAINE CULTURELLE EUROPÉENNE ARTE COMPTE AUJOURD'HUI 200 PERSONNES. POUR COMPLÉTER L'ÉQUIPE DU NOUVEAU MAGAZINE EUROPÉEN "19 H - 19 H 30" À STRASBOURG, ARTE G.E.I.E RECHERCHE RAPIDEMENT DES JOURNALISTES.

IMPÉRATIVEMENT BILINGUE FRANÇAIS-ALLEMAND, VOUS JUSTIFIEZ D'UNE EXPÉRIENCE SIGNIFICATIVE, ACQUISE SI POSSIBLE DANS LE CADRE D'UN MAGAZINE AUDIOVISUEL.

INDÉPENDAMMENT DE L'ASPECT JOURNALISTIQUE, VOUS VOUS INTÉRESSEZ À LA CULTURE ET/OU AUX THEMES DE SOCIÉTÉ. VOUS POSSÉDEZ ÉGALEMENT DES CONNAISSANCES SOIT DES INSTITUTIONS EUROPÉENNES, SOIT DES RÉGIONS ET DES POPULATIONS DU PAYSAGE EUROPÉEN.

MERCI D'ADRESSER CV ET LETTRE DE MOTIVATION, SOUS RÉFÉRENCE 15/93, À ARTE G.E.I.E., SERVICE DU PERSONNEL, 2A RUE DE LA FONDERIE, 67080 STRASBOURG CEDEX.

Votre talent nous intéresse... prenez le micro !

MEDIA SYSTEM



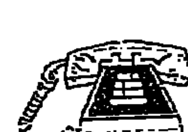
s'installent au

92, rue Jouffroy d'Abbans
75017 PARIS

Tél. : 40 53 95 00
Fax : 43 80 14 37

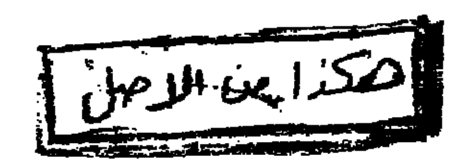


Pour passer vos annonces :



44-43-76-03
44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32



ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

Gestion - Finance - Ressources humaines - Juridique



ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER,
nous recherchons dans le cadre du développement de notre Salle des Marchés un



Opérateur
Trésorerie Devises

Au sein d'une équipe de trois personnes, vous gérez le risque de taux et le risque de change dans les principales devises et participez au développement de nos activités (arbitrages, trading...).

De formation supérieure, débutant ou avec une première expérience réussie de la trésorerie bancaire ou d'entreprise, vous maîtrisez parfaitement l'anglais et la micro-informatique.

Ce poste, basé à Paris, requiert rigueur, créativité et goût du travail en équipe.

Nous vous offrons de réelles possibilités d'évolution au sein de la Salle des Marchés et de notre Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence 94/335 à CARRE TURENNE - 129, rue de Turenne 75003 PARIS qui transmettra.

GROUPE INTERNATIONAL DE PREMIER PLAN DANS LE DOMAINE DES EQUIPEMENTS INDUSTRIELS, NOUS INTERVENONS SUR DE NOMBREUX MARCHÉS À L'EXPORTATION.
NOTRE SERVICE FINANCIER RECHERCHE DANS LE CADRE DU DEVELOPPEMENT DE NOS VENTES A L'INTERNATIONAL UN

Jeune Cadre Financier

Responsable d'une zone géographique, vous serez chargé de la recherche et du montage des financements qui accompagnent nos ventes à l'exportation. Dans ce cadre, vous serez amené à vous déplacer fréquemment avec les responsables commerciaux sur le terrain.

Diplômé d'une école supérieure de commerce de premier plan (HEC, ESSEC, ESCP, IEP), votre première expérience similaire d'environ un à deux ans dans la banque ou dans une grande société vendant des biens d'équipement à l'exportation vous a permis d'acquérir une excellente pratique des techniques de financement export et des moyens de règlement internationaux.

Votre anglais est évidemment parfait, et la pratique de l'allemand sera également appréciée.

Ce poste est situé à Suresnes.

Merci d'adresser rapidement votre candidature sous réf. 336 à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris, qui transmettra.



Juriste d'assurance

Au sein du département comptable et juridique, vous intégrez une équipe de juristes de haut niveau chargée d'assister la direction générale tout comme les différentes entités de la CNP (Branche Groupe et Grand Public, Réseaux, ...) dans la gestion de ses affaires et de ses projets.

- Vous assurez le suivi des dossiers contentieux, en relation avec les cabinets d'avocats, de médecins et autres partenaires.
- Vous contrôlez et validez l'application des règlements.
- Vous intervenez tant au niveau de la rédaction des contrats que de la conception des produits.
- Vous participez à l'informatisation de ce service.
- Vous participez à la veille juridique.

A 30 ans environ, de formation supérieure juridique droit privé (troisième cycle impérativement), vous justifiez de 5 ans minimum de pratique du droit de l'assurance.

Excellent juriste, rigoureux et doté d'un grand sens relationnel, vous souhaitez faire carrière dans une grande entreprise et participer à un travail d'équipe.

CNP, 1er assureur de personnes en France, 60 milliards de CA en 1993, 14 millions d'assurés, 2 200 personnes.

ELYSEES consultants

Ecrire à Madame M.-T. Pouyé, s/réf. PSM 407, 10, rue des Saussaies, 75008 Paris.

CNP, UNE CERTAINE IDÉE DE VOTRE AVENIR

MEDIA SYSTEM



Etex, groupe industriel français, réalise près de 4 milliards de chiffre d'affaires dans le secteur des matériaux de construction plastiques ou fibres ciment (marques Eternit, Nicoll, ...) et des équipements de sécurité individuelle (marque Jallatte), à travers plus d'une trentaine de sociétés implantées dans 15 pays et réunissant 6 000 salariés dans des structures à taille humaine. Le travail des équipes légères de la holding accompagne le développement externe du groupe. Il requiert un professionnalisme élevé et offre une grande variété de situations à traiter dans un groupe réalisant près de la moitié de son activité hors de France, dans trois métiers différents.

Auditeur/Analyste

Votre mission : • Etudes financières des sociétés du groupe et de son environnement • Etudes économiques • Analyser la rentabilité des investissements et des capitaux engagés • Participer à l'harmonisation des systèmes de comptabilité analytique et budgétaire • Audit comptable et fiscal des sociétés du groupe • Micro-informatique de la Direction financière...

Votre profil : Diplômé ESC ou maîtrise de gestion • Formation comptable minimum DECF • Anglais courant et espagnol ou éventuellement allemand • Agé de 25 à 30 ans et une première expérience de 3 à 5 ans d'audit en cabinet ou en entreprise • Sens de l'analyse et adaptation.

Ce poste est basé en banlieue ouest de Paris, à Vernouillet (78) avec des déplacements en France et à l'étranger. Référence AF

Juriste contrats & sociétés

Votre mission : • Assister le Directeur juridique du groupe et notamment assurer l'application du droit des sociétés par les sociétés du groupe en France • Participer aux opérations de fusion, acquisition, restructuration • Participer à la négociation et au suivi de tous types de contrats français et internationaux • Conseil aux filiales...

Votre profil : • Agé de 30 ans environ, une formation en droit des affaires, DESS, DJCE ou doctorat • Une expérience minimum de 5 ans en entreprise ou en cabinet, en droit des contrats et des sociétés • Rigueur et créativité juridique dans des contextes variés • La pratique courante de l'anglais et l'aptitude à rédiger dans cette langue • Espagnol apprécié.

Ce poste est basé en banlieue ouest de Paris à Vernouillet (78). Référence JCS

Merci d'adresser votre dossier (CV, photo, lettre manuscrite et rémunération actuelle) en précisant la référence de votre choix à la DRH, ETEX Gestion, L.-P. Renaudin, BP 3, rue de l'Amandier, 78540 Vernouillet.

---

amdahl

Premier constructeur américain d'ordinateurs compatibles de grande puissance, recherche pour ses implantations en France, Belgique, Italie, Espagne et Portugal, un

Controller
Europe du Sud

Rattaché au Directeur Administratif et Financier de l'Europe du Sud, vous préparez et suivez les budgets, le reporting, la trésorerie et les taxes, et vous supervisez la comptabilité française et américaine de l'ensemble des pays de la région. Pour réussir dans cette mission évolutive, parfaitement bilingue anglais, votre expérience d'au moins 5 ans du contrôle de gestion de sociétés anglo-saxonnes vous donne une parfaite maîtrise des différentes techniques financières et comptables.

Vous avez déjà pris de préférence des responsabilités de Manager Administratif et Financier, et travaillé dans le secteur informatique.

Ce poste basé à Issy-les-Moulineaux demande, bien entendu, de fréquents déplacements à l'étranger.

Si ces perspectives vous motivent, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf 616/812 à notre Conseil *Denis BELLOCQ - SIRCA* 20, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS, en précisant votre rémunération.



Qualité des personnes
Qualité des méthodes
Qualité des produits

MEDIAPA

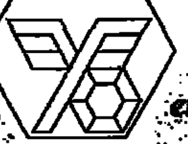
DIRECTEUR DE SUCCURSALE
Banque - 350.000 F

Ville universitaire située à 150 kilomètres de Paris - Une importante banque régionale, membre d'un groupe de premier plan, recherche un directeur de succursale. Rattaché au directeur régional et responsable d'une équipe de 80 personnes, il dirigera l'activité de l'agence principale et de 7 points de vente rattachés. Véritable manager, il impulsera la politique de développement sur les marchés des particuliers, des professionnels et de l'entreprise. Ce poste conviendrait à un candidat âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou équivalent) ou bancaire (ITB, CESB), ayant acquis une expérience confirmée de direction de groupe ou de direction d'agence de taille importante. Il aura une connaissance des différents marchés et notamment celui de l'entreprise. La rémunération de l'ordre de 350.000 francs sera adaptée en fonction du profil du candidat retenu. Ecrire à Hugues CELERIER en précisant la référence R/2038M - **PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.75.**

PA Consulting Group
Creating Business Advantage

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES





La Chambre de Commerce et d'Industrie de Versailles Val d'Oise - Yvelines, recherche un

Directeur

pour son Institut de Formation par Alternance de Montigny-Le-Bretonneux (78)

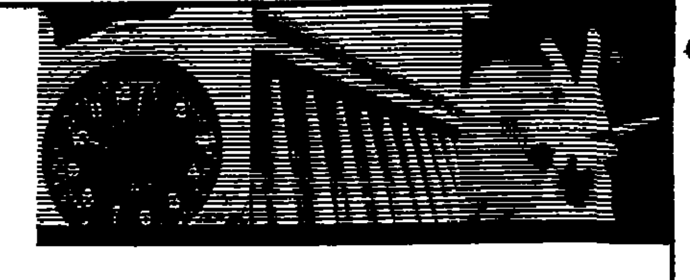
Vous aurez la responsabilité du Centre de Formation accueillant 500 jeunes préparant des formations premières dans les secteurs Bureautique, Vente, Gestion-Comptabilité, Electrotechnique et Electronique (BEP - BAC PRO - BTS). Vous assurerez l'animation du personnel de l'Etablissement, la gestion administrative et financière, le développement des formations proposées. Vous aurez, en outre, la responsabilité des Moyens Généraux.

De formation supérieure (BAC + 4 minimum), vous souhaitez mettre à profit vos qualités en matière de Ressources Humaines. Motivé par la formation des jeunes, vous saurez faire preuve de dynamisme, de rigueur et d'autorité. Une expérience en entreprise est indispensable, une expérience en formation (jeunes ou adultes) est souhaitée.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV + photo et prétentions à C.C.I.V. Val d'Oise - Yvelines - Service du Personnel - 21, avenue de Paris 78021 VERSAILLES CEDEX.

EURO RSCG CARRIERES





MATIF SA

Marché à Terme International de France

Nous souhaitons intégrer au sein de notre Service RECHERCHE un(e)

CHARGÉ(E) D'ETUDES FINANCIERES

Un des plus grands marchés à terme du monde

Une croissance de 30 % en 93

Des technologies de pointe

Des projets ambitieux

Une dynamique des carrières

Une politique de formation

Votre mission sera large :
- conduite d'études financières destinées à la conception des nouveaux produits du MATIF ou à l'extension de la gamme de produits,
- suivi de l'évolution des techniques financières,
- soutien technique à nos équipes de développement et de promotion,
- conception de supports de formation et animation de séminaires...

De formation Bac + 5 à dominante scientifique (grande école scientifique, ENSAE, 3e cycle universitaire mathématiques et économétrie...), vous avez une première expérience de 3 ans environ des marchés financiers.

Au-delà de vos compétences techniques, une aisance orale et des facilités de rédaction sont indispensables pour réussir dans ce poste.

Vous parlez bien l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence B/996 sur l'enveloppe à notre Conseil : ORNICAR 92, rue Jouffroy d'Abbans - 75017 PARIS.

ornicar
GROUPE H&C CONSEIL

EURO RSCG CARRIERES

SOCIÉTÉ D'ARCHITECTURE

(40 personnes)
recrute

Directeur technique et financier

Mission :
- élaboration et suivi des contrats d'ingénierie ;
- supervision des marchés de travaux ;
- contrôle de la comptabilité générale ;
- prévisions financières ;
- gestion des contentieux ;
- gestion du personnel.

Profil :
- une très bonne expérience bâtiment est indispensable ;
- vous avez de solides connaissances techniques et financières et des notions juridiques et fiscales ;
- âgé de 35 et plus ;
- animateur d'équipe, avec le sens de la négociation et des chiffres, vous possédez des qualités d'efficacité, de disponibilité et d'initiatives.

Ce poste basé à Lyon offre une possibilité d'évolution vers la Direction Générale.

Envoyer : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : *le Monde service publicité* 9, rue Simon-Maupin, 69002 Lyon

3i, investors in industry, groupe britannique leader européen du capital investissement

RECHERCHE

Chargé d'affaires junior

Vous êtes débutant et diplômé d'une grande école de commerce (ou DESS finances Dauphine, IEP Ecofi), vous avez une forte motivation pour le métier du capital investissement et possédez de réelles qualités commerciales et d'analyse.

Vous collaborerez au sein d'une équipe à l'analyse financière et industrielle des dossiers étudiés et serez formé à l'ensemble de nos techniques financières.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo) à :

3i France - Florence Jouffroy, 141, avenue Charles-de-Gaulle, 92521 NEUILLY Cedex.



investors in industry

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

Chef de projet

Missions internationales

Notre division (400 personnes dans le secteur industriel) est la filiale d'un Groupe diversifié. Nos projets de développement nous conduisent aujourd'hui à renforcer notre équipe de direction.

Merci d'adresser votre candidature à Vidal Associates, 20-22 rue Louis Armand, 75015 Paris en précisant la référence 1800 sur l'enveloppe et sur la lettre.

Challenge : Rattaché au Vice-Président, vous le secondez dans l'axe développement stratégique de l'entreprise. Imaginatif et curieux, vous anticipez l'évolution économique et technologique de nos marchés. Vos missions concernent tant l'innovation au sens large (et en particulier produits) que la croissance externe (acquisitions à l'étranger, joint-ventures,...). Votre esprit d'analyse et votre sens critique vous permettent de déceler les réelles opportunités et de mener nos projets à leur terme.

Profil : 28 - 30 ans. Ingénieur (ou formation supérieure de gestion complétée par une expérience crédible du monde industriel). Idéalement, un parcours de 5 ans dans un contexte exigeant type cabinet conseil. Votre large culture vous permet de maîtriser des domaines aussi variés que le marketing industriel, les process, l'analyse stratégique ou la négociation à haut niveau... Vos qualités opérationnelles sont indéniables, de même que votre dimension internationale.

Offre : Une responsabilité passionnante dans un contexte performant auprès d'interlocuteurs de haut niveau. Une réelle délégation sur des projets diversifiés, à l'échelle mondiale.



MEDIA SYSTEM

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE FINANCIERE

Le groupe GEMPLUS, 1000 personnes, 740 MF de CA, leader mondial du développement et de la fabrication de cartes à puce multiapplications, recherche un Chef de projet informatique financière.

A 30 ans environ, de formation supérieure Bac + 5, vous souhaitez valoriser votre **double compétence informatique/finances.** Vous avez **impérativement** déjà piloté un projet de refonte du système d'informations financières et avez l'expérience de la mise en place de progiciels comptables et du suivi de la sous-traitance.

Dans un environnement informatique évolutif (mini systèmes, réseaux, télécoms...), nous vous confierons la mise en place de notre nouveau système financier. Votre parfaite maîtrise des aspects financiers et gestion de l'entreprise vous permettra de traduire ces procédures en un schéma informatique global, de la phase de spécification à la mise en exploitation. Rigueur, capacités d'écoute et qualités relationnelles sont des atouts pour cette mission, dans un contexte de groupe multinational en constante mutation et en très forte progression.

Ce poste basé dans le sud de la France nécessite des déplacements ponctuels en France et à l'étranger. L'anglais est impératif.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV, sous la réf. CPI, à GEMPLUS, Direction des Ressources Humaines, BP 100, 13881 Géménos Cedex.



La rigueur technologique au service de l'innovation

MEDIA SYSTEM

Chef de produits logiciels

France Telecom Mobiles Data, filiale du Groupe France Telecom, Opérateur de Réseaux en radio transmission de données, basé à PARIS 14ème recherche un Chef de produits logiciels.

A 30 ans environ, diplômé d'une Ecole d'Ingénieur, vous avez idéalement complété votre formation par un 3è cycle Marketing. Possédant une expérience d'au moins 3 ans dans le marketing de produits logiciels, vous justifiez d'une bonne connaissance du monde des telecom, ainsi que de l'anglais technique.

Au sein de la Direction du Marketing, vos larges aptitudes aux contacts techniques et commerciaux dans un contexte international vous permettront d'assumer pleinement et avec efficacité la responsabilité du marketing des produits de connectivité :
- suivi marketing et commercial des sociétés fournissant les logiciels de connectivité,
- mise en place de partenariats et développement de canaux de distribution en France et en Europe,
- gestion du cycle de vie et marketing des produits,
- réalisation des documentations promotionnelles.

L'importance du Groupe ouvre des perspectives d'évolution de carrière intéressantes à des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous la référence EL 37 à : EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX



MEDIA SYSTEM



SECT

Génie Civil - Bâtiment

INGENIEUR ETUD

etap

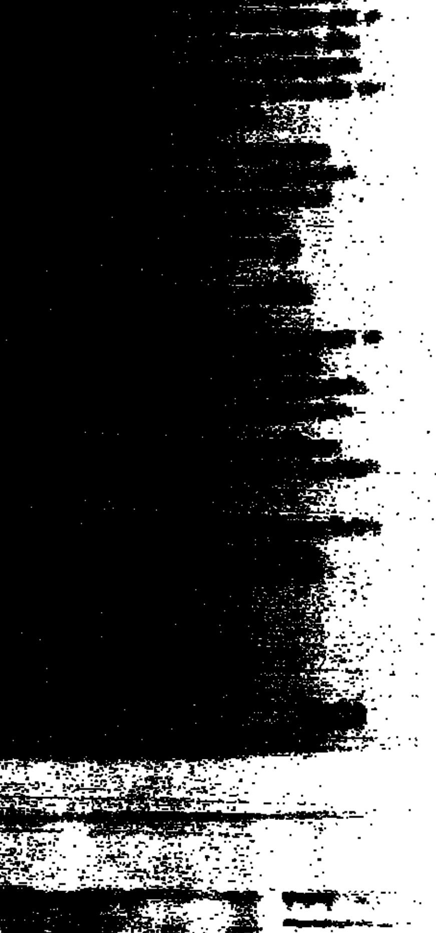
INGENIEURS

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

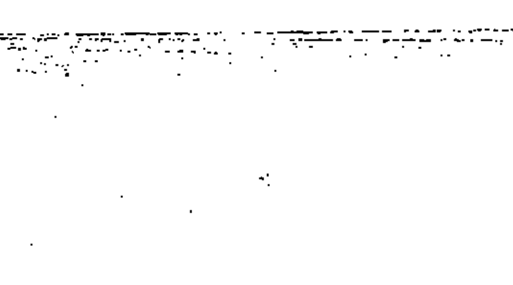




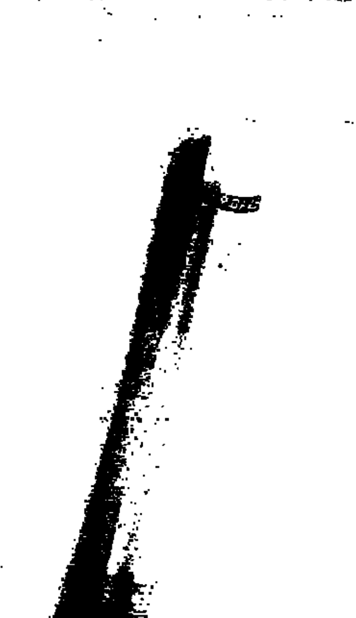




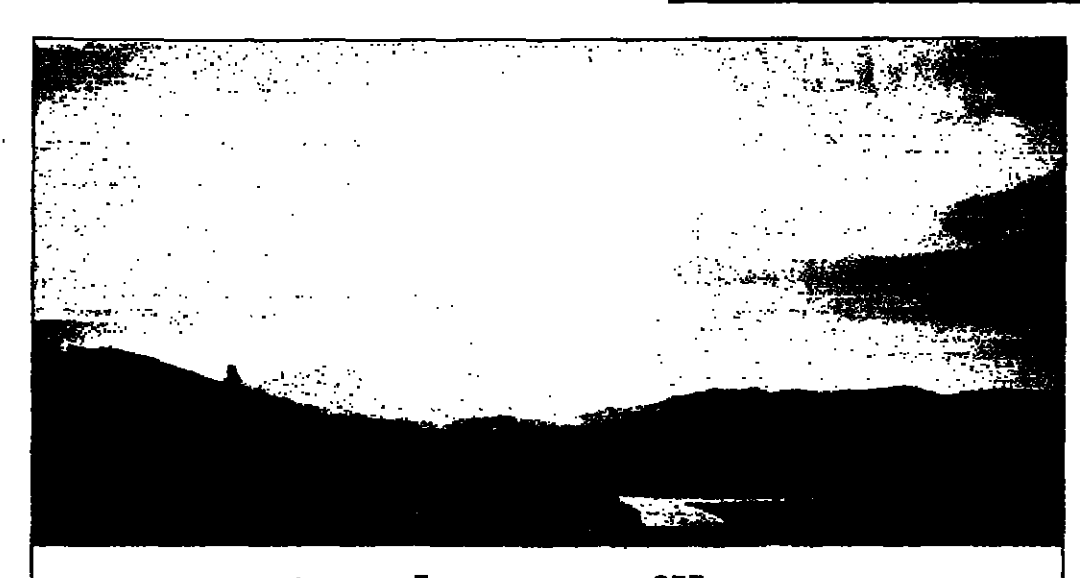








SECTEURS DE POINTE



Appel aux meilleurs ingénieurs informaticiens

Filiale du groupe Alcatel Alsthom, avec près de 2 000 personnes, nous sommes un des leaders en informatique communicante.

Notre savoir-faire couvre le conseil, l'assistance technique, la direction de grands projets et l'intégration de systèmes.

Notre clientèle, essentiellement liée aux principaux groupes européens et aux grandes administrations, est en droit d'attendre de nous la meilleure solution à ses problèmes. Aussi sommes-nous exigeants envers nous-mêmes et ceux qui nous rejoindront. Nous souhaitons intégrer à nos équipes des informaticiens de haut niveau, du débutant diplômé d'une grande école d'ingénieurs au senior consultant expert en systèmes distribués et en télécommunications.

Consultants, chefs de projet, ingénieurs d'étude, analystes, contactez-nous, des postes sont à pourvoir en Région Parisienne, à Lille, Orléans, Rennes, Brest, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Toulon, Nice, Aix-en-Provence, Grenoble, Metz, Strasbourg et Clermont-Ferrand.

L'expérience des télécommunications au service de l'informatique

ALCATEL

Merci d'adresser votre candidature, en précisant la région de votre choix, votre domaine de compétences et la référence LM à Alcatel TITN Answare - Service Recrutement - 1, rue Galvani - BP 110 - 91301 Massy cedex.



DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Centre Ouest

Dans une PMI de 450 personnes réalisant un CA de 300 MF, en relation étroite avec le Directeur du Site et le Secrétaire Général du Groupe, vous êtes responsable de l'ensemble des fonctions de Gestion, Administration et Finances de l'entreprise.

Vous, à 30 ans minimum, de formation supérieure Ecole de Commerce et/ou Universitaire Finance/Gestion, votre acquis professionnel d'au moins 5 ans en milieu industriel vous permet aujourd'hui de maîtriser la fonction et de posséder une bonne expérience d'organisation.

Vous souhaitez donner une nouvelle dimension à vos responsabilités, gagner en autonomie et offrir à votre carrière l'ampleur de vos ambitions, dans un Groupe en pleine croissance.

Merci d'adresser votre CV, photo et rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 95 avenue Victor-Hugo, 92563 Rueil-Malmaison Cedex, sous la référence 56.0945/LM.



Jeunes managers, des métiers pour entreprendre.

Des métiers pour entreprendre — Développer un site de production — Manager des équipes

Jeunes diplômés d'une grande école d'ingénieurs (Mines, Supélec, X, Centrale, Ponts...), votre capacité d'entreprendre ne demande qu'à s'exprimer. Vous avez envie de mettre en œuvre vos idées sur le terrain et pour cela, vous avez besoin d'une entreprise qui vous en donne les moyens ; la SNCF partage vos ambitions. Après une formation initiale, la SNCF vous propose de devenir responsable d'un site de production. Vos missions seront multiples et enrichissantes (management, sécurité, gestion, relations extérieures...). Elles vous permettront de développer votre goût de l'organisation et de l'animation. Pour atteindre vos objectifs, vous saurez faire la preuve de votre sens de l'initiative. Vos compétences vous permettront d'évoluer vers les postes clés de l'entreprise. Alors, si entreprendre vous motive, envoyez dès aujourd'hui votre candidature à Bernard Gleize - SNCF Direction du Personnel 88, rue Saint-Lazare 75436 PARIS Cedex 09.

SNCF

SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous



Filiale du groupe pharmaceutique européen ZAMBON, nous sommes spécialisés dans le matériel médico-chirurgical. Notre volonté est de développer un partenariat actif avec le monde de la santé afin d'apporter la meilleure innovation thérapeutique. Nous avons aujourd'hui un objectif : devenir le leader des soins ambulatoires de haute technicité.

Vous avez une idée forte du travail en équipe et du respect de l'individu. Vous savez vous investir à 110% et surtout atteindre des résultats...

RESPONSABLE SERVICE ACHAT ET LOGISTIQUE

De formation technique Bac + 4/5, vous possédez 5 ans d'expérience dans une entreprise orientée vers la qualité et parlez couramment anglais.

Vous serez "patron" de la gestion des achats et si possible de la logistique.

Rigoureux, vous faites preuve de beaucoup d'autonomie et avez le souci permanent de la qualité et des résultats. Poste basé à Sophia ANTIPOLIS (06).

Adresser lettre manuscrite, CV et photo en indiquant la réf. RSAL sur l'enveloppe à Emmanuelle Marnet, ZAMBON France, 664 route des 3 moulins, 06600 ANTIBES ou répondez par minitel 3617 TéLéCV avec la référence.

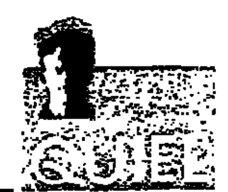
Filiale d'un important groupe pétrolier multinational, CHEVRON CHEMICAL SA (1,5 MF de CA, 600 personnes) fabrique et commercialise des additifs pour lubrifiants et carburants, et recherche un

INGENIEUR
Assistance Technique Internationale
bilingue anglais

Vous assurez le support technique auprès des clients de votre secteur géographique (pétroliers, fabricants de lubrifiants...) pour des produits spécifiques : additifs pour lubrifiants.

Au sein du Service Technique Client, vous êtes l'interface entre les unités de développement et de production de l'entreprise et la clientèle pour définir ses besoins, les évolutions à apporter aux produits et répercuter les éléments techniques de notre politique commerciale (présentation de nouveaux produits, promotion de la gamme...).

De formation ingénieur chimiste ou mécanicien, vous avez une réelle connaissance des produits ou techniques de lubrification. Votre bonne maîtrise de l'anglais, associée à votre mobilité géographique et votre compétence technique vous permettront de donner sa pleine dimension à ce poste et de bénéficier des perspectives d'évolution d'un groupe reconnu sur le plan mondial. Poste basé à Neuilly et en relation fréquente avec des clients d'Europe de l'Est.



Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. IATI2017 à notre conseil : QUIEL Ressources et Perspectives - 160, rue de Paris - 92100 Boulogne.



LA HAGUE
sur un site industriel prestigieux

Diriger une équipe de maintenance

Notre société de 400 pers. assure depuis 40 ans la conception, la construction et la maintenance de systèmes et équipements complexes pour les industries de pointe : nucléaire, défense, aéroportuaire.

A la Hague, sur le plus grand site nucléaire européen, une de nos équipes (100 personnes) assure la conception et la réalisation d'importants programmes de maintenance préventive et corrective, mettant en œuvre des méthodes spécifiques à une industrie de pointe à feu continu (équipements de manutention complexes : machines spéciales pour le nucléaire).

Aux côtés du Responsable de cette agence, vous :
- effectuez le diagnostic des besoins de nos clients et assurez le suivi commercial,
- supervisez les interventions techniques et leur contrôle
- gérez nos contrats et nos engagements de résultats
- animez une équipe de 60 personnes (ingénieurs et techniciens).

Ingénieur généraliste, vous disposez, à 35 ans environ, d'une solide expérience acquise dans des fonctions comparables, de très bonnes connaissances en mécanique, électrotechnique, automatismes, de réelles qualités d'animateur et de meneur d'hommes, d'un goût prononcé pour l'action sur le terrain.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, s/réf. 569 M, à notre Conseil, Carole de Chilly - 9 bis route de Champagne - 69134 Ecully cedex.

◇ ALGOE
Gestion Individuelle des Carrières

LA QUALITÉ C'EST NOTRE AFFAIRE

De l'Agro-alimentaire au nucléaire, SGS, numéro un mondial de l'inspection et du contrôle qualité (30 000 personnes dans le monde), intervient dans tous les secteurs d'activités. Aujourd'hui dans le cadre du développement de nos activités dans le secteur des services nous recherchons un

Ingénieur d'Affaires

Responsable de la "Certification de Services", vous lancez l'opération, démarrez l'action commerciale et organisez progressivement l'activité.

Pour réussir, vous avez été, au cours de votre expérience de 5 à 10 ans, Responsable d'un centre de profit tant en termes de gestion que d'action commerciale.

Aujourd'hui, vous avez une bonne connaissance des services et des outils de la qualité (ISO 9 000...). Enfin, vous êtes familiarisé aux relations avec l'administration.

Pour ce poste, merci d'adresser vos lettre, curriculum vitæ, photo et prétentions à Christine CHAUVIN SGS QUALITEST 191, avenue A. Briand 94230 CACHAN.

SGS Qualitest